

P. Broué
E. Témime

La Révolution et la Guerre d'Espagne

①

[L'armée espagnole](#) [L'Église](#) [La question agraire](#) [Structure de la société espagnole](#) [Un pays semi-colonial](#) [Un pays écrasé par son passé](#) [Chap. I : Oligarques et républicains](#)

[Les républicains bourgeois](#) [Les républicains autonomistes](#) [La Phalange](#) [Le complot militaire](#) [L'Action populaire](#) [L'aristocrate espagnole et les partis conservateurs](#) [La bourgeoisie](#)

[Chap. III : Le prologue de la révolution](#)

[Les communistes](#)

[Les socialistes](#)

[Les anarchistes](#)

[Chap. II : Le mouvement ouvrier](#)

[L'Espagne et le mouvement ouvrier](#)

[Les efforts de Prieto](#) [Le rôle de Caballero](#) [Une situation révolutionnaire](#) [Les lendemains de l'élection](#) [Résultat des élections](#) [La campagne électorale](#) : droite contre gauche

Chap. IV : Pronunciamento et révolution

L'attitude du gouvernement La préparation du soulèvement militaire Le terrorisme contre-révolutionnaire de la Phalange

[Le gouvernement Martinez Barrio](#) [Le gouvernement républicain devant le soulèvement](#) [L'insurrection au Maroc](#) [L'assassinat de Calvo Sotelo](#) [La grève du bâtiment](#)

Chap. V : Double pouvoir en Espagne républicaine

Le « movimiento » : succès et échecs

La terreur contre l'Église catholique Le pouvoir des groupes armés

[Autres gouvernements révolutionnaires](#) [Conflit de pouvoirs à Valence](#) [Le Comité central des milices antifascistes de Catalogne](#) [Le pouvoir des comités](#)

[Chap. VI : Les conquêtes révolutionnaires](#)

[Le pouvoir de l'État](#) [Les milices](#) [L'ébauche d'un appareil d'État nouveau](#) [Un cas particulier : le pays basque](#)

[Les efforts de direction économique](#) [Les collectivisations et le problème du pouvoir](#) [La collectivisation dans les campagnes](#) [La propriété industrielle](#) [Le problème de l'Église](#)

[L'offensive nationaliste](#) [La rupture de l'équilibre](#) [Le rapport de forces militaires](#) [Chap. VII : De la révolution à la guerre civile](#) [Economie, politique et guerre](#)

[Le contexte international](#) [Comités et soviets](#) [Chap. VIII : La liquidation du pouvoir révolutionnaire](#) [La Terreur](#) [Menace sur Madrid](#)

[Les anarchistes face au pouvoir](#) [Les socialistes de gauche à la croisée des chemins](#) [Les partisans de la restauration de l'État républicain](#)

[L'entrée de l'Aragon dans l'ordre républicain](#) [La dissolution du comité central des milices](#) [La formation du gouvernement Largo Caballero](#)

Chap. IX : Le gouvernement Caballero et la restauration de l'État

Un facteur politique : l'aide russe L'entrée des anarchistes dans le gouvernement central

[Le recul des anarchistes](#) [La « légalisation » des conquêtes](#) [La militarisation des milices](#) [La reconstitution de la police](#) [La réforme judiciaire](#) [Le gouvernement contre les Comités](#)

[Chap. X : Madrid : no pasaran !](#) [Bilan de cette restauration](#) [LA montée communiste](#)
[La défense de Madrid: le général Miaja et la junte](#) [Une ville à prendre](#)

[La portée de Guadalajara](#) [Les batailles d'encerclement](#) [Le tournant](#) [La terreur des raids aériens](#) [Les combats de Novembre](#) [Les méthodes de la junte](#)

[L'opposition de droite se cherche](#) [Les rapports avec l'U.R.S.S.](#) [Les pressions extérieures : le problème du Maroc](#) [Chap. XI : La dislocation de la coalition antifasciste](#)

[La montée de l'opposition révolutionnaire Caballero contre le Parti Communiste](#) [Le conflit entre la C.N.T. et le P.C.](#) [La chute de Malaga : coalition générale contre Largo Caballero](#)

[La chute de Largo Caballero](#) [Conséquences immédiates des journées de mai](#) [Signification des journées de mai](#) [Une situation explosive](#)

[L'assassinat d'Andrés Nin](#) [La suppression du P.O.U.M.](#) [Juan Negrín](#)
[Chap. XII : Le gouvernement Negrín et la liquidation des oppositions](#)

[L'État fort](#) [Le S.I.M.](#) [Mise en place d'un appareil de répression](#) [La liquidation de l'opposition loyale](#) [La dissolution du Conseil de défense d'Aragon](#)

ΧηαπI : Oligarques et républicains

L'Espagne du début du XX^e siècle est l'archaïsme de l'Occident : dans ce monde qui s'uniformise, elle est l'îlot des traditions et ses maîtres se flattent d'avoir su, face aux courants politiques et économiques modernes, main tenir l' « hispanité ». C'est pourtant dans ce pays, profondément enfoncé dans son passé, que se déroule, à partir de 1936, la dernière révolution de l'entre-deux-guerres. Comme la Russie en 1917, l'Espagne est, alors, le chaînon le plus faible du monde capitaliste ; là s'arrête cependant la comparaison. La révolution espagnole, à la différence de l'Octobre russe, n'était pas la première étincelle d'un incendie qui se propageait, mais seulement la dernière flambée d'un feu déjà éteint dans toute l'Europe. La

révolution russe avait annoncé la fin de la première guerre mondiale. La révolution espagnole ne fera en définitive qu'offrir aux puissances qui se préparent à la seconde un fertile terrain d'expériences. La révolution devenue guerre civile ne sera finalement que le prélude et la répétition générale de la deuxième guerre mondiale.

Un pays écrasé par son passé

C'est au retard de son développement économique général que la Russie des tsars devait son caractère profondément arriéré. L'Espagne, au contraire, doit le sien, par un curieux paradoxe, aux conséquences directes de l'avance qu'elle avait prise, au début des temps modernes, sur les autres puissances européennes.

A l'époque où son hégémonie s'affirmait sur l'Europe en même temps que l'essor de son commerce mondial, sa monarchie se centralisait, ses particularismes régionaux s'estompaient : l'Espagne féodale reculait tandis qu'une nation et un État moderne s'ébauchaient. Mais la précocité même de cette expansion devait se retourner contre elle. La découverte de l'Amérique et l'édification d'un empire immense sur le Nouveau Continent portaient en elles les germes de la décadence. Tandis que les métaux précieux rapportés par les galions du roi allaient vivifier l'Europe occidentale, la métropole semblait frappée de paralysie, devenait en même temps que « fontaine de gloire » la « vallée de misère » qu'ont su décrire les historiens du XVI^e. L'Espagne perd, au XIX^e, ses dernières positions mondiales et ne sera finalement qu'effleurée par la révolution industrielle et libérale qui achève de transformer la vieille Europe.

Les classes d'ancien régime continuent de se décomposer sans pourtant que s'achève la formation de la nouvelle société bourgeoise en gestation. Le retard du développement capitaliste, le rétrécissement des rapports économiques freinent la formation de la nation, renforcent les tendances centrifuges et le séparatisme des provinces : les entrepreneurs du Pays basque et de la Catalogne qui ont, au XIX^e, bénéficié d'un développement industriel limité, supportent avec impatience, mais sans avoir la force de le secouer, le joug de l'oligarchie castillane. Les masses paysannes prolétarisées font parfois exploser leur colère dans de brutales flambées, véritables « jacqueries » en plein siècle du machinisme. Encore uni par mille liens au monde paysan, un prolétariat s'organise, animé de la même combativité. Ainsi s'accumulent, dans tous les pores d'une société complexe, les germes de destruction d'un passé encore si vivant et si pesant qu'il peut, au début du XX^e siècle, sembler éternel.

Un pays semi-colonial

Au début du XX^e siècle, l'Espagne est un pays essentiellement agricole. C'est à l'agriculture que se consacrent plus de 70 % de sa population active. Le paysan espagnol travaille avec les mêmes outils que son ancêtre au Moyen Âge : dans l'ensemble du pays, l'araire l'emporte encore sur la charrue. Les rendements à l'hectare sont parmi les plus faibles d'Europe, et plus de 30 % des terres cultivables restent en friche.

L'industrie, là où elle existe, est à peine sortie de la période manufacturière. La concentration se fait à un rythme très lent : seule la métallurgie du Pays basque présente tous les traits de la grande industrie capitaliste. En Catalogne, l'industrie textile, la plus importante du point de vue de la production globale, est encore éparpillée dans une poussière d'entreprises minuscules.

Sur le marché mondial, l'Espagne n'a à offrir que les produits de son sol et ceux de son sous-sol en échange des produits manufacturés des industries étrangères. Mais elle est aussi, inévitable corollaire, un terrain d'élection pour les capitaux étrangers investis depuis quelques décennies dans les secteurs les plus rentables et les plus importants : capitaux belges (un demi-milliard de francs) dans les chemins de fer et les tramways, capitaux français (trois milliards) dans les mines, le textile, l'industrie chimique, capitaux canadiens dans les centrales hydro-électriques en Catalogne et au Levant, capitaux britanniques (cinq milliards) qui contrôlent toute la métallurgie du Pays basque, les constructions navales, les mines de cuivre avec Rio Tinto¹, capitaux américains, nouveaux venus mais non des moindres, qui contrôlent notamment les téléphones², capitaux allemands enfin qui, en 1936, déjà incorporés dans les compagnies d'électricité du Levant, cherchent à pénétrer dans la métallurgie.

La guerre de 1914-18, en lui offrant des débouchés, avait apporté à l'Espagne une relative prospérité. D'un seul coup, elle s'était trouvée promue au rang de fournisseur de produits alimentaires et même, dans une certaine mesure, de produits fabriqués. Mais le retour de la paix l'exclut du marché mondial où elle est incapable de soutenir la concurrence des puissances industrielles. La crise mondiale l'atteint durement en 1929 ; les barrières douanières élevées par les grandes puissances barrent la route de l'exportation aux produits de son agriculture et provoquent l'effondrement d'un marché intérieur déjà à peine capable d'absorber les produits de l'industrie nationale : plus encore peut-être que les pays avancés, les pays à structure semi-coloniale, comme l'Espagne, sont atteints par la crise des années 30 et ses conséquences sociales³.

1 A la veille de la révolution, la Compagnie des mines de cuivre du Rio Tinto réalise des bénéfices annuels de l'ordre d'un million de livres, alors que son capital est de quatre millions. La duchesse d'Atholl (*Searchlight on Spain*) l'accuse d'avoir financé la rébellion militaire en fournissant à ses chefs des livres sterling pour 40 pesetas, alors que le cours normal était de 80 à 100 pesetas. Notons également la présence en Espagne de la grande firme d'armements britannique Vickers-Armstrong, étroitement liée aux banques Zubira et Urquijo.

2 La *Traction Light & Electric Power* contrôle les neuf dixièmes de la production d'énergie électrique de Catalogne.

3 C'est à ce moment que, par représailles contre l'établissement du monopole du pétrole par le gouvernement dictatorial du général Primo de Rivera, le milliardaire américain Deterding retire son soutien à la peseta.

Structure de la société espagnole

L'extrême différenciation sociale accentuée en effet les moindres contrecoups économiques, raidit un organisme aux possibilités d'adaptation déjà réduites. On peut, avec Henri Rabasseire⁴ estimer que, sur onze millions d'Espagnols qui constituent la population active du pays, il y a huit millions de « pauvres » dont le travail assure tout juste la subsistance : un million de petits artisans, deux à trois millions d'ouvriers agricoles, deux à trois millions d'ouvriers d'industrie et de mineurs, deux millions de métayers ou tout petits propriétaires ruraux. Entre cette masse et le million de privilégiés que Rabasseire appelle les « parasites » – fonctionnaires, prêtres, militaires, intellectuels, grands propriétaires ruraux et grands bourgeois – s'intercalent moins de deux millions d'hommes des « classes moyennes » pour moitié paysans aisés, pour moitié petits bourgeois groupés dans les centres les plus évolués : Barcelone, Valence, Bilbao, Santander...

Aucune expansion n'est possible tant que ces huit millions de « travailleurs pauvres » n'ont d'autre possibilité que d'assurer péniblement leur subsistance dans des conditions de vie uniformes, avec une consommation réduite au strict minimum, un budget essentiellement consacré à la nourriture. Le développement des forces de production dans le cadre du capitalisme est fermé à l'extérieur par les barrières douanières ou la concurrence des grandes puissances qui lui interdisent l'ouverture des marchés. À l'intérieur, la création d'une paysannerie solide et prospère permettrait la création d'un marché intérieur. Mais elle exige préalablement le règlement du problème n° 1 de l'Espagne, celui de la terre. C'est dans les campagnes que s'accusent le plus fortement les oppositions sociales, que s'alimentent les haines séculaires.

La question agraire

En 1931, deux millions de travailleurs agricoles n'ont pas de terre, tandis que 50 000 hobereaux possèdent la moitié du sol de l'Espagne. Tandis qu'un million et demi de petits propriétaires dont les terres ne dépassent pas un hectare de superficie sont obligés pour vivre de travailler sur les terres des grands, 10 000 propriétaires ont plus de 100 hectares... Dans certaines provinces, la domination des « grands » est totale : 5 % des propriétaires détiennent dans la province de Séville des terres qui représentent 72 % de la valeur totale de celles de la province ; dans celle de Badajoz, 2,75 % des propriétaires possèdent 60 % de la superficie. On cite couramment le duc de Medinaceli qui possède 79 000 hectares, le duc de Peñaranda qui en a plus de 51 000...

Pourtant le tableau de la condition des terres et des paysans est infiniment plus varié que ne pourraient le faire croire ces chiffres brutaux. Les systèmes agraires varient en effet avec les conditions naturelles, notamment le degré de sécheresse. Ces formes diverses résultent aussi des luttes séculaires des paysans pour la terre. Entre le travailleur intermittent et le petit propriétaire indépendant, il y a toute une gamme de fermiers, de métayers, aux baux de plus ou moins longue durée, de petits propriétaires astreints à payer des redevances venues directement du régime féodal médiéval. Aussi peut-on, avec M. Gerald Brenan⁵, distinguer deux problèmes agraires essentiels, celui des petites tenures du Nord et du Centre, souvent trop petites pour la subsistance de ceux qui les travaillent, celui des grands domaines du Sud exploités par le travail d'ouvriers à qui l'abondance de main-d'œuvre permet de n'offrir que des salaires de famine.

Le petit propriétaire des Asturies, qui bénéficie de l'appoint de vastes pâturages communaux, le métayer du Pays basque, de Navarre ou de Maestrazgo ne connaissent qu'exceptionnellement la misère, s'ils ignorent pourtant l'aisance. Mais le paysan de Galice sur sa terre minuscule est écrasé par le poids du *foro*, résidu des taxes seigneuriales, et celui du Leon, de la vieille Castille et du plateau d'Aragon se débat trop souvent entre les mains des usuriers. Si le paysan du Levant est quelquefois parvenu à racheter la tenure héréditaire astreinte au paiement du *censo*, le fermier des plaines irriguées de Grenade et Murcie doit payer des loyers énormes. Le petit propriétaire catalan jouit d'une relative aisance, mais son voisin, le « rabassaire »⁶, a vu sa condition se dégrader au cours des dernières années.

Sur le plateau de Nouvelle Castille, les domaines des nobles sont presque toujours loués. Le drame, ici, est dans la brièveté du bail et sa précarité, l'absence d'obligations pour le propriétaire, qui peut hausser les baux à sa guise et laisse souvent ses agents abuser encore du paysan. D'après les registres de l'impôt de 1929, 850 000 chefs de famille, sur un total de 1 000 000, ont un revenu quotidien inférieur à une peseta...

Dans la Manche et l'Estramadure, les domaines sont plus grands et les petits exploitants moins nombreux. Dans les plaines, le paysan typique est le *yuntero*, paysan sans terre, possesseur d'un attelage de mules, qui cultive quand il le peut la terre du grand propriétaire absentéiste.

L'Andalousie est le domaine classique des latifundia. Ici le revenu moyen annuel d'un grand propriétaire est d'environ 18 000 pesetas, celui d'un petit propriétaire étant de 161 pesetas. Mais la majorité des paysans ne sont pas propriétaires du tout : ce sont les *braceros* – les « brasiers » de notre Moyen Âge –, journaliers qui n'ont guère de travail plus d'un jour sur deux et doivent vivre toute l'année avec les salaires de misère gagnés à travailler, dans les pires conditions⁷, sur les grands domaines, sous la surveillance du *labrador*, l'intendant rapace, toujours prêt à s'enrichir par des amendes arbitraires ou le chantage à

4 *Espagne, creuset politique*, p. 60.

5 *The Spanish Labyrinth*, pp. 87-131.

6 *Rabassaire* : métayer d'un type spécial (*rabassa morta* : racine morte) dont le bail prend fin quand les trois quarts des plants sont morts. Relativement favorables au XIX^e, ces conditions deviennent catastrophiques avec les ravages du phylloxéra et l'introduction de plants nouveaux exigeant plus de soin et durant moins longtemps. Sous l'influence de Gambo et de la droite, le Tribunal des garanties constitutionnelles abrogea la loi votée en faveur des rabassaires par le Parlement catalan à la veille de l'insurrection de 1934.

7 Le travail dure du lever au coucher du soleil. Au début de 1936, la majeure partie des salaires des ouvriers agricoles sont compris entre 0,60 et 3 pesetas. Or le travail est à la fois intermittent et saisonnier.

l'embauche. Bien des terres cultivables restent en friche, soit que leur propriétaire se les réserve pour la chasse, soit qu'il veuille ainsi tenir la dragée haute aux revendications des *braceros*. Car cette région, qui compte des populations peut-être les plus misérables d'Europe, est aussi la patrie de la haine de classes, de l'esclave toujours prêt à se révolter contre le maître : les « jacques » ont faim de terre...

C'est donc, en définitive, une poignée de grands propriétaires qui domine la terre d'Espagne⁸. Les « oligarques », comme disent leurs adversaires, ont su, depuis des siècles, préserver l'essentiel de leurs privilèges et de leur fortune au détriment de la masse paysanne. La monarchie a été leur régime, le seul véritablement conforme à leurs intérêts et à leurs aspirations. C'est pour la sauver qu'ils ont consenti, en 1923, au pronunciamiento qui devait inaugurer la dictature du général Primo de Rivera. En 1930, c'est le consentement général du roi et des oligarques qui congédie Primo et appelle le général Berenguer. En 1931, la proclamation de la République se fera sans violence : ce sera la « glorieuse exception » d'une « révolution pacifique », ainsi que le proclame au micro le grand propriétaire Alcala Zamora, devenu président. La monarchie fait place à la République sans que, pour l'essentiel, le régime économique et social ait subi d'atteinte. Alphonse XIII quitte l'Espagne, mais il n'abdique pas. Les oligarques, dans leur quasi-totalité, lui restent fidèles. Ils conservent, sous le nouveau régime politique, les solides piliers qui ont de tout temps étayé leur domination : l'Église et l'Armée.

L'Église

L'Église espagnole est, elle aussi, un anachronisme, qui semble issu tout droit du Moyen Âge avec ses 80 000 prêtres, moines et religieuses. Sa puissance spirituelle et temporelle est considérable. Il est cependant difficile d'estimer ses richesses avec exactitude. Sans doute n'est-elle pas, comme on l'a souvent affirmé, le plus gros propriétaire foncier du pays ; mais elle n'est pas loin de l'être. L'enquête du ministère de la Justice effectuée au lendemain de la proclamation de la République lui attribue 11 000 domaines, évalués à quelque 130 millions de pesetas. Ses propriétés urbaines ne sont pas moins considérables, et elle est une puissance du monde des affaires, de la banque comme de l'industrie, contrôlant directement ou par l'intermédiaire d'hommes de paille des entreprises aussi importantes que la Banque Urquijo, les mines de cuivre du Rif, les chemins de fer du Nord, les tramways de Madrid ou la Compagnie Transméditerranéenne.

Elle était sous la monarchie, et elle est restée dans une large mesure sous la République, maîtresse de l'enseignement⁹ : dans ce pays qui compte, il est vrai, douze millions d'illettrés – la moitié de la population –, ce sont ses écoles qui ont instruit et éduqué plus de cinq millions d'adultes. Mais cette emprise sur l'éducation est loin de se traduire par une influence équivalente. Les troubles anti catholiques, les incendies de couvents et d'églises qui ont marqué le mois de mai 1931 révèlent un phénomène profond : les masses populaires se sont dégagées de l'emprise de l'Église et se tournent contre elle¹⁰. Il est d'ailleurs intéressant de noter ici que c'est seulement dans les régions où l'inégalité sociale est moins frappante, soit que tout le monde y soit pauvre, comme en Galice, soit que le niveau général de vie soit acceptable comme en Pays basque, en Navarre, au Levant ou en Catalogne et, dans une certaine mesure, en Vieille Castille, que l'Église conserve une audience dans les masses rurales. Ailleurs, dans l'Espagne des latifundia, l'Église est considérée comme l'instrument de propagande et d'encadrement des riches, comme le défenseur d'un ordre social et d'une propriété iniques, comme l'adversaire résolu de toute amélioration sociale, l'ennemi des travailleurs. Mgr Segura, l'archevêque de Tolède, dont les revenus annuels sont de 600 000 pesetas, incarne parfaitement l'aspect intégriste et réactionnaire de l'Église espagnole. Ce prélat, « homme d'église du XIII^e siècle », qui « pensait qu'un bain était une invention des païens sinon du diable lui-même et qui portait un cilice comme un moine d'autrefois »¹¹, primat d'Espagne, sera le champion de l'opposition inconditionnelle à la République, l'adversaire résolu, non seulement de toute « subversion », mais de tout libéralisme.

L'armée espagnole

Originale par ses structures comme par sa place dans la société, l'armée espagnole n'a pas d'équivalent en Europe. Régulièrement battue depuis un siècle dans la défense des dernières possessions coloniales, elle s'affirme en même temps comme un corps politique autonome. En bref, c'est une armée de pronunciamiento – le mot est espagnol, ce n'est pas un hasard. Vaincus, humiliés par leurs défaites répétées, les officiers en imputent la responsabilité aux gouvernements successifs. La guerre du Rif, contre le chef marocain Abd-el-Krim, s'est prolongée de 1921 à 1926 : elle a coûté à l'Espagne la vie de 15 000 de ses soldats pour la seule année 1924 et n'a pu se conclure victorieusement qu'avec l'intervention des troupes françaises de Lyautey. Les chefs militaires, malgré les désastres, ont pu se faire les champions de la reconquête coloniale contre les gouvernements d'abandon, et c'est dans ce rôle qu'est apparu pour la première fois sur le terrain politique le lieutenant-colonel Francisco Franco, un des chefs de la légion étrangère. Après la victoire, le Maroc reste le fief de l'Armée : les généraux y sont de véritables proconsuls.

⁸ Rabasseire estime à deux millions le nombre de paysans sans terre. Le conservateur Mateo Azpeitia affirme que, de plus, 84 % des petits propriétaires ont besoin d'un salaire pour vivre (*La Reforma agraria en España*, Madrid, 1932).

⁹ La *Ley de Congregaciones* votée par les républicains et qui devait enlever aux congrégations le contrôle de l'enseignement, ne fut jamais appliquée. Des réalisations laïques des premières années de la République, il restait en 1936 la séparation de l'Église et de l'État, l'institution du divorce et l'interdiction de la Compagnie de Jésus.

¹⁰ Les incidents de mai 36 sont, à cet égard, significatifs. Le bruit ayant circulé que des prêtres et des femmes catholiques distribuaient des bonbons empoisonnés aux enfants des quartiers ouvriers, on s'attaqua un peu partout dans Madrid aux églises, aux prêtres et aux personnes connues pour leur zèle religieux. Tous les partis ont, bien entendu, rejeté sur des « provocateurs » l'origine des rumeurs. Mais, pour qu'elles aient pu trouver audience, il fallait que le sentiment anticatholique ait une singulière profondeur.

¹¹ Ramos Oliveira : *Politics, Economics and Men of Modern Spain*, p. 438.

Débouché honorable pour les fils de famille, – les *señoritos* – la caste des officiers, jalouse de ses privilèges, dont le principal reste de se « prononcer », incarne aux yeux des traditionalistes toutes les vertus espagnoles. Elle est, dans le marasme général, la seule arme réelle des classes dirigeantes leur ultime recours et leur suprême espoir. C'est avec le consentement des chefs de l'Armée que la République a été proclamée. Mais le pronunciamiento manqué d'un de ses chefs les plus écoutés, le général Sanjurjo, le 12 août 1932, a montré que ce consentement pou vait à chaque instant être retiré, si la République s'avisait de ne pas être docile aux injonctions des oligarques¹².

Fait remarquable, cette armée dont l'artillerie est composée de vieux canons de 75, dont les fantassins sont munis de Lebel de 1909, dont aucun avion ne pourrait tenir l'air face à n'importe quelle aviation étrangère, est abondamment pourvue de mitrailleuses. Elle ne résisterait pas une semaine contre une armée moderne : elle reste capable de noyer dans le sang une tentative révolutionnaire. Mal nourries, mal vêtues, mal équipées, ses recrues sont aussi très mal entraînées. Les officiers sont d'un niveau techni que très médiocre, les plus expérimentés étant les coloniaux qui ont servi dans les unités du Maroc. Elle a pourtant son élite, véritable armée de métier, avec le *Tercio* de la légion étrangère, organisé pendant la guerre du Rif par le général Millan Astray, et ses régiments marocains recrutés parmi les tribus montagnardes les plus arriérées et les plus guerrières. Ces mercenaires, légionnaires et Maures, sont la troupe de choc de cette armée de guerre civile. Lorsque, en octobre 1934, les mineurs des Asturies se soulèvent contre la pers pective de l'arrivée au pouvoir de la droite ce sont ces unités d'élite, étrangères à l' « hispanité », mais efficaces, qui écraseront en douze jours l'insurrection ouvrière. Et l'on verra servir au premier rang quelques-uns des officiers condamnés pour s'être soulevés deux ans auparavant sous Sanjurjo contre la République.

Ce sont d'ailleurs les officiers qui manquent le moins à cette armée. Sous la monarchie, on en comptait 15 000, dont 800 généraux, soit un officier pour six hommes, un général pour un peu plus de 100 soldats. Sous la République, il y a de moins en moins d'officiers républicains. Le gouver nement Azaña, pour dégager les cadres, a offert solde en tière à ceux qui demanderaient une retraite anticipée : nombreux seront les officiers de gauche qui saisiront l'occasion de quitter l'armée dont l'atmosphère est devenue pour eux irrespirable. L'écrasante majorité des cadres, la totalité des grands chefs sont résolument monarchistes, partisans de l'oligarchie, adversaires de toute évolution ennemis mortels de la révolution¹³.

La bourgeoisie

L'emprise du passé pèse jusque sur les forces théoriquement neuves de la jeune bourgeoisie espagnole. L'indus trialisation de l'Espagne s'est, nous l'avons vu, poursuivie sur un rythme très lent au cours du XIX^e siècle, et dans des secteurs géographiquement restreints. Cette lenteur et cette localisation expliquent les caractères propres de la classe bourgeoise ainsi créée. C'est seulement en Biscaye et dans les Asturies que s'est constituée une véritable oligarchie financière, que représentent bien la Banque de Biscaye et celle de Bilbao. La plupart des historiens n'ont pas manqué de souligner les circonstances politiques de l'apparition de ce capitalisme financier s'épanouissant au lendemain de la défaite du mouvement libéral par l'oli garchie agraire de la Restauration. Le libéralisme bourgeois souffre, certes, de la médiocre implantation de la bourgeoisie dans le pays, mais il subit aussi le handicap d'avoir tou jours été dénoncé par ses adversaires comme un produit de l'étranger. En plein XX^e siècle, le bourgeois libéral devra d'abord se défendre d'être un *afancesado*¹⁴. Suspect de n'être qu'un porte-parole d'idées étrangères ou un prête -nom de capitaux étrangers, le bourgeois espagnol, dans son désir d'être accepté dans le cercle des « dirigeants », a multiplié les concessions, les reniements, les capitulations.

Les millionnaires de Bilbao et des Asturies se sont empressés de s'allier à l'oligarchie foncière et de partager avec elle les sièges de la Banque d'Espagne¹⁵. La nouvelle oligarchie financière, à peine née, s'est unie par mille liens, tant personnels qu'économiques, avec l'aristocratie. Le comte de Romanones, l'un des plus importants hommes d'État de la monarchie, est grand propriétaire foncier dans la province de Guadalajara, le plus important propriétaire d'immeubles de Madrid, gros actionnaire des mines de la Peñarroya et de plusieurs banques importantes. La bour geoisie est donc bien incapable de donner à l'économie espagnole l'impulsion nécessaire à une transformation pro fonde, dans la mesure où celle-ci supposerait une atteinte aux intérêts de l'oligarchie foncière qui n'est finalement qu'un des secteurs d'une vaste oligarchie de possédants.

A la veille de la révolution, elle trouve en Juan March sa plus vigoureuse expression. Ancien contrebandier de venu directeur du monopole du Tabac sous Alphonse XIII, ce grand financier et industriel, accusé de trahison et de fraude par le premier gouvernement républicain, est, en même temps, propriétaire de vastes domaines ruraux, homme de confiance des milieux capitalistes anglais, pré sident du Bureau central de l'industrie espagnole où il siège aux côtés de Romanones et de Sir Auckland Geddes, de la Rio Tinto, de représentants des intérêts capitalistes français, italiens et allemands. Il finance tout ce qui est opposé à la République et jouera, dans les événements qui préparent la guerre civile, un rôle décisif, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

12 Le pronunciamiento a échoué devant la grève générale déclen chée par les syndicats à Séville. La police, qui n'était pas intervenue contre les militaires, tira sur les ouvriers qui réclament leur chô timent. Sanjurjo et d'autres officiers seront condamnés à mort. Le général déclarera devant le tribunal qu'il s'était prononcé pour obte nir le retour des Jésuites, empêcher l'application de la réforme agraire et du statut de la Catalogne (voir plus loin).

13 Le colonel Doval, chef de l'Ordre public dans les Asturies, peut déclarer qu'il est « déterminé à exterminer la semence révolu tionnaire jusque dans le ventre des mères ». Exécutions sommaires, tortures sur une grande échelle marquent cette répression de 1934 que l'opinion ouvrière devait imputer en bloc à l'armée de métier.

14 Souvenir de l'époque napoléonienne où seuls quelques bourgeois osèrent « collaborer » avec l'occupant français.

15 Selon Victor Alba (*Histoire des républiques espagnoles*, p. 307), 18 000 personnes disposent de toutes les actions de la Banque d'Es pagne dont les bénéfices, au cours de cinq années quelconques, amor tissent le capital. Le dividende distribué ne fut jamais inférieur à 16 %. L'année de la répression des Asturies, il atteint 130 %.

L'aristocrate espagnole et les partis conservateurs

L'aristocrate espagnole est bien différent de l'aristocrate anglais, qui a su s'intégrer au mouvement d'expansion capitaliste. Il ne se préoccupe guère de faire prospérer son domaine comme une entreprise, mais se soucie avant tout de préserver son autorité de seigneur sur la main-d'œuvre à bon marché dont il croit disposer par droit de naissance. Il n'a de raison d'être que l'appartenance à sa caste et affirme volontiers qu'il est l'incarnation de l'Espagne. Derrière lui se tiennent ses ancêtres, qui lui ont légué, inséparables, nom, fortune et autorité. Il est tout naturellement monarchiste et ne connaît d'autre loi que celle de sa propre classe.

La majorité d'entre eux sont des partisans d'Alphonse XIII et de la monarchie comme principe de conservation sociale. Ce sont eux qui fournissent sous la République les cadres du « Parti de la Rénovation espagnole », « couverture légale de l'insurrection » selon Ansaldo, que dirigent Goicoechea et José Calvo Sotelo. Ce dernier, après son retour d'exil, est la figure de proue d'un parti décidément plus ouvertement conservateur, « corporatiste et autoritaire » que monarchiste. Encore jeune – il est né en 1893 –, il a derrière lui une carrière politique déjà brillante. Député à 25 ans, il est gouverneur de Valence l'année suivante, puis ministre des Finances sous la dictature de Primo de Rivera. Par Balbo, il a eu des contacts répétés avec le gouvernement fasciste de Rome. Lié à tous les milieux influents de l'oligarchie, notamment à Mgr Segura, admirateur avoué du national-socialisme et du fascisme, remarquable orateur, bon journaliste à la réputation d'économiste, il sera, dans les Cortes, la Chambre de 1936, le chef de l'extrême-droite et un des dirigeants du complot des généraux.

La « Communion traditionaliste », l'autre mouvement monarchiste, a, incontestablement, une base populaire parmi les petits paysans de Navarre qu'encadre un clergé fanatique. Le mouvement « carliste », né après les guerres napoléoniennes, rassemble depuis plus d'un siècle, sous la devise « Dieu, la Patrie, le Roi », les conservateurs catholiques les plus fanatiques et conspire inlassablement pour « restaurer » l'autorité « légitime » de ses « prétendants » successifs, dont le dernier en date est le vieil Alphonse Carlos. Son véritable chef, Manuel Fal Conde, le prépare systématiquement, depuis plusieurs années, au soulèvement armé contre la République.

Le 31 mars 1934, Antonio Goicoechea pour la Rénovation espagnole, Antonio Lizarza pour les carlistes et le lieutenant-général Barrera ont signé à Rome avec Mussolini un accord par lequel le Duce s'est engagé à soutenir leur gouvernement pour le renversement de la République par des fournitures d'armes et d'argent. Entre 1934 et 1936, de nombreux jeunes gens de l'organisation militaire carliste des *requetas* ont suivi en Italie des stages de formation militaire. Des stocks d'armes ont été constitués en Navarre grâce aux fonds italiens¹⁶.

Carlistes et alphonstistes, en effet, refusent de s'incliner devant un suffrage universel dont la conception même est à leurs yeux une offense à l'« hispanité », et se considèrent comme investis de la providentielle mission de sauver l'Espagne et la chrétienté menacées de subversion tant par les révolutionnaires que par les libéraux...

L'Action populaire

L'Église d'Espagne n'a pas suivi immédiatement ceux des siens qui voulaient l'entraîner sur les traces des conspireurs monarchistes. Il semble que ce soit sur les conseils du Vatican, plus « politique », qu'ait prévalu, sous la République, la ligne plus souple des Jésuites et de leur homme de confiance Angel Herrera, directeur d'*El Debate*. Il s'agit de créer, d'encadrer et d'animer un grand parti catholique de masses, refusant aussi bien l'étiquette de « monarchiste » que celle de « républicain », acceptant de jouer le jeu dans le cadre du régime parlementaire, mais proclamant ouvertement son intention d'abolir, dans la constitution, toute référence à la laïcité de l'État¹⁷. L'« Action populaire » ainsi constituée n'est que la transposition dans l'arène électorale, sous la forme d'un parti réactionnaire et autoritariste, de l'Action catholique encadrée par la hiérarchie. Son chef est José María Gil Robles, fils d'un juriste catholique, brillant élève des Salésiens de Salamanque, journaliste au *Debate*. Choisi par Herrera pour diriger le parti de l'Église et des propriétaires, marié à la fille d'un comte riche, il ne manque pas de qualifications pour le rôle qui lui est dévolu : bon organisateur, orateur capable et non dépourvu de dons pour l'action, il s'est donné pour modèle, non Hitler qu'il admire pour son efficacité mais dont il désapprouve l'attitude anticatholique, mais le chancelier autrichien Dollfuss et son État corporatiste.

En 1933, il parvient, en fusionnant son organisation avec d'autres groupements de droite, à créer la C.E.D.A. (Confédération espagnole des droites autonomes) : l'alliance électorale avec les groupes monarchistes lui permet un énorme succès. La C.E.D.A. sera, de 34 à 36, l'âme de la coalition avec les républicains de droite, qui détruira systématiquement toutes les réalisations du premier gouvernement républicain. Ces deux années, baptisées le *bienio negro* – les deux années noires – par les républicains et les socialistes, verront la mise en veilleuse de la réforme agraire, la baisse systématique des salaires, la réintégration à des postes de commandement des officiers monarchistes un instant écartés. Féroce dans la répression de l'insurrection des mineurs asturiens, la C.E.D.A. quittera la coalition gouvernementale quand le président de la République refusera de faire exécuter le chef de l'insurrection, le dirigeant socialiste Gonzalez Peña. Elle s'opposera aux réformes, pourtant modestes, en faveur des *yunteros*, proposées par un de ses membres, le ministre de l'Agriculture Jimenez Fernandez¹⁸. En 1935, elle est candidate au pouvoir qu'elle désire, désormais, exercer seule.

¹⁶ Lizarza, dans ses *Memorias de la Conspiración en Navarra*, précise (p. 50) que l'argent italien permit d'acheter en Belgique 6 000 fusils, 150 mitrailleuses lourdes, 300 légères, 10 000 grenades et 5 millions de cartouches. La première unité militaire, le Tercio de Pampelune, fut mise sur pied dès le 10 janvier 36 (p. 73).

¹⁷ C'est ainsi que celui qui sera l'animateur du parti, Gil Robles, peut écrire : « La démocratie est pour nous non une fin mais un moyen d'aller à la conquête d'un État nouveau. Quand le moment sera venu, ou les Cortes se soumettront, ou nous les supprimerons » (*El Debate*, cité par Brenan, op. cit. p. 280). Gil Robles critique la « tactique catastrophique » des monarchistes, qui risque, à ses yeux, par réaction contre la dictature, de provoquer une « révolution sociale, la république communiste ».

Le complot militaire

C'est sous l'œil bienveillant de Gil Robles, ministre de la Guerre de 34 à 35, que s'est développée la conspiration militaire sur laquelle comptent les éléments extrémistes. L'un des premiers actes du gouvernement issu des élections de 1934 a été la proclamation de l'amnistie des militaires impliqués en 1932 dans le pronunciamiento du général Sanjurjo. Les officiers condamnés et révoqués sont réintégrés. En 1934, sur l'initiative du même Sanjurjo, se crée l'« Union militaire espagnole » qui devient très vite le centre d'une conspiration dont font partie la plupart des grands chefs, le général Franco, chef d'état-major, le général Fanjul, sous-secrétaire d'État, le général Rodriguez del Barrio, inspecteur général de l'armée, tous monarchistes et conservateurs installés aux postes de commandement de l'armée républicaine. L'un des leurs, le lieutenant général Barrera, a paraphé, avec les monarchistes Lizarza et Goicoechea, l'accord avec Mussolini.

Sous le nom de guerre de « don Pepe », c'est le colonel Varela – bientôt promu général – qui a assuré la liaison avec les chefs carlistes et dirigé en Navarre la formation militaire des *requettes*. Au cours de l'été 1935, pendant les grandes manœuvres des Asturies, Franco, Fanjul, Goded, ont, selon un des historiographes officiels du mouvement, jeté « les bases des préparatifs du soulèvement national ». Les chefs de l'armée sont prêts à entrer en action si le parti de Gil Robles devait se révéler incapable de s'emparer du pouvoir par la voie des élections.

La Phalange

L'exemple allemand et italien a conduit certains milieux de l'oligarchie à envisager l'utilisation d'instruments politiques plus modernes que les partis traditionalistes.

Dès avant 1936, le milliardaire Juan March a financé¹⁹ un mouvement qui sera amené, à travers la guerre civile, à jouer un rôle de tout premier plan. C'est en 1932 que José Antonio Primo de Rivera, le fils du dictateur, a fondé la « Phalange espagnole », devenue « Phalange espagnole traditionaliste » en 1934 après sa fusion avec les « Juntas offensives nationales syndicalistes », et qui reste un groupe minuscule et sans influence réelle jusqu'au lendemain des élections de février 1936.

Le programme en 26 points de la Phalange est typiquement fasciste : il reproche aux républicains leur timidité devant l'oligarchie, propose la nationalisation des banques et des chemins de fer, une réforme agraire radicale, mais en même temps dénonce la doctrine marxiste corruptrice et dissolvante de la lutte des classes, pour lui opposer l'idéal de « l'harmonie des classes et des professions dans une destinée unique », celle de la Patrie et de l'Europe. Seule son attitude vis-à-vis de l'Église différencie la Phalange du *Fascio* mussolinien : un phalangiste, même athée, respecte dans l'Église catholique l'idéal historique de l'Espagne²⁰. Les succès de Mussolini et de Hitler semblent aux partisans de José Antonio les garants de leur victoire proche, leurs rêves impériaux les entraînent vers le Maroc français et une suzeraineté renouvelée sur l'Amérique du Sud, cet autre produit de l'« hispanité » et de la « destinée commune ».

Le fondateur et chef de la Phalange, José Antonio, comme on dit tout simplement, est un jeune Andalou plein de charme, ayant pour lui les atouts de sa jeunesse, d'une incontestable élégance d'allure et d'une certaine générosité, qui fera que nombre de ses adversaires les plus farouches ne se défendront que mal d'une sympathie spontanée à son égard. Néanmoins son mouvement n'est pas encore pris au sérieux. Comme le fascisme et le national-socialisme, le phalangisme ne se situe sur un terrain « social » que pour mieux combattre les organisations marxistes et leur opposer les armes de la terreur et de la violence. Jusqu'en 1936, l'oligarchie espagnole reste réticente vis-à-vis de ce mouvement d'allure plébéienne et se fie plutôt à Gil Robles pour une victoire obtenue dans le cadre légal des élections : elle n'est pas encore prête à accepter les inconvénients qu'il y aurait pour elle à être sauvée par un parti de doctrine et de méthode fascistes, souvent aussi dur avec ses alliés et bailleurs de fonds qu'avec ses adversaires. En février 36, la Phalange ne compte que quelques milliers d'adhérents, dont mille à Madrid. Elle ira seule aux élections, essayant de retentissants échecs. Elle reste une force en réserve, apte à être utilisée si la classe ouvrière menaçait de nouveau de descendre dans la rue. José Antonio qui, lui aussi, a rencontré Mussolini, est en étroite liaison, en tout cas, avec les dirigeants militaires et politiques du complot.

Les républicains autonomistes

Les forces qui pourraient s'opposer à ces menaces sont minces, et, surtout, divisées.

C'est l'un des drames des républicains et des libéraux espagnols que l'inachèvement de la nation espagnole, la persistance des tendances autonomistes aient empêché, malgré l'existence d'une bourgeoisie basque et d'une bourgeoisie catalane, la constitution d'une véritable bourgeoisie espagnole. Les banquiers du Pays basque et les plus gros entrepreneurs catalans ont partie liée avec l'oligarchie. Tous les éléments petits-bourgeois qui, dans les pays d'Occident, constituent les bases des partis

18 Jimenez Fernandez, sorte de « démocrate-chrétien » espagnol fut, pendant quelques mois, la bête noire des oligarques, qui le surnommaient « le bolchevik blanc ». Comme il s'était permis, à l'appui de ses projets, de citer une encyclique de Léon XIII, un député monarchiste lui répondit : « Si vous essayez de nous prendre nos terres des encycliques à la main, nous finirons par devenir schismatiques ».

19 Parmi les bailleurs de fonds de la Phalange, il est intéressant de relever, selon Hughes, le nom de M. de Lequerica, plus tard ambassadeur à Vichy, puis ministre des Affaires étrangères.

20 Le caractère plébéen du fascisme phalangiste est plus nettement marqué, par opposition à José Antonio Primo de Rivera, véritable *señorito*, chez Ramiro Ledesma Ramos, fondateur des J.O.N.S. Admirateur de Hitler, hostile au catholicisme, il dirige vers la C.N.T. (cf. plus loin) la propagande des J.O.N.S. dont le drapeau est, aussi, rouge et noir. Membre de la Phalange (avec José Antonio et Ruiz de Alda), il la quitte à la fin de 1935. Il sera fusillé au début de la guerre civile par les milices.

les plus solidement attachés au régime parlementaire se sont tournés vers des mouvements autonomistes.

Ce sont des juristes comme Manuel de Irujo et Leizaola, des industriels comme José Antonio Aguirre y Lecube qui dirigent en 1936 le « Parti nationaliste d'Euzkadi »²¹, fondé en 1906 sur une base raciale, politique et religieuse qu'exprime parfaitement leur devise : *Todo para Euzkadi y Euzkadi para Dios*. Les curés de campagne encadrent solidement les paysans basques résolument conservateurs. Les capitalistes soutiennent volontiers de leurs subsides un parti anti-socialiste qui a su organiser, contre l'U.G.T. et les syndicats acquis à l'idéologie de lutte de classes, des syndicats catholiques « jaunes », les « Solidarités d'ouvriers basques », et qui leur paraît un solide rempart défendant à la fois l'Église et les classes possédantes. Le développement industriel de la Biscaye, toujours soumis pourtant à l'incompétence et la corruption de l'État oligarchique, a augmenté encore dans les premières années du siècle l'attrait de l'idéal nationaliste déjà solidement enraciné dans les traditions séculaires d'un peuple incontestablement original et fier de l'être.

Sous la République, les nationalistes basques ont, tout naturellement, fait alliance avec la droite et les partis conservateurs et réactionnaires. Mais, en novembre 1933, la majorité de droite ayant repoussé le statut d'autonomie prévu pour le Pays basque, le parti se trouve rejeté dans l'opposition et dans une alliance de fait avec les républicains de gauche et les socialistes.

C'est un phénomène semblable qui s'est produit en Catalogne. Ici aussi, l'autonomisme catalan s'est nourri de la révolution industrielle et du conflit avec l'oligarchie agrarienne rétrograde. La grande bourgeoisie, certes, est restée prudente : elle a besoin du marché espagnol et de l'appui du gouvernement central contre un prolétariat remuant. Ses chefs, Cambó et ses amis de la *Lliga*, sont plus oligarques que catalans. Mais la petite bourgeoisie n'a pas les mêmes raisons de se montrer aussi prudente, à partir du moment où il est clair que le catalanisme n'a de chances de triompher que s'il jouit de l'appui des ouvriers et des paysans. Aussi son parti, l' *Esquerra catalane*, est un parti de masses, né en avril 1931 de la fusion de différents partis et groupements républicains de Catalogne : il s'appuie sur le puissant mouvement syndical paysan qu'est l' « Union des rabassaires ». Son inspirateur et animateur, Lluís Companys, lié, autre fois à Salvador Seguí, a été longtemps l'avocat de la C.N.T. avec qui il conserve des contacts étroits. La République a été proclamée à Barcelone avant Madrid, en 1931, et, dès le 15 septembre de cette année, a été voté le statut d'autonomie de la généralité de Catalogne. Mais, en 1934, le statut d'autonomie a été suspendu, car les autonomistes, inquiets, ont déclenché et manqué un soulèvement contre la droite. Les autonomistes catalans se retrouvent dans les prisons avec les militants ouvriers.

Les républicains bourgeois

Dans le reste de l'Espagne, sauf quelques villes et les riches plaines irriguées du Levante, il n'y a nulle part de base véritable pour des partis républicains bourgeois. Le Parti radical d'Alejandro Lerroux a représenté les aspirations de la petite bourgeoisie hostile à l'Armée et à l'Église, incarné son désir de voir se créer une Espagne nouvelle, libérée des entraves de l'époque féodale, ouvrant la voie à une expansion capitaliste créatrice. Mais, effrayés par l'agitation ouvrière et paysanne, les radicaux ont reflué très vite et choisi, en 1933, par peur de la révolution, l'alliance avec la C.E.D.A., avec qui ils ont partagé les responsabilités gouvernementales. Le parti de Lerroux sombre dans le plus total discrédit à la suite d'un scandale financier en 1935²². Une partie de son état-major, derrière Martínez Barrio, fils d'ouvrier et dignitaire de la franc-maçonnerie, rejoint à ce moment-là les « républicains de gauche » de Manuel Azaña, dont ils ne sont séparés que par des nuances.

Président du Conseil en octobre 1931 jusqu'à la victoire de la droite aux élections de 1933, président de la République en 1936, Azaña, pour l'histoire, incarne les républicains espagnols. Né à Alcalá de Henares en 1880, d'une famille aisée, brillant élève du Collège augustinien de l'Escorial, ce qui ne l'empêche pas, au contraire, d'être très tôt un ardent anticlérical, il a longtemps été plus attiré par la littérature que par la politique. Président de l' « Athénée » de Madrid, il joue un rôle important dans l'opposition républicaine à la fin de la monarchie et s'impose très vite dans les Cortes, à la tête du groupe des députés de l' « Action républicaine ». Admirateur de la France bourgeoise, il rêve d'une république d'ordre et d'équilibre, guidée par des notables, appuyée solidement sur une classe moyenne de paysans propriétaires. L'agitation ouvrière et paysanne ne le rejette pas dans les bras des conservateurs. Elle le persuade, au contraire, de la nécessité pour les républicains de mettre en avant un programme de réformes susceptible de gagner assez de travail leurs pour enrayer le mouvement révolutionnaire.

Son premier gouvernement a profondément déçu ceux qui n'attendaient rien de la monarchie, mais étaient disposés à tout attendre de la République. La loi agraire s'est attaquée au seul problème des latifundia, négligeant le drame de la vie précaire des petits paysans. En deux ans, 12 000 paysans seulement, sur les millions qui ont faim de terre, ont reçu un lot que d'ailleurs ils doivent payer, car les grands propriétaires sont indemnisés.

La réforme de l'armée n'a abouti qu'au départ des officiers républicains, trop heureux de se faire dégager des cadres avec solde entière; les chefs monarchistes sont restés en place. L'effort du gouvernement Azaña sur le terrain des réformes sociales a été complètement annihilé par les conséquences de la crise mondiale sur l'économie espagnole. Sa législation anticatholique a soulevé contre lui une bonne partie des classes moyennes, sans entamer sérieusement les citadelles du cléricalisme. Surtout, face à l'agitation ouvrière et paysanne, l'ordre a été maintenu avec plus de fermeté que contre les monarchistes. La « Loi de défense de la République » a permis une répression qui ne le cède en rien en sévérité à celle de la monarchie. La « garde civile » héritée de la monarchie est restée intacte. Elle a été doublée par un autre corps de police, recruté parmi les républicains, la « garde d'assaut », non moins énergique dans son action contre les ouvriers et les paysans.

En janvier 1933, sous l'impulsion de militants anarchistes, les paysans de Casas Viejas, en Andalousie, se sont soulevés et ont

21 *Euzkadi* : Pays basque.

22 Prieto pourra dire que Lerroux et ses amis emportent les ministères jusqu'aux moquettes.

proclamé le « communisme libertaire ». Azaña et son ministre de l'Intérieur, le galicien Casares Quiroga, portent une lourde responsabilité personnelle dans la répression qui a suivi : la garde civile a abattu vingt-cinq *braceros* et incendié leurs maisons. Quand Azaña quitte le pouvoir, le bilan de sa lutte contre l'agitation ouvrière et paysanne est lourd. Les prisons sont pleines de militants révolutionnaires : 9 000, en majorité anarchistes, selon les documents officiels. C'est cet aspect de son gouverner nement qui a permis à un autre républicain, pourtant aussi modéré que l'est Martinez Barrio, de dire que le régime qui finit est un régime « de boue, de sang et de larmes ».

Discrédité après son passage au pouvoir, Azaña retrouvera pourtant une partie de sa popularité par suite de la persécution de la droite. Alors qu'il n'a aucunement pris part au soulèvement d'octobre 1934, il est poursuivi, puis emprisonné : il retrouve ainsi dans l'opposition le prestige perdu au pouvoir. Chef de la « gauche républicaine », cet homme « petit et trapu », au teint bilieux et verdâtre, les yeux fixes et sans expression »²³, que ses adversaires comparent volontiers à un crapaud, est un bon orateur parlementaire, mais un mauvais tribun. Quarante mille personnes se presseront pourtant à Comillas, près de Madrid, après sa libération, à un meeting où il parte en faveur des détenus politiques. C'est qu'il symbolise de nouveau l'union des républicains et des socialistes, la république parlementaire qui appelle les travailleurs à la soutenir pour une Espagne renouée et modernisée libérée de l'oligarchie.

L'Espagne et le mouvement ouvrier

C'est sur ce problème que la coupure s'est produite dans les rangs des républicains bourgeois. Lerroux a choisi l'alliance avec la C.E.D.A. par crainte de la révolution ouvrière. Azaña et Martinez Barrio ont choisi de s'allier aux partis ouvriers et de faire faire à l'Espagne l'économie d'une révolution. Ils estiment que le cadre constitutionnel offre toutes les possibilités de profondes réformes de structure. Les Cortes, chambre unique élue au suffrage universel, direct et secret par des citoyens des deux sexes, peuvent, grâce à la loi électorale qui donne 80 % des sièges aux listes majoritaires dans les circonscriptions régionales, offrir des majorités stables. Les pouvoirs étendus du président de la République, droit de choisir et de révoquer le président du Conseil et droit de s'opposer à une loi, l'existence du Tribunal des garanties constitutionnelles leur semblent en même temps une garantie contre les aventures. Ils espèrent, dans ce cadre, terminer l'œuvre, à peine ébauchée en 1931, de construction d'un véritable État libéral, laïque et démocratique, de régénération de la société par une réforme agraire qui ferait accéder à la propriété des millions de paysans sans terre.

Ils ne peuvent espérer mener à bien une telle tâche sans l'appui du mouvement ouvrier, syndicats et partis. Au cours du siècle, ce mouvement est devenu une force décisive dont l'influence se fait profondément sentir au cœur même de l'Espagne, dans le monde paysan. Certes, les paysans d'Euzkadi restent attachés à leurs traditions et au parti nationaliste, les Navarrais et ceux du Maeztrozgo forment la base populaire de carlisme, et les petits paysans de Cata logne et du Levante votent volontiers pour les républicains, de droite ou de gauche. Mais l'influence des socialistes est importante dans les campagnes asturiennes, chez les ouvriers agricoles de Vieille Castille, parmi les fermiers solidement organisés, dans les *huertas*²⁴ de Grenade et de Murcie. Ce sont les anarchistes qui organisent et inspirent les luttes des *subforados*²⁵ de Galice, les révoltes des *braceros* andalous, les combats des paysans sans terre d'Aragon... Le mouvement ouvrier est en train de conquérir la classe paysanne. Il devient à la fois ad ver saire et enjeu. Par ses revendications, même les plus modérées, il menace directement les intérêts vitaux de l'oligarchie.

C'est parce qu'il est une force terriblement explosive que la petite bourgeoisie républicaine recherche son alliance et son soutien pour sa propre politique. Il lui semble indispensable de l'avoir à ses côtés, contre des adversaires redoutables, pour réaliser, dans les campagnes espagnoles, ce 1789, que le pays n'a pas connu et sans lequel aucun progrès économique et social sérieux ne lui apparaît possible. Mais le mouvement ouvrier espagnol a, lui aussi, ses exigences et ses objectifs propres. A la fin de 1935, il semble prêt à se dresser aussi bien contre les oligarques qui veulent le détruire que contre les républicains qui songent à l'utiliser.

ΧηαπII : Le mouvement ouvrier

Le mouvement ouvrier espagnol a, lui aussi, une physionomie originale. Dans les autres pays d'Europe, la lutte com mencée au sein de la 1^{ère} Internationale entre les partisans de Marx et ceux de Bakounine a vu la victoire des premiers, ceux que l'on appelait alors les « autoritaires » ; ils ont construit les partis sociaux-démocrates affiliés à la II^{ème} Inter nationale et les centrales syndicales réformistes. En Espa gne, au contraire, la victoire des « libertaires », les amis de Bakounine groupés dans la société secrète de l' « Alliance de la démocratie socialiste », a eu des conséquences durables, marquant pour longtemps le mouvement ouvrier espagnol de l'empreinte révolutionnaire des traditions anarchistes et anarcho-syndicalistes.

23 Ramos Oliveira, op. cit. pp. 301 sq.

24 Jardins irrigués.

25 Paysans astreints au paiement du *foro*.

Les anarchistes

Les idées de Bakounine

Rien d'étonnant dans cette victoire : en ce pays agricole où tant de liens rattachent l'ouvrier d'industrie au paysan sans terre et au journalier, où la jacquerie, révolte brève et violente, et le banditisme des hors-la-loi sont la forme séculaire d'explosion des colères et des vengeances populaires, les idées de Bakounine ont trouvé un terrain favorable.

A ses yeux, en effet, seul le déchaînement spontané des forces des opprimés pouvait renverser le capitalisme, l'action énergique d'une minorité organisée n'intervenant que pour coordonner les initiatives des masses soulevées contre les forces de répression. A l'action politique des partis, séduisante dans les pays avancés, Bakounine et ses amis opposaient l'action insurrectionnelle, le rayonnement de l'exemple révolutionnaire, plus conformes aux traditions des luttes de classes espagnoles : c'est ainsi qu'ils attribuaient, dans l'œuvre d'émancipation, un rôle décisif aux « bandits bien-aimés », aux « anges vengeurs des pauvres » que le paysan espagnol chérissait, même quand il les redoutait²⁶.

Adversaires farouches de l'État considéré comme la forme séculaire d'oppression, les disciples de Bakounine, rejetant « toute organisation d'un pouvoir politique soi-disant provisoire ou révolutionnaire »²⁷, voyaient l'embryon de la société future, juste et fraternelle dans cette « commune libre », si proche des communautés paysannes médiévales, dans laquelle chaque révolté d'Espagne retrouvait son rêve.

L'anarcho-syndicalisme

L'influence des théoriciens anarchistes, comme le célèbre pédagogue Francisco Ferrer, et surtout d'Anselmo Lorenzo, celle des syndicalistes révolutionnaires de la C.G.T. française, se combinèrent pour amener la naissance, en 1910, à partir des noyaux libertaires catalans, de la *Confederacion nacional del Trabajo*, organisation syndicale révolutionnaire que la répression n'empêchera pas de diriger dès 1917 la grande vague gréviste de Catalogne.

Un moment tentée de rejoindre l'Internationale communiste, comme le proposaient deux de ses dirigeants, les instituteurs Andrés Nin et Joaquín Maurín²⁸, délégués par elle à Moscou et convertis au communisme, la C.N.T., après les événements de Cronstadt, reprend ses distances. Dans son bastion de Catalogne, elle a, dans les années qui suivent, à soutenir une lutte sanglante contre le gouverneur Martínez Anido : des centaines de militants tomberont sous les balles des *pistoleros* et parmi eux, le secrétaire de la C.N.T., Salvador Seguí²⁹.

C'est sous la dictature de Primo de Rivera, en pleine répression, que s'organise, en 1927, la *Federacion anarquista iberica*, la F.A.I., aussi mystérieuse que puissante, et qui, très vite, dominera complètement la C.N.T. Organisation secrète à l'image de l'*Allianza*, formée de groupes d'affinité semblables à des loges maçonniques sous l'autorité d'un Comité péninsulaire clandestin, la F.A.I. devient très vite l'âme de la centrale anarcho-syndicaliste.

C'est qu'elle n'est pas seulement un groupe anonyme et agissant, mais un état d'esprit typiquement espagnol. Ainsi que l'écrit le syndicaliste français Robert Louzon, familier et sympathisant de l'anarcho-syndicalisme espagnol : « Le « faillisme », c'est la jacquerie transposée sur le plan de la lutte ouvrière par la masse paysanne dans laquelle se recrute naturellement, en Espagne comme ailleurs, l'ouvrier espagnol, et qui est systématisée, « théorisée » en quelque sorte »³⁰. La F.A.I. a fait sien la méthode révolutionnaire prônée par l'anarchiste italien Malatesta : « s'emparer d'une ville ou d'un village, y mettre les représentants de l'État hors d'état de nuire et inviter la population à s'organiser librement elle-même ».

C'est sous son impulsion qu'éclatent pendant la République de brèves révoltes, de violentes flambées locales ou régionales instaurant un éphémère communisme libertaire : à Llobregat en janvier 32, Casas Viejas en janvier 33, en Aragon en décembre 33. C'est elle qui tient la C.N.T. à l'écart de toute entente avec les républicains ou les socialistes, qui maintient dans la propagande de la centrale l'hostilité farouche des anarchistes aux « dupes » électorales et parlementaires.

La C.N.T.-F.A.I.

Les syndicalistes n'acceptent pas tous volontiers l'emprise de la F.A.I. A partir de 1931, bon nombre de dirigeants s'insurgent contre la politique d'aventures et de « putsch » qu'elle impose à la centrale. Des dirigeants connus, l'ancien secrétaire général Angel Pestaña, le rédacteur en chef de *Solidaridad obrera*, Juan Peiro, Juan Lopez, demandent le retour à une action plus proprement syndicale, moins de détachement à l'égard des revendications immédiates, des perspectives d'action à plus longue échéance. Leur groupe, appelé « trentiste », exclu de la C.N.T., constitue les « Syndicats de l'Opposition » qui seront influents aux Asturies, au Levant, dans quelques villes de Catalogne. Les partisans de la F.A.I. les accusent de s'être ralliés au « réformisme » : ils participent pour tant en 1934 à l'insurrection des Asturies et de Catalogne, tandis que la C.N.T. et la

26 Voir, plus loin, la figure de Durruti. Là se trouve la racine de ce qu'on peut appeler la tradition « Cid-guerrillero-brigand ».

27 Congrès de Saint-Imier, 1872.

28 Victor Serge, parlant de ses premières rencontres avec eux à Moscou, écrit : « On voyait dès le premier coup d'œil la qualité de cet instituteur de Lérida, Maurín, et de cet instituteur barcelonais, Nin. Maurín avait une allure de jeune chevalier comme les dessinaient les préraphaélites ; Nin, sous ses lunettes cerclées d'or, une expression concentrée que la joie de vivre allégeait » (*Mémoires d'un révolutionnaire*, p. 140).

29 Salvador Seguí, surnommé El Noy de Sucre (L'enfant de sucre) était, comme José Negre, le premier secrétaire de la C.N.T., un militant anarchiste, formé par Anselmo Lorenzo. Comme le métallo Pestaña qui lui succédera à la tête de la C.N.T., il avait appartenu, au début de sa vie militante, au groupe *Els Fils de Puta*.

30 *La Révolution prolétarienne*, 25 janvier 1936.

F.A.I. se tiennent à l'écart.

A la veille de la guerre civile, la F.A.I. semble complètement incorporée à l'organisme confédéral, comme eu témoignent les initiales toujours accolées de C.N.T.-F.A.I. et les couleurs rouge et noir du drapeau commun. Pour tant, derrière Peiro et Lopez³¹ qui se prononcent toujours pour l'indépendance des syndicats à l'égard de quelque formation politique que ce soit – F.A.I. comprise –, les Syndicats de l'Opposition réintègrent la C.N.T. Le congrès de Saragosse, en mars 1936, réaffirme solennellement son but, qui est l'instauration du communisme libertaire. L'idée logie « failliste » a pourtant reculé : la C.N.T. n'a pas lancé, en février, le mot d'ordre de boycott des élections et les « trentistes » réintégrés vont plus d'une fois, dans les semaines qui suivent, faire prévaloir leur point de vue.

Quelles que soient les incontestables difficultés de la C.N.T., il reste que sa fidélité au principe de la lutte des classes, à celui de l'action directe³², lui a conservé une base ouvrière militante et combative ayant à son actif des grèves très dures : les métallos de la Felguera ont tenu neuf mois et les ouvriers de Saragosse en 1934 réalisent une grève générale de six semaines. Surtout, la tradition anarcho-syndicaliste fait du syndicat en Espagne, beaucoup plus qu'une arme de défense dans la lutte quotidienne, une cellule vivante de l'organisme social, accaparant souvent tous les loisirs du travailleur et surtout le moyen révolutionnaire par excellence, l'outil de la transformation sociale, le groupement de classe, infiniment plus important à cet égard que les partis politiques.

Cette organisation si agissante a pourtant d'évidentes faiblesses. Face à la complexité de l'économie moderne, à l'interdépendance de ses différents secteurs, les théories politiques et économiques de la C.N.T.-F.A.I. paraissent d'une grande ingénuité. Tout se simplifie à l'extrême sous la plume des propagandistes qui décrivent l'idyllique « commune » dont le sacrifice de militants dévoués jusqu'à la mort doit permettre l'éclosion, puis l'épanouissement. Il semble que, pour certains, rien n'ait changé depuis Mala testa et qu'il ne soit à leurs yeux pas plus difficile à instaurer pour toujours, dans tout le pays, le communisme libertaire, qu'il ne l'a été de l'instaurer pour quelques heures à Llobregat ou à Figols.

Dirigeants anarchistes : Durruti

Ce ne sont d'ailleurs pas des théoriciens qui font figure de dirigeants chez les anarchistes. On hésite à situer le rôle de personnalités aussi différentes que celle de Federica Montseny, oratrice et propagandiste inlassable, du redoutable publiciste Diego Abad de Santillan – un pseudo nyme clinquant qui dissimule, dit-on, un militant argentin³³ –, ou de Manolo Escorza del Val, un infirme physiquement débile et moralement implacable, qui anime dans la coulisse le Comité péninsulaire de la F.A.I. et les Groupes de Défense de la C.N.T. Car tous sont également représentatifs de ce qu'est, dans sa diversité, le mouvement libertaire espagnol. Aucun cependant n'atteindra la notoriété de Buenaventura Durruti.

Durruti est né à Leon le 14 juillet 1896, dans une famille de huit enfants, d'un père cheminot. A 14 ans, il est mécanicien dans un atelier de chemin de fer. Participant actif de la grève de 1917, il doit s'expatrier en France où il travaille trois ans, puis revient en Espagne, se syndique à la C.N.T. et devient anarchiste. C'est à ce moment qu'il rejoint Barcelone, le cœur du mouvement. Là, dans le groupe *Los Solidarios*, il se lie avec ceux qui seront les compagnons de sa vie de combat. Durruti, Jover, Francisco Ascaso, « petit homme d'apparence insignifiante »³⁴, et Juan Garcia Oliver, le plus « politique » des quatre, seront les « Trois Mousquetaires », héros légendaires de l'anarchisme espagnol. Terroristes et expropriateurs, ils s'emparent d'un fourgon d'or de la Banque d'Espagne pour financer l'organisation, participent à la préparation de l'attentat contre Dato, le président du conseil^{9bis}. Ce sont Ascaso et Durruti qui, pour venger la mort de Seguí, abat tront, à Saragosse, le cardinal Soldevila. Réfugiés en Argentine, accusés de vol et de terrorisme, ils sont condamnés à mort et doivent fuir de nouveau. Ils parcourent l'Amérique du Sud avant de se cacher en France, où ils sont arrêtés au moment où ils mettent au point un attentat contre Alphonse XIII. Ils passent une année en prison, menacés d'extradition. Libérés à la suite d'une campagne de la presse de gauche, ils reprennent leur vie errante refusant l'asile politique que leur offre l'U.R.S.S. Revenu en Espagne après la chute de la monarchie, ils sont de nouveau arrêtés en 1932. Avant sa déportation en Afrique, Durruti trouvera le moyen d'organiser, de sa prison, le cambriolage des Juges et la destruction des pièces à conviction d'un procès où sont impliqués d'autres militants. Relâché, et de retour à Barcelone, il milite au syndicat du textile lors qu'éclate la guerre civile.

« Héros indomptable » pour les uns, « tueur » pour les autres, qui était en vérité cet homme taillé en hercule au visage terriblement expressif, « une belle tête impérieuse qui éclipse toutes les autres »³⁵ ? Selon ses amis il « riait comme un gosse et pleurait devant la tragédie humaine »³⁶. C'est sans doute pour cela que tant d'amour et tant de haine se sont concentrés sur ce symbole de l'anarchisme espagnol qui s'écriait, au cœur de la guerre civile : « Nous n'avons pas le moins du monde peur des ruines... Nous allons hériter de la terre... Nous portons un monde nouveau, là, dans nos cœurs et ce

31 Pestaña fonde, de son côté, le « Parti syndicaliste ». Il sera élu député en février 1936.

32 Les « Comités de Défense » de la C.N.T. sont de véritables organisations para-militaires.

33 Selon José Peirats, le véritable nom de Santillan serait Si nesio Garcia Hernandez : né au Leon, il aurait émigré jeune en Argentine, ce qui expliquerait ce point de sa légende.

34 G. Brenan, *op. cit.* p. 260.

9 bis Cette participation, attestée par la plupart des notices biographiques consacrées à Durruti après sa mort, semble devoir être considérée comme secondaire. Federica Montseny, après notre première édition nous signale que la préparation de l'attentat contre Dato fut en réalité l'œuvre de Ramon Archs qui devait mourir sous la torture. L'un des auteurs de l'attentat vit encore. Un des participants Ramon Casanellas devait se réfugier en U.R.S.S. et s'y convertir au communisme avant de mourir d'un accident de moto.

35 Koltsov, *Journal d'Espagne*, p. 43

36 *Buenaventura Durruti*, brochure C.N.T.-F.A.I., Barcelone 1937.

monde grandit en cette minute même »³⁷.

Les socialistes

L'adversaire de ce mouvement anarchiste incontestablement original est un mouvement socialiste de type beau coup plus classique. Le socialisme espagnol n'est en effet que l'une des branches du socialisme européen, ses traits spécifiques provenant essentiellement d'un, développement relativement tardif et de sa position longtemps minoritaire au sein du mouvement ouvrier.

Les débuts du Parti Socialiste

Le petit groupe d'« autoritaires » exclus en 1872 par les amis de Bakounine de la section espagnole de l'Internationale devait être le noyau du *Partido democratico socialista obrero*, fondé en 1879, dans un café, par cinq amis. Par l'intermédiaire de José Mesa et de Paul Lafargue, le petit groupe, que dominait la remarquable personnalité de Pablo Iglesias, subit fortement l'influence de Jules Guesde et de sa rigide orthodoxie marxiste. Devenu légal en 1881, le jeune parti ne comptait guère qu'un millier d'adhérents et dut attendre 1886 pour faire paraître son premier organe, l'hebdomadaire *El Socialista*. C'est que les conditions dans lesquelles se déroulaient les élections dans l'Espagne monarchiste, l'absence totale de réformes sociales n'étaient guère favorables au développement d'organisations socialistes attachées à l'action parlementaire et municipale et à la lutte pour des réformes, alors que les anarchistes, déjà majoritaires dans la classe ouvrière, en tiraient pour leur cause des arguments supplémentaires. Cependant sa situation de minoritaire, la nécessité d'expliquer inlassablement et de convaincre un à un de nouveaux adeptes donnèrent à l'organisation socialiste une cohésion et une discipline remarquables, en même temps qu'une haute conscience de sa mission et une volonté de préserver la pureté de la doctrine qu'incarne parfaitement la belle et sévère figure de Pablo Iglesias. En 1888, deux dirigeants socialistes, Mora et Garcia Quejido, avaient fondé l'*Union general de traba jadores* (U.G.T.). Centralisé, modéré et ouvertement réformiste, le nouveau syndicat, fondé avec un peu plus de 3 000 adhérents, mit plus de onze ans à doubler son effectif initial.

A partir du début du siècle pourtant, le parti socialiste et l'U.G.T. perdent leur caractère primitif de sectes pour devenir peu à peu de véritables organisations de masses. A Madrid, le noyau primitif des imprimeurs s'est rapidement élargi à toutes les corporations. Le succès des grèves de métallos de Bilbao, dû à la direction socialiste de l'U.G.T., y enracine son influence et crée dans la région un solide bastion. L'institution des *Casas dei Pueblo* qui se répand dans cette période va faire des socialistes les éducateurs de milliers de militants ouvriers. Aussi, avant la grande guerre, l'U.G.T. gagne-t-elle à peu près partout au détriment des anarchistes, exception faite de la Catalogne. Elle joue un rôle éminent dans la direction des grèves de 1917, et, en 1918, compte déjà plus de 200 000 adhérents.

Le problème de l'adhésion à la III^e Internationale devait secouer durement le parti socialiste. Les événements de 1917 en Espagne avaient semblé donner raison à ceux des socialistes qui dénonçaient la voie parlementaire comme une illusion et une duperie. La révolution russe fascinait les militants. Finalement, après deux décisions contradictoires prises par deux Congrès extraordinaires et l'envoi à Moscou de deux délégués dont les opinions divergèrent, un troisième Congrès extraordinaire décida, par 8 880 voix contre 6 025, de repousser les 21 conditions d'adhésion à la III^e Internationale. Mora et Garcia Quejido, les fondateurs de l'U.G.T., et Daniel Anguiano, retour de Moscou, rompirent alors avec l'organisation et entraînèrent presque la moitié des militants pour former, avec Andrés Nin, Maurin et les autres éléments de la C.N.T. convertis au communisme, le parti communiste espagnol.

Du réformisme à la révolution ?

Une nouvelle crise secoue le parti socialiste sous la dictature de Primo de Rivera. Le général, qui cherche un appui dans le mouvement ouvrier, offre aux socialistes de collaborer avec lui. Ce sera l'occasion du premier conflit important entre les dirigeants de la nouvelle génération socialiste. Largo Caballero, secrétaire de l'U.G.T., Madrilène de tempérament et de formation « autoritaire », l'emporte sur le libéral Prieto, dirigeant socialiste de Bilbao, plus lié aux milieux républicains. La « collaboration » est décidée : Largo Caballero devient conseiller d'État et s'efforce, par le canal des commissions paritaires d'arbitrage, d'élargir l'influence et les bases de l'U.G.T. au détriment de la C.N.T. durement persécutée.

Pendant les deux premières années de la République, à l'exemple des partis socialistes occidentaux, les socialistes espagnols collaborent au gouvernement avec les républicains. Largo Caballero est ministre du Travail dans un gouvernement Azaña qui n'hésite pas à poursuivre les militants de la C.N.T. Pourtant, pendant cette période, profitant de la plus grande liberté de propagande et d'organisation syndicales, bénéficiant de l'éveil à la vie politique et syndicale de nouvelles couches de travailleurs, l'U.G.T. se renforce considérablement. En 1934, elle compte un peu plus de 1 250 000 adhérents, dont 300 000 ouvriers d'usine, des mines, des chemins de fer.

Après la victoire de la droite aux élections de 1933, les socialistes semblent tourner le dos à leur attitude réformiste traditionnelle de sociaux-démocrates : l'insurrection d'octobre 1934 souligne ce tournant radical vers des positions nettement révolutionnaires.

Largo Caballero et l'alliance ouvrière

Par un curieux retournement, l'inspirateur de la tendance « gauche » du parti socialiste, l'un des responsables de son évolution, est le secrétaire de l'U.G.T., Largo Caballero, jusque-là pilier du réformisme.

³⁷ Déclaration à Pierre Van Paasen, correspondant du *Toronto Star*, reproduite par F. Morrow dans *Revolution and counter-revolution in Spain*, p. 189.

Né dans une famille ouvrière misérable, en 1869, à Madrid, Francisco Largo Caballero a dû gagner sa vie dès l'âge de 8 ans : il n'apprendra à lire qu'à 24 ans passés. Ouvrier plâtrier, il adhère à l'U.G.T. en 1890, au parti socialiste en 1894 et occupe vite d'importantes responsabilités dans les deux organisations. Condamné à mort, puis au bagne à vie après la grève de 1917, il est amnistié en 1918 après son élection aux Cortes comme député : Adversaire résolu de l'adhésion à la III^e Internationale et violemment hostile au communisme, c'est lui qui entraînera l'adhésion du parti socialiste espagnol à la II^e Internationale reconstituée. Conseiller d'État sous Primo de Rivera, ministre du Travail dans le gouvernement républicain d'Azaña, il a été le champion de la collaboration des syndicalistes et des socialistes avec l'État, le chef de file du réformisme le plus ouvert. Pour tant, en février 1934, il n'hésite pas à affirmer : « Le seul espoir des masses est aujourd'hui une révolution sociale. »

C'est que son expérience ministérielle l'a profondément déçu. Le premier des socialistes, il s'est heurté à Azaña : le personnel du ministère, les hauts fonctionnaires ont ouvertement saboté ses directives, tournant en dérision ses projets de réformes. Il en conclut que le réformisme mène le mouvement ouvrier dans une impasse. « Il est impossible, dit-il, de réaliser une parcelle de socialisme dans le cadre de la démocratie bourgeoise. » Il ne lui reste plus, dès lors, qu'à chercher une autre voie³⁸.

Le premier résultat pratique de cette nouvelle orientation est, dès 1934, l'organisation, sous son impulsion, de l'« Alliance ouvrière », front unique des partis et syndicats ouvriers, à laquelle les communistes et la C.N.T., sauf aux Asturies, refusent de se joindre. Lors de la grève générale d'Octobre 1934, contre l'arrivée de la C.E.D.A. au gouvernement, c'est l'Alliance ouvrière, à laquelle le P.C. se rallie au dernier moment, qui dirigera le soulèvement révolutionnaire des Asturies. Pendant plus d'une semaine, avec un armement de fortune, sous la direction de militants des différentes organisations, les mineurs se battent contre l'armée et les troupes de choc, Maures et *Tercio*, que commande le général Lapez Ochoa. Le mouvement échoue dans le reste de l'Espagne, en Catalogne par suite de la trahison de certains catalanistes, des hésitations de l'Esquerra et surtout du fait de l'abstention de la C.N.T., à Madrid faute d'une préparation sérieuse. La répression qui s'ensuit – plus de 3 000 travailleurs tués, la plupart abattus sur place, 7 000 blessés et plus de 40 000 emprisonnés – ne parvient pas à écraser le sentiment révolutionnaire qui avait inspiré le mouvement. L'insurrection des Asturies deviendra aux yeux des travailleurs espagnols, anarchistes aussi bien que socialistes, une épopée exemplaire, la première tentative des ouvriers pour prendre le pouvoir par des organismes de classe, leurs comités révolutionnaires, de dresser leurs troupes, les ouvriers armés, en un mot leur propre État contre l'État de l'oligarchie. Son mot d'ordre : « U.H.P. » (Union des frères prolétaires) devient celui de toute la classe.

Emprisonné, Caballero, ce vieil homme, ce « praticien », cet administrateur du mouvement ouvrier, se met à lire pour la première fois. A 67 ans, il découvre les classiques du marxisme, Marx et Engels, Trotsky, Boukharine, Lénine surtout. Il s'enthousiasme pour *L'État et la Révolution* et pour la révolution russe qu'il avait si vivement combattue. Ces lectures, l'influence du brillant état-major d'intellectuels qui l'entourent, Araquistain, Alvarez del Vayo, Carlos de Baraibar, renforcent encore les conclusions tirées de sa propre expérience. A ses yeux sont morts aussi bien le « socialisme démocratique réformiste et parlementaire de la II^e Internationale que le socialisme révolutionnaire dirigé de Moscou de la III^e ». Il songe à une IV^e Internationale qui prendrait à ses devancières ce qu'elles ont eu de meilleur, l'autonomie des partis nationaux de la II^e, la tactique révolutionnaire de la III^e. Il multiplie les avances à la C.N.T. et accueille favorablement celles que lui font les communistes qu'attirent plus, en réalité, ses prises de position en faveur de l'« unité » que les perspectives révolutionnaires qu'il a si fraîchement découvertes.

Or son évolution est la même que celle de larges masses d'ouvriers et de paysans, comme lui déçus par la République et le réformisme, comme lui gagnés à la Révolution, même et surtout après l'échec d'octobre 1934. Largo Caballero sera leur homme. Aucun dirigeant ouvrier n'aura un prestige comparable à celui dont il jouit et que les communistes tenteront d'utiliser en le surnommant le « Lénine espagnol ». Jean-Richard Bloch nous en a laissé un portrait attachant : « 67 ans, une vieillesse robuste... la tête « chauve... carrée, la face massive, le front obstiné, la « bouche amère, le modelé de la figure beau et fin dans sa « farce, les yeux clairs... terriblement las »³⁹.

Médiocre écrivain, orateur assez terne, il doit sa popularité au fait qu'il est un dirigeant d'origine ouvrière, d'une honnêteté et d'une austérité de vie incontestables. Des milliers de travailleurs se reconnaissent en lui : en tournant le dos au réformisme, il a accompli la même démarche qu'eux. Il est des leurs : « Il ne nous trahira pas », répètent ses fidèles. Il est l'homme de la *Casa del Pueblo*, l'idole des travailleurs madrilènes qui l'écoutent avec passion, le « vieux », comme ils disent affectueusement. Homme des masses, son autorité sur elles en fera, aux heures décisives, un des hommes-clés de la scène politique espagnole.

Indalecio Prieto

Depuis 1919, Indalecio Prieto est dans le parti socialiste le rival de Largo Caballero. En 1936, il est le seul dirigeant socialiste dont l'autorité soit comparable à la sienne, sinon dans les masses, du moins dans l'appareil du parti et les cercles politiques. Depuis longtemps ils sont dressés l'un contre l'autre, tempéraments et personnalités opposés certes, mais aussi deux forces distinctes, deux visages de l'Espagne et du socialisme espagnol dont l'antagonisme sera un des principaux éléments du drame politique.

Né lui aussi, en 1883, dans une famille très humble, Prieto a commencé dans la vie à 11 ans en vendant journaux et épingles dans les rues de Bilbao. Sa brillante intelligence l'a fait remarquer du banquier et industriel Horacio Echevarrieta qui en fait son homme de confiance. Bientôt il est propriétaire du grand journal *El Liberal*, dirigeant socialiste et homme politique écouté de toute la gauche.

38 Voir la brochure *Discursos a los Trabajadores*, Madrid, 1934.

39 J.-R. Bloch, *Espagne, Espagne*, p. 79-80.

L'ambassadeur Bowers l'a décrit, intervenant aux Cortes, « petit, corpulent, à peu près chauve, sauf au-dessus de la nuque... Il s'impose tout de suite par le dynamisme de son éloquence ». Il évoque successivement « sa voix, sonore et nuancée », mais aussi « toutes les armes de son éloquence : esprit, ironie, sarcasme, humour, invective, mi mique »⁴⁰.

Koltsov le montre, dans son fauteuil, « énorme masse de chair avec un pâle regard ironique... le regard le plus attentif d'Espagne »⁴¹. Son intelligence souple et bril lante, sa réussite sociale – il est devenu un remarquable homme d'affaires – ses dons exceptionnels d'orateur parlementaire, son talent de polémiste, en font le socialiste des milieux républicains comme son patient travail d'organisation et son labeur acharné ont fait de Caballero celui des « Maisons du Peuple » et des ouvriers. A l'austérité, l'intransigeance, au sectarisme castillan du plâtrier madrilène Caballero, Prieto oppose le libéralisme des milieux d'affaires, la réussite du *self made man*, le réformisme conciliant des syndicalistes de Bilbao, infiniment plus proche de l'esprit des sociaux-démocrates occidentaux, et, en tout cas, des républicains d'Espagne.

Aussi est-ce un parti socialiste profondément divisé qui va affronter les difficultés de l'année 1936. Prieto, depuis la fin de 1935, contrôle l'exécutif du parti : il a la confiance des cadres et des élus, notamment des prestigieux dirigeants des mineurs asturiens, Gonzalez Peña et Belarmino Tomas. Il est l'« homme de l'appareil ». Mais en face de lui, Largo Caballero est « l'homme des masses ». Il contrôle l'U.G.T., bénéficie de larges sympathies à l'extérieur du parti, et notamment, malgré de vieilles rancœurs, d'un préjugé favorable au sein de la C.N.T. Le parti oscille sous leurs deux influences contradictoires et chaque problème nouveau semble fournir l'occasion d'un règlement de comptes entre ces frères ennemis poursuivant, dans la même organisation, des politiques opposées.

C.N.T. et U.G.T.

Le reclassement politique qui s'opère dans les rangs des partis et syndicats ouvriers dans les derniers mois de la République rend difficile une analyse exacte des forces en présence: Il est pourtant incontestable que, plus que les organisations politiques proprement dites, ce sont les syndicats qui donnent le ton : la vie de l'ouvrier gravite autour des *Casas del Pueblo* et des Bourses du Travail, centres de vie collective, qui sont les véritables forteresses de classe.

Or, dans cette dernière période, le rapport de forces entre l'U.G.T. et la C.N.T. se modifie, les lignes de clivage entre les deux syndicats se dessinant de façon parfaitement nouvelle. Certes, chacune conserve ce qui était jusque-là son bastion. C'est la C.N.T. qui organise les ouvriers d'industrie en Catalogne et l'U.G.T. n'y a qu'une existence réduite. C'est aussi la C.N.T. qui organise les *braceros* d'Andalousie. Mais l'U.G.T. domine toujours chez les mineurs des Asturies et du Rio Tinto, les métallos de Bilbao et dans la région de Madrid. Dans les zones où domine l'autre, chaque centrale est parvenue cependant à organiser de fortes minorités dont l'influence n'est pas négligeable. L'U.G.T. compte des organisations solides à Cordoue, Séville, Malaga, dans toutes les villes d'Andalousie. C'est elle qui organise les journaliers des provinces de Badajoz, Caceres, Séville. La C.N.T. est parvenue à prendre pied à Madrid, où elle contrôle la majorité des ouvriers du bâtiment, une des corporations les plus combattives. Et aux Asturies, les métallos C.N.T. de La Felguera et de Gijon sont une sérieuse concurrence pour l'influence des mineurs de Mieres ou Sama de Langreo.

Dans le Pays basque, si l'U.G.T. l'emporte à Bilbao, elle est très sérieusement concurrencée par les « Solidarités » nationalistes et la C.N.T. ne recrute que dans les couches de manœuvres étrangers au pays. A Valence, les anarchistes contrôlent les dockers, mais l'U.G.T. est puissante dans les usines. La Fédération des travailleurs de la terre de l'U.G.T. contrôle les ouvriers de la région centrale, tandis que les travailleurs des régions périphériques plus pauvres ont rejoint la C.N.T. Pourtant l'orientation radicale de l'U.G.T. dans les dernières années tend à atténuer la traditionnelle division qui lui réservait l'adhésion des couches les plus privilégiées et relativement les plus conservatrices du prolétariat, tandis que les hésitations de la C.N.T. ne sont pas toujours propres à lui gagner l'adhésion des éléments les plus résolus.

En gros cependant, les effectifs de l'U.G.T., plus solidement organisée et encadrée, apparaissent comme plus stables que ceux de sa rivale confédérale, sujets à de brutales fluctuations, variant considérablement avec le succès ou l'échec des actions entreprises localement. Si, dans le cours de l'année 35, les deux organisations syndicales ont en gros des effectifs équivalents, d'un million de membres chacune, les derniers mois de la République voient une progression rapide de l'U.G.T. qui atteint très vite un million et demi de membres, cependant que la C.N.T. semble piétiner.

De toute façon, l'attrait que ces organisations syndicales exercent sur des millions de travailleurs ouvre la possibilité d'y voir se développer de nouveaux courants idéologiques, nés des courants traditionnels, mais évoluant en dehors et contre eux. Communistes stalinien officiels et communistes dissidents du P.O.U.M. posent en effet leur candidature et sont prêts à disputer au courant anarchiste et au courant socialiste la direction d'importants secteurs de l'U.G.T. et de la C.N.T.

Les communistes

Nous avons, au cours des pages précédentes, assisté à la naissance du parti communiste espagnol. Pendant quelques mois, l'attrait de la révolution russe avait semblé donner corps au vieux rêve de Victor Serge, l'union dans le communisme, autour de Lénine et de la III^e Internationale, des deux courants séparés depuis Marx et Bakounine, celui des « autoritaires », et celui des « libertaires », le socialiste et l'anarchiste. Les résultats immédiats furent médiocres. Quelques années après, ils étaient dérisoires.

Trois courants s'étaient retrouvés pour fonder le mouvement communiste en Espagne : les Jeunesses socialistes, d'abord, avec Andrade et Portela, puis la minorité socialiste avec Perez Solis, Garcia Quejido, Anguiano, Lamonedá, Andrés Nin et un

40 *Mission en Espagne*, p. 43.

41 Koltsov, *op. cit.*, p. 73.

peu plus tard le groupe « La Batalla », animé par Joaquín Maurín, Pedro Bonet et David Rey, et composé de militants de la C.N.T. Deux ans après, García Quejido, Lamóneda, Anguiano quittent le P. C. pour retourner à la vieille maison socialiste. Sous la dictature de Primo de Rivera, le parti est durement atteint par la répression et affaibli par les luttes internes et les conflits provoqués par les directives de l'Internationale. Si, vers la fin de la dictature, il reçoit l'adhésion de militants de la C.N.T. andalouse que dirigent José Díaz et Mije, il perd les 3000 militants de la fédération de Catalogne et des Baléares que dirigeait Maurín et Bonet. La Fédération Communiste de Catalogne et des Baléares fusionne avec le « Partit Comunista Català » que dirigeait Jordi Arquer et Joan Farré Gasso, pour former le « Bloc Obrero y Campesino » que rejoignent des militants comme Portela et Gorkin, ancien fonctionnaire de l'Internationale Communiste à Moscou, et dont le secrétaire général sera Maurín. Andrés Nin, secrétaire de l'« Internationale syndicaliste rouge », a, de son côté, adhéré à l'« Opposition de gauche » et défend, contre Staline, les positions politiques de Trotsky. Rentré en Espagne en 1931, il y fonde avec Andrade la « Gauche communiste ». Quant à Oscar Pérez Solís, premier secrétaire général du parti, il commence une évolution qui l'amènera... dans les rangs de la Phalange. De 1923 à 1930, le parti ne comptera jamais plus de quelques centaines de membres et ne parviendra pas à tenir un Congrès... A celui de 1932, les « vainqueurs » de Nin et Maurín, le secrétaire général Bullejos, Trilla et Adame sont exclus à leur tour, accusés d'avoir lancé à tort le mot d'ordre opportuniste de « défense de la République » contre le pronunciamento du général Sanjurjo. Aux élections de 1933, le P.C. n'arrive à faire élire qu'un député, le docteur Bolívar, élu à Malaga, moins sur son programme que pour sa réputation de « médecin des pauvres ».

Les communistes staliniens : P.C.E., P.S.U.C., J.S.U.

Aussi le parti communiste ne s'est-il guère développé : à la veille de la guerre civile, il ne compte pas plus de 30 000 membres. Ses dirigeants sont presque des inconnus, parfois ralliés de fraîche date, comme le secrétaire général, José Díaz, qui n'a adhéré qu'en 1929... Jesús Hernández, l'« homme fort » de sa direction, a 26 ans : il est entré au parti à 14 ans, au bureau politique à 22. Ni lui ni ses camarades Antonio Mije, Martínez Cartón, Uribe n'ont joué de rôle véritable dans le mouvement ouvrier. Ils n'ont, à aucun moment, été des dirigeants d'organisations de masses, mais se sont élevés exclusivement dans l'appareil du parti qui les a formés et récompensés, par leur ascension, de leur souplesse à prendre les tournants successifs. La seule personnalité de la direction du P.C. qui jouisse, hors du parti, d'un véritable prestige, est une femme, Dolorès Ibarruri Gómez, surnommée *la Pasionaria*, oratrice de masses, vieille militante, condamnée à quinze ans de prison après l'insurrection asturienne.

A l'exception de certains secteurs, les Asturies où ils comptent une minorité importante chez les mineurs, Malaga, Cadix, Séville surtout où ils se sont emparés de certains syndicats, les communistes officiels sont très isolés dans le mouvement ouvrier espagnol, et tous leurs efforts tendent à rompre cet isolement.

L'avènement de la République espagnole a en effet coïncidé avec la « troisième période » de sectarisme outrancier de l'Internationale communiste : les partis communistes du monde entier réservent tous leurs coups aux socialistes baptisés « social-fascistes », refusent tout « front unique » avec eux. Jusqu'au 11 septembre 1934, le parti communiste espagnol a qualifié l'Alliance ouvrière de « centre de ralliement des forces réactionnaires », et de « sainte alliance de la contre-révolution ». C'est seulement à la dernière minute que, changeant brusquement de cap, il s'est rallié à l'insurrection d'octobre. Mais à ce moment s'opère le nouveau tournant de l'Internationale communiste. Affirmant qu'il faut « dépasser » et « élargir » l'Alliance ouvrière, le P.C. prône la formule entièrement différente en réalité du « Front populaire », mise en avant par Dimitroff, au 7^e congrès de l'I.C., celle de l'alliance avec les républicains-libéraux sur un programme de réformes démocratiques. Parallèlement, il développe une active campagne en faveur de l'unité syndicale et politique de la classe ouvrière. Il dissout les quelques syndicats qu'il contrôle, jusque-là regroupés dans une C.G.T.U. affiliée à l'Internationale syndicaliste rouge, et invite leurs membres à adhérer individuellement à l'U.G.T. Sur le plan politique, le thème de l'unité lui permet de considérables progrès. En Catalogne, les débris de son organisation officielle préparent avec d'autres groupes socialistes catalans, dont la Fédération socialiste de Joan Comorera, une fusion qui se concrétisera, le 24 juillet 1936, sous la forme du « Parti socialiste unifié de Catalogne »⁴². C'est aussi l'époque où se réalise, sous l'influence d'Alvarez del Vayo, lieutenant de Largo Caballero, la fusion, au sein des « Jeunesses socialistes unifiées », des Jeunesses socialistes et des Jeunesses communistes. Cette fusion, que Largo Caballero ne semble pas avoir voulue, mais que sa politique a rendu possible, va priver le parti socialiste et le vieux leader de l'U.G.T. d'une organisation de 200 000 jeunes militants, l'élite de la jeune génération ouvrière. Quelques mois après, en effet, à l'issue d'un voyage en U.R.S.S., la direction des J.S.U. tout entière adhère au P.C. Son secrétaire général, Santiago Carrillo, 20 ans, fils du député et syndicaliste caballeriste Wenceslao Carrillo, ancien secrétaire des J.S. et sympathisant trotskyste après 1934, sera bientôt l'un des nouveaux dirigeants du P.C., donnant en exemple aux « adultes » du parti socialiste l'unité réalisée chez les « jeunes ».

C'est là, pour les communistes officiels, une victoire d'autant plus importante qu'en même temps qu'elle leur assure une base de masse et un levier pour l'action au sein du parti socialiste, elle leur donne un avantage décisif sur leurs ennemis jurés, les communistes dissidents, dont certains avaient cru un moment pouvoir devenir les maîtres à penser de la Jeunesse socialiste.

Les communistes dissidents : le P.O.U.M.

Les groupes qui se réclament du communisme mais se sont séparés de l'organisation officielle ont des origines diverses. Maurín et ses amis du « Bloc ouvrier et paysan » se sont refusés à appliquer la tactique imposée par l'Internationale et à créer, contre l'U.G.T. et la C.N.T., les « syndicats rouges » de la C.G.T.U. Ils ont, par ailleurs, manifesté des sympathies catalanistes qui les rapprochent, à l'occasion, de l'Esquerra. Comme tous les mouvements dissidents nés pendant cette période d'une rupture « à droite », en opposition avec la ligne « ultra-gauche » de l'Internationale communiste, le Bloc se refuse pourtant à prendre position sur les questions proprement russes et son organe, *La Batalla*, défend souvent des positions très proches de celles de la presse stalinienne officielle.

42 Les négociations de fusion, engagées dès le début de l'année, avaient abouti à un accord dès le 25 juin.

C'est au contraire sur les positions de l' « Opposition de gauche » trotskyste, née des divergences à l'intérieur du parti russe, que s'est constituée la « Gauche communiste » d'Andrés Nin et Andrade, autres pionniers du communisme espagnol. Ce petit groupe de cadres de valeur s'est avant tout consacré, jusqu'en 1934, à un travail « théorique » dans la publication de la revue *Comunismo*. Mais à cette date ils rompent avec Trotsky qui voudrait les faire entrer au parti socialiste pour y constituer une aile révolutionnaire⁴³, et décident de fusionner avec le Bloc ouvrier et paysan pour constituer le *Partido obrero de unificación marxista* (P.O.U.M.).

Traité de « trotskyste » par ses adversaires⁴⁴, désavoué et vivement critiqué par Léon Trotsky et ses amis, le nouveau parti, dont les seules forces réelles sont en Catalogne, ne dépasse guère 3000 militants en juillet 1936. Mais les faiblesses du P.C.E. et des socialistes catalans, la valeur et le prestige de dirigeants comme Nin et Maurin, la présence à sa tête de cadres authentiques du mouvement communiste, les Gorkin, Portela, Andrade, Arquer, semblent lui permettre bien des espoirs. Il est en tout cas un sujet d'inquiétude aussi bien pour les communistes officiels que pour les dirigeants de la C.N.T., qui excluent systématiquement ses militants de leurs syndicats.

C'est que le P.O.U.M., qui se veut le représentant du véritable communisme et proclame sa fidélité aux idées de Lénine, est, pour les uns comme pour les autres, un réel danger dans une période révolutionnaire. Au dilemme qui se pose au mouvement ouvrier espagnol, alliance avec les républicains ou lutte violente en dehors du cadre parlementaire, il prétend apporter une réponse : la lutte politique pour la révolution socialiste et la dictature du prolétariat. Partisan de l'Alliance ouvrière, il critique la politique de Front populaire prônée par les communistes stalinien, qu'il dénonce comme une politique de collaboration de classes, et veut convaincre les travailleurs espagnols – déjà spontanément révolutionnaires – que la seule alternative à la victoire du fascisme est celle de la révolution. Personne ne peut contester que ses chances d'y parvenir sont réelles... dans la mesure où il saurait convaincre et entraîner les « masses instinctivement révolutionnaires, mais politiquement confuses »⁴⁵ qui suivent la C.N.T.-F.A.I.⁴⁶.

ΧηαπIII : Le prologue de la révolution

C'est le président de la République, Alcalá Zamora, catholique et conservateur, qui a mis un terme au *bienio negro* par la dissolution des Cortes. En 1935 en effet, la coalition gouvernementale entre les radicaux et la C.E.D.A. est sérieusement ébranlée. Deux scandales éclaboussent les politiciens du parti radical. Le discrédit qui tombe sur le parti de centre-droit est tel que la C.E.D.A. ne peut songer à poursuivre l'alliance : Gil Robles qui, depuis le début de la législature, revendique le pouvoir pour son parti, saisit l'occasion. Les ministres cédistes refusent le budget qui prévoit, à côté de baisses de 10 à 15 % des salaires des fonctionnaires, une augmentation de 1 à 3,5 % des droits de succession sur les propriétés foncières. Le gouvernement démissionne. Gil Robles réclame la présidence du Conseil. Alcalá Zamora refuse : il n'aime pas Gil Robles, et ne veut pas offrir le pouvoir à un adversaire déclaré du régime parlementaire. Il fait appel à un homme politique du centre, Portela Valladares, pour former un gouvernement dont la mission essentielle est de préparer de nouvelles élections. Il n'y parviendra pas : les Cortes sont devenues ingouvernables. Après quelques semaines seulement, renonçant à préparer sérieusement des élections qui renforceraient le centre Portela Valladares se résigne : il soumet à la signature du Président le décret de dissolution des Cortes fixant les élections au 16 février 1936.

La campagne électorale : droite contre gauche

L'enjeu des élections est considérable. Certes, les événements des dernières années, l'insurrection puis la répression de 1934, la réaction du *bienio negro* et la radicalisation ouvrière ont durci bien des positions et créé une atmosphère propice à la formation de blocs électoraux irréductiblement opposés. Mais c'est, en cette matière, la loi électorale qui pèsera par ses exigences sur la stratégie des uns et des autres, de tous ceux, en tout cas, qui veulent jouer à fond le jeu parlementaire. Les circonscriptions prévues sont immenses et exigent pour les campagnes électorales des fonds énormes dont seules de vastes organisations peuvent disposer. Le scrutin majoritaire impitoyable pousse à la formation de vastes coalitions : en 1933, la droite, unie dans un front électoral, a eu moins de voix que les partis de gauche, mais deux fois plus de députés... Elle saura s'en souvenir : les monarchistes font, certes, des difficultés pour renouveler l'alliance de 1933 avec la C.E.D.A. et dans certaines circonscriptions la « Révolution espagnole » ira devant les électeurs contre une liste de la C.E.D.A. Certes, la Phalange ira aux urnes sous son propre drapeau. Dans l'ensemble, pourtant, la droite présentera aux électeurs un front uni, élargi même, en plusieurs endroits, à des libéraux de droite restés à l'écart en 1933. Elle fait un énorme effort de propagande : des affiches immenses où le portrait de Gil Robles illustre les mots d'ordre du « Chef » couvrent les murs du pays. Robles lui-même mène une campagne d'une extraordinaire violence verbale, insultant et menaçant l'adversaire, laissant nettement entendre que sa victoire signifiera la fin de la République et l'avènement d'un régime autoritaire.

⁴³ Un tout petit groupe seulement reste fidèle à Trotsky et tente d'appliquer sa « ligne » en entrant dans les J.S. Parmi eux, G. Munis, cité plus loin.

⁴⁴ Koltsov qualifie le P.O.U.M. de « bloc trotsko-boukhari nien », *op. cit.* p. 24.

⁴⁵ Juan Andrade : « Marxistes révolutionnaires et anarchistes dans la révolution espagnole ». *La Révolution espagnole*, 15 avril 37.

⁴⁶ Cf. Trotsky (*Leçons d'Espagne*, p. 40) : « La C.N.T. groupe incontestablement les éléments les plus combattifs du prolétariat. La sélection s'est faite au cours de longues années. Consolider cette confédération et la transformer en une véritable organisation de masses est l'impérieux devoir de tout ouvrier avancé et surtout des ouvriers communistes ».

Une coalition électorale de gauche répondra à l'alliance des droites. Le 15 Janvier 1936, les partis républicains de gauche, l'Union républicaine de Martinez Barrio, la Gauche républicaine d'Azaña signent avec le parti socialiste (et par conséquent, l'U.G.T.), le parti syndicaliste d'Angel Pestaña, le parti communiste et le P.O.U.M., le pacte de « Front populaire » qui fixe le programme de la coalition électorale ainsi constituée. Ce pacte-programme en huit points est d'ailleurs moins un accord sur un programme commun que l'acceptation par les partis ouvriers de celui des républicains. A côté des vieilles revendications républicaines de réforme agraire et de plans d'enseignement, il se prononce en faveur de réformes du règlement des Cortes, de réformes des municipalités, pour la mise sur pied de plans de réorganisation des finances, de protection de la petite industrie, de développement des travaux publics. C'est un programme libéral qui se tient dans un cadre bourgeois et exclut expressément les revendications socialistes de nationalisation des terres et des banques et du contrôle ouvrier sur l'industrie. « La République que conçoivent les républicains, affirme-t-il, n'est pas une république animée d'intentions sociales et économiques de classe, mais un régime de liberté démocratique mû par des raisons d'intérêt public et de progrès social ».

Ce programme incontestablement modéré, où, comme l'écrit Ramos Oliveira, « chaque point ressemblait à une dérobade »⁴⁷, comporte cependant une exigence qui rencontrera une très large approbation et permettra une véritable mobilisation populaire : celle de l'amnistie totale pour les insurgés de 34, de la réintégration avec indemnisation de tous les travailleurs chassés de leur emploi. C'est par le souci de faire libérer d'abord les 30 000 ouvriers encore emprisonnés et de faire en même temps approuver leur geste révolutionnaire que les amis de Caballero et le P.O.U.M. – tenants de l'Alliance ouvrière – justifient leur adhésion au Front populaire : ils ne veulent y voir qu'une alliance électorale sans lendemain. C'est ce souci en tout cas qui explique le vote massif des ouvriers pour un programme peu susceptible par ailleurs de les mobiliser. C'est lui qui explique enfin le changement d'attitude des anarchistes. La C.N.T. et la F.A.I. sont, certes, toujours hostiles aux luttes électorales et, de même que les syndicalistes de l'opposition se tiennent à l'écart du Front populaire et de la campagne électorale proprement dite, pour la première fois cependant, elles s'abstiennent de lancer leur habituel mot d'ordre de *No votad*, de boycottage des élections⁴⁸. Les observateurs estiment à un million et demi le nombre des voix habituellement perdues par suite des campagnes anarchistes qui se sont, en février 36, portées sur les listes du Front populaire pour obtenir la libération des prisonniers de 34.

Résultat des élections

Ce sont ces voix qui firent sans doute pencher la balance. Le 16 février, le Front populaire l'emporte avec 4 206 156 voix contre 3 783 601 à la coalition des droites et 681 447 au centre, chiffres qui, après des opérations de révision rondement menées à la Chambre, deviendront respectivement 4 838 449, 3 996 931 et 449 320 sur 11 millions d'inscrits et 9,5 millions de votants.

Le Front populaire obtient donc une majorité assez mince qui se traduit pourtant dans les Cortes par une écrasante supériorité numérique des députés élus sous son égide : ils sont 277 contre 132 de droite et 32 du centre. La loi électorale qui avantage la majorité joue ici en faveur de la gauche : la droite qui a gagné des voix sur 1933 en a moins gagné que les partis coalisés dans le Front populaire, et elle perd plus de la moitié de ses sièges. Dans une compétition aussi serrée, il était fatal que s'élèvent d'âpres contestations sur les pressions et les falsifications. Aucune des parties ne s'en est privée : il est certes indubitable que bien des bourgeois ont dû hésiter à voter dans certains quartiers prolétariens, mais il est avéré que bien des villages n'ont voté pour la droite que sous la menace directe de la police ou sous le chantage au chômage des grands propriétaires. L'historien n'a aucune conclusion supplémentaire à tirer de ces querelles.

L'important, quelle que soit l'appréciation que l'on porte sur la validité de ces élections, est qu'elles transformaient profondément la physionomie des Cortes et plus profondément encore l'atmosphère politique du pays.

Contrairement aux espérances du président de la République, les élections sont une cinglante défaite pour le centre et le centre droit. Des hommes politiques comme Lerroux et Cambó ne sont pas réélus : les radicaux de Lerroux ne sont plus que 6 et le groupe du centre le plus important, celui que dirige Portela Valladares, le président du Conseil sortant, ne compte que 14 députés. La C.E.D.A. forme encore un bloc solide avec 86 élus, que rejoindront presque toujours les 13 agrariens. Goicoechea a été battu, et c'est Calvo Sotelo qui devient le porte-parole de l'extrême droite, ou la Rénovation espagnole compte 11 députés seulement.

Il n'y a aucun moyen de connaître la part des votes qui reviennent à chaque parti dans le total de ceux qui se sont portés sur les listes du Front populaire. Le nombre des élus de ces listes dépend en effet simplement, non des voix qui se sont portées sur des listes de coalition, mais des accords passés entre organisations lors de l'établissement des listes. La Gauche républicaine d'Azaña a 84 députés, l'Union républicaine de Martinez Barrio 37, l'Esquerra catalane de Companys 38. Les socialistes ont 90 élus, les communistes 16, le P.O.U.M. 1, son secrétaire général Maurin, le parti syndicaliste 1, le vieux Pestaña.

Les lendemains de l'élection

Les lendemains d'élections sont marqués par des mouvements divers : enthousiasme, mais aussi crainte chez les vainqueurs, panique ou révolte chez les vaincus. Ils voient se répandre les rumeurs les plus diverses : à droite, on parle d'un soulèvement armé des « marxistes » ou des anarchistes, à gauche, on dénonce les préparatifs du coup d'État militaire. Rien de tout cela n'est sans fondement : l'agitation populaire semble confirmer les dires des premiers et Portela Valladares révélera plus tard que le général Franco lui avait offert l'appui de l'armée pour annuler les élections.

⁴⁷ *Op. cit.*, p. 535.

⁴⁸ Santillan (*op. cit.* p. 36-37) dit qu'il fut d'accord sur ce point avec Garcia Oliver contre Durruti.

Portela Valladares juge en tout cas la situation suffisamment délicate pour remettre sans attendre sa démission et conseiller au président de faire appel, pour le remplacer, à l'un des dirigeants du Front populaire. Azaña forme aussitôt le nouveau gouvernement, composé de républicains bourgeois et que les partis ouvriers soutiennent sans en faire partie. Le refus socialiste de participer – surprenant au premier abord après le précédent de 1931 – s'explique par la crise interne du parti et la lutte qui s'y déroule entre partisans de Caballero et de Prieto. Caballero et ses amis n'ont pu, en décembre 35, empêcher le parti socialiste de suivre Prieto dans sa politique d'alliance avec les partis bourgeois dans le cadre du Front populaire. Mais ils lui ont fait rejeter a priori toute alliance durable, limitant le pacte à une simple coalition électorale ne les engageant pas au-delà. Au lendemain du 16 février, Prieto se prononce de nouveau pour un gouvernement à l'image du Front populaire, comprenant des républicains et des socialistes. Caballero, qui s'est juré de ne plus jamais recommencer l'expérience de 1931 et ne plus jamais participer à un gouvernement de coalition avec les Républicains, rétorque que le programme du Front populaire étant un programme bourgeois, il appartient aux seuls républicains bourgeois de l'appliquer, les socialistes n'ayant pas le droit d'appliquer un autre programme que le leur : tout au plus peuvent-ils soutenir loyalement de leurs votes le nouveau gouvernement Azaña. Et, sur ce point, Largo Caballero l'emporte.

C'est la même attitude que le parti socialiste prendra, en mai, vis-à-vis du nouveau gouvernement Casares Qui roga. L'un des premiers actes importants de la législature est en effet la déposition du président de la République, Alcalá Zamora et son remplacement par Azaña. Le mandat du président n'expirait qu'à la fin de l'année, mais la majorité du Front populaire, désireuse de se prémunir contre tout risque de dissolution prématurée ou tout appui éventuellement donné par le premier magistrat à un coup d'État militaire, lance contre lui la seule accusation qui lui permette de le déposer constitutionnellement en l'affirmant coupable d'avoir dissous les Cortes sans raison. La droite, qui a de bonnes raisons d'en vouloir à Alcalá Zamora, s'abstient. Le président est déposé. Bien des observateurs s'étonneront qu'Azaña consente à laisser poser sa candide dature. Le rôle joué par Prieto dans l'opération suggère qu'il s'agissait probablement de la réalisation d'un plan destiné à forcer la main aux socialistes : Azaña, devenu président de la République, aurait pu, à plus ou moins bref délai, être remplacé à la tête du gouvernement par Prieto⁴⁹. Il obtient en tout cas une confortable majorité, avec 6 opposants seulement, la C.E.D.A. s'abstenant. Sa présence à la tête de l'État peut en effet sembler constituer une double garantie, contre la réaction aussi bien que contre la révolution. Il est trop engagé pour devenir le complice éventuel d'un coup d'État, trop attaché au libéralisme économique et politique pour se faire un jour le fourrier de la révolution. Bref, il peut passer pour le centre de ralliement et le symbole de tous les Espagnols qui espèrent encore éviter la guerre civile.

Dès le lendemain des élections, dans son premier discours, il a appelé à l'union, pour la « défense de la République », « républicains et non républicains, et tous ceux qui mettent avant tout l'amour de la patrie, la discipline et le respect de l'autorité constituée ». Mais cet appel aux partisans de l'ordre s'est accompagné de mesures non équivoques destinées à apaiser l'agitation populaire. Il promet la « réparation des atrocités commises par les fonctionnaires publics » et, sans attendre la réunion officielle des nouvelles Cortes, fait approuver par la Députation permanente la remise en fonctions des conseils municipaux révoqués pendant le *bienio negro*, la nomination de nouveaux gouverneurs civils dans tout le pays et, surtout, la loi d'amnistie. Le statut de l'autonomie catalane est remis en vigueur et Campanys fait, de Madrid à Barcelone, un voyage de retour triomphal... Tandis que les ouvriers des Asturies quittent les prisons, on arrête l'exécuteur de la répression contre eux, le général Lopez Ochoa. La réforme agraire est remise en chantier, un statut de l'autonomie basque est étudié.

Dans les Cortes, dont chaque séance tourne désormais au pugilat, le gouvernement républicain s'efforce de faire passer les réformes sociales qui lui semblent propres à satisfaire et à apaiser la vague de revendications populaires qui s'étend tous les jours, en surface comme en profondeur.

Une situation révolutionnaire

Dès le lendemain des élections, de puissantes manifestations de masses ont, sans attendre la signature du décret d'amnistie, ouvert les prisons et libéré les ouvriers détenus depuis 1934. Dès le 17 février, on signale l'ouverture de la prison de Valence par des manifestants de la C.N.T. et la libération des condamnés de 1934, plusieurs centaines de « libérations » à Oviedo même, plusieurs milliers dans toute l'Espagne. Dès le surlendemain commencent dans tout le pays des grèves pour la réintégration immédiate des condamnés ou des licenciés, le paiement de leur salaire à tous les ouvriers détenus pendant le *bienio negro*, des augmentations de salaires, le renvoi de tel ou tel agent de maîtrise, l'amélioration des conditions de travail. A ces grèves corporatives s'ajoutent des grèves plus politiques, des grèves de solidarité, des grèves générales, locales ou régionales. Certains conflits s'éternisent et en entraînent d'autres. Les patrons ripostent par le lock-out, et la lutte se fait plus âpre.

La situation est véritablement révolutionnaire à la campagne. Le Front populaire avait parlé de réforme agraire à des paysans avides de terre : comme l'écrit l'ambassadeur Bowers, « les paysans, êtres simples et frustes, avaient cru que sa victoire aux élections suffisait pour que cela fût chose faite »⁵⁰. Dès la fin de février dans les provinces de Badajoz et Cáceres, puis au cours des mois suivants dans l'Estramadure, l'Andalousie, la Castille et même la Navarre se multiplient les *asentamientos*. Les terres d'Alcalá Zamora sont occupées en avril, de même que celles du duc d'Albuquerque. Les paysans s'installent sur les domaines des grands propriétaires et commencent à les cultiver pour leur propre compte. Très souvent éclatent des incidents sanglants entre paysans et gardes civils. Le plus grave sera celui de Veste, près d'Alicante, où la garde civile intervient et arrête six paysans qui ont commencé à abattre les arbres des propriétés seigneuriales. Exaspérés, les paysans de Veste,

49 Prieto, dans une note à la presse, citée par Carlos Rama (*op. cit.* p. 238), déclarera qu'il a refusé l'offre du président Azaña de constituer le gouvernement, à cause, notamment, de l'hostilité que lui manifeste « certain secteur de son parti » et qui risquerait de provoquer un affaiblissement du Front populaire dont « il faut à tout prix maintenir l'intégrité ».

50 *Ma mission en Espagne*, p. 220.

armés de fourches, de gourdins, de pierres, attaquent les gardes qui emmènent leurs camarades. Dans la fusillade qui s'ensuit, dix-huit paysans sont tués.

Villes et campagnes se trouvent ainsi plongées dans une atmosphère de violence : on signale un peu partout des incendies d'églises ou de couvents à la suite de manifestations de rues ou de rumeurs circulant sur un « complot » de moines. Il n'y a aucun doute : l'ordre établi et la propriété sont menacés...

Le rôle de Caballero

De plus en plus, Largo Caballero apparaît comme l'homme de la révolution qui monte. Depuis le 6 avril, il a son Journal, *Claridad*, un quotidien du soir, brillamment rédigé par une excellente équipe de jeunes intellectuels. Il a ses troupes de choc, les Jeunesses socialistes. Le 1^{er} mai, lors du grand défilé ouvrier, dans ce que *Claridad* a appelé la parade de « la grande armée des travailleurs dans sa marche en avant vers le sommet proche du pouvoir », les J.S. en uniforme, et le poing levé, ont scandé des mots d'ordre pour un « Gouvernement ouvrier » et pour une « Armée rouge ». Caballero multiplie les avances à la C.N.T. et prend la parole à Saragosse lors d'un grand meeting à l'occasion de son congrès. *Claridad* entretient la ferveur révolutionnaire de ses partisans, prédit le triomphe inéluctable et proche du socialisme. Dans chaque discours, dans chaque article, Largo Caballero martèle la même affirmation : « La révolution que nous voulons ne peut se faire que par la violence... Pour établir le socialisme en Espagne, il faut triompher de la classe capitaliste et établir notre pouvoir... ». Il s'est prononcé pour la « dictature du prolétariat »⁵¹ qu'il entend faire exercer, non par l'intermédiaire des soviets – quel que soit le nom qu'on leur donne – mais par et à travers le parti socialiste. Lui et ses partisans attendent que les républicains aient fait preuve de leur incapacité à résoudre les problèmes de l'Espagne, pour prendre le pouvoir. Mais comment le prendront-ils ? C'est ce qui n'est pas très clair. Le 14 juin, à Oviedo, il invite les républicains à s'en aller, à « laisser la place à la classe ouvrière », mais il semble impensable que le président Azaña puisse lui confier un jour la direction du gouvernement. Il entend instaurer la dictature du prolétariat par le parti socialiste, mais c'est Prieto qui contrôle l'exécutif du parti : comment Largo Caballero espère-t-il la prise du pouvoir du prolétariat par l'intermédiaire d'un parti dont l'appareil lui échappe ? Bien des historiens sont sévères à son égard – Gérald Brenan dit qu'il est un « social-démocrate qui joue à la révolution »⁵². Salvador de Madariaga pense que c'est la peur que provoque la violence de ses partisans qui rend possible la naissance du fascisme. En affirmant si souvent que les travailleurs n'ont pas à modérer leur action révolutionnaire de crainte d'un coup d'État militaire, il fait que beaucoup lui prêteront l'arrière-pensée que seul un tel coup d'État, en obligeant le gouvernement à armer les travailleurs, lui ouvrirait la route du pouvoir...

En juin, en tout cas, devant l'imminence du pronunciamiento militaire, il ira demander à Azaña d'armer les travailleurs : preuve, sans doute de sa bonne foi, mais aussi d'une certaine naïveté. Lénine, le Lénine russe, n'eut sans doute pas fait, du moins dans les mêmes formes, la démarche du « Lénine espagnol » ...

Les efforts de Prieto

C'est son rival socialiste, Prieto, qui porte contre Largo Caballero les accusations les plus graves. Pour lui, grèves, manifestations, désordres, revendications excessives relèvent d'un « révolutionnarisme infantile » qui fait le jeu du fascisme en effrayant les classes moyennes. Les prédictions des intellectuels de *Claridad*, les manifestations des Jeunesses en uniforme, les résolutions enflammées en faveur d'un « gouvernement ouvrier » et d'une « armée rouge » n'ont comme résultat que d'aggraver la peur des possédants et des bien-pensants dont l'imagination, dès qu'il est question de révolution, se repaît d'images passionnelles suggérées par dix-huit années de propagande anticommuniste sur la terreur des tchékhas, les bolcheviks-au-couteau-entre-les-dents, les massacres et les famines qui furent le lot de la Russie de 1917. Pour Prieto, cette peur les conduira au désespoir et ils se jetteront dans les bras des généraux.

Tandis que le 1^{er} mai, à Madrid, Largo Caballero joue les chefs de la Révolution, Prieto fait à Cuenca un discours retentissant. A l'anarchie génératrice du fascisme qu'est en train, selon lui, de préparer son rival, il oppose ce qu'il appelle la « révolution constructive ». La première tâche raisonnable et possible, à ses yeux, est la constitution d'un gouvernement de coalition : aux côtés des républicains, les socialistes y auraient pour mission de « rendre indestructible le pouvoir des classes laborieuses ». Il faut une réforme agraire profonde et bien menée, accompagnée d'un plan d'irrigation des campagnes et d'une industrialisation possible seulement dans un cadre capitaliste, qui permettra d'absorber l'excédent des populations rurales. C'est pourquoi les travailleurs ne doivent pas élever de revendications qui soient susceptibles de briser une économie capitaliste incapable de les satisfaire. Dans le meilleur des cas, s'ils arrivaient quand même à vaincre l'inévitable réaction armée de l'oligarchie, ils n'aboutiraient finalement qu'à « socialiser la misère ». Hypothèse moins vraisemblable d'ailleurs, aux yeux de Prieto, que l'autre : un coup d'État militaire préventif qu'il faut s'efforcer d'éviter. Le leader socialiste indique comment ses qualités feraient du général Franco un chef tout désigné pour un tel mouvement⁵³ et adjure les travailleurs de s'abstenir de tout ce qui pourrait le provoquer.

Le discours de Cuenca est incontestablement un programme gouvernemental. *El Sol*, journal républicain bourgeois, le salue

51 Cf. résolution du groupe socialiste de Madrid (*Claridad*, avril 36) : « Le prolétariat ne doit pas se borner à défendre la démocratie bourgeoise, mais assurer par tous les moyens la conquête du pouvoir politique, pour réaliser à partir de lui sa propre révolution sociale. Dans la période de transition de la société capitaliste à la société socialiste, la forme du gouvernement sera la dictature du prolétariat. »

52 *Op. cit.* p. 305.

53 « Le général Franco, par sa jeunesse, par ses qualités, l'étendue de ses amitiés dans l'armée, est celui qui peut avec le maximum de chances, celles que lui vaut son prestige personnel, prendre la tête d'un mouvement contre le régime républicain ».

comme celui d'un véritable homme d'État, compare Prieto à Aristide Briand, socialiste devenu, lui aussi, « réaliste ». Mais ce programme de réformes progressives et prudentes dans le cadre du capitalisme, ne rencontre que peu d'écho dans les masses que la fièvre révolutionnaire pousse tous les jours à de nouvelles actions⁵⁴.

Les amis de Largo Caballero considèrent en revanche ce programme comme une trahison ouverte, dénoncent dans les propos de Prieto une apologie de Franco. Les passions montent : déjà menacés à Cuenca, Prieto et ses amis Gonzalez Peña et Belarmino Tomas sont accueillis à Ecija par des coups de feu tirés par les Jeunesses socialistes et n'échappent que de justesse à la mort.

C'est dans ces conditions que l'exécutif du parti socialiste renvoie au mois d'octobre le Congrès national d'abord prévu pour le 29 juin. Le 1^{er} juillet, la presse fait connaître le résultat des élections au comité exécutif du parti socialiste – d'avance boycottées, contestées et dénoncées par la tendance Largo Caballero – : les amis de Prieto triomphent, Gonzalez Peña est élu président, Jimenez de Asua vice-président et Ramon Lamonedá secrétaire du parti. La scission semble désormais inévitable.

Le terrorisme contre-révolutionnaire de la Phalange

Dans une intervention aux Cortes, le 16 juin, Gil Robles énumère des chiffres officiels, significatifs de l'ambiance du pays depuis les élections : 269 tués et 1 287 blessés dans des bagarres de rues, 381 bâtiments attaqués ou endommagés, 43 locaux de journaux attaqués ou saccagés, 146 attentats à la bombe. Ces chiffres, incontestables, ne peuvent être imputés, comme le voudrait Robles, aux seuls révolutionnaires. Depuis février, en effet, sous l'impulsion de la Phalange se développe une action systématiquement contre-révolutionnaire. C'est dans la rue, comme en Allemagne et en Italie, que la Phalange revêt son caractère fasciste avec le plus de netteté : il s'agit de briser par la violence et la terreur le mouvement ouvrier et révolutionnaire, de s'attaquer aux locaux des partis et aux vendeurs de journaux, aux meetings et aux défilés, d'assassiner quand cela paraît nécessaire pour éliminer un adversaire ou faire un exemple salutaire. Les phalangistes sont passés à la lutte armée dès le lendemain des élections. A Madrid les voitures chargées d'*escuadristas* munis d'armes automatiques sèment la terreur dans les quartiers ouvriers. En Andalousie, les *pistoleros* à leur solde abattent chaque jour de nouvelles victimes. L'objectif est double : il s'agit en même temps d'éliminer l'adversaire de classe, militant ou journaliste « marxiste » ou anarchiste ou celui qui les aide, juge ou policier, et de créer une atmosphère telle que les amis de l'ordre ne voient finalement d'autre solution que de remettre le sort du pays entre les mains d'une dictature. La désillusion née de la défaite électorale entraîne bien des conservateurs à renoncer aux perspectives « légales » et à passer à l'action directe. Les progrès de la Phalange sont fou droyants à partir de février : le flot des mécontents de droite vient grossir ses rangs. C'est vers elle que se tournent les jeunes du parti de Gil Robles, les *Juventudes Accion popular* que dirige à ce moment Ramon Serrano Suñer.

Quoiqu'il ne soit pas possible à l'historien de situer en toute certitude la responsabilité de crimes rarement signés, c'est plus que vraisemblablement à la Phalange et à ses *pistoleros* que sont dus certains des attentats les plus célèbres : l'attentat manqué à la bombe contre Largo Caballero et celui contre le républicain Ortega y Gasset, celui qui coûte la vie à l'inspecteur chargé de protéger le vice-président socialiste Jimenez de Asua ; l'explosion, le 14 avril, d'une bombe sous la tribune présidentielle pendant le défilé ; celle qui détruit le local du journal socialiste d'Oviedo ; les nombreux assassinats politiques, celui du journaliste Casaus à Saint-Sébastien, du socialiste Malumbres à Santander, celui du juge Pedregal, coupable d'avoir condamné un tueur phalangiste à trente ans de prison, celui du capitaine de garde d'assaut Faraudo, tué en pleine rue au bras de sa femme, le 12 juillet enfin, celui du lieutenant asalto José del Castillo, devenu l'homme à abattre aux yeux des phalangistes depuis les batailles de rues qui avaient suivi l'attentat du 14 avril⁵⁵.

La préparation du soulèvement militaire

Malgré son importance croissante dans les mois qui suivent les élections et dans la marche à la guerre civile, la Phalange ne peut être considérée comme un facteur déterminant. C'est de l'armée que l'oligarchie, les traditionalistes, les monarchistes, les conservateurs, attendent le salut. C'est son action que redoutent tous les jours républicains et révolutionnaires. Elle se prépare, pratiquement au vu et au su de tous, à intervenir et à régler définitivement le sort du mouvement révolutionnaire. Pour les chefs de l'armée, il est en effet évident que la victoire du Front populaire a déclenché une crise révolutionnaire dont les politiciens républicains modérés de la gauche ne sont pas capables de venir à bout.

Dès le 17 février, Calvo Sotelo, puis, ainsi que nous l'avons vu, Franco lui-même adjurent le président de la République de prendre l'initiative d'un coup de force en annulant les élections. Après le refus de Portela Valladares, le 20 février, sur l'initiative des chefs de l'Union militaire, se tiennent dans toute l'Espagne des conférences entre chefs militaires et dirigeants politiques des partis de droite. La conclusion en est que le moment n'est pas venu d'une action, car les troupes, gagnées par l'enthousiasme populaire, ne sont pas absolument sûres.

⁵⁴ Notons que le parti communiste défend des positions infiniment plus proches de celles de Prieto que de celles de Largo Caballero. Cf. le discours de son secrétaire général José Díaz à Saragosse le 1^{er} Juin : la grève – selon Díaz, – est l'« arme puissante dont il (le prolétariat) dispose pour obtenir une augmentation des salaires ou de meilleures conditions de vie ». Mais il faut bien réfléchir avant de s'engager dans une grève « sur les moyens de résoudre les conflits sans y avoir recours ». « Car, ajoute-t-il, nous sommes aujourd'hui dans une période où les patrons provoquent et attisent les grèves pour des raisons politiques de sabotage et où des éléments fascistes s'introduisent comme agents provocateurs dans quelques organisations pour servir les fins de la réaction. » On peut opposer cette attitude à celle du P.O.U.M. : « Pour la bourgeoisie démocratique, la révolution est terminée. Pour la classe ouvrière, au contraire, elle n'est qu'une étape de son déroulement... Chaque recul de la réaction, chaque progrès de la révolution, est le résultat direct de l'initiative et de l'action extra-légale du prolétariat » (article de Andrés Nin dans *Nueva Era*, juillet 36, reproduit *op. cit.* p. 219).

⁵⁵ Clara Campoamor dit que Faraudo et Castillo furent abattus parce qu'ils avaient été les instructeurs des milices socialistes. Le Phalangiste Bravo Martinez revendique pour la « première ligne » de la Phalange l'honneur d'avoir accompli ces exécutions.

Le gouvernement, informé, prend des mesures. Franco, le chef d'état-major, est limogé et affecté au commandement militaire des Canaries. Goded, inspecteur général de l'armée du Nord, est affecté aux Baléares, et le général Mola, l'ancien chef de la Sûreté de la monarchie, qui perd le commandement de l'armée d'Afrique, est affecté en Navarre. Franco Mola et les généraux Villegas et Varela se rencontrent à Madrid, dans l'appartement du député monarchiste Delgado pour une mise au point nécessaire avant que chacun ne rejoigne sa nouvelle affectation.

La conspiration se poursuit sans encombre dans ces conditions nouvelles : le colonel Galarza assure la liaison entre Madrid et les Canaries. C'est l'inspecteur général de l'armée, le général Rodriguez del Barrio, qui est, dans la *Junta* de direction, le représentant personnel du général Sanjurjo. Conformément à l'accord signé en 1934 avec Goicoechea, Lizarza et le général Barrera, l'Italie apporte au mouvement son aide matérielle, armes et moyens financiers. Juan March est à Londres et se charge de conquérir des sympathies au mouvement militaire dans les milieux de la grande finance internationale. Le général Sanjurjo quitte sa résidence d'exil d'Estoril pour se rendre, en mars et en avril, en Allemagne où il prend des contacts officiels. L'objectif politique reste toujours aussi vague : les premières instructions écrites de la Junte, d'avril 1936, se contentent de rappeler que le mouvement a pour but d'instaurer une dictature militaire et fixent les récompenses à octroyer aux officiers et sous-officiers qu'il s'agit de gagner. Le plan d'insurrection est modifié en fonction des conditions nouvelles : Franco, des Canaries, doit gagner le Maroc et y prendre la tête de l'armée d'Afrique, Mola soulève la Navarre, Gonzalez de Lara Burgos et Rodriguez Carrasco la Catalogne. Varela et Orgaz prendront la tête de l'insurrection à Madrid. Tout semble au point et la date de l'insurrection est fixée au 20 avril. Mais, le 18, le général Rodriguez del Barrio informe la Junte que le gouvernement est averti : il a décidé de muter Varela à Cadix et Orgaz aux Canaries. Il faut recommencer et réajuster le plan, d'autant plus – c'est un atout important – que deux généraux qui passent pour républicains, Queipo de Llano et Cabanellas, viennent d'adhérer à la conspiration. Les gens de Madrid sont trop surveillés. Le centre d'organisation de la rébellion est fixé en Navarre, où Mola jouit d'une totale liberté d'action et où les officiers bénéficient de la sympathie active d'une bonne partie de la population. Madrid reste un souci pour les généraux qui décident finalement d'y confier la direction du soulèvement aux généraux Fanjul et Villegas. Quatre colonnes, parties de Navarre, de Burgos et de Valence où l'on escompte un succès rapide, doivent immédiatement converger vers la capitale pour y soutenir les insurgés. Mais il y a d'autres difficultés : le général Villegas s'effraye et se dérobe, le gouvernement, qui semble suivre la conspiration au jour le jour, s'emploie à brouiller les cartes et remplace à Burgos le général Gonzalez de Lara par un général républicain de toute confiance, Batet. Il faut, chaque fois, recommencer.

Cependant la conspiration progresse : aux Canaries, Franco, sur le *Jaime 1^{er}*, a des entretiens prolongés avec l'amiral Salas qui lui apporte l'appui des officiers de marine ; le réseau des conjurés s'est considérablement élargi avec l'entrée de nombreux officiers subalternes, qui joueront un rôle décisif. Il s'agit en effet de repérer, dans l'armée, les cadres qui s'opposeront au soulèvement, officiers républicains ou tout simplement disciplinés et décidés à rester fidèles au gouvernement quel qu'il soit. Il faut les surveiller, les neutraliser, et, si possible, s'en débarrasser le moment venu. Les contacts sont étroits avec les dirigeants politiques de la droite. Il semble bien que Calvo Sotelo ait été l'une des têtes du complot. Mais les militaires ne désespèrent pas d'entraîner à leurs côtés Gil Robles et ses amis, qui résistent. Les carlistes ont apporté à Mola leur appui et l'appont précieux de leurs 7 000 *requetas* « sur pied de guerre, avec armes équipement et formations régulières organisées ». Mola n'en accepte que 4 000, qu'il compte répartir dans les régiments de *regulares*. Mais une note du 5 juin, rédigée par Mola, provoque une crise avec les carlistes. Mola prévoit pour l'Espagne un directoire de cinq chefs militaires qui suspendra la constitution et gouvernera par décrets-lois, mais s'engagera, pour la durée de son pouvoir, à maintenir la République. La séparation de l'Eglise et de l'Etat doit être maintenue. L'objectif du mouvement est, selon Mola, l'instauration d'une « dictature républicaine ». Ce programme ne fait pas l'affaire des carlistes qui veulent, au minimum, l'adoption du drapeau monarchiste bicolore et le rejet de l'emblème républicain, la dissolution immédiate de tous les partis, une organisation corporatiste de l'Espagne. Mola refuse et les carlistes lui font savoir qu'ils ne marchent plus avec lui : on renonce au plan qui devait faire déclencher le mouvement par les Navarrais, le 12 juillet. Le chef des *requetas*, Lizarza, se rend auprès de Sanjurjo, dont l'arbitrage sera accepté par tous : il n'y aura pas de drapeau pour les unités militaires où les *requetas* sont appelés à servir. Ce gouvernement sera un gouvernement militaire « apolitique », dont le premier acte sera d'abolir toute la législation en matière sociale et religieuse et dont l'objectif sera la destruction du régime libéral et parlementaire, pour adopter, selon les termes mêmes de Sanjurjo, « les normes que beaucoup sont en train de suivre, modernes pour eux, mais séculaires pour notre patrie »⁵⁶. La dernière difficulté est levée en juin ; aux grandes manœuvres de l'armée du Maroc, les conjurés prêtent le fameux « serment du Llano Amarillo ».

Après bien des fausses manœuvres, la date de l'insurrection semble avoir été à nouveau fixée, puisque Mola informe les conjurés d'avoir à se tenir prêts le 15 juillet. Franco, des Canaries, doit soulever le Maroc ; Goded, des Baléares, la Catalogne, et Queipo de Llano, Séville. Ailleurs on compte sur les officiers qui sont en place : Cabanellas à Saragosse Saliquet à Valladolid, Fanjul à Madrid, Gonzalez Carrasco à Valence. Le 16, Mola prévient José Antonio Primo de Rivera que le soulèvement est fixé aux 18, 19 et 20 juillet. Ces dates-là ne seront pas reculées.

L'attitude du gouvernement

L'attitude du gouvernement au cours de ces mois décisifs a, fait l'objet de nombreuses critiques. Le gouvernement, c'est incontestable, a été au courant de ce qui se tramait du côté des chefs militaires. Il n'a pris que peu de mesures et celles qu'il a prises ont été particulièrement maladroites. A quoi sert d'éloigner aux Canaries le général Franco lorsque cet exil le rapproche de l'armée du Maroc où il est fort populaire et alors que les conspirateurs, à Madrid, peuvent encore compter sur l'inspecteur général de l'Armée qui, lui, reste en place ? La nomination de Mola en Navarre loin d'affaiblir l'insurrection, place un chef dangereux dans l'un des foyers de conspiration les plus actifs. Et Goded des Baléares, dirigera sans difficulté le

56 Lizarza, *Memorias de la Conspiracion*, p. 108,

soulèvement de Barcelone. Mieux encore, par une note du 18 mars, le gouvernement couvre les militaires qui conspirent en protestant contre les rumeurs de coup d'État jugées par lui injurieuses. Il parle de son « chagrin » devant les « injustes attaques » lancées contre le corps des officiers, « fidèles serviteurs du pouvoir constitué et garantie d'obéissance à la volonté populaire », dénonce dans les campagnes de la presse socialiste, communiste et anarchiste « le désir criminel et obstiné de miner l'armée ». La timidité des mesures prises contre les conspirateurs, la volonté avouée du gouvernement de fermer les yeux n'ont sans doute eu pour résultat que de rallier au coup de force beaucoup d'officiers hésitants. Le successeur d'Azaña, Casares Quiroga, mérite de passer à l'histoire pour l'aveugle optimisme dont il fait preuve en refusant de donner créance à toutes les informations et rumeurs sur le complot des généraux et qui culminera dans son refus final de croire à la nouvelle du soulèvement alors même que celui-ci s'est bel et bien produit⁵⁷. Casares Quiroga s'obstinera encore alors à compter le général Queipo de Llano parmi les officiers loyaux sur qui il se repose pour écraser le soulèvement, alors que ce chef commande au même moment les rebelles de Séville ...

Il y a cependant quelque injustice à dresser contre les dirigeants républicains des réquisitoires aussi sévères pour leur indulgence à l'égard du complot des généraux. A l'image des groupes politiques qu'ils représentent et des forces sociales qu'ils incarnent, Casares Quiroga comme Azaña hésitent et tergiversent parce qu'ils sont pris entre deux feux. Le président Azaña avait pu s'écrier en 1933 qu'il préférerait perdre le pouvoir après une lutte loyale que le gagner par quelque artifice. Mais la lutte qui se déroule dans l'Espagne de 1936 n'est ni la lutte loyale qu'il espérait, ni la joute parlementaire qui lui est familière. C'est une lutte féroce entre des classes sociales antagonistes dont il s'efforce vainement d'éviter l'affrontement. Or, le cadre parlementaire est singulièrement inapte à cette tâche : quelques mois après leur élection, les Cortes ne sont plus qu'une représentation infidèle de la nation qui les a élues. Les députés de droite, en majorité cédistes, représentent des électeurs qui aujourd'hui, pour les plus actifs d'entre eux au moins, ont rejoint les extrémistes, et dont le porte-parole n'est plus Gil Robles, mais Calvo Sotelo. Quant aux électeurs du Front populaire, ils constituent désormais, dans leur majorité, une force explosive que leurs dirigeants ne contrôlent plus. La victoire du Front populaire a été leur victoire, ils veulent l'aménager, la parfaire, la concrétiser, l'achever par les méthodes qui sont spontanément les leurs, celles de l'action directe et de la violence révolutionnaire.

La révolution ouvrière et paysanne menace la République parlementaire au même titre que la réaction militaire et fasciste. La lutte armée entre elles, la guerre civile, marque la fin, la faillite de la politique des Azaña et des Casares Quiroga. C'est pourquoi ils cherchent à l'éviter, en frappant tour à tour chacun des adversaires, en veillant à ne pas trop affaiblir l'un pour ne pas se livrer à l'autre.

Comme au Parlement, le gouvernement louvoie dans le pays, arrête alternativement des phalangistes, puis des anarchistes, ferme alternativement les locaux des uns puis des autres, refuse en tout cas de frapper sérieusement les généraux car il ne pourrait alors éviter d'armer les ouvriers, refuse non moins énergiquement de frapper sérieusement le mouvement gréviste et l'agitation ouvrière et paysanne pour ne pas se livrer, du coup, en otage, aux généraux. Coincé entre des forces hostiles, il ne peut que jouer un dangereux double jeu : l'arrestation de Primo de Rivera est une concession à la gauche, mais le leader phalangiste reçoit toutes les visites qu'il veut, et des milieux officiels expliquent à qui veut les entendre que c'était là le seul moyen d'assurer sa sécurité⁵⁸. Bien des militants révolutionnaires laissent entendre que le gouvernement n'est pas mécontent de la menace d'un complot militaire qui peut seul, ainsi que le souhaite Prieto, contribuer, en le ramenant à des revendications « raisonnables », à arrêter le mouvement révolutionnaire.

Tous les reproches faits au gouvernement se rapportent à un seul et unique défaut : sa faiblesse. Sa seule raison d'être est de durer, de gagner du temps pour éviter le choc qui le réduira à néant.

Χηαπις : *Pronunciamento* et révolution

En ce mois de juillet où doit précisément éclater l'insurrection militaire, la violence semble triompher dans les deux camps de l'impuissance gouvernementale. Pas un jour où ne soit signalé quelque rixe, quelque échange de coups de feu, quelque assassinat, quelque manifestation aux allures d'émeute... Aux Cortes, les députés sont fouillés : on veille à ne pas laisser entrer d'armes à feu dans l'hémicycle... A la campagne, aux dires mêmes du ministre, la violence règne. Dans les villes, terrorisme et représailles maintiennent sous pression les troupes des deux camps. Le 11 juillet, à Valence, les phalangistes exécutent un coup de main sur l'émetteur radio et annoncent : « Ici Radio-Valence ! La Phalange espagnole s'est emparée de cet émetteur par les armes. Demain il en sera de même pour tous les émetteurs d'Espagne. » Une immense contre-manifestation des syndicats et des partis du Front populaire se termine en violents assauts contre la permanence de la C.E.D.A. et l'attaque du journal *Diario de Valencia*. C'est pourtant, sans contestation possible, à Madrid que les troubles quotidiens annoncent le plus clairement la guerre civile qui vient.

La grève du bâtiment

Depuis février, Madrid a été secouée par de nombreuses grèves gagnant les secteurs les plus conservateurs, liftiers et même garçons de café. Pourtant les mois qui passent modifient le caractère de ces luttes. Il semble que de nombreux travailleurs se soucient moins de la satisfaction donnée à telle ou telle revendication que de la possession même de leurs entreprises. Les

57 Il sera surnommé « Cívilon », nom d'un célèbre taureau qui avait fui dans l'arène.

58 Bowers, *op. cit.* p. 213.

ouvriers des tramways de Madrid décident de s'emparer de la Compagnie pour l'exploiter à leur propre compte : ils sont immédiatement soutenus par des souscriptions énormes. Dans la capitale, fief de l'U.G.T., la C.N.T. s'est considérablement déve loppée dans les derniers mois. Elle est désormais, sinon l'organisation la plus forte numériquement, du moins la plus combative. Ce sont de jeunes anarcho-syndicalistes qui font désormais figure de dirigeants de l'avant-garde ouvrière madrilène, les David Antona, Cipriano Mera, Teodoro Mora, animateurs du syndicat C.N.T. du bâtiment.

C'est le 1^{er} juin que les 70 000 ouvriers du bâtiment de Madrid ont commencé leur grève illimitée après une assemblée générale organisée en commun par les deux centrales qui se sont engagées à ne reprendre le travail que par une décision commune prise dans une nouvelle assemblée. Mais le patronat résiste. La grève se durcit. On a faim dans les quartiers ouvriers. Les grévistes, arme au poing, contraignent les commerçants à les servir, occupent les restaurants, mangent sans payer. Les commerçants, les petits bourgeois prennent peur. La police est impuissante en face du nombre, malgré des rixes quotidiennes avec les piquets de grève. L'occasion semble favorable aux phalangistes pour appliquer aux maçons leur méthode de violence contre -révolutionnaire. Ils attaquent des ouvriers isolés, puis des groupes devant les chantiers occupés. Le comité de défense de la C.N.T. du Centre prend alors en mains la direction de la grève et l'organisation de la défense armée des ouvriers. Le gouvernement s'emploie de son mieux à régler le conflit. Le 4 juillet, le ministre du Travail rend un arbitrage qui, pour l'essentiel, donne satisfaction aux grévistes⁵⁹. L'U.G.T., après consultation de ses adhérents, lance l'ordre de reprise du travail : il faut en finir avec la grève puisque l'objectif essentiel est atteint, les revendications annexes pouvant aboutir par des négociations : comme le souligne dans *Claridad* le secrétaire du bâtiment de l'U.G.T. madrilène, Dominguez, le conflit peut « dégénérer en péril grave pour le régime » ... Mais c'est peut-être justement cette considération qui pousse la C.N.T. à continuer. La grève du bâtiment dépasse désormais le cadre d'une simple lutte pour l'augmentation des salaires et la diminution de la journée de travail : le patronat a cédé autant qu'il pouvait céder, mais la C.N.T. madrilène, sous l'influence des ouvriers les plus combatifs, veut continuer ce qui est en réalité une épreuve de force avec la bourgeoisie et l'État, une véritable grève insurrectionnelle. Elle dénonce aussitôt la direction de l'U.G.T., les socialistes et les communistes qui la soutiennent, comme des briseurs de grève, des « jaunes » : n'ont-ils pas décidé seuls la reprise du travail, en violation de la décision prise dans l'assemblée commune ? Le 9 juillet, le journal monarchiste *ABC* annonce que les ouvriers syndiqués à l'U.G.T. n'ont pas repris le travail, par peur des violences de ceux de la C.N.T. Des bagarres éclatent entre grévistes et non-grévistes, cénétistes et ugétistes, tous plus ou moins armés. Le même jour, on compte cinq morts à la porte des chantiers, trois de l'U.G.T., deux de la C.N.T. Il semble que l'on va voir se renouveler à Madrid les batailles qui ont opposé à Malaga, entre le 11 et le 15 juin, les anarcho-syndicalistes aux socialistes et aux communistes⁶⁰. Les phalangistes, qu'un de leurs chefs les plus capables, Fernan dez Cuesta, libéré de prison le 4 juillet, vient de reprendre en mains, multiplient leurs assauts dans l'espoir d'écraser la grève. La C.N.T. riposte en mitraillant un café qui sert de permanence à la Phalange : trois phalangistes de l'escorte de José Antonio sont tués... Le gouvernement profite du conflit entre l'U.G.T. et la C.N.T. pour essayer de décapiter celle qui s'est isolée et qui lui paraît aussi la plus dangereuse. La police ferme les locaux de la C.N.T., arrête les dirigeants des maçons, Antona et Mera en tête. Les grévistes, dirigés par Eduardo Val, du comité de défense de la C.N.T. du Centre, continuent à disputer la rue et l'accès des chantiers aux ouvriers de l'U.G.T., à la police, aux phalangistes... On comprend que, dans ces conditions particulières, même face au danger grandissant de soulèvement militaire, le gouvernement se soit refusé à distribuer les armes, comme le lui demande pourtant Largo Caballero. « Armer le peuple », aux yeux des dirigeants, ce serait d'abord armer les maçons de la C.N.T. madrilène, armer l'avant-garde révolutionnaire, la force qu'il redoute plus encore que celle des généraux réactionnaires.

L'assassinat de Calvo Sotelo

L'assassinat, le 12 juillet, du lieutenant des gardes d'assaut José del Castillo, marque, nous l'avons dit, une étape importante dans le chemin qui mène à la guerre civile. C'est, après le capitaine Faraudo, le deuxième officier de ce corps abattu dans les mêmes conditions, vraisemblablement à l'instigation des mêmes hommes. Ses camarades réagissent vivement : les *asaltos* deviennent en effet la cible des *pistoleros* phalangistes alors que les assassins, dans une telle ambiance, sont pratiquement assurés de l'impunité. Aussi les *asaltos* de la compagnie de Castillo décident-ils de faire ce qu'ils n'ont pas fait après l'assassinat de Faraudo : ils décident de se venger eux-mêmes puisque l'État qui les emploie à maintenir l'ordre est incapable de les protéger et de frapper ceux qui les abattent en pleine rue. Pour tirer de la mort de Castillo une vengeance éclatante, ils décident de frapper, à la tête, l'homme qu'ils considèrent comme l'âme du complot et le chef des assassins, Calvo Sotelo qui, quelques jours auparavant avait, aux Cortes, dénoncé del Castillo comme l'organisateur d'un attentat contre les phalangistes.

Le lendemain à l'aube, un camion amène devant le domicile de Calvo Sotelo un groupe d'*asaltos* en tête desquels marche le lieutenant Moreno accompagné d'un commandant de la garde civile, Fernando Condés. Ils déclarent au leader monarchiste qu'ils sont venus l'arrêter. Calvo Sotelo, inquiet, demande à téléphoner à la police, pour obtenir confirmation du mandat. Mais les *asaltos* ont coupé les lignes téléphoniques ; il se décide à les suivre. Quelques heures plus tard on retrouvera son cadavre, criblé de balles, au cimetière del Este et on l'identifiera à la morgue...

⁵⁹ Les salaires sont augmentés (de 5 % pour ceux qui étaient inférieurs à 12 pesetas. de 10 % pour les autres) et la semaine de 40 heures accordée. La C.N.T. réclamait, outre une hausse plus importante, la semaine de 36 heures, un mois de congé payé, la reconnaissance de maladies professionnelles, dont les rhumatismes.

⁶⁰ A Malaga, le conflit avait opposé les militants C.N.T. des salaisons en grève aux pêcheurs U.G.T. Le 10 juin, les premiers ont assassiné le communiste Andrés Rodriguez, responsable de l'U.G.T. Un attentat contre le dirigeant de la C.N.T. Ortiz Acevedo coûte la vie à l'un de ses enfants. Le 11, avant l'enterrement de Rodriguez, c'est un socialiste, Ramon Reina, qui est abattu. Le gouverneur fait fermer les locaux des deux centrales. Ce n'est que le 15 que les violences cessent, C.N.T. et U.G.T. condamnant de part et d'autre les attentats.

L'enterrement de José del Castillo et celui de Calvo Sotelo constituent l'ultime parade avant le combat. Les adversaires se défilent au grand jour. Antonio Goicoechea déclare sur la tombe de Sotelo : « Nous jurons de venger ta mort. » Gil Robles, dans un discours aux Cortes d'une extraordinaire violence, affirme : « Le sang de Sotelo noiera le gouvernement. » Et, au nom des carlistes et de la Rénovation espagnole, Suarez de Tangis lit un document qui constitue la déclaration de la guerre civile : « Depuis le 16 février, nous vivons en pleine anarchie, sous l'empire d'une subversion monstrueuse de toutes les valeurs morales qui a abouti à mettre l'autorité et la justice au service de la violence... Ceux qui veulent sauver l'Espagne et son patrimoine moral comme peuple civilisé nous trouveront les premiers sur le chemin du devoir et du sacrifice. »

Dans l'atmosphère des mois qui précèdent, un tel flot d'injures et de menaces ont été proférées qu'il n'est pas difficile aux amis du leader assassiné de relever dans les discours de ses adversaires des dénonciations et des attaques qui peuvent être considérées comme des provocations au meurtre. Ils ne s'en privent pas. Les assassins de Sotelo, les vengeurs de Castillo sont connus : ce sont les quinze gardes de la patrouille du lieutenant. Il est évident qu'ils ont agi de leur propre initiative, sans ordre officiel. Mais la propagande de la droite se déchaîne pour faire retomber la responsabilité directe de l'assassinat sur le gouvernement républicain contre lequel elle se prépare à se soulever. La mort de Sotelo fournit un prétexte sacré à un soulèvement dès longtemps préparé. D'ailleurs, la menace se précisant, la riposte se dessine aussi. Un peu partout en Espagne, les ouvriers déterrent les armes cachées depuis 1934, cherchent à s'en procurer de nouvelles. Le gouvernement déplace quelques généraux, fait accélérer la démobilisation des recrues, arrête des phalangistes, y compris ceux qu'il venait de libérer. Prieto, dans *El Liberal*, tient un langage ferme : « Si la réaction rêve d'un coup d'État non sanglant, elle se trompe. »

Dans cette atmosphère d'alarmes et d'inquiétudes, le président du Conseil reste imperturbable. Le 14 juillet, un groupe de députés basques, parmi lesquels le futur président Aguirre qui a rapporté l'incident, lui demandent s'il est exact qu'il a fait arrêter Mala, chef des conspirateurs, connu comme tel. Il s'empare contre ces rumeurs et affirme : « Mala est un général loyal à la République »⁶¹. Il répond de même par un refus brutal au gouverneur de Huelva qui, ayant les preuves de l'activité subversive de Queipo de Llano, demande l'autorisation de l'arrêter. Plusieurs témoins, et parmi eux Prieto, rapportent enfin qu'informé du soulèvement des militaires au Maroc, il se contente de répondre : « Ils se soulèvent ? Très bien, alors moi je vais me coucher. »

L'insurrection au Maroc

L'armée, au Maroc, est chez elle, comme elle y a toujours été. En février déjà, les troupes ici étaient sûres, alors qu'elles hésitaient dans la péninsule. Les troupes marocaines, les Maures, sont recrutées parmi les montagnards du Rif. Ce sont des guerriers redoutables, des sauvages qu'aucune propagande n'a atteint, qui n'aspirent qu'à la lutte et au pillage et l'ont montré lors de la répression de l'insurrection des Asturies. La Légion est un corps de mercenaires d'élite, volontaires de tous pays, *desperados* et souvent repris de justice, tout prêts aussi à se battre puisque c'est pour cela qu'on les paie et que c'est cela qu'ils ont choisi. Le mouvement ouvrier existe certes, et il y a dans les villes de fortes organisations syndicales. Elles sont sans prise cependant sur une population indigène solidement encadrée, sans contact surtout avec les soldats de métier Marocains ou étrangers des troupes d'élite de l'armée du Maroc.

Presque tous les cadres sont dans la conspiration. Les officiers, dans la rue, se saluent joyeusement au cri de « Café », abréviation de leur mot d'ordre : *Camaradas, arriba Falange española* ! On se prépare au grand jour – ou presque – à la conquête de la métropole pour que l'on va régénérer par les vertus militaires qui sont l'apanage de toute armée coloniale. Lors des manœuvres du Llano Amarillo, nous l'avons vu, les chefs ont fait le point. Tout est prêt pour que l'armée que l'État a eue l'imprudence d'envoyer lui garder le Maroc, se jette sur la République. Ici, les autorités civiles sont si faibles devant les chefs militaires que la conspiration ne se couvre que pour ne pas donner d'indications trop précises à la métropole. Début juillet, la police a trouvé des stocks d'armes des uniformes et des proclamations au Casino de Tétouan. L'affaire n'a aucune suite, alors que les noms des chefs conspirateurs sont sur toutes les lèvres.

Le mouvement part de Melilla, le 17 juillet. A la tête de ses officiers, le chef désigné, le lieutenant-colonel Segui, obtient le ralliement des gardes d'assaut, destitue le chef de la garnison. La légion étrangère donne l'assaut à la Maison du Peuple où s'étaient réunis les maçons. Ici et là, des militaires, des ouvriers, tentent de résister. Ils sont abattus. Maître de la ville en quelques heures, Segui télégraphie l'ordre de se soulever aux autres garnisons. Les communications sont interrompues avec la métropole. Les chefs de la Légion, les lieutenants-colonels Yagüe et Tella, les chefs des troupes maures, les colonels Bautista San chez dans le Rif, Saenz de Burruaga à Tétouan, Mugica à Larache, passent à l'action vers 11 heures du soir, occupent les points stratégiques, contrôlent la circulation, commencent la chasse à l'homme dans les quartiers ouvriers. Les aviateurs de Tétouan résistent : vaincus par l'artillerie, ils seront fusillés « conformément à la loi martiale ». Le Khalife et le Grand Vizir ont été priés d'approuver l'action des rebelles, qui occupent le haut-commissariat. Ils l'ont fait. La grève déclenchée par les syndicats est générale le 18, mais l'armée fournit des « volontaires » indigènes pour la briser et elle sera de courte durée, après quelques arrestations et exécutions... A Ceuta où l'insurrection est annoncée par le tocsin, Yagüe est maître de la ville en deux heures. La résistance héroïque des ouvriers de Larache ne dépassera pas vingt-quatre heures. Le 18, l'armée a écrasé toute résistance. Son chef théorique, le général Morato, a appris la nouvelle de l'insurrection par un coup de téléphone de Madrid... Maintenant, elle attend son vrai chef : Franco.

Le gouvernement républicain devant le soulèvement

Franco a quitté Las Palmas dans un avion que pilote un Anglais⁶². Prudent, il n'arrivera à Tétouan que le 19, après un atterrissage au Maroc français pour s'informer du déroulement des opérations. Mais en son nom, de Tétouan, est lancée une

61 Lizarra, *Los Vascos y la Republica española*, op. cit. p. 31.

proclamation : « L'armée a décidé de rétablir l'ordre en Espagne... Le général Franco a été placé à la tête du mouvement et il en appelle au sentiment républicain de tous les Espagnols. » Un avion gouverne mental a lancé, dans la nuit du 17 au 18, six bombes sur le Q.G. de Tétouan. La réponse vient, menaçante : « Les représailles que nous exercerons seront en proportion de la résistance qu'on nous opposera. »

Dans la matinée du 18 juillet, le gouvernement doit admettre dans une note qu'« une partie de l'armée s'est soulevée au Maroc ». Il précise : « Le gouvernement déclare que le mouvement est limité à certaines zones du Protectorat et que personne, absolument personne, dans la péninsule, n'a adhéré à une entreprise aussi absurde. » Le même jour l'« entreprise absurde » s'étend pourtant dans tout le pays : les militaires se soulèvent à Malaga et à Séville. Mais le gouvernement dément l'information, et, en réponse aux partis et syndicats, diffuse, à 15 heures, un deuxième communiqué :

« Le gouvernement prend note des offres d'aide qu'il a reçues, et, tout en s'en montrant reconnaissant, déclare que le meilleur moyen de l'aider est de garantir le caractère normal de la vie quotidienne pour donner un haut exemple de sérénité et de confiance dans les moyens de la force militaire de l'État... Grâce aux mesures préventives prises par le gouvernement, on peut dire qu'un vaste mouvement anti-républicain a été étouffé. Il n'a trouvé aucune assistance dans la péninsule et a seulement réussi à recruter quelques partisans dans une fraction de l'armée. » Après avoir salué « les forces qui, au Maroc, travaillent à maîtriser le soulèvement », la note conclut : « L'action du gouvernement sera suffisante pour rétablir l'ordre ». La radio gouvernementale ira même jusqu'à préciser que l'insurrection a été écrasée à Séville.

Le soir même, le conseil des ministres, auquel participe Prieto, oppose un nouveau refus à la demande présentée par Largo Caballero au nom de l'U.G.T., de distribuer des armes aux organisations ouvrières. Un communiqué commun des partis socialiste et communiste déclare : « Le moment est difficile, non désespéré. Le gouvernement est sûr de posséder les moyens suffisants pour écraser cette tentative criminelle. Au cas où ses moyens seraient insuffisants, la République a la promesse solennelle du Front populaire. Il est prêt à intervenir dans la lutte à partir du moment où on réclamera son aide. Le gouvernement commande et le Front populaire obéit. »

Dans la soirée, C.N.T. et U.G.T. lancent l'ordre de grève générale. A 4 heures du matin, le 19 juillet, au moment où toute l'Espagne se prépare à combattre, Casares Quiroga remet au président Azaña la démission de son gouvernement...

Le gouvernement Martinez Barrio

Azaña fait immédiatement appel à Martinez Barrio, président des Cortes, qui constitue sur-le-champ un gouvernement composé exclusivement de républicains, mais élargi sur sa droite aux groupes des Républicains nationaux de Sanchez Roman, restés en dehors du Front populaire. Au ministère de la Guerre, il appelle un militaire, le général Miaja.

Historiens et commentateurs sont généralement d'accord pour reconnaître dans ce ministère une dernière tentative pour éviter la guerre civile en arrivant à un accord au moins avec une partie des généraux rebelles. Ils le sont moins sur le déroulement des événements et le contenu même des tentatives de compromis. Salvador de Madariaga dit que Martinez Barrio avait réservé des portefeuilles aux généraux rebelles. Caballero affirme que Martinez Barrio lui rapporta une conversation téléphonique avec Mola en personne, dont d'autres témoins cités par Clara Campoamor ont entendu également parler par Martinez Barrio. L'historien franquiste Bertran Güell affirme que Mola refusa péremptoirement de devenir ministre de la Guerre : « Si vous et moi arrivions à un accord, nous aurions l'un et l'autre trahi notre idéal et nos hommes »⁶³. Martinez Barrio – aujourd'hui président de la République en exil – proteste contre ces versions et affirme, dans une lettre à Madariaga : « A aucun moment nous n'avons recherché le concours des rebelles. Nous croyions qu'eux, face à ce changement de politique, changeraient, à leur tour, d'attitude »⁶⁴.

Que les généraux rebelles aient ou non été pressentis – et il paraît bien qu'ils le furent – l'attitude de certains d'entre eux semble apporter une confirmation à la thèse et aux espoirs de Martinez Barrio. Mola lui-même, Aranda à Oviedo, Patxot à Malaga, temporisent, semblent hésiter à rompre les ponts, pour le cas où Martinez Barrio réussirait et où les concessions des républicains se préciseraient. Mais l'annonce de la formation du nouveau gouvernement fait à Madrid même l'effet d'une bombe. Des centaines de milliers de manifestants se rassemblent sans attendre le mot d'ordre d'aucune organisation, réclament des armes pour lutter contre les militaires. Salvador de Madariaga et Borkenau, qui affirme que Caballero menace le gouvernement d'une insurrection socialiste armée, sont, sur ce point, d'accord avec Martinez Barrio pour qui son gouvernement « mourut des mains des socialistes de Caballero et des communistes »⁶⁵. Caballero, dans ses mémoires, se borne à indiquer que l'U.G.T. pose comme condition de son appui au nouveau gouvernement l'armement des travailleurs. Mais Martinez Barrio, comme Casares Quiroga, refuse ce qui, à ses yeux, signifierait le début de la révolution ouvrière, la fin de la République parlementaire. Il démissionne à son tour⁶⁶.

Des personnalités républicaines pressenties, seul le docteur José Giral, éminent universitaire, ami d'Azaña, accepte de franchir le pas décisif : son gouvernement décrètera la dissolution de l'armée et la distribution des armes aux milices ouvrières

62 Le capitaine Beeb, engagé par le célèbre ingénieur Juan de la Cierva.

63 Bertran Güell, *op. cit.* p. 76.

64 Prologue de la 4^e édition de *España* de S. de Madariaga.

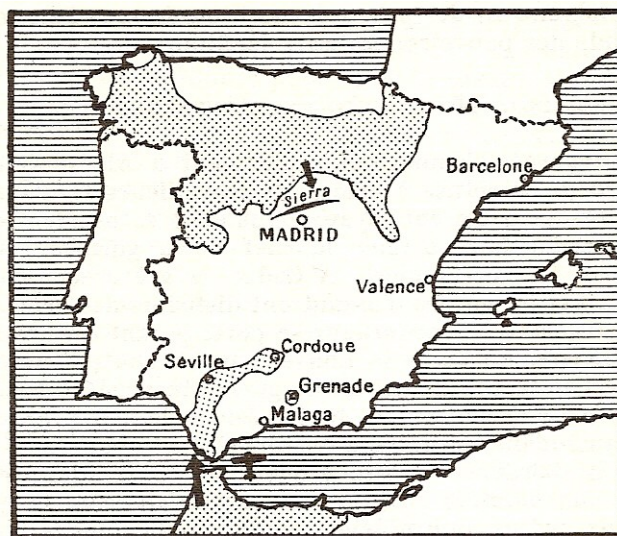
65 *ibid.*

66 Dans un discours à la radio pour le premier anniversaire du *Movimiento*, Franco déclarera que Martinez Barrio voulait « former un ministère qui devait donner raison à l'armée, rétablir l'ordre et obtenir le retrait des troupes ». Selon lui, ce ministère « fut trahi par les hordes criminelles que ses prédécesseurs avaient armées. »

formées par les partis et les syndicats. Il signe en même temps ce qui semble être l'arrêt de mort de la « légalité républicaine », mais qui n'est à cette date qu'une reconnaissance du fait accompli : c'est maintenant la force, celle des généraux et de leurs troupes, celle des ouvriers armés qui va régler l'avenir de l'Espagne. La « légalité » s'évanouit en fumée devant le choc des forces sociales.

Le « movimiento » : succès et échecs

Les chefs rebelles n'avaient pas prévu une résistance de longue durée à leur action. Sans doute leur plan tenait-il compte des difficultés particulières à surmonter dans certaines régions, mais la carte de l'Espagne telle qu'elle se dessinera après quelques jours de combat offre des aspects très inattendus. La Navarre, fief traditionnel des carlistes, accueille le mouvement dans l'enthousiasme. Les rues de Burgos et de Pampelune sont remplies de volontaires des unités paramilitaires carlistes, les *requetes* au béret ronge et au brassard vert marqué d'une croix. Ils sont descendus de leur montagne, avec leur couverture roulée sur l'épaule, pour assurer la victoire du « Christ Roi », comme le proclament les inscriptions. Delaprée les a vus « crachant avec dégoût quand on prononce devant eux les mots de « république » ou de « syndicat ». Il ajoute: « Je ne serais nullement étonné de voir se dresser sur une place de Burgos un autodafé »⁶⁷. Ici les masses populaires sont avec les généraux, et les volontaires affluent pour renforcer l'armée de Mola en marche vers la capitale. Seule, peut-être, l'hostilité à peine voilée que se marquent « bérets rouges » et « chemises bleues » de la Phalange rompt l'unanimité enthousiaste de ce début de croisade.



1. juillet 1936

Mais ailleurs, succès et échec dépendent de nombreux facteurs souvent imprévisibles : attitude des corps de police, gardes civils et gardes d'assaut, dont le ralliement à l'un ou l'autre camp décide souvent de la victoire, esprit de décision ou atermoiements des gouverneurs, hésitations ou audace des chefs militaires, vigilance ou naïveté des dirigeants ouvriers. Le *Movimiento* l'emporte en effet très vite chaque fois que les insurgés prennent de vitesse l'organisation de leurs adversaires ; il l'emporte aussi, avec un peu de retard, chaque fois que les dirigeants ouvriers se laissent abuser par les déclarations de loyalisme des officiers. Dans cette mesure, il n'est pas imprudent d'affirmer que c'est moins dans l'action des rebelles que dans la réaction des ouvriers, des partis et des syndicats et leur capacité à s'organiser militairement, en un mot dans leur perspective politique même que réside la clef de l'issue des premiers combats. Chaque fois, en effet, que les organisations ouvrières se laissent paralyser par le souci de respecter la légalité républicaine, chaque fois que leurs dirigeants se contentent de la parole donnée par les officiers, ces derniers l'emportent... Par contre, le *Movimiento* est mis en échec chaque fois que les travailleurs ont eu le temps de s'armer, chaque fois qu'ils se sont immédiatement attaqués à la destruction de l'armée en tant que telle, indépendamment des prises de position de ses chefs, ou de l'attitude des pouvoirs publics « légitimes ».

Victoires du « movimiento » : l'Andalousie

Les insurgés l'emportent rapidement à Algésiras où le gouverneur se refuse à armer les travailleurs tant que les militaires se déclarent loyaux. Quand il se décide, devant l'évidence, à faire arrêter le chef de la garnison, il est lui-même fait prisonnier... A Cadix, la grève est générale dès le 19 et les gardes d'assaut ont distribué des armes aux syndicats, mais le gouverneur se porte garant du loyalisme des officiers. Le 20, à la nouvelle de la chute d'Algésiras et avec l'arrivée d'un bateau de guerre insurgé, la garnison se soulève : le lendemain, toute résistance a été écrasée et le commandant militaire interdit grève et réunions syndicales. A Cordoue, le gouverneur refuse de donner des armes aux ouvriers en grève. La garde civile et la garnison, aux ordres d'un officier réputé républicain, le colonel Cascajo, se soulèvent en même temps et écrasent toute résistance. A Grenade, les gardes d'assaut se soulèvent avec la garde civile et la garnison : ils viennent rapidement à bout de la résistance armée organisée dans les faubourgs. A Huelva, le gouverneur a concentré la garde civile : les mineurs de Rio Tinto, mobilisés par leurs syndicats, marchent sur Seville insurgée. Les gardes civils qui les accompagnent leur dressent une

⁶⁷ Delaprée, *Mort en Espagne*, p. 22.

embuscade et les massa crient. Puis ils passent à la conquête des mines.

Mais la grande victoire des insurgés sera la prise de Séville, bastion des organisations ouvrières. Le général Queipo de Llano, que le gouvernement n'a pas voulu faire arrêter, arrive incognito dans la capitale andalouse, où le commandement de la garde civile est seul gagné au complot. Dans les casernes de la garde, on arme et on encadre les phalangistes et les *señoritos* volontaires pour participer au soulèvement. Les groupes de choc ainsi formés attaquent par surprise la caserne des gardes d'assaut, qui résisteront jusqu'à leur dernière cartouche dans le bâtiment et dans le central téléphonique. Pendant ce temps, un petit détachement a occupé sans coup férir l'émetteur de Radio-Séville. Queipo de Llano y fait jouer l'hymne républicain, puis annonce brusquement qu'il est maître de la ville. Les organisations ouvrières ne réagissent pas, tandis que le général, maître dans l'art du bluff, fait occuper les points stratégiques et défiler continuellement dans les rues les mêmes camions militaires pour faire croire à une supériorité numérique écrasante des troupes qu'il dirige. Lorsque, enfin, la C.N.T. et l'U.G.T. commencent à regrouper des militants pour la lutte armée, il est trop tard : les *asaltos* ont été massacrés jusqu'au dernier, et les premiers renforts de soldats marocains atterrissent sur l'aérodrome dont les rebelles se sont emparés à la première heure. Cette arrivée constitue, certes, un atout considérable du point de vue militaire, car les Maures sont des troupes redoutables, aguerries et disciplinées. Mais c'est aussi une victoire psychologique – une de plus – à l'actif de l'intelligent général, car leur réputation de cruauté n'est plus à taire et le bruit de leur arrivée répand la terreur. La résistance ouvrière commence trop tard, et dans les pires conditions. À Séville, ce ne sera pas une lutte, mais une tuerie. Un mémoire du collège des Avocats déclare que plus de 9 000 ouvriers seront alors massacrés⁶⁸. Bertrand de Jouvenel, correspondant de *Paris-Soir*, a décrit l'assaut des Maures contre un faubourg ouvrier : « Dans un cri de guerre farouche, les hommes se ruèrent dans les rues du quartier. Ce fut un impitoyable nettoyage à la grenade et au couteau. Il n'y eut pas de merci. Lorsque, le surlendemain, j'ai pu me glisser dans les ruines, j'ai vu des hommes enlacés, percés l'un et l'autre de baïonnettes et de longs couteaux à cran d'arrêt. » Le faubourg de Triana résistera cependant pendant plus d'une semaine. Séville « nettoyée », les militaires se lancent à la conquête des autres villes et des villages. Partout les mêmes méthodes triomphent d'une résistance farouche et désespérée : Moron tiendra huit jours, et de nombreux soldats rebelles tombent devant Carmona. Mais, dans toute la région, le *Movimiento* triomphe. Les exécutions massives d'ouvriers et de militants assurent parfois à l'avance la soumission des hésitants et des tièdes. Souvent les autorités ou les chefs de la garde civile prennent les devants et, en signe d'attachement à la cause de l'armée, font exécuter des responsables ouvriers avant même l'arrivée des troupes de Queipo. En quelques jours, l'Andalousie est conquise : par son esprit de décision, par une utilisation adroite des moyens modernes de propagande et l'emploi massif de la terreur, Queipo de Llano est arrivé à s'assurer, par l'aérodrome et l'émetteur-radio, un avantage que les ouvriers ne pourront pas compenser. Pris de court et désorientés, les militants n'ont pu, la plupart du temps, lui opposer qu'un courage aussi indomptable qu'inutile.

Victoires du « movimiento » : Saragosse

C'est une victoire de même type que remporte l'armée à Saragosse, autre bastion ouvrier. Là, le chef de la garnison, le général San Miguel Cabanellas, est aussi le chef du complot. C'est un franc-maçon qui passe pour républicain et, comme Queipo de Llano, est un rallié de la dernière heure. Le 17 juillet, à la nouvelle du soulèvement du Maroc, il lance une proclamation de fidélité à la République et décrète l'état de siège pour faire face aux « tentatives fascistes ». Il doit y renoncer devant la menace de grève générale brandie par la C.N.T., mais incorpore rapidement dans ses troupes les phalangistes et *señoritos*. Le gouverneur supplie les dirigeants ouvriers de ne pas troubler l'ordre, refuse d'armer les travailleurs, prêche le calme. Sur ses instances, les dirigeants de la C.N.T. invitent les ouvriers à rentrer chez eux. Et le 19 au matin, une armée épurée et renforcée par des militants de droite et la garde civile occupe la capitale de l'Aragon, installe canons et mitrailleuses en batterie. La radio affirme : « Nous ne marchons pas contre la République. Travailleurs, vos revendications seront respectées. » Le bruit continue à circuler, habilement entretenu, que Cabanellas « marche contre les fascistes ».

Ici aussi, les dirigeants ouvriers ne prennent conscience de ce qui leur arrive que lorsque la police commence à arrêter les leurs. Le 19 dans la journée, C.N.T. et U.G.T. lancent l'ordre de grève générale, tentent, dans les faubourgs, où les troupes n'ont pas osé pénétrer, d'organiser la résistance armée. Les gardes civils attaquent une concentration organisée par les Jeunesses libertaires et lui infligent de lourdes pertes. Il faudra pourtant plus d'une semaine pour venir à bout de la grève générale dont les dirigeants ouvriers, sous la torture, se refusent à rapporter l'ordre. L'un des dirigeants de la C.N.T. de Saragosse, Chueca, reconnaîtra la naïveté des dirigeants syndicaux qui ont perdu leur temps en palabres et même donné foi aux promesses du gouverneur, qui n'ont pas su prévoir « quelque chose de plus efficace que les trente mille ouvriers organisés dans les syndicats de Saragosse »⁶⁹. Presque tout l'Aragon, au cours de ces journées, est tombé aux mains des rebelles.

Un succès inattendu : Oviedo

Les plans de Mola n'avaient pas envisagé le succès à Oviedo, au cœur des Asturies ouvrières où militants socialistes et anarcho-syndicalistes ont une solide tradition de combat, une expérience de la lutte armée, des cadres entraînés, quelques armes. C'est une édition spéciale, non soumise à la censure, du journal caballeriste *Avance* qui, dès l'après-midi du 18, annonce le soulèvement. Immédiatement, les mineurs se rassemblent dans leurs locaux syndicaux, improvisent des unités, déterrèrent les armes cachées depuis octobre 34. Sous leur pression, partis et syndicats constituent un Comité provincial qui se charge de seconder et de contrôler l'action du gouverneur Liarte Lausín dont certains suspectent la loyauté.

Le colonel Aranda, chef de la garnison, s'empresse de rassurer les dirigeants ouvriers et républicains : il se proclame fidèle à

68 Mémoire reproduit par Peirats, *La C.N.T. en la Revolución española*, T. I, p. 182-186.

69 Dans *la Tourmente*. p. 71.

la République, désavoue solennellement les factieux. La veille, pourtant, il a fait transporter dans les casernes toutes les armes disponibles et donné en secret l'ordre à la garde civile de la province de marcher sur Oviedo. Mais on l'ignore – et on lui fait confiance. Mieux, lorsque, de Madrid menacée, viennent des demandes de renfort, les dirigeants socialistes acceptent, sur sa suggestion, de former trois colonnes de mineurs et de les envoyer, par le train, vers la capitale. Seize cents jeunes gens à Sama de Langreo, plusieurs centaines à Mieres rejoignent la troupe des *dinamiteros* d'Oviedo... Sur ces 3 000 hommes, que commandent des officiers *asaltos*, 400 à peine ont des armes à feu, fusils et carabines. A Leon, le général Gomez Caminero leur fait distribuer 300 fusils. Le renfort, pour Madrid est d'importance, mais Oviedo a perdu sa garde ouvrière.

Malgré l'optimisme des dirigeants socialistes, l'inquiétude grandit. Aranda, en effet, a consigné les soldats dans les casernes dont les sentinelles défendent les abords. On les sait armés, alors que les rares armes aux mains des mineurs ont pris la route de Madrid. Le Comité provincial se divise : républicains et socialistes de droite continuent à faire confiance au colonel. Mais les dirigeants de la C.N.T. savent qu'il a fait transporter les armes dans les casernes ; avec les communistes et les socialistes de gauche groupés autour de Javier Bueno, le directeur d'*Avance*, ils refusent de prolonger un jeu, à leurs yeux dangereux. Ils exigent d'Aranda la preuve de sa loyauté : la distribution aux milices ouvrières des armes stockées, l'ouverture des casernes, l'amalgame entre soldats et ouvriers armés. Aranda tergiverse. Gonzalez Peña le supplie de donner un gage aux extrémistes, se couvre de l'autorité de Prieto pour obtenir la distribution des armes. Aranda rétorque qu'il attend pour le faire un ordre du ministre de la Guerre. Pendant ce temps, les gardes sont en marche vers Oviedo. Sous un prétexte, Aranda réussit à quitter la salle où siège le Comité, dans le palais du Gouverneur. Il rejoint alors ses troupes, fait occuper le mont Narranco, met deux canons en batterie devant le Palais. Le Comité se disperse tandis que les soldats occupent les points stratégiques. La ruse du colonel a réussi : les mineurs armés sont loin et il a occupé la capitale sans tirer un coup de fusil. Pourtant les faubourgs sont alertés et se couvrent de barricades. Dans les villages miniers, les groupes de gardes sont arrêtés, attaqués ou désarmés. A Gijon la garnison se soulève, elle aussi, après avoir proclamé son loyalisme, mais elle est aussitôt encerclée par les métallos de La Felguera que le comité de défense improvisé à la Maison du Peuple autour de Segundo Blanco a appelés à la rescousse. L'une des deux colonnes de mineurs en route vers Madrid, enfin, prévenue du soulèvement sur ses arrières, rebrousse chemin, s'empare de l'arsenal de Trubia, complète l'encerclement ébauché de la capitale asturienne. La prise d'Oviedo par les rebelles n'a pas entraîné la chute des Asturies, mais elle immobilise des dizaines de milliers d'ouvriers, du reste presque sans armes. L'habileté d'Aranda et la naïveté de certains dirigeants fixent là des combattants dont l'absence se fera cruellement sentir ailleurs.

Echec des militaires : la Flotte

A côté de ces succès, prévus ou inattendus, les généraux allaient connaître aussi des revers. C'est d'abord un accident qui les prive d'un de leurs chefs. Sanjurjo devait arriver d'Estoril où un avion était allé le chercher dans la journée du 20. L'hélice casse au décollage, l'avion brûle, Sanjurjo est tué.

Mais les revers essuyés dans le reste de l'Espagne ne tiennent pas au hasard. Le débarquement massif des troupes marocaines, prévu dans le plan pour les heures qui suivent l'insurrection, n'a pas lieu, car la flotte, ne s'est pas ralliée. Sa participation avait été pourtant minutieusement étudiée et définitivement mise au point jusque dans ses détails lors des manœuvres au large des Canaries, au cours des réunions entre les amiraux et Franco. La quasi-totalité des officiers sont gagnés au *Movimiento*. Mais ce sont les équipages qui feront échouer le plan : plus politisés peut-être, parce que très souvent d'origine ouvrière les marins savent, en tout cas mieux que les soldats s'organiser contre les préparatifs de leurs chefs. Sur presque tous les bateaux se sont constitués de petits noyaux clandestins, composés de huit ou dix sous-officiers et marins socialistes ou anarchistes, assurant, dans les escales, la liaison avec leurs organisations. Un Conseil central des marins fonctionne sur le croiseur *Libertad*. Prévenus par ses soins, des délégués des conseils du *Cervantès*, de l'*Almirante Gervera*, de l'*España* et du *Velasco* peuvent se réunir autour de lui au Ferrol, le 13 juillet, pour décider des mesures à prendre contre le soulèvement des amiraux. Le 14, ils réussissent à établir le contact avec le Conseil des marins du *Jaime 1^{er}*. A Madrid, Balboa, un sous-officier affecté au Centre de transmissions de la Marine arrête le chef du centre, une des chevilles ouvrières de la conspiration. Par son intermédiaire et celui des radios de chaque bateau, les équipages seront tenus au courant, minute par minute, du déroulement du complot et se tiennent prêts à riposter à leurs commandants.

L'équipage du torpilleur *Churrua* qui, le 19, avait transporté à Cadix un tabor de Marocains, se soulève le 20 et fusille les officiers. Puis ceux de l'*Almirante Valdes* et du *Sanchez Bercaiztegui* les imitent, et, de Melilla, mettent le cap sur Carthagène. A San Fernando, les équipages des deux canonnières et d'un croiseur seront finalement écrasés par l'artillerie côtière et, au Ferrol, l'*Almirante Gervera*, immobilisé par des réparations, et l'*España*, sans munitions, sont repris par les rebelles aux marins. Mais ceux du *Jaime 1^{er}*, informés par radio que leur navire a mis le cap sur Ceuta, se mutinent en pleine mer, puis, maîtres du cuirassé après une bataille sanglante, rejoignent, dans la baie de Tanger, le gros de la flotte, dont l'histoire, en ces quelques jours, a été identique à la leur. Partout commandent des Comités de marins qui, après avoir exécuté la majeure partie des officiers contraignent ceux qui restent à remplir leur service sous leurs ordres. Au lieu d'assurer la liaison et l'arrivée de renforts du Maroc dans la péninsule, les navires de guerre les empêchent d'arriver. L'action des marins, bousculant sérieusement le plan des généraux, apparaît ainsi comme l'un des événements les plus importants des journées du soulèvement⁷⁰.

70 Cf. le rapport du chargé d'affaires allemand Voelckers en date du 23 septembre 1936 : « La défection de la marine a contrarié une première fois les projets de Franco. Ce fut là un échec d'organisation très grave qui a menacé d'effondrement le plan tout entier, qui a sacrifié inutilement les garnisons des grandes villes qui, en vain, attendaient un ordre l'arme au pied et qui, surtout, a fait perdre un temps précieux. »

Défaite du « movimiento » : Barcelone

C'est à Barcelone que les militaires subissent leur plus grave défaite, infligée par les ouvriers catalans, aidés, il est vrai, par l'appoint, au moment décisif, d'une partie de la garde civile et de la garde d'assaut. Ainsi, ce sont les ouvriers qui sortent vainqueurs des journées de combat alors même que la bourgeoisie républicaine, du fait de son autonomisme, a pris ici une attitude plus résolument hostile aux militaires que dans le reste de l'Espagne.

Dans les jours précédents, les dirigeants de la C.N.T. ont en effet maintenu un contact presque permanent avec le gouvernement de la Généralité et les dirigeants de l'Esquerra : le dirigeant anarchiste D.A. de Santillan pourra évoquer, plus tard, « les nuits passées au ministère de l'Intérieur ». Ils n'ont pas cependant obtenu les armes qu'ils réclamaient. Santillan, qui avait demandé qu'on accordât, ne fût-ce que mille fusils, aux hommes de la C.N.T., écrit : « Les mille fusils ne nous furent pas donnés ; au contraire, on nous enleva une partie de ceux dont nos hommes s'étaient emparés »⁷¹. Dans l'après-midi du 18, les militants se sont emparés de tout ce qu'ils ont trouvé, armes de chasse dans les magasins, dynamite sur les chantiers. La nuit du 18 au 19 des groupes de dockers anarchistes raflent toutes les armes sur les bateaux, dans le port. Des responsables, Durruti, Garcia Oliver, n'hésitent pas à intervenir personnellement au risque de ce se faire lyncher par leurs propres partisans, pour éviter tout incident entre la police et les ouvriers, allant jusqu'à accepter de rendre une partie des armes saisies par les dockers.

Cependant, des gardes d'assaut distribuent à des groupes d'ouvriers des armes prises aux râteliers de leurs casernes. Jour et nuit, les ouvriers montent la garde autour de leurs locaux et de leurs permanences.

Le plan des insurgés que doit diriger Goded, venu en avion de Majorque et qui fera arrêter aussitôt les officiers républicains, a été minutieusement appliqué. Depuis plusieurs semaines, la garde d'assaut a vu affluer de jeunes engagés volontaires, *señoritos* et phalangistes. Les 12 000 hommes des casernes doivent au signal converger vers la place de Catalogne, au centre de la ville. Le 19. A l'aube, les troupes de la caserne de Pedralbes se mettent en marche. Dans toute la ville, après une nouvelle nuit de veille, les ouvriers, munis d'un armement de fortune, les attendent. Les unités de la caserne Atarazanas, celles qui occupent le gouvernement militaire et la *Capitania general* restent, pour l'instant, dans leurs bâtiments.

Mais, pour les ouvriers barcelonais, qui sont le nombre, c'est le moment – longtemps appréhendé, finalement désiré et espéré – du règlement de comptes. De Barce loneta, des quartiers du port, ils accourent pour barrer la route aux insurgés. Mal armés, quand ils ne sont pas les mains nues, sans direction centralisée, ils ne connaissent qu'une tactique, qui consiste à se ruer en avant, et subissent de lourdes pertes. Mais les morts et les blessés sont aussitôt remplacés et les soldats submergés par la foule. Les militants ouvriers sont au premier rang, et tombent par dizaines. Le secrétaire de la J.S.U. catalane, Francisco Graells, celui des Jeunesses du P.O.U.M., Germinal Vidal, le secrétaire des groupes anarchistes de Barcelone, Enrique Obregon, tombent place de Catalogne où les insurgés occupent les immeubles les plus importants, l'hôtel Colon, le central téléphonique, l'Eldorado. Là ils vont être véritablement assiégés : le courage est aussi contagieux que la peur et les calculs des militaires de métier s'effondrent devant une foule qui ne craint pas la mort, devant ces masses qui se lancent à découvert sous le feu des mitrailleuses et s'en emparent, laissant sur les places et dans les rues des centaines de cadavres.

Au début de l'après-midi, le colonel Escobar, de la garde civile – le colonel Ximenes de *L'Espoir* d'André Malraux – apporte aux ouvriers le renfort de 4 000 soldats de métier. L'hôtel Colon est emporté et l'hôtel Ritz tombe aussitôt après. C'est à ce moment qu'arrivent les nouvelles du ralliement à « la cause du peuple » de plusieurs unités, et de la victoire, à l'aérodrome de Prat, des forces loyales que dirige un officier républicain, le lieutenant-colonel Diaz Sandino. Les hommes de la C.N.T. reprennent le central téléphonique. Les combats continuent, mais l'insurrection a reçu des coups terribles et, de plus en plus fréquemment, les soldats, ici ou là, se mutinent.

Dans la matinée du lundi 20, des canons sortis d'on ne sait où, pris d'assaut ou livrés par des soldats, sont mis en batterie devant la *Capitania general*. Officier improvisé, un ancien artilleur, le docker Lecha, commande le bombardement. La résistance semble inutile : le général Goded fait hisser le drapeau blanc au moment où les assaillants que commande un ancien officier, Perez Farras, pénètrent dans l'immeuble. La plupart des officiers assiégés sont massacrés sur place, Goded, soustrait à grand-peine à la fureur populaire⁷², est conduit à la Généralité où, sur la demande du Président, il consent à faire à la radio une déclaration : « J'informe le peuple espagnol que le sort m'a été contraire. Je suis prisonnier. Je le dis pour tous ceux qui ne veulent pas continuer la lutte. Ils sont désormais déliés de tout engagement envers moi »⁷³.

Désormais, la partie est jouée. Dans de nombreuses casernes, les soldats se mutinent. Au fort de Montjuich, ce sont eux qui, après avoir fusillé leurs officiers, distribuent les armes aux ouvriers. Ailleurs les officiers préfèrent se donner la mort. La caserne d'Atarazanas sera la dernière à tomber. On la bombarde avec les quelques avions dont dispose Diaz Sandino, mais elle est finalement prise dans un assaut où Francisco Ascaso trouve la mort. Longtemps encore, avant de partir pour le front, les combattants défileront à l'endroit où est tombé le militant anarchiste, symbole de tous ceux qui ont donné leur vie pendant ces trois journées.

Echec du « movimiento » : la Flotte

Dès le 18, à Madrid, la C.N.T., sur pied de guerre depuis que le bâtiment est en grève, décide de rouvrir de force ses locaux fermés par la police, commence la réquisition des autos et la recherche des armes. David Antona, secrétaire de son Comité

71 Santillan, *Por qué perdimos la guerra*.

72 Par une ironie de l'histoire, ce serait – si l'on en croit *la Dépêche de Toulouse* du 26 juillet 1936 – la militante communiste Caridad Mercader qui aurait, dans ces circonstances, sauvé la vie du général Goded. Or il est généralement admis aujourd'hui que cette femme fut mêlée à l'assassinat de Trotsky par Jackson-Mornard, agent de la N.K.V.D., qui serait en réalité son fils, Ramon Mercader.

73 Companys, après son échec de 1934, avait fait à la radio une déclaration semblable.

national, est libéré le 19 au matin ; il se rend au ministère de l'Intérieur, menace de lancer ses hommes à l'assaut des prisons pour faire libérer les militants qui y sont encore emprisonnés. Les deux grandes centrales lancent l'ordre de grève générale. Au local de l'U.G.T., Carlos de Baraibar organise en toute hâte un réseau de renseignements à l'aide des postiers et des cheminots du pays tout entier et qui permettra à Madrid de connaître, minute par minute, la situation exacte dans les provinces. Les socialistes ont déterré et distribué les armes conservées clandestinement depuis 1934. Dans les rues, les premières barricades s'élèvent. Les premiers coups de feu sont échangés avec des inconnus qui tirent d'un couvent, rue de Torrijos. Les premières milices ouvrières patrouillent déjà, que rien n'a encore bougé dans les casernes !

Les militaires, en effet, perdent un temps précieux. Dans la journée du 19, aucune attaque ne viendra de régiments pourtant entièrement contrôlés par les conspirateurs. Le régiment du Pardo s'est soulevé et a immédiatement quitté la capitale en direction du nord, sans doute à la rencontre de Mola. A Getafe, on se bat dans la caserne des artilleurs entre rebelles et « loyalistes ». Dans toutes les unités, les rebelles s'en sont d'abord pris aux officiers hostiles au *Movimiento* : ainsi est assassiné le lieutenant-colonel Carratala, ami personnel de Prieto. Le bastion des rebelles est à la caserne de la Montana ; là se trouve le chef militaire de la conjuration, le général Fanjul, autour duquel se sont rassemblés des officiers d'autres unités, des *señoritos* et les phalangistes. Mais – hésitation ou attente des renforts – Fanjul perd du temps : il harangue ses fidèles, proclame l'état de siège. A la fin de la journée, renonçant à une sortie, il donne l'ordre de tirer sur la foule massée aux abords de la Montana : véritable provocation, qui soulèvera la colère populaire. Pendant ce temps, au Parc de l'Artillerie, un officier fidèle, le lieutenant-colonel Gil, fait distribuer 6 000 fusils ; il en a 60 000 qui n'ont pas de culasses, car les rebelles, prudents, les ont fait démonter et trans porter à la Montana.

C'est le 20 seulement que commenceront les combats décisifs. Les haut-parleurs diffusent à tous les coins de rue les nouvelles des victoires de Barcelone, de la reddition de Gode... Les insurgés sont définitivement réduits à la défensive. Deux canons de 75, puis un de 155 commencent à bombarder la caserne. Bientôt arrive le renfort des avions de l'aérodrome de Cuatro Vientos où la rébellion a été écrasée. Vers 10 heures les assiégés hissent le drapeau blanc. La foule qui se rue en avant est fauchée par le tir des mitrailleuses. La colère monte contre ce qu'on prend pour une trahison. Le même scénario se répètera pourtant deux fois, reflétant en réalité la lutte qui se déroule à l'intérieur de la caserne... Malgré les officiers fidèles présents, qui pensent que l'aviation et l'artillerie suffiront à faire capituler les hommes de Fanjul, les assaillants lancent une attaque en masse et emportent la caserne, au prix de lourdes pertes. Fanjul et quelques officiers, protégés par un détachement *d'asaltos*, sont enfermés dans une voiture blindée et emmenés, mais la presque totalité des assiégés sont tués sur place, tandis que les ouvriers se partagent les armes des vaincus.

Le lendemain, le peuple parfait sa victoire. Tandis que de petits détachements nettoient les rues de Madrid, pour suivant les *pacos*, tireurs isolés qui se maintiennent encore dans les églises, les couvents ou sur les toits, des colonnes improvisées se lancent tout autour de la capitale sur Guadalajara, où la garnison s'est soulevée et qu'ils reprennent, fusillant le général Barrera, sur Tolède qu'ils reconquièrent aussi, cependant que les insurgés se réfugient dans la vieille forteresse de l'Alcazar, sur Cuenca que le maçon Cipriano Mera, sorti de prison deux jours plus tôt, reprend avec 800 hommes et une mitrailleuse, sur Alcala enfin avec Antona et Mora. Ces colonnes et d'autres, hâtivement formées, marchent sur la sierra, à la rencontre de Mola, vers l'Aragon, en direction de Sigüenza, vers Valence et vers Malaga. La guerre est commencée.

Echec du « movimiento » : Malaga

Les hésitations des insurgés à Madrid ont laissé aux ouvriers le temps de s'organiser. Une erreur plus grave peut-être, celle qui consiste à interrompre une action commencée, va leur valoir un grave échec à Malaga, place importante dans les relations avec le Maroc. Les forces des militaires semblent écrasantes. Seuls les gardes d'assaut sont hostiles au soulèvement. Les travailleurs n'ont pas d'armes. L'action se déclenche le 17 juillet : à la tête d'une compagnie, le capitaine Huelin marche sur le gouvernement militaire et se heurte aux *asaltos*. Le colonel commandant la garde civile est arrêté par ses hommes au moment où il tente de les soulever. A 8 heures du soir, sur l'ordre du général Patxot, les troupes sortent des casernes, occupent le centre de la ville. Mais le lendemain, le général donne l'ordre de repli et les troupes réintègrent les casernes. A-t-il, faute d'informations sur l'insurrection dans le reste du pays, craint de s'être trop avancé et de rester isolé ? Ou, comme l'a suggéré Martinez Barrio lui-même, ou comme l'assurent Foss et Gehraty, sont-ce la constitution du gouvernement de Martinez Barrio et l'espoir d'un accord qui le font reculer ? En tout cas, les organisations ouvrières saisis sent l'occasion ainsi offerte. Les travailleurs, qui n'ont pas d'armes, mettent le feu aux maisons qui entourent la caserne, puis l'arrosent de dynamite. Enfumés, encerclés, menacés de périr dans l'incendie, les militaires se rendent aux *asaltos* : le capitaine Huelin est lynché par la foule.

Echec du « movimiento » : le Pays basque

Ce sont aussi les hésitations du côté des rebelles qui expliquent leur échec dans le Pays basque. La garnison de Bilbao ne bouge pas. Celle de Santander est encerclée sur place. Le général qui devait commander le soulèvement au Guipuzcoa se dérobe au dernier moment. Surtout, les nationalistes basques, par un appel à la radio de Manuel de Irujo, le 18 juillet, puis un communiqué officiel du parti le lendemain, jettent leur autorité dans la balance, appellent leurs partisans à lutter pour la défense de la République.

A Saint-Sébastien, le colonel Carrasco assure de son loyalisme le comité du Front populaire et les députés nationalistes basques venus l'interroger. Mais la caserne de Loyola se soulève sous les ordres du lieutenant-colonel Vallespin. Carrasco promet de ramener la garnison à l'obéissance, envoie son aide de camp, qui ne revient pas. Il propose alors de se rendre en personne à la caserne. Les députés acceptent. Il ne revient pas non plus. Les gardes civils qui se sont, jusque-là, affirmés « loyaux » se soulèvent à leur tour le 21 avec les officiers qu'il avaient arrêtés et attaquent le local de la C.N.T. Mais les ouvriers se sont mobilisés. La ville se couvre de barricades... Les gardes échouent devant la Casa C.N.T. et se replient dans l'hôtel Maria Cristina qui sera enlevé par les ouvriers le 23. La caserne de Loyola, bombardée par un train blindé, se rend à

son tour, le 28, après des négociations entre les officiers et les députés nationalistes basques, qui ne parviendront d'ailleurs pas à faire respecter les promesses qu'ils ont faites : les chefs du *Movi miento* sont en majorité abattus sur place. Le colonel Carrasco, fait prisonnier, sera enlevé deux jours après et fusillé sans jugement.

A Valence: la garnison ne se soulève pas

Valence est un cas particulier : les militaires de sa garnison ne se soulèvent pas. Ils ne se rallient pas pour autant à la révolution.

Les premières rumeurs du soulèvement ont atteint la capitale du Levant dans l'après-midi du 18 juillet. Le gouverneur refuse de donner des armes aux syndicats, assure que les chefs de la garnison sont au-dessus de tout soupçon. Dans la nuit du 18 au 19, les organisations ouvrières et les partis républicains mobilisent leurs adhérents. C.N.T. et U.G.T. lancent l'ordre de grève générale pour le 19 à partir de minuit. Dans la soirée éclate le premier incident : des ouvriers du bâtiment attaquent un couvent de dominicains soupçonné d'abriter un dépôt d'armes.

Le 20 au matin, le comité de grève de la C.N.T. donne à ses militants l'ordre de bloquer les alentours des casernes. Les partis du Front populaire constituent un Comité révolutionnaire auquel ils invitent les délégués du comité de grève de la C.N.T. Le gouverneur est toujours hésitant. Un officier de la garde civile, un socialiste, le capitaine Uribarri, prend la tête de ceux qui veulent lui forcer la main et prévenir la rébellion des casernes. Les délégués de la C.N.T. posent des conditions au Front populaire pour leur soutien : ils veulent la mobilisation des forces ouvrières autour des casernes, l'« amalgame » immédiat entre troupes « fidèles » et ouvriers, par la constitution de « groupes d'intervention » sur la base d'un *asalto* pour deux militants, l'occupation par ces unités de tous les points stratégiques (Postes, Téléphone, Radio-Valence) de la ville, l'envoi à la garnison d'un ultimatum et l'assaut immédiat des casernes au cas où les généraux refuseraient de livrer les armes. Le comité accepte les propositions de la C.N.T. et se transforme en « Comité exécutif populaire ». Mais le général Martinez Monje refuse de distribuer les armes, signe la fin d'une grève générale qui n'a pas, à ses yeux, de raison d'être, puisqu'il reste, avec ses hommes, fidèle au gouvernement, et le fait publiquement savoir dans un communiqué que diffuse Radio-Valence. Pourtant les troupes restent consignées. L'impression générale est que l'armée hésite : les conspirateurs savent que les insurgés sont battus à Barcelone et à Madrid et ont, de toute façon, intérêt désormais à gagner du temps. Dans la ville, les accrochages entre ouvriers et phalangistes, les attaques de couvents ou d'églises se multiplient. Les marins des bateaux de guerre ancrés dans le port se sont soulevés contre leurs officiers et fraternisent avec les dockers. C'est à ce moment qu'arrivent à Valence Martinez Barrio et trois autres dirigeants républicains, Ruiz Funes, Espla, Echevarria, munis d'une délégation de pouvoir du gouvernement Giral. Pendant deux semaines encore vont s'affronter, dans une ambiance révolutionnaire, trois pouvoirs distincts : celui de l'Armée, celui de la « Junte déléguée » de Martinez Barrio, celui du Comité exécutif populaire. L'assaut des casernes qui, dans la plus grande partie de l'Espagne s'est déroulé entre le 18 et le 21 juillet, ne se produira, à Valence, qu'au début du mois d'août.

La situation au soir du 20 juillet

Au soir du 20 juillet, sauf à Valence, les positions sont prises. Certes, on continue à se battre sur les barricades, dans les rues de La Corogne où les ouvriers luttent à coups de pavés ; dans les faubourgs de Saragosse et de Séville, autour des casernes, à Saint-Sébastien, Gijón, Santander, près d'Algésiras où des détachements rebelles viennent de débarquer, un peu partout, là où des tireurs isolés de l'un ou l'autre camp poursuivent un combat désespéré. Ce ne sont pourtant, dans l'ensemble, que des opérations de nettoyage. Chaque camp a maintenant son territoire dont il parachève la conquête.

C'est un véritable bulletin de victoire que Franco télégraphie à Queipo : « L'Espagne est sauvée : les provinces d'Andalousie, Valence, Valladolid, Burgos, Aragon, les Canaries et les Baléares sont unies à nous. » Le général est bien optimiste. En réalité, le pronunciamiento en tant que tel a échoué. Non seulement les rebelles ont essuyé de terribles revers, mais ils ont déclenché la révolution ouvrière que leur action avait voulu prévenir. Coup sur coup, ils viennent de perdre quelques-uns de leurs chefs les plus écoutés et les plus capables, Calvo Sotelo, Sanjurjo, Goded, José-Antonio Primo de Rivera⁷⁴, tombé dans la prison d'Alicante aux mains des miliciens. Surtout, leurs défaites, en détruisant la légende d'invincibilité de l'armée dans les luttes civiles, les privent de leur atout majeur, la peur. Ce n'est plus désormais à un faible gouvernement de Front populaire qu'ils se heurtent, mais à une révolution. Le pronunciamiento a échoué. La guerre civile commence.

Χηαπς : Double pouvoir en Espagne républicaine

Là où l'insurrection a été écrasée, elle n'est pas seule vaincue. Entre son armée révoltée et les masses populaires armées, l'État républicain a volé en éclats. Le pouvoir s'est littéralement émietté et, partout où les militaires ont été écrasés, il est passé dans la rue où des groupes armés résolvent sommairement les tâches les plus urgentes : la lutte contre les derniers carrés de l'insurrection, l'épuration de l'arrière, la subsistance. Certes, le gouvernement républicain subsiste et aucune autorité révolutionnaire ne se dresse en rivale avouée contre la sienne dans cette zone que les correspondants de gauche appellent très vite la zone « loyaliste ». Mais l'autorité du cabinet du docteur Giral ne dépasse guère les environs de Madrid où elle survit moins par son action et son prestige propres que par ceux des organisations ouvrières, l'U.G.T. dont le réseau

⁷⁴ José Antonio Primo de Rivera fut jugé par un Tribunal populaire devant lequel il se défendit librement, avec brio d'ailleurs. Il fut condamné à mort et exécuté le 18 novembre 1936. Auparavant, le conseil des ministres républicain avait examiné une proposition transmise par la Croix-Rouge d'échange entre le leader phalangiste et le fils de Largo Caballero, Paco Largo Calvo. Largo Caballero se prononça pour le refus de la proposition nationaliste.

d'informations et de communications assure seul les liaisons du gouvernement avec le reste du pays « loyal », le parti socialiste dont l'exécutif siège en permanence au ministère de la Marine où Prieto, ministre sans titre, s'est installé.

Petit à petit, pourtant, entre la rue et le gouvernement apparaissent des organes de pouvoir nouveau qui jouissent d'une réelle autorité et se réclament souvent aussi bien de l'une que de l'autre. Ce sont les innombrables Comités locaux, et, à l'échelle des régions et des provinces, de véritables gouvernements. C'est en eux que réside le pouvoir nouveau, le pouvoir révolutionnaire qui s'organise en toute hâte pour faire face à ces énormes tâches immédiates et lointaines, la poursuite de la guerre et la reprise de la production en pleine révolution sociale.

Pour l'étranger, journaliste ou militant qui franchit la frontière, attiré par les événements, l'Espagne offre un spectacle inhabituel, à la fois confus et déroutant, toujours haut en couleurs. Elle vit la révolution que les généraux avaient voulu prévenir, mais qu'ils ont, en définitive, provoquée. Réaction défensive au départ, elle est devenue une force offensive et agressive. Réaction spontanée, née de milliers d'initiatives locales, elle prend aussi mille visages dans lesquels l'observateur superficiel ou hostile ne voit qu'anarchie ou désordre, sans en saisir la signification profonde : la prise en main par les travailleurs de leur propre défense et, par là, de leur propre sort, la naissance d'un pouvoir nouveau.

Barcelone est le symbole de cette situation révolutionnaire. Pour l'excellent observateur qu'est Franz Borkenau, elle est le « bastion de l'Espagne soviétique » – au sens primitif du terme –, de l'Espagne des conseils et des comités ouvriers. Elle offre en effet, non seulement l'aspect d'une ville peuplée exclusivement d'ouvriers, mais encore celui d'une ville où les ouvriers ont le pouvoir : on les voit partout, dans les rues, devant les immeubles, sur les *Ramblas*, fusil en bandoulière, pistolet à la ceinture, en vêtements de travail⁷⁵. Plus de bicornes de gardes civils, très peu d'uniformes, pas de bourgeois ni de *señoritos* : la Généralité a, dit-on, « déconseillé » le port du chapeau. Plus de boîtes de nuit, ni de restaurants, ni d'hôtels de luxe : saisis par les organisations ouvrières, ils servent de réfectoires populaires. Les habitués mondains ont disparu, pris en charge par les organismes syndicaux d'assistance. Les autos arborent toutes fanions, insignes ou initiales d'organisations ouvrières. Partout, sur les immeubles, les cafés, les boutiques, les usines, les trams ou les camions, des affiches indiquant que l'entreprise a été « collectivisée par le peuple » ou qu'elle « appartient à la C.N.T. ». Partis et syndicats se sont installés dans de grands immeubles modernes, hôtels ou sièges d'organisations de droite. Chaque organisation a son quotidien et son émetteur-radio. Sauf la cathédrale, fermée, toutes les églises ont brûlé. La guerre civile continue et toutes les nuits de nouvelles victimes tombent : « Les Ramblas, écrit J.-R. Bloch, n'ont cessé de vivre sur un rythme double. Ramblas de jour, pleines de fleurs, d'oiseaux, de promeneurs, de cafés, de voitures, de tramways. Et, le soir tombé, les étalages de fleurs disparus, les marchands d'oiseaux éloignés, les cafés fermés, Ramblas de nuit, le règne du silence et de la peur, quelques ombres furtives se glissant le long des murs »⁷⁶.

Madrid, quelques jours après, offre au voyageur venu de France un spectacle différent. Ici aussi, certes, les syndicats et partis sont installés dans de beaux bâtiments, ont organisé leurs propres milices, mais les ouvriers armés sont rares dans les rues, presque tous dans le nouvel uniforme le « mono », la combinaison de travail bleue. Les anciens uniformes n'ont pas disparu ; dès le 27 juillet, la police régulière a repris dans les rues un service normal. Toutes les églises sont fermées, mais elles sont loin d'avoir été toutes incendiées. Il y a moins de Comités, peu de traces d'expropriation. Les mendiants habituels tendent la main au coin des rues. Restaurants chics et boîtes de nuit fonctionnent comme « avant ». La guerre, toute proche ici, a arrêté le cours de la révolution.

Entre ces deux extrêmes, l'Espagne républicaine offre toute une gamme de nuances, d'une ville à l'autre, d'une province à l'autre. Une analyse de détail les fera plus clairement apparaître.

Le pouvoir des groupes armés

Un trait, en tout cas, est commun à toute l'Espagne républicaine et a retenu, avant tout, dans ces journées, l'attention des observateurs étrangers, c'est ce que la grande presse étrangère de l'époque appelle la « terreur anarchiste » ou la « terreur rouge ». Le jour même de la victoire, les ouvriers armés déclenchent une sanglante épuration.

Toutes les conditions sont d'ailleurs réunies pour une telle explosion qu'ont préparée six mois d'excitation et de violences quotidiennes. Le combat espéré ou redouté libère et déchaîne les haines et les terreurs accumulées. Chacun se bat sachant qu'il n'a d'autre issue que la victoire ou la mort et que le chemin de la victoire passe d'abord par la mort des ennemis.

Dans la zone « républicaine », il n'y a pratiquement plus de forces du maintien de l'ordre, plus de corps de police. Leurs membres sont passés dans les rangs des insurgés ou se sont fondus dans ceux des combattants. Partout, depuis le 18 ou le 19, la grève est générale et va se prolonger encore pendant au moins une semaine : les travailleurs sont du matin au soir dans la rue, les armes à la main. Dans les premières heures, les militants seuls ont été armés. Mais dès que les casernes ont été prises et les armes distribuées, quiconque voulait être armé a maintenant une arme : plusieurs dizaines de milliers de fusils ont été distribués partout, à Madrid, à Barcelone, à Saint-Sébastien, à Malaga... Les portes des prisons se sont ouvertes pour les détenus politiques, mais aussi, souvent, pour les « droit commun ». Quand il n'y a plus de gendarmes, quand chacun peut, sans attirer l'attention, porter une arme, les jours sont beaux pour la pègre.

Ainsi, la « terreur » que décrivent tous les observateurs est-elle un phénomène complexe à propos duquel ils ont, souvent à dessein, confondu plusieurs éléments. Il y a d'abord, incontestablement, un mouvement spontané, un véritable « terrorisme

⁷⁵ Tous les observateurs ont été frappés de l'attachement des ouvriers, hommes et femmes, à leurs armes. Delaprée (*op. cit.* p. 21) nous montre une femme revenant du marché, son enfant, son cabas et son fusil dans les bras. Koltsov (*op. cit.* p. 17) dit qu'on ne pose son arme ni au restaurant, ni dans les salles de spectacles, malgré les écriteaux qui conseillent de les déposer au vestiaire. Il commente, le 8 août : « Les travailleurs se sont emparés des armes, ils ne les laisseront pas si facilement que cela. »

⁷⁶ J.-R. Bloch, *op. cit.* p. 45.

de masse », par le nombre des bourreaux aussi bien que par celui des victimes. Réflexe issu de la peur, réaction de défense devant le danger, analogue à celle qui aboutit, pendant la Révolution française, aux massacres de septembre, il correspond aux exigences comme aux fatalités de la guerre révolutionnaire.

Officiers, gardes, phalangistes, *señoritos*, sont abattus sur place, chaque fois qu'il n'y a pas un militant responsable assez connu ou une unité de police fidèle pour empêcher la curée et protéger les vaincus.

Des rumeurs alarmistes, des inquiétudes collectives sont génératrices d'autres massacres : c'est à la nouvelle des massacres perpétrés à Badajoz par les troupes rebelles, et croyant à une révolte des détenus, que la foule madrilène s'empare de la prison du *Carcel modelo*. C'est après l'exaspération provoquée par les bombardements, le 27 juillet, et dans une atmosphère de suspicion maladroite créée par les discours de Queipo de Llano à Radio-Séville que la foule, à Malaga, s'empare de la prison pour y exécuter les rebelles prisonniers. Dans la même perspective, la terreur devient à la fois action préventive et levier d'action révolutionnaire. Les colonnes de miliciens qui arrivent dans les villages reconquis sur la rébellion et veulent poursuivre leur chemin ne connaissent pas d'autre moyen d'assurer leurs arrières que le nettoyage systématique, la liquidation immédiate et sans procès des ennemis de classe baptisés « fascistes » en la circonstance : à Fraga, la colonne Durruti, à son arrivée, exécute trente-huit de ces « fascistes » : le curé et le grand propriétaire, le notaire et son fils, tous les paysans riches. Ainsi, aux yeux de certains, se trouvent créées les conditions d'une véritable révolution, par la disparition des hommes des classes dirigeantes de l'ancien régime. Ici encore, la terreur est inséparable de la guerre civile et de la révolution.

Ce sont des réactions semblables, quoique plus organisées, qui ont fait peser sur les villes dans les semaines suivant le soulèvement, la menace de *paseos*. Le *paseo* se déroule presque toujours suivant le même sinistre scénario : la victime, désignée par un comité de « vigilance » ou de « défense » d'un parti ou d'un syndicat, est arrêtée chez elle, la nuit, par des hommes armés, emmenée en voiture hors de l'agglomération, abattue dans un coin isolé. Ainsi périssent, victimes de véritables règlements de comptes politiques, les curés, les patrons, petits et grands, les hommes politiques, bourgeois ou réactionnaires, tous ceux qui, à un moment ou un autre, ont eu maille à partir avec une organisation ouvrière, juges, policiers, gardiens de prison, indicateurs, tortionnaires, *pistoleros*, ou, plus simplement, tous ceux qu'une réputation politique ou une situation sociale désignent d'avance comme victimes. La « frontière de classe » n'est d'ailleurs pas toujours une protection suffisante : c'est ainsi qu'à Barcelone sont aussi abattus des militants ouvriers, le secrétaire des dockers de l'U.G.T., le communiste Desiderio Trillas, dénoncé par la C.N.T. comme le « cacique des docks », et le responsable de la section U.G.T. de l'usine Hispano-Suiza.

Une telle atmosphère est, bien entendu, propice aux vengeances personnelles comme aux actes de banditisme pur et simple, au pillage et à l'assassinat crapuleux. C'est probablement à cause de leur multiplication que les partis et syndicats, après avoir tous organisé des *paseos*, réagissent contre leur pratique et commenceront à « organiser » la répression. La tradition imputant aux anarchistes la responsabilité de la plupart des crimes, il est juste de souligner que c'est l'un d'entre eux, non le moindre, Juan Peiro, qui dans *Llibertat*, dénonce les crimes accomplis « en se retranchant derrière le mouvement révolutionnaire », en s'abritant derrière l'impunité créée par l'ambiance », et affirme la nécessité « au nom de l'honneur révolutionnaire », d'« en finir avec cette danse macabre de toutes les nuits, avec cette procession de morts », avec « ceux qui tuent pour tuer »⁷⁷. La C.N.T., à Barcelone, donne l'exemple en faisant exécuter sur place un de ses militants, Fernandez, secrétaire du syndicat de l'alimentation, coupable d'avoir, en ces jours nées, assouvi une vengeance personnelle⁷⁸.

La terreur contre l'Église catholique

Il faut considérer dans une optique différente les incendies et pillages de couvents et d'églises, les arrestations et exécutions de prêtres et de religieux qui marquent ces premières semaines. On a dit – et c'est, dans une large mesure, vrai – qu'il s'agissait souvent de représailles, à Barcelone où de nombreux insurgés se sont barricadés dans les églises, à Figueras où des prêtres ont, de la cathédrale, tiré sur les ouvriers, partout où les *pacos*, les tireurs isolés, ont bénéficié de complicité dans les établissements religieux.

Mais le mouvement contre l'Église catholique est plus profond qu'une simple réaction au cours de la mêlée. Il y a, certes, quelques églises pillées par de simples voleurs. Mais, la plupart du temps, ce sont ces trésors qui financent les premières activités révolutionnaires : les miliciens de Gerone saisissent ainsi 16 millions de pesetas de bijoux dans le palais épiscopal de Vich, et les remettent au Comité central.

En réalité, des manifestations spectaculaires fréquentes, comme les grand-guignolesques exhumations de cadavres et de squelettes, montrent que ces initiatives répondent – bien au-delà de simples actions de représailles – à la volonté d'atteindre jusque dans le passé une force que les révolutionnaires considèrent comme leur pire ennemie. En fusillant les prêtres et en incendiant les églises, ouvriers et paysans espagnols ne cherchent pas seulement à détruire des ennemis et le symbole de leur puissance, mais à extirper définitivement de l'Espagne tout ce qui, à leurs yeux, incarne l'obscurantisme et l'oppression. Un catholique fervent, le ministre basque Manuel de Irujo, confirme une telle interprétation quand il déclare : « Ceux qui brûlent des églises ne manifestent pas ainsi des sentiments antireligieux ; il ne s'agit que d'une démonstration contre l'État et, si j'ose dire, cette fumée qui monte au ciel n'est qu'une sorte d'appel à Dieu devant l'injustice humaine »⁷⁹.

77 Juan Peiro, cité par Brenan, *op. cit.* p. 323.

78 Fernandez avait abattu un homme et une femme qui l'avaient autrefois dénoncé à la police.

79 Rapporté par Loewenstein, *A Catholic in republican Spain*, p. 98.

Le pouvoir des comités

Le syndicaliste français Robert Louzon a ainsi décrit le spectacle qui attend, au début d'août, le voyageur venu de France :

« Dès que vous franchissez la frontière, vous êtes arrêté par des hommes en armes. Qui sont ces hommes ? Des ouvriers. Ce sont des miliciens, c'est-à-dire des ouvriers vêtus avec leurs habits ordinaires, mais armés – de fusils ou de revolvers – et, au bras, l'insigne de leur fonction ou du pouvoir qu'ils représentent... Ce sont eux qui... décideront... de ne pas vous laisser entrer, ou bien d'en référer au « Comité ».

« Le Comité, c'est-à-dire le groupe d'hommes qui siège là-haut au village voisin et qui y exerce tout pouvoir. C'est le Comité qui assure les fonctions municipales habituelles, c'est lui qui a formé la milice locale, l'a armée, lui fournit son logement et son alimentation avec les ressources qu'il tire d'une contribution imposée à tous les habitants, c'est lui qui autorise à entrer ou à sortir de la ville, c'est lui qui a fermé les magasins fascistes et qui opère les réquisitions indispensables, c'est lui qui a fait démolir l'intérieur des églises, afin que, selon l'affiche qui figure sur elles toutes, l'église, devenue « propriété de la Généralité » serve aux institutions populaires »⁸⁰.

Dans toutes les villes et dans la plupart des villages d'Espagne agissent sous des noms divers des Comités semblables : Comités populaires, de guerre, de défense, Comités exécutifs, révolutionnaires ou antifascistes, Comités ouvriers, Comités de salut public... Tous ont été constitués dans le feu de l'action, pour diriger la riposte populaire au coup d'État militaire. Leur mode de désignation varie à l'infini. Dans les villages, les usines ou sur les chantiers on a parfois pris le temps de les élire, au moins sommairement, au cours d'une assemblée générale. On s'est toujours soucié en tout cas d'y représenter partis et syndicats, même là où ils n'existent pas avant la révolution, car le Comité représente en même temps l'ensemble des travailleurs et la totalité de leurs organisations : en plus d'un endroit, les élus « s'arrangeront » entre eux pour savoir qui représentera un syndicat ou l'autre, qui sera le « républicain » et qui le « socialiste ». Dans les villes, très souvent, les éléments les plus actifs se sont désignés eux-mêmes. C'est parfois l'ensemble des électeurs qui choisit, dans chaque organisation, les hommes qui siégeront au Comité, mais, le plus souvent, les membres du Comité seront soit élus par un vote au sein de leur propre organisation, soit, tout simplement, désignés par les comités directeurs locaux des partis et syndicats. Il est rare que des Comités aient fait ratifier leur composition par un vote plus large, dans les jours suivant leur désignation : le Comité révolutionnaire de Lérida se fera pourtant consacrer par une « Assemblée constituante » composée de représentants des partis et organisations syndicales de la ville, à qui il rend des comptes. Mais en fait, la « base » n'a de véritable contrôle que sur les Comités de village ou d'entreprise. A l'échelon supérieur, la volonté des organisations est prépondérante.

La représentation des partis et syndicats dans les Comités varie d'un endroit à l'autre. Souvent le Comité de Front populaire s'est tout simplement élargi à des représentants des centrales. Parfois – là où les municipalités étaient socialistes – le conseil municipal, élargi par cooptation de dirigeants C.N.T., est devenu Comité. En Catalogne, et, bientôt, dans l'Aragon reconquis, bien des Comités sont exclusivement composés de militants de la C.N.T.-F.A.I. ou des Jeunesses libertaires : cependant, ceux des villes comprennent des représentants de l'U.G.T., de l'Esquerra, du P.S.U.C. et du P.O.U.M. à côté de ceux de la C.N.T. et de la F.A.I. A Lérida, le P.O.U.M. obtient pourtant que les républicains, qui ont soutenu le commissaire de la Généralité contre les syndicats, soient exclus du Comité, qui est ainsi réservé aux seules organisations ouvrières. La représentation des différents groupes est tantôt paritaire et tantôt proportionnelle. Mais, le plus souvent, elle correspond au rapport de force réel dans les entreprises. Les socialistes dominent à Santander, Mieres, Sama de Langreo, mais chaque localité minière a sa propre physionomie politique. Les nationalistes basques partagent avec les socialistes la junte de Bilbao, mais dominent toutes les autres junes du Nord. Les anarchistes sont les maîtres à Gijon comme à Cuenca. A Malaga, socialistes et communistes, représentés par le canal de l'U.G.T., l'emportent petit à petit sur la C.N.T. A Valence, les syndicats ont deux délégués quand les partis n'en ont qu'un. A Castellon, la C.N.T. a 14 représentants et l'U.G.T. 7, socialistes et communistes n'ont pas de représentation propre, mais les républicains et le P.O.U.M. ont 7 délégués chacun. En Catalogne, c'est la C.N.T.-F.A.I. qui dirige les Comités des grandes villes, à l'exception de Sabadell et Lérida⁸¹.

Tous les Comités, quelles que soient leurs différences de nom, d'origine, de composition, présentent un trait commun fondamental. Tous, dans les jours qui suivent le soulèvement, ont saisi localement tout le pouvoir, s'attribuant des fonctions tant législatives qu'exécutives, décidant souverainement dans leur région, non seulement des problèmes immédiats comme le maintien de l'ordre et le contrôle des prix, mais aussi des tâches révolutionnaires de l'heure, socialisation ou syndicalisation des entreprises industrielles, expropriation des biens du clergé, des « factieux », ou plus simplement des grands propriétaires, distribution entre les métayers ou exploitation collective des terres, confiscation des comptes en banque, municipalisation du logement, organisation de l'information, écrite ou parlée, de l'enseignement, de l'assistance sociale. Pour reprendre l'expression saisissante de G. Munis, partout se sont installés des « Comités-gouvernement » dont l'autorité s'appuie sur la force des ouvriers en armes et auxquels, bon gré, mal gré, obéissent les restes des corps spécialisés de l'ancien État, gardes civils, ici ou là, gardes d'assaut et fonctionnaires divers. Pas de meilleur exemple rendu à cet égard à l'autorité des Comités que le témoignage d'un de leurs adversaires les plus résolus d'alors, Jesus Hernandez, dirigeant du parti communiste espagnol : « Le Comité a été une espèce de pouvoir trouble, ténébreux, impalpable, sans fonctions déterminées ni autorité expresse, mais qui exerçait, dans une impitoyable dictature, un pouvoir sans conteste, comme un véritable gouvernement »⁸².

⁸⁰ *La Révolution prolétarienne*. « Notes sur Barcelone », 10 août 1936.

⁸¹ A Sabadell, le Comité est présidé par l'ancien « trentiste » José Moix, membre du P.S.U.C. et de l'U.G.T. A Lérida, c'est José Rodes, du P.O.U.M., qui cumule la présidence et les fonctions de commissaire à l'ordre public.

⁸² *Negro y Rojo*, p. 233.

Ce qui est vrai à l'échelon local ne l'est cependant plus entièrement à l'échelon régional, où s'affrontent ou coexistent des pouvoirs d'origine diverse.

Le Comité central des milices antifascistes de Catalogne

Sa naissance

Le 21 juillet, à la fin des combats à Barcelone, les révolutionnaires, maîtres de la rue, sont appelés au palais de la Généralité. Le leader anarchiste Santillan raconte : « Nous allâmes au siège du gouvernement catalan les armes à la main, sans avoir dormi depuis plusieurs jours, sans nous être rasés, donnant, par notre apparence, réalité à la légende qui s'était formée sur nous. Quelques-uns des membres du gouvernement de la région autonome tremblaient, livides, en cette entrevue où manquait Ascaso. Le palais du Gouvernement fut envahi par l'escorte de combattants qui nous avaient accompagnés »⁸³. Le président Companys les félicite pour leur victoire : « Vous êtes les maîtres de la ville et de la Catalogne, parce que seuls vous avez vaincu les soldats fascistes... Vous avez vaincu et tout est en votre pouvoir. Si vous n'avez pas besoin, si vous ne voulez pas de moi comme président, dites-le maintenant, et je deviendrai un soldat de plus dans la lutte antifasciste. Si, au contraire, vous me croyez quand je dis que je n'abandonnerai ce poste que mort au fascisme victorieux, alors peut-être qu'avec mes camarades de parti, mon nom et mon prestige, je puis vous servir... »⁸⁴.

Sans doute le Président n'a-t-il guère le choix. Ainsi que l'écrivait, quelques semaines plus tard, son lieutenant Miravittles : « Le C. C. des Milices naquit deux ou trois jours après le mouvement, en l'absence de toute force publique régulière et alors qu'il n'y avait pas d'armée à Barcelone. Pour une autre raison, il n'y avait plus de garde civile ni de garde d'assaut car ils avaient tous combattu si ardemment, unis avec les forces du peuple, qu'ils faisaient alors partie de cette même masse et étaient restés étroitement mêlés à elle »⁸⁵.

Le pouvoir réel est celui des ouvriers armés et des Comités d'organisations dans les rues de Barcelone des Comités-gouvernement dans les villes et les villages. Les socialistes et les communistes, par la bouche de Companys, proposent au Président la constitution de « Milices de la Généralité » qui disputeraient la rue aux hommes de la C.N.T. et du P.O.U.M.⁸⁶. Companys ne les suit pas : le combat lui paraît trop inégal, sa personne, en ce jour, son « nom et son prestige », comme il le dit, sont, de fait, tout ce qui subsiste en Catalogne de l'État républicain. C'est de l'acceptation ou du refus de ses services que dépend le sort de l'État, ses chances de restauration dans les mois à venir. Or les dirigeants de la C.N.T. acceptent de poursuivre la collaboration. La veille, après une vive discussion, le Comité régional a affirmé : *No hay comunismo libertario, primero aplastamos a la facción*. (« Il n'y a pas de communisme libertaire, écrasons d'abord la faction. ») Ils répondent oui à l'offre de Companys. Santillan commente leur décision en ces termes :

« Nous pouvions être seuls, imposer notre volonté absolue, déclarer caduque la Généralité et imposer à sa place le véritable pouvoir du peuple, mais nous ne croyions pas à la dictature quand elle s'exerçait contre nous et nous ne la désirions pas quand nous pouvions l'exercer nous-mêmes aux dépens des autres. La Généralité reste à son poste avec le président Companys à sa tête et les forces populaires s'organiseraient en milices pour continuer la lutte pour la libération de l'Espagne. Ainsi naquit le Comité central des milices antifascistes de Catalogne où nous fîmes entrer tous les secteurs politiques, libéraux et ouvriers »⁸⁷.

Composition et rôle

Dans le salon voisin du bureau présidentiel, les délégués des organisations se réunissent et constituent sur-le-champ le Comité central, où entrent des délégués des modérés, trois de l'Esquerra, un des « rabassaires », un de l'Action catalane. Le P.S.U.C., à la veille de se constituer officiellement, a un représentant. Le P.O.U.M. un également. La F.A.I. est représentée par Santillan et Aurelio Fernandez, la C.N.T. par Garcia Oliver, Asens et Durruti que remplacera, après quelques jours, Marcos Alcon. L'U.G.T., dix fois moins nombreuse, a, elle aussi, trois représentants.

C'est là un premier résultat assez paradoxal. La puissante C.N.T., dont Companys vient de reconnaître la victoire totale, consent à une représentation égale à la sienne pour la maigre U.G.T. catalane. Générosité pure, comme le suggère Garcia Oliver⁸⁸ ? Désir de la C.N.T. d'être traitée de la même manière dans les régions où elle est, elle, en minorité, geste politique, comme l'affirme Santillan⁸⁹ ? L'un comme l'autre facteur ont pu jouer. Ajoutons qu'il est vraisemblable, dans le cadre de la rivalité qui s'est dessinée au cours des journées révolutionnaires entre P.O.U.M. et C.N.T., que les dirigeants libertaires n'ont pas été fâchés de disposer, avec les quatre délégués des républicains catalans, les trois de l'U.G.T. et celui du P.S.U.C., d'une

83 Santillan. *op. cit.* p. 168.

84 Garcia Oliver, Dans *la tourmente*, p. 251.

85 *Heraldo de Madrid*, 4 septembre 1936.

86 Benavides, *Guerra y Revolucion en Cataluña*, p. 190.

87 Santillan, *op. cit.* p. 169.

88 *Ibid*, p. 255. Il dit que les anarchistes refusaient « d'imiter les gros poissons que ne laisse pas dormir en paix leur désir de dévorer les petits ».

89 « Nous manifestons ainsi, écrit-il, notre désir de collaborer comme des frères, et que, dans le reste de l'Espagne et les régions où nous serions éventuellement en minorité, on nous traite avec la même considération et le même respect avec lequel nous avons nous-mêmes traité ceux qui avaient plus ou moins collaboré à la victoire » (p. 255).

marge de manœuvre sérieuse. Au Comité central, le P.O.U.M. était beaucoup plus nettement minoritaire que dans les autres centres importants de la Catalogne. Et, ainsi que le souligne Santillan, c'est par la volonté de la C.N.T.-F.A.I. que fut adopté au Comité central ce mode de représentation.

Fruit d'un compromis, né de négociations entre dirigeants des partis et syndicats, sanctionné officiellement par un décret du gouvernement, le Comité central est ainsi, par les circonstances de sa naissance, un organisme hybride. Siégeant en permanence en présence de quatre délégués du gouvernement et agissant en son nom, il peut apparaître, à certains égards, comme un organisme gouvernemental annexe, un comité d'entente jouissant d'une délégation de pouvoirs. En réalité, sauf à Barcelone où il est en contact avec les directions des partis et syndicats, sa base dans le pays est constituée par les « Comités-gouvernement », les pouvoirs locaux révolutionnaires dont il est en même temps l'expression suprême. C'est ce que Santillan marque très clairement quand il écrit :

« Le Comité des milices fut reconnu comme le seul pouvoir effectif en Catalogne. Le gouvernement de la Généralité continuait à exister et à mériter notre respect, mais le peuple n'obéissait plus qu'au pouvoir qui s'était constitué par la vertu de la victoire et de la révolution, parce que la victoire du peuple était la révolution économique et sociale »⁹⁰.

Rien n'échappe en effet à la compétence et à l'autorité du Comité central, comme le montre ici Santillan : « Etablissement de l'ordre révolutionnaire à l'arrière, organisation de forces plus ou moins encadrées pour la guerre, formation d'officiers, écoles de transmissions et signalisation, ravitaillement et vêtement, organisation économique, action législative et judiciaire, le Comité des milices était tout, veillait à tout, la transformation des industries de paix en industries de guerre, la propagande, les relations avec le gouvernement de Madrid, l'aide à tous les centres de lutte, les relations avec le Maroc, la culture des terres disponibles, la santé, la surveillance des côtes et des frontières, mille problèmes des plus divers. Nous avions à payer les miliciens, leurs familles, les veuves des combattants, en un mot, à quelques dizaines d'indivus, nous faisons face aux tâches qui exigent pour un gouvernement une coûteuse bureaucratie. Le Comité des milices était un ministère de la Guerre, un ministère de l'Intérieur et un ministère des Affaires étrangères en même temps, inspirant des organismes semblables dans le domaine économique et le domaine culturel »⁹¹.

Organisme politique de pouvoir, à la fois législatif et exécutif, le Comité s'organise en créant des commissions de travail et des comités exécutifs spécialisés qui jouent bientôt le rôle de véritables ministères. Autour du secrétariat général administratif, chargé de la propagande, qu'assure un jeune dirigeant de l'Esquerra, ancien militant d'extrême-gauche, Jaime Miravittles, fonctionnent le Comité d'organisation des milices sous la responsabilité de Santillan, le Comité de guerre, chargé de la conduite des opérations militaires, qu'anime Garcia Oliver, le Comité des transports à la charge de Duran Rosell de l'U.G.T. et Alcon de la C.N.T., le Comité du ravitaillement dirigé par le rabassaire José Torrents, la Commission d'investigation, véritable ministère de l'Intérieur assumé par l'anarchiste Aurelio Fernandez, la Commission des industries de guerre, au catalaniste Tarradellas. Au tour d'eux se créent d'autres services: la Commission de l'école unifiée, dont le secrétaire est le syndicaliste enseignant Hervas du P.O.U.M., et divers services techniques: statistique, munitions, censure, radio et presse, cartographie, écoles spécialisées. Gouvernement ouvrier de la Révolution ouvrière, le Comité central se donne la structure nécessaire.

Conflit de pouvoirs à Valence

La situation est loin d'être aussi claire à Valence à la même époque. Alors que la garnison et les ouvriers en grève continuent à s'observer, la Junte déléguée, que dirige Martinez Barrio, oppose à l'autorité insurrectionnelle l'autorité légale du gouvernement républicain, qui veut obtenir la fin du siège des casernes, la reprise du travail et le retour à la légalité. Dès le 21, elle s'emploie à convaincre les délégués du Comité exécutif que la grève doit cesser, puisque la garnison est fidèle. Mais cette initiative soulève beaucoup de méfiance: on sait que Martinez Barrio et Mola sont francs-maçons comme le général Monje, chef de la garnison. On soupçonne le délégué du gouvernement d'essayer de passer avec l'armée le compromis qu'il n'a pu réaliser pendant les quelques heures de son ministère le 19 juillet. Les discussions sont vives dans Valence où les officiers et les prêtres ne se montrent plus dans les rues et où le Comité exécutif dirige une police ouvrière qui coexiste avec la police régulière. Le 23 juillet, Esplà, au nom de la Junte déléguée, annonce la dissolution du Comité exécutif populaire et déclare qu'il prend les fonctions de gouverneur civil, assisté d'un conseil consultatif formé d'un représentant de chaque parti et syndicat. Le Comité se divise : la C.N.T., le parti socialiste, l'U.G.T. et le P.O.U.M. veulent rejeter l'ultimatum gouvernemental. La Gauche républicaine et le parti communiste estiment que le Comité doit donner l'exemple de la discipline et se soumettre à l'autorité légale du gouvernement, incarnée à Valence par la Junte déléguée.

Finalement, le Comité exécutif populaire refuse de se dissoudre. Le Comité de grève C.N.T.-U.G.T., son aile marchante, décide la publication d'un quotidien intitulé *C.N.T.-U.G.T.*, la reprise du travail dans tous les secteurs de l'alimentation et l'organisation d'un comité syndical pour assurer le ravitaillement, mais la Junte déléguée confie le ravitaillement à la municipalité. Elle continue les négociations avec la garnison, dont les manifestations quotidiennes réclament le départ contre les troupes rebelles...

A Madrid, le ministre de l'Intérieur assure à Antona, secrétaire de la C.N.T., qu'on peut compter au moins sur la neutralité de la garnison valencienne. Mais les armes qu'il promet n'arrivent pas. La C.N.T. de Madrid envoie alors à Valence des mitrailleuses et des fusils ; de Barcelone aussi arrivent des armes qui servent à équiper les milices naissantes. La garnison est toujours enfermée dans les casernes, dont elle interdit l'approche. Le Comité exécutif menace de les prendre d'assaut, mais recule toujours la décision. Un nouveau sujet de désaccord éclate lorsqu'il s'agit d'envoyer des forces vers Teruel où se précise la menace de l'armée rebelle. Le Comité exécutif propose un amalgame sur la base de trois miliciens pour un garde

90 *Ibid.* p. 170 sq.

91 *Ibid.*

civil. La Junte impose la proportion inverse de trois gardes civils pour un milicien. La colonne part, mais, avant Teruel, à Puebla de Valverde, les gardes civils massacrent les miliciens et passent à l'ennemi...

Les événements vont maintenant se précipiter. L'agitation commence dans les casernes : au début de la deuxième semaine de grève, le régiment du génie de Pa terna se mutine contre ses officiers, sous la conduite d'un sous-officier, le sergent Fabra. Les mutins viennent grossir les rangs des milices qui reçoivent par ailleurs tous les jours l'adhésion de soldats évadés des casernes avec leurs armes. Le Comité de grève C.N.T.-U.G.T. finit pourtant par donner l'ordre de la reprise du travail, sauf dans les transports, pour le 27 juillet. La réaction ouvrière lui montre qu'il a mal apprécié la situation : les ouvriers refusent d'obéir et poursuivent la grève. La C.N.T. et l'U.G.T. s'alignent... Le Comité exécutif charge un bureau de trois membres, Lopez, de la C.N.T., Tejon, de l'U.G.T. et un jeune officier, le lieutenant Benedito, de préparer l'attaque des casernes, fixée au 1^{er} août. Le 31 juillet, Radio-Seville annonce le soulèvement de la garnison et la chute de Valence aux mains des rebelles... En réalité, trois régiments se sont soulevés, mais les soldats se mutinent contre les officiers tandis que les miliciens se lancent à l'assaut. La garnison est désarmée les officiers suspects arrêtés et jugés, les soldats démobilisés ; les milices s'approprient les armes. Le gouvernement capitule alors : la Junte déléguée est dissoute, l'autorité du Comité exécutif populaire reconnue, la nomination de son président, le colonel Arin, comme gouverneur civil n'étant que la reconnaissance d'un état de fait.

Dès lors, le Comité exécutif populaire, qui étend rapidement son autorité à toute la province, joue un rôle en tous points semblable à celui du Comité central en Catalogne. Andrés Nin, au cours d'un meeting à Valence, croit pouvoir saluer en lui le « gouvernement de la révolution prolétarienne du Levant ». Il crée un Conseil économique, avec pleins pouvoirs, organise des colonnes de miliciens pour plusieurs fronts. Ses commissions, celles de l'Ordre public, de la Justice, de l'Agriculture, des Finances, prennent le nom de « ministères ». Le général Miaja, l'ancien ministre de la Guerre de Martinez Barrio envoyé par Giral pour commander la région militaire avoue au commandant Martin Blazquez son impuissance face à l'autorité un « morveux de lieutenant », Benedito, délégué à la Défense du Comité exécutif : le général incarne un pouvoir républicain fantomatique, tandis que le lieutenant représente le pouvoir « soviétique » nouveau⁹².

Autres gouvernements révolutionnaires

D'autres organismes prennent en main le pouvoir dans les autres régions d'Espagne. Aux Asturies, dans les villages et les agglomérations minières, il est aux mains des Comités Ouvriers et Paysans. A l'échelle de la province deux autorités rivales s'affrontent, celle du Comité de guerre de Gijon que préside Segundo Blanco de la C.N.T., celle du Comité populaire de Sama de Langreo que dirigent successivement les socialistes Gonzalez Pena, puis Amador Fernandez. Chacun a organisé ses commissions de la Guerre, des Transports, du Ravitaillement, de la Santé : le Comité de Sama de Langreo, selon le témoignage d'Aznar, sera capable, en septembre, de mobiliser 20 000 hommes en six jours. C'est au cours de ce mois que les deux Comités fusionneront en un Comité de guerre, installé à Gijon, mais présidé cette fois par un socialiste, Belarmino Tomas.

A Santander, ce sont les socialistes qui dominent un Comité de guerre où les commissions fonctionnent comme de véritables ministères, en toute souveraineté. Les anarchistes y contesteront pourtant, à plusieurs reprises, l'autorité du président Juan Ruiz.

Le Comité de salut public de Malaga s'est peu à peu imposé dans toute la région, après le 20 juillet. C'est un Comité de vigilance qui dirige la répression, tandis que des Comités ouvriers ont pris en main santé et ravitaillement, et des Comités de femmes les problèmes des réfugiés. Ses patrouilles armées éliminent peu à peu les unités loyales de gardes civils. Seul, il aura l'autorité suffisante pour arrêter les massacres de détenus dans les prisons. Le 19 août, Delaprée écrit : « Ici, les conseils d'ouvriers et de miliciens détiennent tout le pouvoir. Le gouverneur civil n'est, entre leurs mains, qu'une machine à signer. C'est un pâle Girondin, tremblant devant des Montagnards auprès desquels les nôtres n'étaient que de petits enfants »⁹³. En septembre, le Comité de salut public est composé officiellement, comme un véritable ministère, avec les portefeuilles de la Guerre, de l'Intérieur, de la Justice, des Confiscations. Son président, l'instituteur socialiste Francisco Rodriguez, est nommé gouverneur civil : la légalité consacre le pouvoir de fait.

C'est en Aragon que se constituera en dernier lieu le pouvoir révolutionnaire régional le plus original. Là, les cadres républicains s'étaient, nous l'avons vu, ralliés dans leur ensemble au soulèvement militaire. La reconquête d'une grande partie des campagnes aragonaises par les milices catalanes s'est, dans chaque village, accompagnée de mesures révolutionnaires radicales. Alors que les auto rités et les gardes civils se sont enfuis ou ont été massacrés, l'assemblée générale du village juge les « fascistes » prisonniers et élit le Comité de village qui va le diriger, appuyé sur les milices armées. La plupart des Comités ainsi élus sont à majorité sinon en totalité anarchistes : aucune forme de collaboration ne peut exister entre eux et les autorités républicaines entièrement liquidées. Début octobre, près du quartier général de Durruti à Bujaraloz, se tient un congrès des Comités des villes et des villages. Il élit un « Conseil de défense », entièrement composé de militaires de la C.N.T. et présidé par Joaquin Ascaso qui s'installera à Fraga. Le Conseil de défense, d'accord avec les dirigeants des colonnes anarchistes, exerce sur l'Aragon une autorité sans partage : Comité suprême, représentant l'ensemble des Comités, il est ainsi en Espagne révolutionnaire le seul organisme régional résultant de la fédération des Comités locaux et tirant d'eux son autorité. Vivement attaqué, lors de sa formation, par les communistes qui le qualifient d'organisme « cantonaliste » et « factieux », il ne sera pas reconnu avant de longs mois par le gouvernement. Il sera aussi l'organisme du pouvoir révolutionnaire dont l'existence se prolongera le plus longtemps.

92 Martin Blazquez, *Guerre civile totale*, p. 201.

93 Delaprée, *op. cit.* p. 70.

Un cas particulier : le pays basque

Dans les provinces basques, la situation est très différente du reste de l'Espagne. Le parti nationaliste basque, qui y est incontestablement majoritaire, prend position, le 19 juillet, contre le soulèvement militaire et, quelques jours après, adhère au Front populaire.

Ses objectifs mettent pourtant une énorme distance entre lui et les partis et syndicats ouvriers dont les militants, dans l'Espagne entière, sont en train de faire une révolution. Les nationalistes basques sont d'ardents défenseurs de l'Église et de la propriété et seront dès les premières heures en opposition directe avec la plus grande partie des troupes de leurs « alliés » du Front populaire et des syndicats. Les juntas de défense qui se constituent dans toutes les provinces basques sont des organismes de lutte contre l'insurrection militaire, et, en même temps, des remparts contre la révolution. Dans *La Nación* de Buenos Aires du 7 septembre 1936, le leader basque Manuel de Irujo situe parfaitement les difficultés de son parti à cette époque en écrivant : « Les partis extrémistes de la dictature du capital et du prolétariat étaient organisés en *requetes* et en milices et nous avaient pris de vitesse au début. » Du reste, dans toutes les juntas où ils sont majoritaires, les nationalistes basques exigent les postes de « commissaires à l'ordre public », pour « imposer discipline et respect à l'arrière-garde »⁹⁴. Ainsi le commissaire à l'ordre public de la junta de Guipuzcoa s'emploie-t-il d'abord à faire cesser les *paseos* et à défendre la propriété en faisant garder les banques. Pour assurer le maintien de l'ordre et la défense de la propriété, les nationalistes organisent leurs propres unités, les Milices basques, dirigées par le commandant Saseta : recrutées parmi les militants nationalistes, solidement encadrées par des aumôniers, elles arborent le drapeau et parlent la langue basque. En l'espace de quelques semaines, elles parviennent, à Saint-Sébastien, à récupérer la quasi-totalité des armes passées aux mains des ouvriers après la prise de la caserne de Loyola.

L'effondrement de l'État républicain en Pays basque permet la création, non d'un pouvoir révolutionnaire, mais d'un État nouveau, spécifiquement basque, d'un État bourgeois défenseur de la propriété et de l'Église qui tout en organisant la défense du pays contre les militaires ennemis des libertés basques, mène victorieusement la lutte contre le mouvement révolutionnaire intérieur⁹⁵. Dès le milieu de septembre, la direction du parti nationaliste basque décide de franchir le pas décisif, en constituant, sous son contrôle, un gouvernement du Pays basque⁹⁶.

L'ébauche d'un appareil d'État nouveau

Les premiers jours, la majorité des Comités fonctionne sans spécialisation ni partage d'attributions. C'est le Comité ou même l'assemblée de village qui est à la fois organisme délibératif, tribunal, conseil de guerre. Ouvriers et paysans armés montent la garde, patrouillent, contrôlent, réquisitionnent, arrêtent, exécutent. Cependant, très vite, au moins dans les grandes villes, des corps spécialisés apparaissent.

Ce sont d'abord des unités chargées des fonctions de police : il s'agit en effet de maintenir l'ordre révolutionnaire, aussi bien contre les adversaires de la révolution que contre ses profiteurs, les agents de la terreur aveugle. Les unités de gardes civils ou *d'asaltos* restées fidèles sont sévèrement épurées ; elles n'inspirent pourtant qu'une confiance limitée et, dans la majorité des grands centres, les Comités chargent des commissions spéciales du contrôle des anciennes et de l'organisation de nouvelles forces de police. A Barcelone, la Commission d'investigation, que dirige Aurelio Fernandez, a le droit de recevoir les dénonciations, d'enquêter, de perquisitionner, d'arrêter les suspects. Elle impose peu à peu son autorité aux « polices privées » des syndicats et des partis. A Malaga, c'est le Comité de vigilance, ailleurs ce sont des Commissions d'ordre public, des Conseils de sûreté, qui, sous des noms divers, assurent tous l'organisation de la terreur à l'arrière.

Parallèlement, les unités de milices, bientôt appelées « Milices de l'arrière » se spécialisent dans les fonctions de police proprement dites.

A Barcelone, ce sont les célèbres « Patrouilles de contrôle », que commande l'anarchiste Asens. Elles sont composées de 700, puis de 1 100 militants ouvriers désignés pour une moitié par la C.N.T.-F.A.I., pour l'autre par les autres organisations et dotées, lors de leur création par le Comité central, de moyens modernes de communication et de transport. La Patrouille de contrôle de Gijón, la Brigade ouvrière sociale de Lérida, la Garde populaire antifasciste de Castellón sont des corps de même type.

Malgré la répugnance des anarchistes à diviser ce que Santillan appelle le « pouvoir révolutionnaire total » la même évolution se produira dans le domaine de la Justice. Les Palais de Justice sont fermés, les magistrats tués ou en fuite, les « justiciers » pullulent et les Comités sont surchargés de besogne. A Barcelone, des miliciens de la C.N.T., que dirige l'avocat Samblancat, mettent à sac le Palais de Justice, jetant par les fenêtres dossiers et crucifix. Ils installent un Comité de la Justice composé de juristes de métier, en majorité avocats de gauche, dont le premier acte sera de révoquer tous les fonctionnaires de son département, et le second de s'ériger en tribunal révolutionnaire. Des Tribunaux révolutionnaires d'un type différent apparaissent au début d'août à Valence, Castellón, Lérida : juges, procureurs, président sont des militants désignés par les partis et les syndicats⁹⁷. Leurs décisions sont sévères et la procédure sommaire, mais les droits de la défense sont

94 A Saint-Sébastien, après la prise des casernes, les hommes de la C.N.T. étaient maîtres de la rue. Manuel de Irujo écrit : « Nous étions devenus virtuellement prisonniers des détenteurs du butin de Loyola... soumis au contrôle de la C.N.T. » (cité par Lizarra, p. 53).

95 L'expression de « guerre sur deux fronts » est de Irujo lui-même (Lizarra, *op. cit.* p. 95) qui parle, non seulement des « milices soulevées », mais aussi des « éléments extrémistes introduits dans la maison ».

96 Cf. Manuel de Irujo commentant l'offre d'un portefeuille dans le gouvernement Caballero que lui transmettait Alvarez deI Vayo : « Le lecteur peut imaginer quelle fut ma surprise de me voir sollicité pour faire partie du gouvernement au moment même où l'on s'apprêtait à mettre sur pied, de façon révolutionnaire, le gouvernement autonome d'Euzkadi » (cité par Lizarra, *op. cit.* p. 81).

généralement respectés. Ils savent aussi acquitter et constituent, en tout cas, à cet égard, un net progrès sur la pratique des *paseos*.

Les milices

Dans le cadre de la guerre, la construction d'une nouvelle armée se révèle cependant la tâche la plus urgente. C'est sa nécessité, en tout cas, qui a donné naissance aux nouveaux organismes de pouvoir.

Les milices sont nées de l'initiative des partis et des syndicats et ne sont, à l'origine, que ces organisations en armes. Le nom de chacune rappelle son origine, qu'il s'agisse d'un nom de corps de métier (*Artes graficas, Ma dera*), ou d'un emblème politique (*Caballero* ou *Claridad* de l'U.G.T., *Carlos Marx*, du P.S.U.C., *Lénine* ou *Maurin*, du P.O.U.M., *Mada* ou *Companys*, de l'Esquerra).

A Barcelone, c'est le Comité central qui organise dès le 24 juillet la première colonne, forte de 3 000 hommes, commandée par Durruti, qu'assiste le commandant Perez Farras, et dans laquelle la seule force organisée est constituée par quelques soldats volontaires équipés de mortiers et de mitrailleuses. Dans les jours suivants, les autres colonnes, formées sous l'égide du Comité central, sont, en fait, sous l'influence des organisations politiques et syndicales. Santillan, qui agit au nom du Comité central, semble avoir lutté en vain contre l'esprit de parti dans les milices et ses conséquences souvent regrettables, rivalités pour les armes et pour les hommes, heurts parfois sanglants. A Valence, c'est le Comité exécutif qui prend l'initiative : la « Colonne de fer », la « *Desperada* », la « Colonne d'acier », la « Colonne fantôme » sont créées sous son égide, mais les influences politiques jouent aussi de façon décisive. La « Colonne fantôme » est dirigée par des socialistes, la « Colonne de fer » sera la plus tristement célèbre des colonnes anarchistes. A Madrid, chaque organisation aura ses propres troupes, dont le seul lien est le gouvernement qui se contente de les ravitailler, comme il le peut, de fournir armes et équipement et de payer la solde. Ce sont les Comités nationaux de chaque parti ou syndicat le Comité de défense de la C.N.T. du Centre, qui en assurent l'organisation. La Gauche républicaine, ici, se distingue en créant un « Régiment d'acier » et le parti communiste le « 5^{ème} régiment », qui deviendra le célèbre Quinto mais n'est encore pour le moment qu'une unité de milices, à peine différente des autres.

Il est difficile, à propos des milices, de donner des chiffres précis. Rabasseire estime à 100 000 l'effectif total des milices de combat : 50 000 de la C.N.T., 30 000 de l'U.G.T. : 10 000 du P.C., 5 000 du P.O.U.M., auxquels il faut ajouter 12 000 *asaltos*, quelques centaines de gardes civils, quelques milliers de soldats et 200 officiers seulement. Début septembre, le *Boletín C.N.T.-F.A.I.* dénombre 22 000 miliciens en Catalogne et en Aragon dont 4 000 anciens gardes, 2 000 du P.S.U.C. et de l'U.G.T., 3 000 du P.O.U.M., 13 000 de la C.N.T. Valence, de son côté, a envoyé 9 000 miliciens sur les différents fronts dont 4 000 à Teruel. A Madrid, les hommes armés ont très vite pris le chemin du front, mais, en Catalogne, Santillan estime à 60 000 le nombre des fusils restés aux mains des Milices de l'arrière, et avoue l'impuissance du Comité central à renforcer les effectifs des Milices de combat : Durruti devra faire une expédition contre Sabadell pour obtenir la cession de la dizaine de mitrailleuses que le P.S.U.C. y conserve, et les gens de la C.N.T.-F.A.I. garderont longtemps encore à Barcelone les quarante mitrailleuses et les quelques tanks qui manquent tant sur le Front d'Aragon.

Les chefs des premières colonnes sont des militants politiques et syndicalistes. Rares sont ceux qui ont une formation militaire. A Barcelone, ce sont des ouvriers les anarchistes Durruti, Jover, Ortiz, les militants du P.O.U.M. Rovira, Arquer, Grossi⁹⁸, les militants du P.S.U.C. Trueba et Del Barrio. Quelques militaires de carrière les épaulent : le commandant Perez Farras, le commandant Perez Salas qui commandera la colonne de l'Esquerra, le commandant Martinez et le capitaine Escobar, conseillers techniques de Santillan, dirigeants à Barcelone de l'Union militaire républicaine antifasciste.

Le capitaine aviateur Bayo commandera l'expédition de Majorque et c'est un colonel navarrais, Jimenez de La Deraza, qui organise l'artillerie. Les sous-officiers jouent un rôle plus important dans l'encadrement des milices : après Perez Farras, c'est l'ancien sergent Manzana qui sera le cerveau militaire de la colonne Durruti. Bien entendu, les rares antifascistes étrangers qui se présentent comme des techniciens sont accueillis à bras ouverts. A Valence, ce sont des officiers subalternes, le capitaine Uribarri, garde civil et socialiste, et le lieutenant Benedito qui commandent les premières colonnes qu'organise, à leurs côtés, le sergent Fabra, héros du soulèvement des soldats de Paterna. A Leon, le général Gomez Caminero a pris la tête des mineurs, mais il est fait prisonnier. Aux Asturies, il y a très peu d'officiers autour de Gonzalez Peña et les colonnes sont commandées par des militants ouvriers : le mineur socialiste Otero, de Mieres, le métallurgiste de la C.N.T. Carrocera. A Madrid, les premières colonnes socialistes sont commandées par des officiers en retraite : le lieutenant-colonel Mangada est le plus populaire mais son étoile déclinera vite, dès les premiers revers. Le 5^o régiment ne dispose au début que de quelques officiers et sous-officiers⁹⁹. La C.N.T. a recruté quelques officiers de carrière, le lieutenant-colonel Del Rosai, le médecin-commandant Palacios qui dirigent ses deux premières colonnes. Mais, là aussi, de nouveaux chefs s'imposent : les maçons Mora et Cipriano Mera qui n'a, à cette date, qu'une expérience réduite de trente-six jours de service militaire. Malaga, qui dispose d'un bon officier, le lieutenant-colonel Asensio Torrado, est le lieu de prédilection des milices au nom ronflant : le

97 Le Tribunal révolutionnaire de Lérida est entièrement composé d'ouvriers, un tiers désigné par le P.O.U.M., un tiers par l'U.G.T.-P.S.U.C., un tiers par la C.N.T.-F.A.I. Le président Larrocca, de la C.N.T., et le procureur Pelegrin, du P.O.U.M., sont tous deux cheminots.

98 Delaprée a fait de Grossi, « le brave des braves », mineur asturien et chef de guerre, un portrait attachant (*op. cit.* p. 55).

99 Enrique Castro Delgado, dirigeant du P.C. est le premier commandant du 5^o Régiment. A ses côtés, un militant, ancien sous-officier, Barbado, un officier portugais réfugié politique et un seul officier de métier, Marquez (voir *Hombres made in Moscu*, de Castro Delgado, pp. 281-293). Au mois d'octobre, Castro est remplacé par Lister, un tailleur de pierres : les chefs ouvriers auront désormais la vedette. Parmi eux, le charpentier Modesto, est un ancien caporal de la Légion (Fischer, *Men and Politics*, p. 543). Quant à Enrique Lister, militant communiste réfugié en U.R.S.S. avant la guerre civile, après une condamnation pour fait de grève, il avait travaillé au métro de Moscou, puis suivi des cours de formation militaire (Ludwig Renn, *Der Spanische Krieg*, p. 192).

détachement « Pancho Villa » y dispute, dans les communiqués de guerre, la vedette à celui de « La Mitraille ».

La masse des miliciens ignore les rudiments du maniement des armes et les règles les plus élémentaires de protection. C'est par manque d'armes, certes, mais aussi par manque de chefs que l'on renonce à la mobilisation ouvrière: on ne pourrait ni équiper, ni instruire, ni encadrer les recrues. Les milices ont d'ailleurs des physionomies différentes suivant l'idéologie qui anime leurs créateurs. Les colonnes anarchistes sont commandées par des « délégués politiques » flanqués de « techniciens militaires ». Dans les colonnes socialistes, de l'U.G.T., du P.O.U.M., du P.S.U.C. et au 5^e régiment, ce sont les officiers qui commandent, flanqués de « commissaires politiques ». En Catalogne, le Comité central s'efforce d'unifier l'organisation. Dix miliciens forment une « main » que commande un « délégué » élu. Dix mains constituent une « centurie » dont le « délégué-général » obéit directement au « chef de colonne ». Les milices C.N.T. de Madrid sont organisées sur la base de mains de 20 hommes, de centuries et de bataillons, et les délégués des bataillons forment, avec le représentant du Comité de défense et le délégué-général, le commandement de la colonne. Dans le 5^e régiment, officiers et commissaires sont, en principe, nommés par le commandement, mais Lister dira qu'il a été « élu ». Dans toutes les colonnes, cadres et soldats touchent une solde uniforme de 10 pesetas par jour. Aucune marque extérieure de respect n'est exigée des hommes, et il n'y a plus d'insignes de grade. Mais le 5^e régiment est fier d'avoir remis en vigueur le salut militaire, et met son point d'honneur, comme d'ailleurs les colonnes du P.O.U.M., à réussir des défilés en rangs impeccables, tandis que les milices de la C.N.T. mettent le leur à défilé dans un total – et savant – désordre.

A Madrid, le 5^e régiment porte tout son effort initial sur la formation de cadres : les premiers stagiaires seront recrutés parmi les responsables du « Secours rouge ». A Barcelone, le Comité central confie à Garcia Oliver l'organisation d'une « Ecole populaire de guerre »¹⁰⁰ et des fournées de 2 000 volontaires reçoivent à la caserne Bakounine une formation militaire accélérée.

Ainsi, petit à petit, se constitue une force armée dont on ne peut nier ni l'efficacité dans les combats de rue, ni l'enthousiasme. Elle est véritablement la réalisation du vieux mot d'ordre du « peuple en armes » et, pour le moment, semble échapper complètement à l'autorité gouvernementale.

Le pouvoir de l'État

Le gouvernement subsiste en effet. Le président Giral, après s'être résigné à armer les ouvriers, a lutté, par tout où il conservait une once d'autorité, pour faire respecter les formes et la légalité, préserver, sinon un appareil d'État – il est trop endommagé – du moins le principe même de sa propre légitimité. Il semble bien qu'il ait joué sa dernière carte dans les provinces de l'Est avec la Junte déléguée de Martinez Barrio, Ruiz Funes et Carlo Espla. Celle-ci a, certes, contribué à assurer le ravitaillement de Madrid, aidé dans le Levant à la formation des milices qui ont repris Albacete et marché sur l'Andalousie, mais elle a perdu la bataille politique contre le pouvoir révolutionnaire, à Valence comme à Murcie, Alicante et Carthagène... Après sa dissolution, il semble bien n'être plus, suivant l'expression de Borkenau, qu'un « monument d'inactivité » ne devant de survivre qu'à la docilité dont il fait preuve à l'égard des exigences des partis, syndicats, milices et comités.

Le gouvernement existe pourtant, et d'abord vis-à-vis de l'étranger, aux yeux de qui il s'efforce d'incarner la légalité. C'est lui qui, en août, cédant aux pressions des puissances étrangères, donnera l'ordre à la flotte d'abandonner la rade de Tanger quarante-huit heures seulement après que le docteur Giral ait assuré aux Valenciens que les rebelles ne recevraient aucun secours d'Afrique, d'où la marine républicaine, dit-il, les empêche de venir. Le gouvernement manifeste aussi son existence sur les ondes, et semble curieusement s'obstiner dans un rêve de conciliation avec une partie des généraux soulevés. Le 29 juillet, au nom de la République, Martinez Barrio lance encore cet appel solennel : « Que ceux qui n'auraient jamais du prendre les armes les rendent, rétablissant ainsi la vie normale dans le pays. » Et le lendemain, Prieto, officieux porte-parole ne craint pas d'affirmer que le gouvernement n'a pas perdu tout espoir de conciliation : « Les forces gouvernementales, dit-il, ne se sont pas employées jus qu'ici à fond comme elles l'auraient fait pour repousser un adversaire étranger. »

A Madrid, quelques jours après la révolution, le gouvernement réussit à reprendre aux milices ouvrières le contrôle de la rue et à le rendre à sa police : le laissez-passer gouvernemental se substitue à la carte syndicale et aux laissez-passer des comités. La police est décimée mais on s'efforce de la reconstituer. La Sûreté sous la direction de Manuel Muñoz, recrute des militants socialiste de confiance : les gardes d'assaut qui forment l'« Escouade de l'aube », les « Lynx de la République » formés d'*asaltos* et de militants socialistes, jouent un rôle important dans la répression. Le typographe socialiste Garcia Atadell devient le chef de la « Brigade des recherches criminelles » qui sera bientôt célèbre et que l'on rebaptise, à la mode du jour, « Milices populaires de recherches ». Un républicain du parti d'Azaña, Sayagües, organise au ministère de la Guerre des « services spéciaux ». Toutes ces autorités policières coexistent bien sûr avec le Comité provincial d'investigation formé au début d'août de représentants de tous les partis et avec ce que l'on commence à appeler les « tchekas » des partis, mais elles sont tout de même un instrument d'action gouvernementale appréciable.

La situation est plus difficile dans le domaine militaire. Le gouvernement n'a pas d'armée. Il réussit à récupérer à Madrid quelques milliers de fusils en les échangeant avec les miliciens contre des revolvers. Le décret du 31 juillet qui prévoit le paiement des soldes des miliciens par l'État sur présentation d'un certificat de parti et de syndicat consacre certes sa faiblesse, mais représente aussi un premier signe de relèvement. Ce sont les partis et les syndicats qui organisent les milices, comme le ravitaillement, mais ils le font au nom de l'État et, en quelque sorte, par délégation. Au ministère de la Guerre, d'où le général Castello, interné pour maladie mentale, s'en va le 7 août, une poignée d'officiers républicains, membres de la garde

¹⁰⁰ Conditions d'admission : savoir lire et écrire, avoir des connaissances élémentaires d'arithmétique, être proposé par une unité de milices ; dès la deuxième promotion, justifier de deux mois de présence au front. Le cycle des études s'étend sur deux mois dont quinze jours de cours théoriques, au début, suivis d'une période d'entraînement, puis de spécialisation. Les deux tiers des officiers de la première promotion ont été tués au front.

présidentielle, attachés militaires des ministres, le lieutenant-colonel Sarabia, les commandants Menendez, Hidalgo de Cisneros, Martin Blazquez, Diaz Tendero, les capitaines Cordon et Ciutat organisent une intendance des milices, recrutent des officiers, répartissent des munitions : ils sont en même temps un embryon d'état-major, auquel les chefs de colonnes ont de plus en plus souvent recours. Le 4 août, sont créés les « Bataillons de volontaires ». Le 20, c'est Martinez Barrio, encore lui, qui sera chargé, avec Ruiz Funes, de leur recrutement. Ainsi l'État espère-t-il arriver à se constituer une force armée et à affirmer avec plus d'audace son autorité...

Certes, celle-ci est battue en brèche à quelques kilomètres de Madrid, et rien, aux abords de la capitale, ne protège un ministre en exercice du danger d'arrestation. Cependant une continuité a été préservée : le gouvernement reconnaît les Conseils et les Comités révolutionnaires parce qu'il ne peut faire autrement, mais il s'efforce tous les jours de les faire entrer, au moins sur le papier, dans le cadre qui est le sien, celui de l'État républicain. Quand il nomme Arin gouverneur de Valence ou Rodriguez gouverneur de Malaga, il n'ajoute rien à l'autorité dont ils jouissent, il n'ajoute rien à la sienne, mais il maintient un principe. Et si le malheureux général Miaja, nommé par ses soins, est contraint de claquer des talons devant le « bleu » Benedito qui représente à Valence le Comité exécutif, sa présence en tant que gouverneur militaire dans une *Capitania general* qui n'a même pas une voiture à sa disposition est quand même le signe de la volonté de l'État républicain de durer, en attendant des jours meilleurs. En Catalogne, malgré les solides assises populaires dont jouit le parti du président Companys, le gouvernement de la Généralité a certainement moins d'autorité effective encore face au Comité central. Mais il continue cependant à « décréter » la formation des milices qui montent la garde devant ses bureaux la formation du Comité central dont il ne voudrait faire qu'un comité « de liaison », et il « nommera » commissaire à la Défense l'élu du Comité... Formalités inutiles puisque tous ces décrets ne font qu'entériner des décisions déjà prises par les organismes du pouvoir révolutionnaire ? Non, puisqu'elles sauvegardent le principe même de la légalité républicaine. Le gouvernement ne gouverne pas, mais il existe toujours.

C'est celui de la Généralité qui, le premier, tente de reprendre son action. Casanovas de l'Esquerra constitue le 2 août un cabinet dont font partie trois représentants du P.S.U.C. : Comorera, ministre de l'Economie, Ruiz ministre du Ravitaillement, Vidiella, ministre des Communications. L'opération, pourtant, est si visiblement dirigée contre le Comité central que la C.N.T. et le P.O.U.M. réagissent vigoureusement : craignant le discrédit et l'isolement de leur parti dans la classe ouvrière, les ministres du P.S.U.C. remettent leur démission le 8.

Vers le même moment, le gouvernement de Madrid tente, en mobilisant trois classes qu'il espère encadrer par les officiers et les sous-officiers fidèles, de se donner la force armée qu'il est le seul à ne pas posséder dans sa zone. Miliciens et organisations ouvrières, le parti communiste excepté, réagissent violemment. La colonne Caballero menace de marcher sur Madrid pour empêcher cette reconstitution de l'armée régulière. *Claridad* déclare sans ambages, le 20 août : « Penser qu'un autre type d'armée doit être substitué à celles qui combattent réellement et qui, dans une certaine mesure, contrôlent leur propre action révolutionnaire, c'est penser en termes contre-révolutionnaires. » A Barcelone, 10 000 conscrits réunis à l'appel de la C.N.T. votent une résolution qui affirme : « Nous voulons être des miliciens de la liberté, non des soldats sous l'uniforme. L'armée s'est révélée un danger pour le pays, seules les milices populaires protègent les libertés publiques : miliciens, oui ! soldats, jamais ! »

Les conscrits, dans les casernes, brûlent rôles et ordres de mobilisation... En Catalogne, la Généralité accepte l'incorporation des nouvelles recrues dans les milices. Ailleurs, partis et syndicats poussent à l'élection des « Conseils d'ouvriers et de soldats » dans les casernes et les nouvelles unités ; un nouvel obstacle se dresse sur la route de la reconstitution d'une armée régulière.

La conclusion de ce premier conflit ouvert entre les deux pouvoirs met en pleine lumière la faiblesse du gouvernement Giral. Ainsi que le dit Juan Lopez, six semaines après l'insurrection, « toutes les articulations de l'État étaient brisées, aucun de ses organes politiques ne fonctionnait plus » ; ni Giral ni Companys n'avaient la force de « recoller les morceaux cassés, faire fonctionner à nouveau les organes de l'État, recréer un nouvel État centralisé »¹⁰¹.

ΧηαπςΙ : Les conquêtes révolutionnaires

La révolution espagnole était née d'une profonde crise sociale. En s'attaquant, dans leur action spontanée, aux rouages d'un État républicain auquel ils substituaient le leur, les travailleurs espagnols avaient visé au-delà d'une simple révolution politique. Leur action dans les semaines qui suivent le soulèvement constitue une révolution sociale, dans tous les domaines. A leur manière, sommaire et quelque peu brutale, sans doute, ils se sont attaqués aux grands problèmes de l'Espagne : la structure oligarchique de l'État, l'Armée, l'Eglise, les bases économiques de l'oligarchie, la propriété industrielle et la propriété

foncière¹⁰².

Le problème de l'Église

Le problème de l'Église est « réglé » aussi radicalement au moins que celui de l'Armée dans la totalité de l'Espagne « républicaine », Pays basque excepté. Comme le souleva un mémorandum adressé par Manuel de Irujo à Caballero¹⁰³ quelques mois plus tard, toutes les églises sont fermées au culte, une grande partie d'entre elles ayant été brûlées, surtout en Catalogne. Les autels, images et objets de culte sont détruits très souvent les cloches, calices, ostensoirs ou candélabres ont été saisis par les autorités révolutionnaires, fondus et utilisés à des fins militaires ou industrielles. Les anciennes églises servent aujourd'hui de garages, de marchés, d'écuries, de refuges. Les bâtiments ont, à cet effet, été transformés de façon durable par l'installation de conduites d'eau, de carrelages, de comptoirs, de bascules, de rails, de portes, de fenêtres, de cloisons. Tous les couvents ont été vidés et les bâtiments utilisés de la même manière. Les prêtres et les religieux ont été arrêtés en masse, emprisonnés, fusillés : deux seulement échappent à Lerida à l'impitoyable répression, parce qu'on sait qu'ils ont voté et fait voter pour le front populaire. Ceux qui ont réussi à fuir se terrent, risquant à chaque instant arrestation et exécution. Rares sont ceux, ou celles, qui ont reçu une chance de « vie civile » : on cite pourtant, ici ou là, une ancienne religieuse mariée, ou un ancien moine engagé dans les milices¹⁰⁴. Pratiquement, l'interdiction du culte s'est étendue à celle de la détention privée d'images ou d'objets de culte, tels que crucifix, missels, etc... Les milices révolutionnaires de l'arrière font la chasse à leurs détenteurs, perquisitionnent et procèdent à des arrestations.

Toutes les écoles confessionnelles ont été fermées, les locaux et l'enseignement pris en charge localement par les Comités ou les syndicats. En Catalogne, les bâtiments appartenant aux écoles religieuses sont remis aux représentants du « Comité de l'Ecole nouvelle unifiée » fondée sur « les principes rationalistes du travail et de la fraternité humaines », le « sentiment de solidarité universelle » et la volonté de « supprimer toute espèce de privilèges ». Ecoles anciennes et nouvelles sont installées dans de nombreux endroits en de nouveaux locaux, villas luxueuses de grands propriétaires, couvents, postes de garde civile... L'expérience, ici, sera trop brève pour qu'on puisse en apprécier les résultats. A Barcelone, en tout cas, le nombre des enfants scolarisés augmente de 10 % entre juillet et octobre 1936.

La propriété industrielle

Les bases économiques de la puissance de l'Église ont été détruites en quelques jours de révolution : il en sera de même, dans la majorité des cas, de celles de la bourgeoisie. L'une comme l'autre apparaissent aux révolutionnaires triomphants comme les alliées des généraux soulés : les « conquêtes révolutionnaires » répandent aussi bien à des exigences idéologiques qu'à des nécessités pratiques.

Déjà, dans les semaines qui ont précédé le soulèvement, de nombreux chefs d'entreprise avaient pris la fuite, mis à l'abri leurs capitaux, contribuant ainsi à augmenter le marasme économique¹⁰⁵. La victoire de la révolution et la terreur qui frappe les chefs et les cadres des entreprises bancaires et industrielles paralysent le fonctionnement d'un appareil économique déjà souvent singulièrement détérioré par le début des combats. Enfin et surtout, la révolution de juillet 36 a ses objectifs sociaux : les ouvriers prennent les usines et les paysans prennent les champs parce que c'est là, à leurs yeux, l'objectif ultime, le couronnement victorieux de leur action révolutionnaire¹⁰⁶.

Il faudrait un livre entier pour décrire l'extraordinaire variété des solutions adoptées par les ouvriers espagnols pour mettre fin à « l'exploitation de l'homme par l'homme »¹⁰⁷ : l'ensemble peut paraître incohérent et passablement utopique. Une étude détaillée ne donne pourtant que le désir d'approfondir la connaissance de cette floraison d'initiatives, pas toujours heureuses, mais presque toujours d'inspiration généreuse.

Le cas le plus simple est la saisie de l'entreprise par les ouvriers, *l'incautación* : c'est elle qui sera la règle générale en Catalogne, que le patron ait ou non pris la fuite. Mais quand il n'y a pas eu saisie, il apparaîtra très vite nécessaire d'établir un contrôle, *l'intervención*, auquel participent conjointement délégués des ouvriers et représentants officiels. Ces deux formes juridiques qui semblent pour l'instant constituer la réalisation concrète du mot d'ordre « l'usine aux ouvriers » donneront

¹⁰² Les comparaisons entre la révolution russe de 17 et la révolution espagnole de 36 aboutissent à des conclusions identiques. Cf. Andrés Nin : « Le déclenchement de la rébellion du 19 juillet a accéléré le processus révolutionnaire en provoquant une révolution prolétarienne plus profonde que la révolution russe elle-même » (*op. cit.* p. 230). Et Trotsky : « Le prolétariat a manifesté des qualités combattives de premier ordre. Par son poids spécifique dans l'économie du pays, par son niveau politique et culturel, il se trouvait dès le premier jour de la révolution, pas au-dessous, mais au-dessus du prolétariat russe du commencement de 1917 » (*op. cit.* p. 71). L'un des signes de la profondeur de la révolution est, incontestablement, la participation massive des femmes, présentes partout, dans les Comités comme dans les milices : si la révolution est effectivement, comme le dit Trotsky, « l'action directe des couches les plus profondes des masses opprimées les plus éloignées de toute théorie », il faut admettre que ce fut bien le cas dans l'Espagne de 1936.

¹⁰³ Cité par Lizarra, *op. cit.*, pp. 201-202.

¹⁰⁴ Exemple : un titre dans *A.B.C.* du 4 septembre : « Alicante. Un curé se marie, un autre entre au parti communiste ».

¹⁰⁵ Santillan estime à 90 millions de pesetas le montant des capitaux retirés des banques catalanes dans les quinze jours qui précèdent le soulèvement.

¹⁰⁶ Aux yeux des anarchistes, après la destruction de l'Etat, c'est là l'ultime étape, celle qui règle tout.

¹⁰⁷ Citons, parmi les mesures qui eurent la plus grande portée psychologique immédiate, la restitution sans remboursement de tous les objets de première nécessité engagés dans les monts-de-piété. Malheureusement comme Delaprée parlent du « bruit » qu'ont fait les 3 000 machines à coudre ainsi « restituées » aux Catalanes.

naissance à l'étape suivante aux deux formes distinctes des entreprises collectivisées ou syndicalisées et des entreprises nationalisées. Pour l'instant, le domaine de chacune varie en fonction des influences respectives des organisations ouvrières. Dans la région madrilène, où prévaut l'influence de l'U.G.T., 30 % des entreprises, selon Borkenau, sont *intervenidas*, sous double contrôle gouvernemental et syndical : ce sont les plus importantes. En Catalogne, sous l'influence de la C.N.T., 70 % des entreprises ont été *incautadas*, et 50 % au Levant. Aux Asturies, industrie et commerce sont presque intégralement contrôlés, alors que les usines du Pays basque échappent à toute *incautación* et à toute *intervención*. Il faut, cependant, se garder de généraliser et de schématiser : ainsi que le souligne une correspondance du *Temps* (3 octobre 1936), les Comités ouvriers ne sont pas moins puissants dans les entreprises contrôlées que dans les entreprises saisies, puisque leur visa est obligatoire sur tout chèque émis par la direction. Quand, au début d'août, un décret sanctionne le fait accompli en autorisant l'*incautación* des entreprises des « factieux » par l'assemblée des ouvriers et leur gestion par des Comités élus siégeant avec des représentants du gouvernement, Robert Louzon écrit que va « tendre à se réaliser dans les usines la même situation que celle actuellement existante dans l'État : un délégué du gouvernement qui sera le paravent et le Comité ouvrier – lui-même animé et contrôlé par le syndicat – qui sera le vrai pouvoir »¹⁰⁸. C'est qu'en cette période de multiplicité et d'« atomisation » du pouvoir, le gouvernement n'a pratiquement nulle part la force de contrebalancer l'influence des Comités.

Dans ce cadre général, les modalités varient à l'infini et nous nous contenterons de quelques exemples. A Barcelone, le fief de la collectivisation, les ouvriers ont, dès les premiers jours, pris en main les transports en commun (trains, autobus, métro), les chemins de fer qui seront bientôt dirigés dans toute la zone par un Comité C.N.T.-U.G.T., le gaz et l'électricité, le téléphone, la presse, les spectacles, les hôtels et les restaurants, puis la plupart des grosses entreprises mécaniques et industrielles et des compagnies de transport : la Ford Motor Iberica, Hispano-Suiza, la Société des Pétroles, les Ciments Asland, la Transatlantique, la Maritima. Chaque parti et syndicat s'est emparé d'un local ou d'une imprimerie. Chaque journal d'information est dirigé par un comité ouvrier, élu avec un représentant de chaque catégorie de salariés, rédaction, administration, atelier.

Les services publics sont pris en main par des Comités mixtes C.N.T.-U.G.T. Deux jours après le soulèvement, ils fonctionnent de nouveau : trains, autobus et métro circulent normalement, gaz et électricité sont fournis sans panne. Après un délai plus long, les trains circuleront normalement aussi¹⁰⁹.

La Ford Iberica Motor, usine de montage, comptait avant la révolution 336 ouvriers permanents, 142 temporaires et 87 employés. Le directeur a d'abord accepté de rester comme technicien avec un salaire de 1 500 pesetas par mois, puis il s'est enfui. L'usine est dirigée par un comité élu de dix-huit membres, douze ouvriers, six employés, dont la moitié sont à la C.N.T., l'autre moitié à l'U.G.T. Leuniois, qui en rend compte dans *la Révolution prolétarienne* du 25 septembre, y a étudié les conditions de travail et les salaires. Il n'y a ni travail aux pièces, ni prime de rendement, ni allocation pour charges de famille. Les victimes d'accident du travail touchent leur salaire intégral pendant sept jours, au lieu de cinq avant la révolution. Le travail se fait à la chaîne, mais sur un rythme lent. Le Comité ouvrier a fixé aux salaires un plafond : 1 500 pesetas mensuels, ce que reçoivent directeur et sous-directeur. Les ouvriers gagnent 22,4 à 36 pesetas par jour de travail effectif, les employés de 500 à 1 200 pesetas par mois. Tous subissent une retenue de 13 % destinée aux chômeurs et aux trente ouvriers de l'usine qui sont au front comme miliciens. Le Comité ouvrier a maintenu l'ancienne échelle des salaires au-dessous de 1 500 pesetas, car « les catégories qui auraient été touchées par une unification des salaires protestèrent : elles considéraient comme inadmissible d'avoir fait la révolution pour aboutir à une diminution de salaires ».

La *Fomento de Obras y construcciones*, entreprise de travaux publics au capital de 75 millions de pesetas, comptait 600 ouvriers avant la révolution. Elle est dirigée par un Comité ouvrier provisoire de militants C.N.T. et U.G.T. proportionnellement au nombre d'adhérents des centrales. Il y a plus de 300 ouvriers dans les milices. Ceux qui restent travaillent 40 heures et reçoivent le salaire de 48 augmenté de 15 %. Le *Libertaire* du 23 octobre rapporte que les livres de compte ont été ouverts et que c'est la suppression des « rongeurs » qui a permis d'augmenter les salaires. Il n'y a plus de contremaîtres, mais des responsables élus sur les chantiers, et, sur les plus importants, des « techniciens manuels » n'ayant aucun droit de regard sur le rendement.

Les ateliers de construction navale de l'*Union naval de Levante* à Valence qui comptent 1 400 ouvriers, syndiqués en proportions égales à l'U.G.T. et à la C.N.T., sont dirigés par un Comité ouvrier de sept membres élus pour six mois et qui siègent, pour toutes les décisions avec deux techniciens, le directeur technique et le chef des ateliers. Dès la révolution, l'entreprise abandonne la construction pour se consacrer aux réparations.

L'industrie de la pêche a été collectivisée à Gijón sous la direction d'un Comité de contrôle syndical qui remet le poisson aux Comités ouvriers de ravitaillement. Ni les ouvriers ni les pêcheurs ne reçoivent de salaire : les Comités de ravitaillement leur remettent les produits alimentaires sur présentation d'un carnet de consommation. A Laredo, toutes les embarcations ont été saisies sous la direction d'un Comité d'économie de douze membres, six de la C.N.T., et six de l'U.G.T. C'est par lui que passe tout le poisson pêché. Une fois retenues les dépenses et 45 % pour l'amélioration du matériel, le reste du produit de la vente est partagé également entre tous les « travailleurs de la mer ». Le pêcheur de Laredo gagne 64 pesetas par semaine, beaucoup plus que du temps des armateurs et des grossistes.

La collectivisation des salles de cinéma de Barcelone a été à la fois proposée comme modèle par le C.N.T. et tournée en ridicule par ses adversaires. Toutes les salles de la capitale sont groupées dans une entreprise unique dirigée par un comité de dix-sept membres, dont deux sont élus par l'assemblée générale et les quinze autres par les travailleurs des différentes

¹⁰⁸ *La Révolution prolétarienne*, 25 août 1936.

¹⁰⁹ C'était là une des fiertés des révolutionnaires espagnols qui avaient connu la révolution russe : Andrés Nin aimait à dire à ses compagnons que le retour au fonctionnement normal des services Publics avait été incomparablement plus rapide à Barcelone 36 qu'à Moscou 17.

catégories professionnelles. Les élus, dégagés de leur travail, reçoivent le salaire de leurs camarades de même qualification. Les salaires varient avec les entrées hebdomadaires, la recette étant répartie suivant un coefficient différent pour chaque catégorie (1 pour la préposée aux W.-C., 1,5 pour un opérateur). Le plafond hebdomadaire est fixé à 175 pesetas, les bénéfices éventuels allant à la caisse du syndicat. Chaque travailleur est considéré comme propriétaire de son emploi : il faut une majorité des trois quarts en assemblée générale pour décider d'une sanction. Il est prévu un mois et demi de vacances annuelles, dont quinze jours en hiver. En cas de maladie ou de chômage le travailleur touche intégralement son salaire normal, et, en cas d'invalidité, un salaire proportionnel à ses charges ne pouvant en aucun cas être inférieur à 75 % d'un salaire normal. Les bénéfices doivent être utilisés en priorité à la construction d'une clinique et d'une école.

A Puigcerda, selon Lauzon, le commerce de détail a été collectivisé au sein d'une coopérative qui groupe 170 adhérents percevant un salaire uniforme de 50 pesetas par semaine pour les hommes et 35 pour les femmes¹¹⁰.

La diversité des solutions adoptées dans les cas cités en exemple souligne la difficulté du problème des salaires. Il est intéressant de constater que les solutions varient entre deux extrêmes, le salaire uniforme d'inspiration anarchiste en vigueur à Puigcerda et le maintien intégral de la hiérarchie existante. Les tramontans de Barcelone cherchent un compromis, réduisant de onze à quatre le nombre des catégories de salariés et instaurant une retraite unique. Mais l'éventail reste parfois très ouvert : à l'hôtel España de Valence, le cuisinier gagne presque quatre fois plus que la femme de chambre, un spécialiste fileur dans une usine de Barcelone touche 90 pesetas quand un aide en reçoit 50 et un apprenti 32.

Nous remarquerons aussi le maintien constant à un taux inférieur des salaires des femmes, même dans le cadre de l'application des principes anarchistes d'égalité, et la constante préoccupation des travailleurs espagnols pour tout ce qu'on peut appeler la mise sur pied de mesures de sécurité sociale, pensions, retraites, congés, indemnités de chômage.

La collectivisation dans les campagnes

Les anarchistes de Puigcerda qui ont collectivisé les boutiques n'ont pas touché aux fermes de la Cerdagne. C'est là un premier exemple de l'extrême diversité des solutions apportées en ce domaine.

En réalité, il y a eu, pendant et après la Révolution, un vaste mouvement de collectivisation rurale qui reste l'un des points les plus ardemment controversés par les témoins et les acteurs. Pour les uns, anarchistes notamment, la collectivisation a résulté d'un puissant mouvement d'association volontaire provoqué par la propagande et l'exemple collectiviste de leurs groupes. Pour les autres, communistes ou républicains, la collectivisation agraire a été, dans la majorité des cas, imposée de force, sous la terreur, par les milices et les groupes d'action anarchistes. Les observateurs « neutres » ne sont pas moins divisés : le socialiste Prats, le travailliste indépendant Fenner Brockway, le républicain italien Rosselli chanteront les louanges des collectivités aragonaises issues indubitablement, selon eux, de la volonté paysanne. Inversement, Borkenau, peu suspect pourtant de sympathie pour les thèmes communistes de propagande, pense que, sauf dans la province de la Manche, la collectivisation a été imposée aux paysans par la terreur.

Force est bien de reconnaître qu'il y a de sérieux arguments en faveur de l'une et l'autre thèses. D'abord, la forme d'exploitation collective n'était pas nouvelle. Les saisies de terre qui s'étaient produites avant la guerre civile avaient été presque toujours suivies d'un début d'exploitation collective. Les deux organisations syndicales paysannes, celle de la C.N.T. comme celle de l'U.G.T. s'étaient prononcées en faveur de la collectivisation – volontaire, il est vrai. Les adversaires les plus résolus de la collectivisation, les communistes, devront, au Levant, pour combattre le mouvement, créer de toutes pièces une organisation paysanne nouvelle¹¹¹. Enfin, les collectivités nées au cours de l'été 1936 ont parfois duré jusqu'à la fin de la guerre civile, se reconstituant, dans certains cas, après leur dissolution¹¹².

Par ailleurs, l'Andalousie, qui eût pu être la terre d'élection des collectivités, s'est trouvée très tôt aux mains des généraux et ni le Levant, ni la Catalogne, ni l'Aragon, n'offraient à ces expériences des conditions particulièrement favorables. Nous savons qu'elles donnèrent lieu souvent à des heurts violents, qui se renouvelleront fréquemment au cours de 1937 entre « collectivistes » et « individuels ».

Là encore, la réalité eut bien des visages. Le massacre des grands propriétaires par quoi commence fréquemment – en particulier avec Durruti et sa colonne – la collectivisation des terres, ne signifie pas qu'elle ne sera pas volontaire : il en crée les conditions matérielles, puisque des terres sont ainsi offertes, en même temps que psychologiques, puisqu'il ouvre une possibilité, jusque-là fermée. La terreur est l'un des leviers de la révolution et la discussion pour savoir si cette dernière est volontaire ou forcée n'a guère de sens. Enfin, toute collectivisation fut en même temps « volontaire » et « forcée », chaque fois qu'elle fut décidée à la majorité. Ceux qui n'avaient rien à y perdre ont certainement « forcé » ceux qui détenaient quelque lopin. Ajoutons enfin que les collectivisations eurent, sans aucun doute, moins d'adversaires dans les premières semaines de révolution qu'elles n'en eurent après plusieurs mois de fonctionnement, dans les conditions peu favorables de la guerre et sous la constante menace des réquisitions.

Le mouvement se heurtait, en Catalogne, à l'hostilité des Rabassaires. La C.N.T. y adopta une attitude de prudence qu'illustre parfaitement la résolution adoptée le 5 septembre par son Union agraire : « Nous pensons que si nous prétendions obliger immédiatement à la collectivisation de toute la terre, y compris celle acquise par tant de travail et d'abnégation, nous nous heurterions à une série d'obstacles qui nous empêcheraient d'atteindre normalement notre but final. » La conférence

110 Voir sa monographie sur la collectivisation à Puigcerda dans *La Révolution prolétarienne* du 25 juin 1937.

111 L'U.G.T. du Levant et la Fédération paysanne de l'U.G.T. sont toutes deux contrôlées par des militants caballeristes. Les communistes fondent une union paysanne animée par F. Mateu.

112 Exemple de Hospitalet de *Llobregat*, cité par Peirats.

paysanne réunie à Barcelone par la C.N.T. invite ses militants à respecter la petite propriété privée, à chercher avant tout à convaincre le paysan par la réussite exemplaire d'expériences- témoins de collectivisations rurales.

Aussi les collectivités catalanes furent-elles de types fort différents : collectivités englobant tous les habitants comme celle de Hospitalet de Llobregat avec 1 500 familles sur 15 000 km², ou d'Amposta avec 1 200 collectivistes, toutes deux exclusivement C.N.T., ou collectivités C.N.T. -U.G.T. ou C.N.T. seulement, coexistant avec des propriétés individuelles, fondées exclusivement sur les terres confisquées aux grands propriétaires (Vilaboi, 200 collectivistes ; Seros, 360), ou par la collectivisation de petits lots individuels, ou encore sur l'une et l'autre base (Lerida, 400 collectivistes ; Orriols avec 22 familles de métayers Granadella, près de Lerida, avec 160 collectivistes sur 2 000 habitants ; Montblanc, près de Tarragone, avec 200 collectivistes sur 16 000 habitants). De toute façon, îlots au milieu de la petite propriété, elles furent l'exception plutôt que la règle.

Le cas le plus fréquent au Levant fut celui de collectivités fondées en commun par la C.N.T. et l'U.G.T. : ainsi Villajoyosa, dans la province d'Alicante, où furent collectivisées non seulement les terres qui faisaient vivre un peu moins de 4 000 personnes, mais la filature qui emploie 400 ouvriers et la pêche qui en fait vivre 4 000, Ademuz, Utiel, dans la province de Valence qui regroupent respectivement 500 et 600 familles. Dans la province de Castellon, le village de San-Mateo présente l'originalité d'avoir deux communautés, une de la C.N.T., l'autre de l'U.G.T. La collectivité de Sueca, dans la province de Valence forme pour la vente de ses oranges, la *Cooperativa popular naranjera*, une tentative pour se débarrasser des intermédiaires commerciaux qui est appelée à se développer¹¹³. Notons enfin le cas, souvent cité, de Segorbe, gros bourg d'une dizaine de milliers d'habitants dans la région des *huertas*, où s'est constituée une « collectivité des producteurs agricoles et assimilés ». L'adhésion et la démission sont libres, chacun apportant ou retirant sa part. Mais la vie de l'adhérent est strictement réglée par la Commission administrative élue qui gère la collectivité, répartit le travail, paie les salaires sur la base « familiale » (homme seul : 5 pesetas ; femme seule : 4 ; chef de famille, 5 pesetas ; sa compagne : 2, etc...). Comment vivait-on à Segorbe ? Un observateur, bien disposé il est vrai, le travailliste indé pendant Fenner Brockway, affirme : « Plus que tout, je me réjouis de ma visite à la collectivité agricole de Segorbe. Je ne la décrirai pas en détail, mais l'état d'esprit des paysans, leur enthousiasme, la manière dont ils apportent leur part à l'effort commun, la fierté qu'ils en ressentent tout cela est admirable. »

La visite des collectivités d'Aragon incitera le socialiste Italien Rosselli à écrire, en se plaçant au même point de vue : « Les avantages manifestes du nouveau système social affermissent l'esprit de solidarité chez les paysans, les incitant à plus d'efforts et à une plus grande activité »¹¹⁴.

Sous la direction des anarchistes, en effet, le mouvement de collectivisation englobe plus des trois quarts de la terre, presque exclusivement en communautés affiliées à la C.N.T. : on en compte plus de 450, groupant environ 430 000 paysans. Les « collectivistes » sont, de loin, la majorité : la totalité à Penalba, Alcaniz, Calanda, Oliete, 2 000 sur 2 300 à Mas de La Matas, 3 700 sur 4 000 à Aleorlza. Les petits propriétaires peuvent théoriquement subsister à condition de cultiver eux-mêmes leurs terres et de ne pas utiliser de main-d'œuvre salariée. Le bétail pour la consommation familiale reste propriété individuelle. La Fédération paysanne fait de gros efforts pour organiser des fermes témoins, des pépinières, des écoles techniques rurales. Les défenseurs des thèses collectivistes affirment que les rendements ont augmenté de 30 à 50 % entre 36 et 37, mais il est impossible de vérifier ces chiffres qui ne s'appuient pas sur des statistiques rigoureusement contrôlées.

Le plus curieux, quoique sans doute le moins significatif, de l'expérience libertaire d'Aragon, fut l'application systématique des principes et théories anarchistes sur l'argent et les salaires. Le salaire est, là encore, un salaire familial uniforme : 25 pesetas par semaine pour un producteur isolé, 35 pour un couple avec un seul travailleur, 4 pesetas de plus par enfant à charge. Mais il n'y a pas d'argent, seulement des bons – les *va'es* – échangeables contre des produits dans les magasins de la collectivité. Le système fonctionne. L'expérience, pourtant, est peu concluante, puisque les collectivités, pour se fournir dans le reste de l'Espagne, doivent, bon gré mal gré, utiliser l'argent théoriquement supprimé...

L'anarchiste Souchy décrit en ces termes la vie dans le village de Calanda, dans *l'Aragon libertaire* :

« Sur la place du village, en face de l'église, il y a une fontaine de granit toute neuve. Son socle porte gravées les initiales de la C.N.T.-F.A.I. Ce qui fut l'église est maintenant un magasin d'alimentation. Tous les rayons ne sont pas encore achevés.

« La boucherie est installée dans une dépendance de l'église, installation hygiénique, coquette, comme le village n'en a jamais connue. On n'y achète rien avec de l'argent : les femmes reçoivent de la viande en échange de bons... car elles appartiennent aux collectivités, et ceci suffit pour obtenir de la viande et autres aliments.

« Le village a 4 500 habitants. La C.N.T. domine. Sept cents chefs de famille y adhèrent. La collectivité groupe 3 500 membres, les autres sont des individuels... Le village, propre et aimable, est riche. Dans la caisse, il y a 23 000 pesetas. Il produit de l'huile (annuellement 750 000 kilos), de blé, des pommes de terre et des fruits... Autrefois, Il y avait quelques grands propriétaires. Le 19 juillet ils furent expropriés.

« Collectivistes et individuels vivent pacifiquement côte à côte. Il y a deux cafés dans le village : un pour les individuels, un pour les collectivistes... Les tissus et les vêtements ne manquent pas, car on a échangé de l'huile avec une usine de textile de Barcelone.

« Le travail est intense et les bras manquent, car de nombreux Jeunes, tous membres de la C.N.T., sont au front... Ici tout est collectivisé, à l'exception des petits boutiquiers qui ont voulu rester indépendants. La pharmacie appartient à la collectivité ainsi que le médecin. Celui-ci ne reçoit pas d'argent. Il est entretenu comme les autres membres de la collectivité.

¹¹³ Cf. l'ouvrage de Peirats, t. I, ch. xv.

¹¹⁴ Dans *Giustizia e Liberta*, cité par Morrow, p. 144.

« Le meilleur bâtiment du village, un ancien couvent est pour l'école, qui fonctionne suivant les méthodes de Ferrer. Autrefois, il n'y avait que huit instituteurs. La collectivité en a nommé dix de plus.

« Les individuels ont également profité de la collectivisation : Ils ne paient ni loyer ni électricité. Le village possède sa propre centrale électrique, alimentée par une chute d'eau.

« Les collectivistes sont contents. Autrefois, les paysans souffraient de la faim en avril, mai et juin. A présent, cela va mieux.

« Autrefois, il existait une succursale bancaire. Aujourd'hui, elle est fermée. Soixante-dix mille pesetas ont été confisquées et affectées par la municipalité à l'achat de produits.

« Les paysans travaillent par groupes de dix. La terre est répartie en zones. Chaque groupe, ayant un délégué à sa tête, travaille sa zone. Les groupes se forment selon les affinités. La collectivité est une grande famille qui veille sur tous »¹¹⁵.

A ce tableau optimiste, sinon idyllique, opposons pourtant celui qui fut tracé a posteriori par le journal communiste *Frente rojo* :

« Sous le règne de feu le Conseil d'Aragon, ni les citoyens ni la propriété ne pouvaient compter sur la moindre garantie. Pas un paysan qui n'ait été forcé d'entrer dans les collectivités. Celui qui résistait souffrait dans son corps et sa petite propriété les sanctions de la terreur. Des milliers de paysans ont émigré, préférant quitter leur terre que de supporter les mille méthodes de torture du Conseil... La terre était confisquée, les bagues, les médailles et même les casseroles étaient confisquées, et même le grain, et les aliments cuits, et le vin pour la consommation familiale... Dans les conseils municipaux s'étaient installés des fascistes connus et des chefs phalangistes. Avec des cartes syndicales, ils opéraient comme maires et conseillers municipaux, comme agents de l'ordre public, ces gens issus du banditisme et qui en faisaient une profession et un régime de gouvernement »¹¹⁶.

La vérité doit sans doute se trouver à égale distance de la peinture rose du paradis libertaire de Souchy et du noir tableau de l'enfer anarchiste de *Frente rojo*.

Les collectivisations et le problème du pouvoir

Les divergences sur la portée et la signification des collectivisations recouvrent en réalité des divergences d'ordre politique. Les partisans du Front populaire, républicains, socialistes, communistes, pensaient, avec José Diaz, qu'elles avaient, dans les premiers moments, « leur justification » dans le fait que les grands industriels et propriétaires fonciers avaient abandonné les usines et les champs et qu'il fallait les faire produire »¹¹⁷. Tous ceux qui estiment que l'Espagne de 1936 ne vit pas une révolution sociale mais doit rester une république démocratique et parlementaire, condamnent « collectivisations » et « syndicalisations » qui constituent, à leurs yeux, un danger pour l'unité de front entre la classe ouvrière et ses alliés paysans et petits bourgeois. Le parti communiste met l'accent sur la nécessité de défendre le « petit industriel » et le « petit commerçant ». « Se lancer dans de tels essais, déclare José Diaz, est absurde et équivaut à se faire les complices de l'ennemi »¹¹⁸.

Or, malgré l'active participation de l'U.G.T. dans le Levant, c'est essentiellement la masse des militants de la C.N.T. qui prend la responsabilité des collectivisations et des syndicalisations. Maîtres du pouvoir local, du jour au lendemain après l'effondrement de l'État républicain et de ses forces de répression, ils sont immédiatement passés, selon le schéma tracé par Malatesta, à la destruction du régime de la propriété bourgeoise et, malgré la prudence de leurs dirigeants – *no hay comunismo libertario* – se sont attelés à la construction de la nouvelle société libertaire.

Or c'était là une tâche infiniment complexe, à laquelle ils n'étaient pas préparés et qu'ils ont dû aborder armés seulement de notions simplistes et de principes généraux utilisés jusque-là dans leur propagande et leur critique du système capitaliste. Faute de directives précises en face d'une situation imprévue, des syndicats, des militants, prennent des initiatives, sans autre critère que ce qu'An drade appelle fort justement la « fantaisie anarchiste égalitaire ». Or, il ne suffisait pas de faire des usines des propriétés collectives, des « biens sociaux » conformément à une expression fréquente, pour mettre sur pied une nouvelle économie et la faire fonctionner. Le problème du crédit restait entier. Il fallait de l'argent, des devises pour les achats à l'étranger, un fonds de roulement pour les entreprises collectivisées. Le gouvernement de Madrid, détenteur de l'or, refuse tout crédit, même lorsque la Catalogne offre en garantie le milliard de dépôts de ses Caisses d'épargne. La plupart des entreprises collectivisées vivent donc sur les disponibilités saisies lors de la révolution. Les Comités-gouvernement essaient de les secourir au jour le jour, par des moyens de fortune : saisie des comptes en banque des « factieux », saisie et vente de bijoux ou objets précieux ayant appartenu à des rebelles, aux églises, aux couvents. Mais le problème se repose sans cesse¹¹⁹.

115 Extrait de « Chez les Paysans d'Aragon », cité par Jean Bermer dans *L'Anarchie*, numéro spécial du *Crapouillot*, p. 44.

116 14 août 1937.

117 Discours au Comité central le 5 mars 1937, *Tres Años. de Lucha*, p. 297.

118 *Ib.* p. 298.

119 Le gouvernement, par l'intermédiaire du syndicat U.G.T., contrôle en fait les banques et dispose du crédit, comme il dispose de l'or. Ces deux armes lui permettent de freiner et d'empêcher, à son gré le fonctionnement des entreprises collectivisées. Les problèmes économiques, ici encore, n'avaient de solution, au moins provisoire, que sur le terrain politique, celui du Pouvoir. Durruti le touchera du doigt quand il parlera de marcher sur la Banque d'Espagne, et Santillan aussi quand, fidèle à la tradition des anarchistes « expropriateurs », il rêva d'un gigantesque hold-up sur ses caves.

Les banques, le crédit et le commerce extérieur échappant, grâce au gouvernement, au secteur collectivisé, on vit se développer des tendances à ce que l'on peut appeler un « capitalisme syndical ». Le 17 mai 1937, une commission de la C.N.T. de Barcelone les caractérise nettement :

« Le souci démesuré de tout collectiviser, spécialement les entreprises qui détiennent des réserves monétaires, a réveillé parmi les masses un esprit utilitaire et petit-bourgeois... En considérant chaque collectivité comme la propriété particulière, et non comme l'usufruit seulement, on a fait abstraction des intérêts du reste de la collectivité...

Des entreprises collectivisées se sont uniquement soucies de leur passif, produisant un déséquilibre dans les finances des autres entreprises. »

Dans une intéressante étude, Juan Andrade¹²⁰ a mis en relief quelques-unes des plus graves conséquences d'une situation de fait parfaitement conforme, en outre, aux conceptions traditionnelles de la C.N.T. : « Spontanée, n'obéissant à aucun plan d'ensemble, l'application de ces mesures – syndicalisations comme collectivisations – eut comme résultat de placer les travailleurs dans des situations matérielles très différentes »¹²¹.

Dans une usine qui possédait, à la veille de la révolution, des stocks importants et des réserves monétaires, le travail se poursuit normalement, avec les salaires augmentés. Les bénéfices passent à l'entretien de l'usine, à l'amélioration des conditions de vie des ouvriers, aux œuvres sociales de l'entreprise. Mais une usine en déficit ou démunie de stocks au moment de l'insurrection ne peut ni fonctionner normalement, ni assurer le paiement des salaires. Certaines entreprises vivront simplement en dépensant petit à petit leurs réserves financières. Il y aura des entreprises riches et des entreprises pauvres : les salaires varient dans des proportions considérables d'une branche d'industrie et même d'une usine à l'autre. La collectivisation aboutit aux mêmes inégalités et aux mêmes absurdités que celles que ses tenants avaient critiquées dans le système capitaliste. Elle n'aboutit, en tout cas, ni au socialisme, ni au communisme libertaire.

La collectivisation des terres, elle non plus, n'aboutit pas à un système cohérent et satisfaisant de production. Certes, elle résout bien des problèmes, et, indéniablement, permet souvent au paysan de mieux vivre, de travailler plus rationnellement et d'augmenter la production. Mais il faudrait, pour que ce progrès soit sérieux et durable, pour que l'exemple en soit exaltant, apporter à ces paysans qui sont les plus misérables d'Occident un appui que l'industrie n'est pas capable de donner. Les mesures aussi radicales que la vente, en faveur des collectivités, par le Conseil d'Aragon, des bijoux saisis, ne couvrent qu'une infime partie des besoins. Il fallait des machines agricoles, des engrais, des agronomes pour que la collectivisation des terres n'apparaisse pas, très vite, comme une simple collectivisation de la misère. Comme le souligne Borkenau, la révolution espagnole « s'est enfermée dans l'impasse de discuter si la terre des paysans eux-mêmes serait possédée individuellement ou collectivement ».

Le problème de la terre se réduisait en Espagne, à cette date, avec la suppression de fait des redevances féodales, à celui de la confiscation des terres des grands propriétaires, « factieux » ou non. En ce sens, il a manqué à la révolution espagnole ce que fut à la révolution russe le « Décret sur la terre » : quinze jours après l'exécution, par la colonne Durruti, de trente-huit « fascistes » de leur village, les paysans de Fraga ne se sont pas encore décidés à toucher à leurs terres qu'ils n'ont ni partagées, ni choisi d'exploiter collectivement. Ils attendent. Après les milices confédérales peuvent passer des milices communistes ou républicaines qui affirmeront que les terres n'ont pas été saisies légalement, ou – pourquoi pas ? – des gardes civils qui exigeront qu'elles soient restituées aux héritiers des fascistes fusillés. Car il reste clair, même pour un paysan d'Aragon, que tout le monde ne voit pas le problème agraire avec les yeux de Durruti. Début août, un décret du gouvernement Giral donne aux fermiers et métayers cultivant une terre depuis six ans au moins le droit de l'acheter à terme ou par fermages amortissables. Même si, à cette date, ce décret n'a aucune portée, puisque personne ne paie plus ni loyer ni fermage, il signifie tout de même que la propriété privée existe toujours et qu'il est un gouvernement pour reconnaître ses droits, quand bien même tous les titres ont été brûlés dans un grand feu de joie sur la place du village. Le temps qui passe souligne bientôt cette évidence : le paysan a pris les terres, mais, après le premier moment d'enthousiasme, il n'est sûr ni de bien les tenir ni d'y avoir gagné. Il tourne volontiers son animosité contre les miliciens qui réquisitionnent, imposent ou chapardent et n'est plus très sûr que les nouveaux « maîtres » aient réellement voulu améliorer son sort.

La révolution, si vigoureuse en ses débuts dans les campagnes, semble s'y enliser faute d'une véritable direction.

Les efforts de direction économique

L'insurrection a brisé toutes les structures économiques et sociales : les régions industrielles sont coupées de leurs fournisseurs en matières premières, les régions productrices de leurs marchés. Faute de matières premières, les usines textiles de Catalogne ne tourneront bientôt que trois jours par semaine et les paysans du Levant se demandent comment ils vont écouler une récolte excellente. Les villes ne sont plus ravitaillées et la famine menace. Quand la grève se termine, la remise en marche est lente, patrons et cadres sont en fuite, emprisonnés ou morts, une partie des ouvriers sont au Front, et d'autres dans les organismes de l'arrière. La tâche est immense : il faut assurer le ravitaillement, redistribuer les forces productrices, réorganiser les marchés. Il faut surtout équiper et armer les milices.

L'autorité des syndicats et des Comités permet de résoudre les difficultés immédiates. La Junte de Bilbao émet des assignats gagés sur les vivres. Barcelone vit quinze jours sans argent, sur la base des réquisitions et des bons. Ce sont les syndicats qui y prennent en charge les 4 000 chauffeurs de taxi en chômage – depuis la réquisition de leurs instruments de travail – et arrivent à les reclasser. C'est une décision du Comité central appuyée par l'autorité de la C.N.T. et appliquée par les Patrouilles

¹²⁰ « L'intervention des syndicats dans la révolution espagnole », *Confrontation internationale*, sept.-oct. 1949, pp. 43-48. C'est lui qui reproduit les conclusions de la commission C.N.T. de Barcelone. L'expression « capitalisme syndical » est empruntée à *La Batalla*.

¹²¹ *Ibid.* p. 46.

de contrôle qui débarrasse les trottoirs de Barcelone de la nuée de vendeurs et de marchands qui les obstruent après les jour nées révolutionnaires. Après quelques jours, les villes sont ravitaillées. A Madrid, dès le 25 juillet, un Comité mixte de conseillers municipaux et de travailleurs des Halles fait distribuer 20 000 rations quotidiennes. A Barcelone, le Comité central confie au rabassaire Torrents la responsabilité du Comité du ravitaillement : le 24 juillet, il interdit toute réquisition individuelle, fait ouvrir les magasins et recenser les stocks.

Grâce à l'appui des Patrouilles de contrôle et de la Commission d'investigation, aux rapports des Comités ouvriers de gestion et de contrôle, il peut disposer de renseignements sérieux et exercer un contrôle effectif, punissant de lourdes amendes les infractions : l'essentiel du ravitaillement des miliciens et des habitants des villes sera assuré sans hausse sensible des prix. Le Comité de ravitaillement intervient d'ailleurs directement dans le circuit commercial, assurant à Barcelone l'approvisionnement des hospices, des hôpitaux, des restaurants populaires : il nourrit au mois d'août jusqu'à 120 000 personnes par jour, dans les restaurants ouverts sur présentation d'une carte syndicale, parvenant en septembre à ramener ce chiffre à celui – plus raisonnable – de 30 000, miliciens non compris, bien entendu. Ce sont des Comités semblables, le plus souvent C.N.T.-U.G.T. qui, à Valence, à Malaga, aux Asturies et dans la plupart des villes prennent en charge miliciens et chômeurs, nouent directement les contacts avec les Comités de village. Tous n'ont pas cependant l'autorité du Comité du ravitaillement de Barcelone, à la fois Intendance et Contrôle économique, dont les décisions ont force de loi sur les ports et marchés de Catalogne.

Tout cela est d'ailleurs réalisé avec un véritable enthousiasme et beaucoup de bonne volonté de part et d'autre. Certes les milices qui, au début, vivent complètement sur le paysan, ne sont pas toujours bien vues et il y aura de nombreux incidents. La colonne Durruti sera contrainte d'évacuer le village de Pina : preuve tout de même qu'elle savait s'incliner et qu'elle n'était pas une horde de pillards. Bien des paysans vendent d'autant plus volontiers, sans hausser leurs prix, qu'ils sont désormais assurés de ne pas partager avec le propriétaire le bénéfice de leurs ventes.

C'est la même bonne volonté et le même enthousiasme qui président – quoi qu'on ait pu en dire – à l'improvisation ou à l'augmentation de la production dans les industries de guerre. Aux Asturies, les ouvriers ont repris l'arsenal de Trubia ; on y travaille de nouveau dès le 25 juillet. Il en est de même à Tolède. En Catalogne, la situation est tragique, car il n'y a pas d'usine de matériel de guerre et il faut en hâte reconvertir entreprises chimiques ou métallurgiques. Certaines usines de construction mécanique ne peuvent tourner, car les ingénieurs ont détruit ou emporté les plans et personne n'est capable de les remplacer. Le colonel Jimenez de la Baza, ancien directeur de l'arsenal d'Oviedo, et deux de ses ingénieurs, évadés de Navarre, s'attellent à la tâche avec l'entrepreneur Tarra delgas de l'Esquerra, les ouvriers C.N.T. Vallejo de la métallurgie et Marti des produits chimiques. Hispano Suiza est reconvertie. Certes, au bout de deux mois, les résultats sont minces, mais l'on a tout de même mis sur pied des fabriques de cartouches, d'obus, de fusées de bombes et de blindages. Les difficultés d'ailleurs tiennent à une situation politique et économique générale : il faut des devises pour les aciers étrangers indispensables, et même pour les ateliers basques et les charbons asturiens. Les fortunes « saisies » financent les premiers efforts, mais l'échéance n'est que retardée.

Tous ces problèmes ne peuvent se résoudre que dans une politique d'ensemble de direction de l'économie. Les organes révolutionnaires de pouvoir s'en préoccupent : à Malaga, à Valence, aux Asturies, on crée des Conseils d'économie. Le Conseil de défense d'Aragon consacre une partie importante de ses travaux à la direction de l'économie de la province. En Catalogne, le Conseil d'économie, créé le 11 août et sanctionné par un décret gouvernemental comme « l'organe dirigeant de la voie économique », établit un programme qui constitue un véritable plan pour une transformation socialiste du pays¹²².

La présence, en son sein, des plus éminents spécialistes en matière économique du mouvement ouvrier, Andrius Nin et Santillan, est, aux yeux de beaucoup, le signe que le Conseil d'économie sera le cerveau de la transformation économique et sociale de la Catalogne, l'organe de la centralisation et de la planification économiques. Grâce à l'autorité du Comité central et des milices ouvrières, le Conseil d'économie exercera effectivement pendant plusieurs semaines le rôle régulateur et directeur qui lui est dévolu. Très vite pourtant, il se heurte, comme les autres organismes de pouvoir révolutionnaire, au problème politique des devises et du crédit.

Economie, politique et guerre

La révolution piétine en Catalogne, où elle avait atteint la pointe extrême de son développement. Les problèmes économiques ne peuvent se résoudre indépendamment des problèmes politiques. Les organismes de contrôle se réduisent à des fonctions

- 122
1. - Réglementation de la production suivant les nécessités de la consommation.
 2. - Monopole du commerce extérieur...
 3. - Collectivisation de la grande propriété agraire qui sera exploitée par les syndicats paysans et syndicalisation obligatoire des paysans individuels.
 4. - Dévalorisation partielle de la propriété urbaine par l'imposition de taxes et la réduction des baux.
 5. - Collectivisation des grandes industries, des services publics et des transports en commun.
 6. - Saisie et collectivisation des entreprises abandonnées par leurs propriétaires.
 7. - Extension du régime coopératif dans la distribution des produits Contrôle ouvrier des opérations bancaires allant jusqu'à la nationalisation des banques.
 8. - Contrôle syndical ouvrier sur toutes les entreprises qui continuent d'être exploitées en régime privé.
 9. - Reclassement rapide des chômeurs.
 10. - Suppression rapide des divers impôts pour en arriver à l'impôt unique.

parasitaires. Toute une bureaucratie prospère sur la base des nouveaux Comités et Conseils. Santillan écrit : « Nous avons été un mouvement anticapitaliste, antipropriétaire. Nous avons vu dans la propriété privée des instruments de travail, des usines, des moyens de transport, dans l'appareil capitaliste de distribution, la cause première de la misère et de l'injustice. Nous voulions la socialisation de toutes les richesses pour que pas même un seul individu puisse être laissé en dehors du banquet de la vie. Nous avons fait quelque chose, mais nous ne l'avons pas bien fait. A la place de l'ancien propriétaire, nous en avons mis une demi-douzaine qui considèrent l'usine, le moyen de transport qu'ils contrôlent comme leur bien, avec cet inconvénient qu'ils ne savent pas toujours comment organiser une administration et réaliser une gestion meilleure que l'ancienne »¹²³.

Six mois après la révolution, l'économie espagnole se débat dans de terribles difficultés. Il sera alors courant d'entendre accuser l'« anarchie » des « collectivisations » et des « syndicalisations », l'« incompetence » des nouveaux dirigeants improvisés. Tout n'est pas faux dans ces réquisitoires. Mais il faut, pour porter sur les réalisations révolutionnaires une appréciation équitable, ne pas négliger le poids terrible de la guerre. Car les conquêtes révolutionnaires des ouvriers espagnols ont eu, dans les premiers mois, des conséquences importantes et profondément significatives. Les principes nouveaux de gestion, la suppression des dividendes ont permis une baisse des prix effective ; celle-ci n'a, finalement, été annulée que par la hausse vertigineuse des matières premières, qu'une économie capitaliste n'aurait pas pu non plus éviter, dans des conditions semblables. La mécanisation et la rationalisation, introduites dans de nombreuses entreprises, réclamées dorénavant par les travailleurs eux-mêmes, ont augmenté de façon considérable la productivité. Les ouvriers ont senti dans l'enthousiasme des sacrifices énormes parce qu'ils avaient, dans la plupart des cas, la conviction que l'usine leur appartenait et qu'ils travaillaient – enfin ! – pour eux-mêmes et leurs frères de classe. C'est véritablement un souffle nouveau qui est passé sur l'économie espagnole avec la concentration des entreprises éparpillées, la simplification des circuits commerciaux, tout un édifice considérable de réalisations sociales pour les vieux travailleurs, les enfants, les invalides, les malades et l'ensemble du personnel.

La grande faiblesse des conquêtes révolutionnaires des travailleurs espagnols est, plus encore que leur improvisation, leur caractère inachevé. Car la révolution, à peine née, doit se défendre. C'est la guerre qui réduira en miettes les conquêtes révolutionnaires avant qu'elles n'aient eu le temps de mûrir et de faire leurs preuves dans une expérience quotidienne faite de reculs et de progrès, de tâtonnements et de découvertes.

ΧηapsII : De la révolution à la guerre civile

Si l'on en croit plusieurs historiographes nationalistes, le général Mola, au soir du 20 Juillet, juge perdue la cause des rebelles et ne poursuit le combat que parce qu'il n'est plus maître des *requettes* et des phalangistes qu'il a mis en mouvement. En fait, ce pessimisme s'expliquerait : le pronunciamiento a été écrasé dans les régions les plus importantes, les centres industriels et commerciaux à Madrid et dans sa région, dans la partie la plus active du Nord, aux Asturies et au Pays basque, sur toute la côte orientale. En outre, la contre-offensive des milices ouvrières dans les jours qui suivent leur victoire dans les centres urbains semble se développer à leur avantage. Les milices catalanes se lancent à la conquête de l'Aragon et viennent battre les murs de Saragosse et de Huesca. Les milices madrilènes arrêtent à Somosierra et Guadarrama la marche des hommes de Mola. Madrid est sauvée. Quelques jours plus tard, la reprise d'Albacete par des troupes fidèles et des colonnes miliciennes permet le rétablissement des communications entre Valence et Madrid. Celle de Badajoz coupé en deux les forces insurgées, prive Mola de tout secours immédiat de Franco ou Queipo de Llano. La chute des dernières casernes de Gijon donnera aux ouvriers la maîtrise du plus grand port de guerre du Nord. La flotte, installée dans la rade de Tanger, contrôle le détroit et empêche l'arrivée dans la péninsule des renforts de l'armée du Maroc.

Le rapport de forces militaires

Or les rebelles, dont la situation stratégique est défavorable, n'ont, sur le plan du matériel et des effectifs, qu'une mince supériorité. La marine – nous l'avons vu – s'est prononcée contre eux. L'aviation – peu nombreuse il est vrai – est passée dans le camp populaire. Mola, pour toute la zone Nord, n'a qu'une douzaine de vieux avions saisis par surprise sur l'aérodrome de Leon. Certes, les effectifs dont disposent les généraux sont plus nombreux. Rabasseire les estime à 15 000 officiers, sous-officiers, 38 000 légionnaires et « Maures » au Maroc, 30 000 gardes civils, 30 000 *requettes*, presque tous avec Mola, 70 000 *regulares* environ. Mais toutes ces troupes sont loin d'être utilisables. Les jeunes recrues des *regulares* ont souvent fait cause commune avec les ouvriers et on semble hésiter à les engager. Il est nécessaire de conserver, à l'arrière des forces importantes¹²⁴. La lutte se poursuit pendant des semaines encore en Galice et en Andalousie. Les troupes marocaines n'arrivent que par petits paquets.

Début août, les généraux rebelles n'engageront que de petites colonnes aux effectifs réduits : 3 000 sur Badajoz, 10 000 en Estremadure, 20 000 pour la première attaque sur Madrid. Pendant toute cette période, les diplomates allemands se font l'écho des inquiétudes de la zone nationaliste : on manque d'argent, on a besoin d'armes. Les troupes aguerries et disciplinées que sont les Maures et le *Tercio* sont certes un atout important; rien n'indique pourtant qu'elles soient, à elles seules, capables de décider de la victoire.

¹²³ After the Revolution, p. 121.

¹²⁴ Cependant ce sont les milices politiques, notamment celles des phalangistes, qui semblent se consacrer au travail de « nettoyage ».

De l'autre côté, les milices ouvrières et paysannes laissent très vite deviner leurs faiblesses et les limites de leur efficacité. Leur courage, leur enthousiasme, leur esprit de sacrifice en ont fait des troupes imbattables dans les rues de leurs villes et de leurs villages. Mais à la guerre, les difficultés commencent. L'organisation militaire est, le plus souvent, un véritable chaos. C'est Durruti qui témoigne : « Nous avons jusqu'à présent un très grand nombre d'unités diverses ayant chacune son chef, ses effectifs – ils varient d'un jour à l'autre dans des proportions extraordinaires –, son arsenal, son train des équipages, son ravitaillement, sa politique particulière vis-à-vis des habitants, et, bien souvent aussi, sa manière particulière de comprendre la guerre »¹²⁵. Jean-Richard Bloch, décrivant ce qu'il appelle le « stade picaresque » de la guerre civile a écrit : « La première image qu'a offerte la guerre civile a été celle de colonnes disparates, combattant particulièrement, se taillant chacune un secteur d'opérations, y vivant, s'y approvisionnant, y évoluant d'une façon parfois indépendante »¹²⁶. Aussi, toutes les surprises sont possibles sur le « front » : on se retrouve, en circulant, à l'arrière des lignes ennemies, on tombe dans des embuscades à l'arrière de ses propres lignes, on ignore à quel camp appartiennent les unités dont les villageois signalent le passage. Il faudra attendre le 26 août pour que se constitue, sur le front d'Aragon, un Comité de guerre de douze personnes, officiers et militants politiques, dont l'autorité restera d'ailleurs très illusoire.

Aucun plan d'ensemble n'est possible. Les partis constituent ou renforcent une colonne pour un raid précis, mais, l'expédition terminée, chacun retourne chez soi. Les miliciens protestent contre ceux qui veulent non seulement leur faire monter la garde, mais encore creuser des tranchées. D'ailleurs, on rentre chez soi entre deux tours de garde et l'on considère comme une sorte de maniaque celui qui se refuse à dormir quand il est de garde la nuit. Une colonne qui s'éloigne de sa base perd la majorité de ses miliciens : ils tiennent à coucher chez eux le soir... Durruti dira qu'on « lui a fait tous les trucs de la grande guerre : le bébé malade, la femme qui accouche, la mère mourante »¹²⁷. En rase campagne, les milices se révèlent vite peu efficaces. Leurs succès initiaux sont acquis au prix d'énormes pertes. Non seulement les hommes ne savent pas se protéger, mais encore ils ne le veulent pas : le chef de colonne anarchiste met son point d'honneur à marcher en tête de ses hommes à découvert. C'est ainsi qu'Ascaso est mort, c'est ainsi que Mora va mourir. On méprise la « technique » des militaires, car l'enthousiasme et l'esprit de sacrifice du militant semblent être l'essentiel, comme ils l'ont été dans les combats de rue. Les miliciens ne savent pas entretenir, souvent même pas manier leurs armes, et, quand ils en ont, les détériorent et se blessent par inexpérience. Or les armes et les munitions sont rares. Sur le front d'Aragon, sur celui de Madrid, les unités relevées remettent leurs armes aux nouveaux arrivants. A Oviedo, le commandement militaire interdit de tirer sur un ennemi en dehors d'une attaque générale... Certes, des armes improvisées, comme les cartouches de dynamite, habilement maniées par les mineurs – les *dinamiteros* – se révéleront redoutables. Devant Oviedo, en août, les miliciens réussiront à percer les défenses nationalistes avec des camions blindés – au ciment – chargés de volontaires armés de lance-flammes. Ce sont là moyens de fortune, capables d'obtenir un effet de surprise, mais inaptes à faire pencher la balance de façon décisive.

D'ailleurs, les miliciens ne savent pas plus ménager leurs munitions que leur vie : ils gaspillent leurs cartouches contre les avions, les bateaux même. Ces hommes qui ne sont pas des soldats de métier ne sont ni entraînés ni encadrés. De nombreux chefs improvisés se révèlent incapables. Bien des officiers « républicains » trahissent, se retournent contre leurs hommes, sabotent, activement ou passivement. Des artilleurs font, sciemment, bombarder leurs propres miliciens. Même « loyal », l'officier reste suspect : on lui désobéit précisément parce qu'il est officier et qu'on n'a pas confiance en lui.

Au cours des mois de juillet et d'août, c'est peut-être l'unité de commandement qui fait le plus cruellement défaut. C'est au lendemain de la rébellion qu'ont été prises les premières initiatives heureuses sur le plan stratégique. Chacun, ensuite, s'enferme dans sa propre région. Anarchistes et nationalistes se surveillent en Pays basque : Mola, dans les premières semaines, peut leur tourner tranquillement le dos. Les Catalans qui s'acharnent en vain sans artillerie contre Saragosse ne dérangent guère les plans d'un ennemi qui vise Madrid¹²⁸. Chacun semble mener sa propre guerre sans se soucier de celle qui se déroule dans la province voisine.

Finalement, les forces en présence semblent se neutraliser dans un équilibre précaire. Mola bute contre la Sierra comme les Catalans contre Saragosse. Les mineurs bloquent Oviedo, mais Aranda s'y prépare à un siège qui menace de durer. Le siège de l'Alcazar de Tolède commence. Les gardes civils insurgés le 19 juillet se sont enfermés dans la vieille forteresse avec des provisions, des munitions, des otages. Les miliciens qui les assiègent, comme ils avaient assiégé les garnisons suspectes de Valence et d'ailleurs, tirent au hasard contre ses murs épais. Il faudra attendre le 34^{ème} jour de siège pour que soit amené un canon. Encore ne bombarde-t-il pas immédiatement l'Alcazar, se contentant de détruire les maisons environnantes pour l'isoler et couper complètement les contacts des assiégés avec l'extérieur. A Gijón les deux casernes seront prises à la fin de la deuxième semaine d'août, littéralement dynamitées par les mineurs. Personne, à Tolède, n'ose prendre l'initiative de pareils moyens, car le colonel Moscardo qui commande les assiégés refuse de lâcher les quelque 600 otages, femmes et enfants rafés dans les quartiers ouvriers lors de la retraite et qui vont vivre d'épouvantables semaines dans l'obscurité et la puanteur des sous-sols. Drôle de guerre en vérité que ce siège de l'Alcazar : Louis Delaprée le voyant pour la première fois le 24 août, après 34 jours, écrit : « Dans les petites ruelles tortueuses de la ville, sitôt qu'on aperçoit, entre deux toits, l'une de ses quatre tours, il faut se coller contre un mur... Un peu partout, des entassements de sacs de terre bouchent la perspective. Des miliciens à grand chapeau de paille tressée sur la tête, cachés derrière ces barricades, guettent les guetteurs d'en face à 50, à 40, parfois à 20 mètres de là. De temps à autre, ils se jettent des injures. On finit par ne plus

125 Cité dans *Catalogne 36-37*, pp. 18-19.

126 J.-R. Bloch, *op. cit.* p. 127.

127 Cité par Peirats, t. I, p. 221.

128 Selon Koltsov, Durruti déclare à Trueba : « Prenez toute l'Espagne, mais ne touchez pas à Saragosse : l'opération de Saragosse, c'est la mienne » (*op. cit.* p. 45). Tous les groupes ont eu peu ou prou cette mentalité.

savoir si on est assiégeant ou assiégé ».¹²⁹ « Les rouges, écrit Henry Clérisse, n'avaient qu'à vouloir pour écraser l'héroïque garnison »¹³⁰. Le fait est qu'ils n'ont pas voulu. Le 3 août seulement on amène une pièce lourde, un canon de 420. Jusqu'au bout, les assiégeants tentent de sauver la vie des otages, offrant en échange promesse de vie sauve à tous les assiégés, qui refusent obstinément. Successivement le commandant Rojo, ancien professeur à l'Ecole militaire, le père Camarasa, chanoine de Madrid, le chargé d'affaires du Chili, tenteront de les convaincre, au cours de ces trêves pittoresques, décrites par Malraux et Koltsov en termes presque semblables : les miliciens insultent les gardes tout en leur distribuant cigarettes et lames de rasoir.

Pendant quelques brèves semaines, le conflit espagnol est à l'image du combat qui se déroule autour de l'Alcazar. Aucun des deux adversaires ne semble capable de l'emporter.

La rupture de l'équilibre

Mais cet équilibre va très vite se rompre, par suite de l'intervention étrangère. Le Portugal est, depuis longtemps, un des centres de la conspiration : c'est, dès les premiers jours, une des bases de l'insurrection. L'hôtel Aviz, à Lisbonne, sert de relais pour les communications téléphoniques entre Burgos et Séville. Les rebelles circulent librement entre l'Espagne et le Portugal et leurs premiers avions allemands auront leur base en territoire portugais, à Cala, à 2 km de la frontière. En revanche, le gouvernement de Salazar livre aux rebelles tous les réfugiés « de gauche ». L'Italie, de son côté, envoie dès la fin du mois les premiers avions promis aux rebelles. Début août, l'Allemagne livre aussi du matériel de guerre, débarqué à Lisbonne. Les flottes allemande et italienne s'efforcent de protéger les passages de troupes maures du Maroc en Espagne, s'interposent entre la flotte républicaine et les transports nationalistes. Junkers et Caproni assurent le premier « pont aérien »¹³¹ qui permet à Queipo d'obtenir sa victoire.

Le camp républicain ne reçoit aucune aide comparable. Les premières livraisons d'avions décidées par le ministre de l'Air français provoquent une levée de boucliers : le gouvernement français de Front populaire cède à la pression anglaise et à la campagne de presse déclenchée contre lui. Il interdit le 27 juillet les livraisons d'armes à l'Espagne puis lance l'idée de la « non-intervention », à laquelle adhéreront l'Angleterre et l'U.R.S.S.¹³². Désormais, seuls les rebelles seront ravitaillés de façon continue et appréciable en armes et munitions, car l'Allemagne et l'Italie, tout en adhérant également au Comité de non-intervention, ne cesseront pas leurs livraisons¹³³.

La République espagnole est désormais isolée, les généraux rebelles bénéficiant d'une véritable conjonction internationale de fait. Sous la pression des menaces de Franco et des réclamations de Rome et de Berlin pour le respect du « statut de Tanger », les gouvernements de Londres et de Paris obtiennent de Giral l'évacuation de la rade de Tanger par la flotte républicaine dans les premiers jours d'août¹³⁴. Le 4, les premiers contingents marocains massifs débarquent à Tarifa. Les communications ne seront désormais plus entravées entre le Maroc et l'Espagne : les nationalistes ne manqueront plus ni de soldats ni de matériel.

L'offensive nationaliste

Ils peuvent alors déclencher leur première offensive de grand style et tenter de réaliser la jonction entre leurs deux zones. Le 6 août, les troupes marocaines de Franco attaquent en direction de l'ouest : la complicité du Portugal protégera leur flanc gauche quand elles bifurqueront vers le nord pour opérer leur jonction avec les troupes de Mola. Les colonnes s'avancent sans rencontrer de véritable résistance, suivant les grandes routes et enlevant, après les avoir encerclés, les précaires barrages dressés sur leur route à l'initiative des Comités de paysans ou d'ouvriers. Le 11 août, la colonne Tella s'empare de Merida, entièrement minée, mais qui ne sautera pas. La colonne Yagüe, 1 500 hommes motorisés avec quelques batteries d'artillerie légère, franchit la Sierra Morena le 7, atteint Badajoz le 13 et s'en empare le 14. Dès le 12, le chef des *asaltos* de Badajoz, le commandant Avila, avait franchi la frontière portugaise, dénonçant la domination de la ville par « la populace en armes ». Le 13 au matin, c'est le maire de Badajoz qui s'enfuit à son tour. Cinquante miliciens enfermés dans la cathédrale résistent pendant deux jours aux assauts des Maures et se suicident quand leurs munitions sont épuisées : l'héroïsme des combattants ne parvient pas à compenser la trahison des chefs militaires et le chaos né de la révolution.

Les nationalistes vont alors porter leur effort sur le front Nord où Mola, qui dispose de troupes nombreuses, les *requetes* au béret rouge, couverts de médailles saintes et de scapulaires, craint cependant de manquer de munitions. Le 1^{er} août, le marquis de Portago, son envoyé personnel, est à Berlin, réclamant des avions. Le 8, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris transmet sa demande de 10 millions de cartouches. Matériel et munitions arrivent au Portugal. La jonction avec le Sud

129 Delaprée, *op. cit.* p. 77.

130 Clérisse, *op. cit.* p. 189.

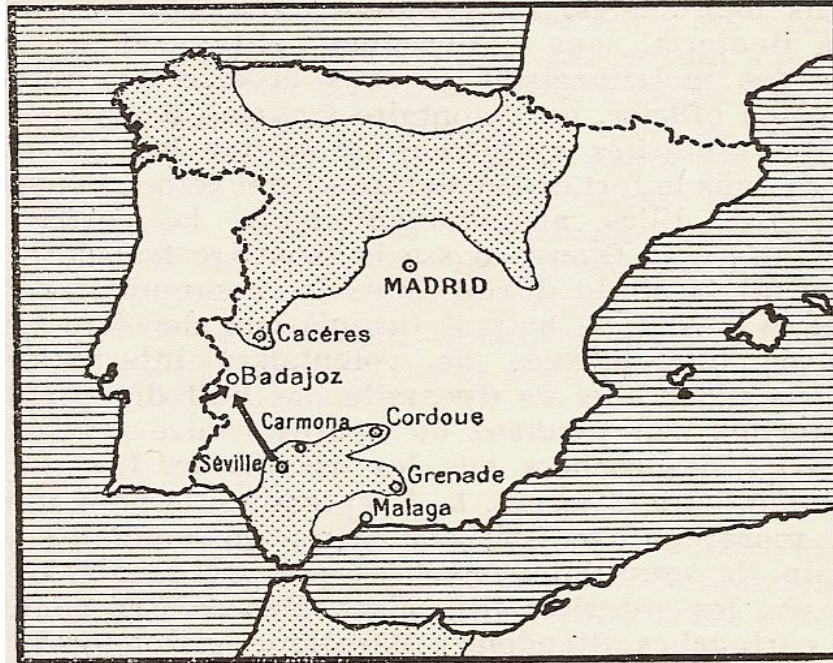
131 Voir 2^e partie, ch. II.

132 Voir 2^e partie, ch. I.

133 Le gouvernement espagnol ne fait d'ailleurs rien pour mobiliser à l'étranger l'opinion sympathisante contre la non-intervention. C'est le socialiste de Los Rios, parlant en son nom, qui insistera pour que Léon Blum renonce à démissionner et reste au pouvoir tout en prenant l'initiative de la non-intervention (voir 2^e partie ch. I). Le 9 août, le président Giral déclare : « Le gouvernement espagnol ne désire aucune intervention étrangère dans la lutte qu'il mène, qu'elle soit avouée ou secrète, directe ou indirecte, qu'elle favorise l'un ou l'autre camp. »

134 Voir chapitre V.

assure les arrières. Le 15 août l'offensive se dessine. Le 19, Saint-Sébastien est presque encerclée, la colonne Beorlegui est aux portes d'Irun. Les Maures de Franco affluent maintenant, par Badajoz, pour renforcer les troupes de Mola.



2. la marche sur Badajoz (juillet-août 36)

C'est le début de la bataille des Places Fortes¹³⁵. Ici les miliciens se battent le dos à la mer contre une armée nettement supérieure. Les avions allemands appuient l'offensive de Mola. Leur apparition soudaine, les mitraillages au sol, les bombardements jettent la panique dans les rangs des miliciens en rase campagne. Mais, dans les villes ils sont prêts à s'accrocher à chaque pan de mur. Il n'en est pas toujours de même pour leur commandement. Les mêmes désaccords qu'à Badajoz se produisent dans les rangs des défenseurs. Les hommes de la C.N.T., prêts à se défendre jusqu'au bout, menacent de fusiller les otages si les bombardements aériens continuent, veulent détruire complètement les villes pour ne laisser à l'ennemi que des ruines, s'ils doivent finalement céder. Les éléments modérés du Front populaire, et principalement les nationaux listes basques, veulent au contraire épargner les villes et leurs habitants, se refusent à employer des représailles contre les otages. Les Milices basques veilleront, jusqu'au bout, à la défense de l'Église et de la propriété contre les miliciens anarchistes. La résistance est acharnée devant Irun, à Renteria, sous la direction politique d'un Comité ouvrier des métallurgistes et sous la direction militaire d'un ancien officier, un volontaire français, Jacques Mena chem. Les autorités s'efforcent de sauver les 180 otages enfermés dans le fort de Guadalupe et qui seront finalement libérés¹³⁶. Elles abandonnent enfin la partie : le commissaire à la Guerre passe la frontière française trois jours avant la chute d'Irun. Mais les communistes et les gens de la C.N.T. se battent jusqu'à leur dernière cartouche, avec une poignée de volontaires internationaux. Quand ils n'ont plus de dynamite, les huit défenseurs de Fort Martial, qui tiennent 60 heures contre les Maures, font rouler des rochers sur les assaillants. Les derniers miliciens qui franchissent, le 4 septembre, le pont international, montrent avec dérision leurs cartouchières vides. Un train de munitions envoyées par les Catalans a été arrêté par les autorités françaises. Des caisses contenant 30 000 cartouches attendent à Barcelone le Douglas promis par le gouvernement pour assurer leur transport à Irun. La ville flambe : les nationalistes n'ont conquis que des ruines.

La tragédie d'Irun semble aviver les contradictions dans le camp républicain. Le 8 septembre, Saint-Sébastien est, selon le correspondant de Havas, le théâtre de « véritables combats de rue ». Les militants de la C.N.T. ont donné l'assaut au Kursaal où sont enfermés des otages. Le gouverneur, un socialiste, officier de carabiniers, le lieutenant-colonel Ortega, tente d'ouvrir des négociations avec Mola : son fils passe en France pour se rendre en zone nationaliste. Le bruit circule qu'il offre aux rebelles la promesse de respecter les otages, les maisons et les monuments et de rendre Saint-Sébastien si les nationalistes accordent d'avance l'amnistie pour les combattants. Rien n'est officiellement publié au sujet de ces tractations. Mais, le 11 les avions nationalistes lâchent des tracts sur la ville : « Faites respecter l'ordre dans votre ville. Je vous accorde 48 heures de répit. Je suis prêt à entendre la voix des nationalistes basques. » Les otages, sous bonne garde, sont transférés à Bilbao. Dans Saint-Sébastien, la situation est confuse. La radio nationaliste annonce l'assassinat de Leizaola, l'arrestation de Irujo par les anarchistes. Maurice Leroy câble à *Paris-Soir*, le 11, que Irujo est « maître de la situation », et le 13 que les anarchistes sont « maîtres de la ville ». En réalité, les nationalistes basques l'emportent. Les révolutionnaires sont vaincus au cours de cette guerre civile, au sein même de la guerre civile¹³⁷ (14). Police et Milices basques fusillent sommairement «

135 C'est en effet la période des sièges. A Oviedo, Tolède, La Cabeza, vont s'ajouter ceux de Irun puis de Saint-Sébastien.

136 Dès le 25 août le lieutenant-colonel Ortega a fait libérer « par souci d'humanité » un certain nombre d'otages, dont le comte de Romanones, qui se réfugiera en France.

137 Il ne semble pas que les dirigeants de la C.N.T. aient effectivement pris l'initiative de la résistance aux autorités basques. M. Leroy dans *Paris-Soir* du 14 septembre, fait le récit d'une entrevue dramatique au cours de laquelle le gouverneur Ortega, assisté du communiste Larrañaga, affronte les responsables C.N.T. Gescobu et Orthiano : c'est la décision d'évacuation qui en sortira. Gala Diez, responsable C.N.T.

pillards » et « incendiaires ». Le 14 les républicains évacuent Saint-Sébastien par la route de Bilbao laissée libre par les carlistes. Le même jour, immédiatement après leur départ, les troupes de Mola entrent dans la capitale du Guipuzcoa, où cinquante gardes sont restés pour assurer la continuité du maintien de l'ordre.

Menace sur Madrid

Le rapport de forces, bouleversé par l'aide massive des Al lemands et des Italiens est tel, en ce début de septembre, que la plupart des observateurs s'attendent, à brève échéance, à la chute de Madrid : il semble invraisemblable que les miliciens puissent tenir tête aux soldats de métier, aux tanks et aux avions qu'ils ont en face d'eux. Mais l'offensive attendue est reportée. Prudent, Franco l'a retardée à cause des renforts qu'il a fallu envoyer dans le Nord : il semble vouloir concentrer des forces suffisantes pour ne frapper qu'à coup sûr. Mais surtout un élément sentimental intervient dans le cours des opérations militaires. Depuis le début du mois d'août, la presse nationaliste et les journaux qui sympa thisent avec la rébellion à l'étranger chantent les exploits des Cadets de l'Ecole militaire de Tolède. En réalité, une dizaine d'élèves-officiers seulement sont dans les rangs des défenseurs de la forteresse¹³⁸. Mais l'héroïque défense des gardes civils est présentée par cette propagande comme l'œuvre des Cadets, qui symbolisent ainsi la résis tance de la jeunesse espagnole à la domination « rouge » : les « Cadets de l'Alcazar » entrent dans la légende¹³⁹. Avec la constitution du gouvernement Caballero, la pression des assiégeants s'accroît : le bâtiment, bombardé cette fois, est en ruines. Les gardes tiennent toujours dans les souterrains. Mais les vivres commencent à diminuer, la provision d'eau à s'épuiser¹⁴⁰. Franco néglige la possibi lité d'une marche sur Madrid pour tenter la délivrance de l'Alcazar¹⁴¹. Son armée attaque au sud, le long de la vallée du Tage. Le 4 septembre, l'avant-garde marocaine du colonel Yagüe entre dans Talavera de la Reina.

Les miliciens résistent çà et là, mais ailleurs sont pris de panique et s'enfuient au milieu d'une terrible déban dade dont Malraux a su donner un remarquable tableau. Deux colonnes motocyclistes envoyées de Madrid en renfort sur Tolède sont encerclées par surprise et exterminées. Le 27 septembre, l'avant-garde marocaine du général Varela pénètre dans Tolède. A la tombée de la nuit, une section de Maures fait sa jonction avec les hommes de Mascarda. L'Alcazar est délivré. Les assiégeants de la veille, assiégés à leur tour dans les maisons environnantes, tombent les uns après les autres. C'est désormais la capitale qui est menacée. Le monde entier s'attend à sa chute et à de ter ribles représailles.

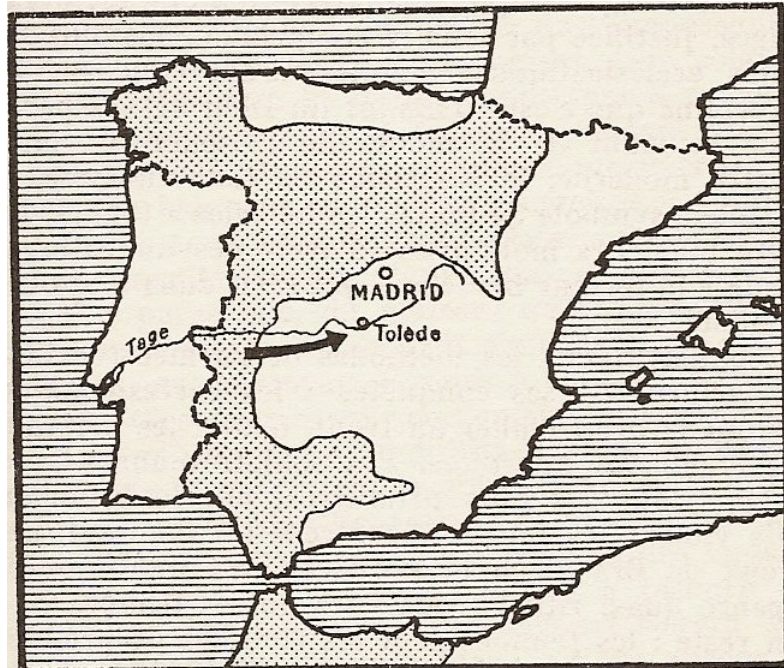
(Dans *la Tourmente*, p. 30), écrit : Nous pouvons affirmer que l'évacuation de Saint-Sébastien a été, de toutes celles qui se sont faites en si peu de temps, la plus calme, la plus ordonnée et la plus efficace. » C'est accepter d'en prendre la res ponsabilité. Il reproche cependant aux nationalistes basques d'avoir laissé aux rebelles les « richesses de l'église » et « des choses utiles dans les usines, les ateliers, les maisons de commerce ». Il précise : « Lorsque nos camarades ont voulu les détruire, Ils s'y opposèrent les armes à la main, et nous dûmes céder pour éviter une lutte fra tricide. »

138 Clérisse précise que la garnison comprenait 650 gardes civils, 150 *asaltos* du 14 Tercio de Madrid, une douzaine d'officiers... et huit cadets.

139 Voir à ce sujet le livre de Massis et Brasillach, *Les Cadets de l'Alcazar*. Les auteurs rapportent par exemple cet épisode particulièrement dramatique : le 26 juillet les miliciens menacent par téléphone le colonel Moscardo de fusiller son fils s'il ne rend pas la forteresse. Moscardo refuse et son fils est exécuté. S'appuyant sur le témoignage de Matthews et sur la critique comparée des diverses relations de cette affaire, Pedro Isasi affirme dans *El Socialista* (26 sept. 1957) que cet épisode a été inventé de toutes pièces, le jeune Moscardo ayant été, selon lui, tué dans l'assaut de la Montana, et sa famille étant, en revanche, restée en liberté. Il affirme en outre que le téléphone extérieur de l'Alcazar était coupé depuis le 22 juillet. Matthews, dans l'édition anglaise de son livre *The Yoke and the Arrows*, reconnaît s'être trompé sur la mort du jeune Moscardo à l'assaut de la Montana. Hugh Thomas, après avoir confronté les thèses et interrogé divers témoins conclut à la validité de la thèse nationaliste (*The Civil War in Spain*, p. 203).

140 Les réserves de viande de la forteresse étaient constituées, selon l'un des assiégés (*Paris-Soir*, 30 sept.), par 98 chevaux et 12 mules.

141 De tous les historiens nationalistes, Aznar est le seul à ap prouver l'initiative de Franco. Tous les autres considèrent que le détour par l'Alcazar a empêché la chute de Madrid.



3. la marche sur Tolède (août-septembre 36)

La Terreur

L'insurrection militaire a partout commencé avec l'arrestation, l'assassinat ou l'exécution après jugement sommaire des officiers ou soldats républicains¹⁴². L'« épuration » ainsi engagée s'est accompagnée partout de la liquidation sommaire de tout ce qui pouvait être considéré élément responsable de syndicat, parti ouvrier ou simplement républicain¹⁴³. Le *paseo*, ici aussi, est la règle, à cette différence près que personne n'en réclamera la fin, car leurs organisateurs, *requetas* et phalangistes, sont aussi les maîtres de l'ordre public. Les massacres de prisonniers deviennent un phénomène quotidien, l'unique moyen, semble-t-il, de faire de la place dans des prisons toujours bondées¹⁴⁴. La volonté de détruire l'adversaire est aussi évidente que dans les rangs opposés. Chez les républicains, elle est massive, publique, spontanée. Ici, elle est organisée et dirigée, justifiée par tous, y compris par les plus hautes autorités ecclésiastiques, comme l'archevêque de Tolède, qui proclame que c'est à l'amour du Dieu de nos pères qui a armé la main de la moitié de l'Espagne » contre le « monstre moderne, le Marxisme ou Communisme, hydre à sept têtes, symbole de toutes les hérésies »¹⁴⁵. Il faudra attendre plusieurs mois avant d'avoir des indications précises sur « la terreur blanche » qui sévit dans toute la zone nationaliste.

On connaît mieux les méthodes de l'armée rebelle dans l'aménagement de ses conquêtes : les correspondants de guerre ont le droit d'aller au front, quand les prisons leur sent évidemment interdites. Les soldats maures, recrutés dans les tribus les plus primitives, ont la bride sur le cou. Ils violent les femmes, châtent les hommes, ce qui, aux yeux de Brasillach et Bardèche, est une « opération d'un genre quasi rituel ». Mais les autres troupes ne sont pas en reste : les femmes sont les victimes de prédilection d'un sadisme généralisé ; elles sont non seulement violées, mais systématiquement humiliées, tondues, peintes au minium, purgées à l'huile de ricin. Le général Queipo de Llano en est fier. Il déclare à Radio-Séville, le 23 juillet : « Les femmes des rouges ont appris, elles aussi, que nos soldats sont de vrais hommes et non des miliciens châtrés ; donner des coups de pied et braire n'arrivera pas à les sauver »¹⁴⁶.

La presse internationale fourmille d'exemples donnés par des correspondants dont la sympathie va pourtant souvent aux rebelles. Bertrand de Jouvenel raconte dans *Paris-Soir* du 23 juillet l'exécution des cheminots qui ont défendu Alfera contre les *requetas* de la colonne Escamez¹⁴⁷. L'entrée des nationalistes à Badajoz s'accompagne d'un véritable carnage. L'envoyé spécial de Havas câble qu'il y a des cadavres dans la cathédrale, au pied même de l'autel et que « sur la grand-place gisent

142 Citons, à Madrid, le lieutenant-colonel Carratala, à Valladolid, le général Molero. Seront notamment fusillés plus tard, le général Datet – le vainqueur de l'Insurrection de 34 en Catalogne –, le général d'aviation Nuñez del Prado, puis à Saragosse, les généraux Salcedo, Corridad Pita, Romerales, Campis. Preuve que toute l'armée n'était pas avec les rebelles.

143 Voir à ce sujet le Mémoire du collège des avocats de Madrid, reproduit par Peirats. Clérissé confirme.

144 Bahamonde, Jean de Pierrefeu.

145 Louis Martin-Chauffter, dans *Rébellion et Catholicisme* a apporté de nombreux exemples de persécution exercée par les nationalistes : temples incendiés, pasteurs fusillés...

146 Cité par V. Alba, *op. cit.* p. 331.

147 Cf. notamment dans le *Journal* et *Paris-Soir* les exécutions massives pendant la conquête de l'Andalousie. Dans chaque village, selon B. de Jouvenel et Leroy, les arènes sont transformées en charnier. Triana a été nettoyée « à la grenade et au couteau ». Les exécutions d'otages suivent, dont les cadavres restent exposés des journées entières. Voir également le reportage de Henry Danjou sur l'assaut de Merida par les légionnaires, l'exécution des militants ouvriers qui l'ont défendue, celle d'Anita Lopez, l'Ame du Comité.

les corps des partisans du gouvernement exécutés en série, alignés devant la cathédrale ». Les correspondants du *New York Herald*, du *Temps* ont décrit cette boucherie, que les officiers nationalistes tentent de justifier par l'impossibilité ou ils sont de faire garder les prisonniers. Une colonne de fuyitifs est refoulée à la frontière portugaise, ramenée en ville et massacrée sur place. Le correspondant du *Temps* parle de 1 200 exécutions, de le trottoirs recouverts de sang dans lesquels baignent encore des casquettes », ou moment où l'on fusille encore sur la grand-place. « Rude méthode » reconnaît Brasillach, qui ajoute que « tout combattant était fusillé parce que, du moment qu'il n'y avait pas de mobilisation générale, il s'agissait d'un militant »¹⁴⁸. La terreur est le moyen de venir à bout de la résistance des masses. C'est bien ainsi que l'entendent en tout cas les chefs de la rébellion. Le 30 juillet, Franco affirme à un journaliste du *News Chronicle* qu'il est prêt, s'il le faut, à « fusiller la moitié de l'Espagne ». Le 18 août, Queipo de Llano : « Quatre-vingts pour cent des familles andalouses sont en deuil et nous n'hésiterons pas à recourir à des mesures plus rigoureuses. » Et le colonel Barato déclare au correspondant du *Toronto Star* : « Nous aurons établi l'ordre quand nous aurons exécuté deux millions de marxistes. »

La fuite massive des paysans devant chaque attaque nationaliste montre, en tout cas que les chefs militaires ont atteint leur but, et que leurs troupes inspirent une profonde terreur. Une dépêche de Delaprée décrit cet « immense exode » des paysans d'Estremadure, « poussant devant eux leurs cochons et leurs chèvres, les femmes traînant leurs marmots »¹⁴⁹. Dans cette foule atterrée pourtant, les hommes, ces « paysans à figure tannée à courte blouse et à grand chapeau », réclament immédiatement le fusil qu'ils ne lâcheront plus, ni pour manger, ni pour dormir, et retournent se battre. Car la terreur est une arme à double tranchant : ils sont des dizaines de milliers à fuir sur les routes, mais autant d'ouvriers, de paysans, d'intellectuels qui empoignent une arme pour se battre, n'importe comment, mais se battre. Toutes les préoccupations et les aspirations antérieures semblent s'effacer devant cette volonté désespérée de résister, de barrer le passage, de vaincre. A ce qui leur paraît une machine de guerre supérieurement entraînée et équipée, ils sont maintenant des milliers qui sont prêts à tout pour opposer une autre machine, non moins efficace : les mots d'ordre de « discipline », de « commandement unique » rencontrent de l'écho. Il faut, à tout prix, se battre et tenir. Il faut, d'abord, et pour ne pas périr, mettre fin au chaos né de la multiplicité des autorités et des conflits de pouvoirs instaurer la discipline, bâtir un commandement, adapter les milices à leur tâche vitale : la guerre.

ΧηapsIII : La liquidation du pouvoir révolutionnaire

Badajoz, Irun, Talavera, Tolède sont les étapes d'une campagne d'été désastreuse pour les révolutionnaires, la condamnation aussi d'une dualité de pouvoir qui porte en grande partie la responsabilité de ces revers militaires. Pour faire la guerre, il faut un pouvoir unique. La dualité entre le pouvoir des Comités et celui de l'État est un obstacle à la conduite de la guerre. Le seul problème, à l'automne de 1936, est de savoir lequel des deux pouvoirs, républicain ou révolutionnaire, l'emportera.

Comités et soviets

En créant, à tous les échelons, des organismes de type « conseils », organes de lutte, puis organismes de pouvoir qu'ils appelaient *consejos*, *comités* ou *juntas*, ouvriers et paysans espagnols avaient, sans le savoir, à leur manière et dans leur style propre, repris la tradition des révolutions ouvrières et paysannes du siècle, celle des « Conseils d'ouvriers de paysans et de soldats », les Soviets des révolutions russes de 1905 et 1917, les *Räte* de la révolution allemande de 1918-1919¹⁵⁰.

La traditionnelle division de la classe ouvrière espagnole explique parfaitement que la forme initiale d'organisation du pouvoir révolutionnaire, au lendemain du 19 juillet, ait résulté d'accords entre partis et syndicats. Tels quels, les Comités ont pourtant, nous l'avons vu, représenté dans leurs débuts beaucoup plus que l'addition de représentants d'organisations diverses. Plus que des comités de liaison, ils ont été l'expression de la volonté révolutionnaire de milliers de militants, et cela indépendamment de leur affiliation politique. La meilleure preuve en est l'hostilité ou l'indifférence, à l'égard des consignes de leurs propres partis, de nombreux militants qui s'étaient montrés beaucoup plus dociles, pendant les premières semaines, à l'égard de leurs Comités. Mais une telle situation ne pouvait se prolonger indéfiniment. Pour que les Comités aient pu devenir de véritables soviets, il eût fallu qu'à un moment ou à un autre ils cessent d'être composés de responsables d'organisations – désignés ou élus – pour devenir des organismes élus et révocables dans lesquels jouât démocratiquement la loi de la majorité, non la règle des accords de sommet. Or, cela ne se produisit nulle part en Espagne. C'est spontanément que les ouvriers et paysans espagnols ont désigné leurs Comités. Mais c'est avec autant de spontanéité qu'ils les placent sous l'égide des partis et syndicats, qui ne sont pas, quant à eux, décidés à abandonner au profit d'un nouvel organisme l'autorité et la puissance qu'ils ont pu saisir grâce à l'effondrement de l'État.

Aucun parti ni syndicat ne se fait le champion du pouvoir des Comités-gouvernement, ni de leur transformation en soviets. Santillan, parlant du Comité central, écrit : « Il fallait le renforcer, l'appuyer, pour qu'il remplisse mieux encore sa mission,

¹⁴⁸ L'émotion provoquée par ces comptes rendus de presse dans l'opinion internationale sera considérable. À l'avenir, la censure sera plus sévère en zone nationaliste, d'où filtreront désormais peu d'informations ou de documents sur la répression. Robert Bru, opérateur de *Pathé-Nathan* sera arrêté à Séville, accusé d'avoir transmis en France des photos de Badajoz.

¹⁴⁹ Delaprée, *op. cit.* p. 89.

¹⁵⁰ Voir sur ces sujets, outre les classiques, des ouvrages récents. Sur la Russie : Oskar Anweiler, *Die Rätebewegung in Russland (1905-1921)*, Leiden, 1958. Sur l'Allemagne : W. Tormin, *Die Geschichte der Rätebewegung in der deutschen Revolution (1918-19)*, Dusseldorf, 1954.

puisque le salut était dans sa force, qui était celle de tous », et confesse son échec : « Dans cette interprétation, nous sommes restés isolés face à nos propres amis et camarades »¹⁵¹. André Nin, fier de la révolution russe, affirme que les Comités ne sauraient devenir des soviets, car l'Espagne n'en a pas besoin¹⁵².

Aussi, peu à peu, les Comités cesseront-ils d'être de véritables organismes révolutionnaires, faute de se transformer en expression directe des masses soulevées. Ils redeviennent des « Comités d'entente », dans lesquels l'action des ouvriers et des paysans se fait de moins en moins sentir, au fur et à mesure que l'on s'éloigne des journées révolutionnaires et de l'exercice direct du pouvoir, dans la rue, par les travailleurs en armes, dans lesquels au contraire l'influence des appareils des partis et des syndicats devient prépondérante.

Aussi est-ce en définitive à ces derniers que reviendra la tâche de résoudre le problème du pouvoir, tel qu'il se pose à l'automne 1936, dans le cours de la révolution et pour faire face à la guerre civile. Quelle autorité doit supplanter l'autre ? Qui doit avoir le pouvoir ? Le gouvernement de Front populaire, avec ses fonctionnaires, ses magistrats, sa police, son armée, en un mot un appareil d'État reconstitué ? Ou un gouvernement des Conseils et des Comités, avec ses Comités régionaux et locaux, ses Conseils d'Usine, ses Milices de combat, ses Commissions d'investigation, ses Patrouilles de contrôle, ses Tribunaux révolutionnaires ? Un gouvernement reposant sur le respect de la propriété privée, émanant de l'assemblée élue en février sur le programme libéral du Front populaire ? Ou un gouvernement émanant des Conseils et Comités et se fixant la tâche révolutionnaire de réaliser le socialisme avec ses nuances, « autoritaire » ou « libertaire » ?

Le contexte international

C'est le problème même de la révolution qui se trouve posé. Faut-il ou non la poursuivre ? Faut-il ou non l'arrêter ? Des divergences mineures, au départ, sur de telles questions, deviennent rapidement des oppositions irréductibles. La poursuite, à tout prix, de la révolution, comporte le risque de faire perdre la guerre. La volonté d'arrêter la révolution amène tout droit à la combattre et à changer ainsi complètement les données de la guerre civile.

Or il est clair qu'en 1936 le rapport des forces à l'échelle mondiale est loin d'être aussi favorable à la révolution espagnole qu'il l'était en 1917-19 à la révolution russe. L'U.R.S.S. a cessé d'être l'animateur du mouvement révolutionnaire mondial. C'est l'époque où Staline entreprend la liquidation de la vieille garde des bolcheviks, décapite le mouvement communiste international dans la série des procès et des purges. L'Allemagne, où la révolution ouvrière a été une menace pendant plus d'une décennie, voit maintenant son mouvement ouvrier, partis et syndicats, écrasé sous le talon de fer du nazisme. Le régime fasciste de Mussolini n'est pas contesté en Italie. Aucune perspective révolutionnaire proche ne subsiste en Europe orientale. L'Angleterre est parfaitement stable. La France est la seule exception, où vient de prendre fin la grande vague de grèves de juin 1936. Il semble pourtant que le gouvernement de Front populaire du socialiste Léon Blum l'ait définitivement enrayée. Au socialiste révolutionnaire Marceau Pivert qui affirmait en juin 36 que « *tout était possible* », et qui voit dans l'action de la classe ouvrière espagnole¹⁵³ un exemple révolutionnaire à suivre en France, Maurice Thorez, secrétaire général du parti communiste français, a répondu que tout n'était pas possible et qu'il fallait savoir terminer une grève quand ses objectifs étaient atteints. La menace hitlérienne pèse lourdement dans les arguments de ceux qui prèchent la modération : il est clair que ni le parti socialiste S.F.I.O., ni le parti communiste ne consentiront à dépasser les limites du programme de tendance « radical-socialiste » du Front Populaire dont ils constituent l'aile ouvrière. Il est peu vraisemblable par ailleurs qu'ils soient, dans un avenir proche, débordés par leurs troupes. Il n'y a pas, en France, de formations politiques ou syndicales équivalentes à la C.N.T.-F.A.I., au P.O.U.M., dont le rôle est essentiel dans le mouvement espagnol. La classe ouvrière française démontrera de mille façons sa sympathie pour la révolution espagnole. Mais elle ne la connaît qu'à travers *le Populaire*, *l'Humanité*, ou *Paris-Soir*¹⁵⁴, qui lui en donnent des images peu différentes pour l'essentiel. Les amis français de la C.N.T. et du P.O.U.M. ne peuvent opposer aux grands organes du Front populaire ou à la grande presse que la propagande dispersée de journaux épisodiques et de revues confidentielles, émanant d'organisations minuscules, violemment dressées les unes contre les autres. Les révolutionnaires espagnols se sentent seuls.

Il est, certes, possible de discuter à perte de vue sur les possibilités qu'ils avaient de compenser cet isolement par une politique révolutionnaire hardie¹⁵⁵. On peut, avec Trotsky penser que la révolution espagnole ouvrait la possibilité d'un

¹⁵¹ *Op. cit.* p. 70.

¹⁵² Il déclare : « En Russie, il n'y avait pas de tradition démocratique, pas de tradition d'organisation et de lutte, dans le prolétariat. Nous avons des syndicats, des partis, des publications, un système de démocratie ouvrière. On comprend l'importance qu'eurent les soviets. Le prolétariat n'avait pas ses organismes propres. Les soviets furent une création spontanée qui, en 1905 et en 1917, prirent un caractère totalement politique. Notre prolétariat avait déjà ses syndicats, les partis, les organisations propres. C'est pour cela que les soviets n'ont pas surgi parmi nous. »

¹⁵³ Voir à ce sujet ses articles « Révolution en Espagne ! Et en France ? » (24 juillet), et « Fascisme, guerre... ou révolution » (14 août), dans *le Populaire*. La direction de la S.F.I.O., sous la plume de Séverac, avait, par contre, le 13 août, nié l'existence d'une guerre de classes en Espagne : « Les nombreuses survivances des privilèges d'ancien régime n'ont pas encore permis au monde du travail de prendre pleinement conscience de ses intérêts et de sa mission ». L'accord, sur ce point, est total avec le P.C.F.

¹⁵⁴ Jean-Richard Bloch est le seul journaliste communiste qui parle du Comité central en le présentant tel qu'il est et non comme un vague organisme de liaison. Le 6 août, *l'Humanité* met en relief les déclarations de Giral : « Les communistes sont des hommes d'ordre ». Le 16 Gabriel Péri commentant l'entrée du P.S.U.C. au gouvernement – opération dirigée, nous l'avons vu, contre le Comité central – écrit : « La direction de la C.N.T. s'en est offusquée sans raison valable ». Le lecteur de *l'Humanité* chercherait en vain une seule des « raisons » invoquées.

¹⁵⁵ Cf. Trotsky, (*op. cit.* p. 69) : « Les révolutions n'ont nullement vaincu jusqu'à présent grâce à des protections étrangères leur fournissant des armes. Les protecteurs étrangers se sont ordinairement trouvés du côté de la contre-révolution. Est-il nécessaire de rappeler les

renversement du rapport des forces à l'échelle mondiale et que sa défaite a précisément ouvert la voie au déchaînement de la deuxième guerre mondiale¹⁵⁶. Le fait est que le sentiment de leur isolement a été l'un des éléments qui détermina l'attitude des révolutionnaires espagnols dont beaucoup renoncèrent à la poursuite de la révolution. Car l'un des motifs, non le moindre sans doute, de la politique de non-intervention réside dans les craintes des capitalistes anglais et français pour leurs intérêts immédiats en Espagne et, à plus longue portée, dans leurs propres pays¹⁵⁷. Londres et Paris peuvent envisager de soutenir, avec bien des précautions, une Espagne démocratique et républicaine, mais non une Espagne révolutionnaire. Tout le monde, anarchistes compris, en est parfaitement conscient en Espagne. Raison ou prétexte, l'argument est de poids : il ne faut pas effrayer les éventuels fournisseurs. La politique de l'U.R.S.S. jouera d'ailleurs dans le même sens : l'affaire espagnole, aux yeux de Moscou ne doit, à aucun prix, fournir l'occasion d'isoler l'U.R.S.S. et de la séparer des démocraties occidentales ! Si l'on ajoute que Staline n'a pas la moindre envie de soutenir un mouvement révolutionnaire dont il considère certains des animateurs, anarchistes et communistes dissidents du P.O.U.M., comme ses pires ennemis parce que concurrents éventuels du monopole des P.C. sur la classe ouvrière, on comprend que l'U.R.S.S. n'ait fait aucune difficulté pour adhérer, dès sa formation, au Comité de non-intervention.

Certes, le contexte international n'explique pas tout. Seul pourtant il rend compte de la rapidité avec laquelle le faible parti républicain de la petite bourgeoisie espagnole, laminé en juillet 1936 entre les généraux révoltés et les travailleurs en armes, est parvenu à reconstruire son État. Car c'est le contexte international qui a fourni aux véritables artisans de cette reconstruction de l'État républicain, socialistes, et communistes, et, dans une large mesure, anarchistes, leurs arguments les plus efficaces en faveur de la « respectabilité » de l'Espagne, du respect de la propriété et des formes parlementaires contre la révolution des Comités et des collectivisations.

Les partisans de la restauration de l'État républicain

Les hommes d'État républicains ne semblent pas capables en effet de mener le combat qui devrait être le leur. Ce sont les mêmes, anciens ministres de Casares Quiroga, puis de Martínez Barrio, qui composent le gouvernement Giral. Nous avons vu qu'ils s'efforcent de durer, d'assurer la survivance d'une apparence de légalité. Mais ils sont incapables d'imposer leur autorité, et les troupes révolutionnaires leur échappent complètement ¹⁵⁸.

Seuls les dirigeants ouvriers, dans la mesure où ils tolèrent le gouvernement, empêchent sa disparition. Seuls, ils pourraient, par leur prestige, redonner quelque autorité à un gouvernement légal. C'est ce qu'a parfaitement compris Prieto. Il reste fermement persuadé, plus encore après la révolution qu'avant, que l'Espagne a devant elle une longue période de développement capitaliste normal. Les « outrances révolutionnaires » compromettent toujours plus, à ses yeux, l'avenir du pays. La seule tâche réaliste consiste pour lui en la construction d'un régime républicain solide appuyé sur une armée forte : lui seul peut obtenir, contre les généraux et leur alliés, l'aide des « démocraties » de Londres et de Paris. C'est ainsi qu'il écrit dans *El Socialista* : « Nous espérons que l'appréciation portée sur la révolution espagnole par certaines démocrates changera car ce serait une pitié, une véritable tragédie, de compromettre ces possibilités (d'aide) en accélérant le rythme de la révolution qui, pour le moment, ne nous conduit à aucune solution positive ». Le souci de conserver la sympathie de l'Occident l'amène à se déclarer dans une interview à Havas, le 2 septembre, « enchanté que le gouvernement français ait pris l'initiative de ses propositions pour la non-intervention. »

Véritable ministre sans titre, Prieto est cependant le premier à se rendre compte de la gravité de la situation. Dans une interview à Koltsov, le 26 août, il reconnaît franchement l'impuissance du gouvernement. Comme avant la révolution, il pense

interventions française, anglaise et américaine contre les Soviets ? Les révolutions sont avant tout victorieuses à l'aide d'un programme social qui donne aux masses la possibilité de s'emparer des armes qui se trouvent sur leur territoire et de désagréger l'armée ennemie. »

¹⁵⁶ « La dictature de Franco signifierait l'accélération inévitable de la guerre européenne... La victoire des ouvriers et paysans espagnols ébranlerait sans aucun doute les régimes de Mussolini et Hitler. » (Trotsky dans *The Case of Leon Trotsky*, p. 303.) Certaines déclarations de dirigeants de la C.N.T. rendent un écho semblable. Durruti, notamment, déclare : « Nous sommes en train de donner à Hitler et Mussolini beaucoup plus de tracas avec notre révolution que toute l'Armée rouge de Russie. Nous donnons un exemple à la classe ouvrière allemande et italienne de la manière dont il faut combattre le fascisme. Je n'attends aucune aide pour une révolution libertaire d'aucun gouvernement dans le monde. Peut-être des conflits d'intérêts entre impérialismes peuvent-ils avoir quelque influence sur notre lutte... Mais nous n'attendons aucune aide. » (Cité par Morrow, *op. cit.* p. 189.)

¹⁵⁷ L'un des plus lucides et des plus conscients des hommes politiques anglais, Winston Churchill, exprime clairement ces inquiétudes dans son *Journal politique* : « Une Espagne fasciste ressuscitée, en complète sympathie avec l'Italie et l'Allemagne, est une sorte de désastre. Une Espagne communiste qui déploierait à travers le Portugal et la France ses perfides tentacules, en est une autre et que beaucoup considéreront comme pire »... « Tout ce qui se passe en ce moment augmente le pouvoir des forces mauvaises qui menacent à leurs deux extrêmes, l'existence même de la démocratie parlementaire et de la liberté individuelle en Grande-Bretagne et en France » 10 août (p. 61). Constatant que « la Russie soviétique s'écarte résolument du communisme », ce qui ouvre la perspective de lui voir prendre « plus de contact avec l'occident » (p. 58), il voit en Espagne la présence des trotskystes « sous la forme du P.O.U.M., secte qui réalise la quintessence de la fétilité » (p. 67). En avril 37 encore, il dépeint sous de sombres couleurs ce que serait un « succès des trotskystes et des anarchistes » (p. 114), soulignant d'autre part que la victoire de Franco ne pourrait aucunement porter atteinte aux intérêts français et britanniques, et qu'elle assurerait son indépendance à l'égard de Rome et de Berlin.

Irujo (Lizarrá, *op. cit.* p. 68-59) a souligné que la constitution des juntes de défense en Pays basque, dont nous avons noté le caractère conservateur, résultait des « demandes impérieuses » d'ambassadeurs et diplomates, et notamment de l'ambassadeur de France Herbet.

¹⁵⁸ Cf. Azaña : « L'œuvre révolutionnaire a commencé sous un gouvernement... qui ne voulait ni ne pouvait la cautionner », et, plus loin : « Un gouvernement qui abhorre et condamne les événements mais ne peut ni les empêcher, ni les réprimer » (*La velada en Benicarlo*, p. 96). Casares Quiroga, en « mono » et en sandales, est parti pour le front, où bien des journalistes le rencontreront. Simple milicien, « il s'efforce de racheter ses péchés », nous dit Koltsov (*op. cit.* p. 59).

que les socialistes doivent participer aux responsabilités gouvernementales. Mais l'état d'esprit des masses est tel qu'il va jusqu'à préconiser, sans hésitation, la formation d'un ministère dirigé par son vieil adversaire Largo Caballero, le seul dont le nom et le prestige pourraient faire naître la confiance populaire indis pensable. « Mon opinion sur lui est connue de tous. C'est un imbécile qui veut faire le malin. C'est un désorganisateur et un paillard qui fait semblant d'être un bureau cratéméthodique. C'est un homme capable de mener tout et tous à la ruine. Et pourtant, aujourd'hui, c'est le seul homme, ou du moins le seul nom utile pour mettre à la tête d'un nouveau gouvernement. » Précisant qu'il est prêt à entrer dans un tel cabinet, à y travailler sous la direction de Caballero, il affirme: « Il n'y a pas d'autre issue pour le pays. Il n'y en a pas non plus pour moi si je veux être utile au pays »¹⁵⁹. Toujours lucide et pessimiste, il déclara, quelques jours plus tard, à Alvarez del Vayo, qu'un gouvernement Largo Caballero serait, pour le régime, la « dernière carte »¹⁶⁰.

Prieto et ses amis ne sont pas les seuls à se faire dans le camp ouvrier, les champions du modérantisme et de la fidélité au régime républicain. Le parti communiste espagnol et sa filiale, le P.S.U.C. – plus libres de leurs mouvements, car ils n'ont pas à compter, comme le parti socialiste, avec une opposition intérieure – ont souvent pris même avant eux, des positions plus nettes encore¹⁶¹. Après le 19 juillet, la majorité de leurs militants ont suivi le courant révolutionnaire, participant et soutenant l'action des Comités-gouvernement. Leurs directions, par contre, ont soutenu toutes les tentatives républicaines pour préserver l'État. A Valence, le parti communiste a désapprouvé le Comité exécutif populaire dans son opposition à la Junte déléguée de Martinez Barrio. A Barcelone, c'est Comorera, leader du P.S.U.C. qui a essayé de pousser Companys à résister à la C.N.T., puis il a participé au gouvernement Casanovas, constitué pour éliminer le Comité central, au début d'août. La direction du P.C. ne fait pas mystère d'ailleurs de cette politique. Elle a approuvé la tentative de reconstitution de l'armée par Giral, publié un mémo random à ce sujet.

La presse communiste internationale n'a pas toujours compris du premier coup cette politique. Le *Daily Worker* du 22 affirme que l'on « s'achemine vers la République soviétique espagnole », par le triomphe de la « milice rouge ». Cependant, très vite, le tir est rectifié. Le 3 août, *l'Humanité*, à la demande du P.C. espagnol, précise que le peuple espagnol ne lutte pas pour l'établissement d'une dictature du prolétariat », et qu'il « ne connaît qu'un but : la défense de l'ordre républicain, dans le respect de la propriété ».

Le 8 août, Jesus Hernandez déclare : « Nous ne pouvons parler aujourd'hui de révolution prolétarienne en Espagne, parce que les conditions historiques ne le permettent pas... Nous voulons défendre l'industrie modeste qui est dans la gêne, au même titre et peut-être plus que l'ouvrier lui-même. » Les buts du parti communiste sont clairement fixés par son secrétaire général José Diaz : « Nous ne désirons lutter que pour une république démocratique avec un contenu social étendu. Il ne peut être question actuellement de dictature du prolétariat, ni de socialisme, mais seulement de la lutte de la démocratie contre le fascisme »¹⁶².

Cette attitude, ferme, est pourtant loin d'être, encore, déterminante. Ni le P.C., ni le P.S.U.C. ne sont, en ces mois d'été, capables de peser vraiment sur le cours des événements.

Les socialistes de gauche à la croisée des chemins

Largo Caballero et ses amis ont, sur le problème du pouvoir, les idées moins claires que Prieto et le parti communiste : le programme du groupe socialiste de Madrid, adopté au mois d'avril sous l'influence d'Araquistain, affirme en effet, nous l'avons vu, que l'instauration du socialisme en Espagne ne peut se faire que par la « dictature du prolétariat ». Mais ils sont hostiles à la création de soviets¹⁶³, forme d'organisation spécifiquement russe à leurs yeux, et n'expliquent pas plus en juillet ou en août qu'en avril ou en mai comment ils espèrent réaliser la « dictature du prolétariat » par l'intermédiaire d'un parti socialiste dont l'appareil est toujours solidement tenu par Prieto.

La scission formelle a été évitée : elle n'en est pas moins réelle ; par l'U.G.T. et par *Claridad*, Largo Caballero mène sa propre politique, différente de celle du parti socialiste. *Claridad* critique rigoureusement les décrets de mobilisation de Giral, leur oppose les thèses de Lénine sur le « peuple en armes », dénonce ceux qui veulent séparer la guerre de la révolution, morigène le *Mundo obrero*, accuse le P.C. d'accorder abri et protection à des réactionnaires. Cette opposition, cependant, ne va pas très loin : le 23 juillet, Largo Caballero déclare à Carlo Reichmann que la constitution d'un « gouvernement purement socialiste » ne sera à l'ordre du jour qu'après la victoire sur l'insurrection. Dans ses visites quotidiennes aux miliciens du front, dans son activité, à l'U.G.T., il apparaît plutôt comme un allié volontiers critique du gouvernement. Au moment où ses troupes, dans tout le pays, participent à des Comités -gouvernement, il ne semble avoir d'autre ambition que celle de rester le tout-puissant secrétaire général de l'U.G.T.

Mais les défaites du mois d'août modifient profondément cette attitude. A lui aussi, le problème de l'efficacité, celui du pouvoir, semble se poser. Le 27 août, il exposera ses vues à Koltsov. Il n'a pas de mots assez durs pour l'« incurie » du gouvernement Giral, qu'il accuse de n'avoir pas même la volonté de vaincre les rebelles et d'être composé de « gens

159 Koltsov, *op. cit.* p. 74. Rien ne permet de contester l'exactitude du reportage de Koltsov, vérifié par l'attitude ultérieure de Prieto.

160 Alvarez del Vayo, *La guerra empezó en España*, p. 218.

161 Depuis un an déjà, les orateurs communistes manifestaient une telle modération que, lors de la campagne électorale de février, les socialistes, pour les ridiculiser, avaient lancé le faux mot d'ordre : « Pour sauver l'Espagne du marxisme, votez communiste. »

162 Au sein de la classe ouvrière, ils sont, en tout cas, nettement sur la défensive par rapport aux militants de la C.N.T. et du P.O.U.M. Ils quittent le gouvernement Casanovas parce que la C.N.T. proteste. Pour ces partis qui, en toute occasion, se réfèrent dans leur propagande à l'U.R.S.S., l'adhésion de Moscou au pacte de non-intervention est un obstacle de taille.

163 Voir chapitre III.

incapables, stupides et paresseux ». Il affirme : « Toutes les forces populaires sont unies en dehors des cadres du gouvernement, autour des syndicats socialiste et anarchistes... La milice populaire n'obéit pas au gouvernement et, si les choses continuent plus longtemps, elle prendra elle-même le pouvoir ». C'est dans cette perspective qu'il critique, désormais, ce qui a été sa propre carence : « Les partis ouvriers doivent balayer au plus vite les bureaucrates, les fonctionnaires, le système ministériel de travail et passer à de nouvelles formes révolutionnaires de direction. Les masses tendent les mains vers nous, elles exigent de nous une direction gouvernementale, et nous, passivement, nous nous dérobons devant cette responsabilité, et nous ne faisons rien »¹⁶⁴.

Ainsi, à travers les paroles de Largo Caballero au journaliste russe, se dessine une autre conception du pouvoir, opposée à celle de Prieto, celle d'un « gouvernement ouvrier » rompant avec la légalité et les formes républicaines de l'État.

Les anarchistes face au pouvoir

C'est la première fois dans l'histoire que les anarchistes sont en mesure de jouer un rôle aussi important : en fait, au moins en Catalogne, tout dépend d'eux. Mais la confrontation de leurs idées avec la réalité sociale est brutale. Adversaires résolu de l'État qu'ils considèrent comme la forme d'oppression par excellence, les anarchistes ont toujours refusé de faire une distinction entre un État « bourgeois » ou un État « ouvrier » du type de l'État russe né des soviets en 1917. Or, l'effondrement de l'État républicain en juillet a créé un vide que l'action spontanée des militants de la C.N.T. a contribué à combler par la création d'un embryon d'État nouveau, celui des Comités gouvernement. Les nécessités de la guerre commandent impérieusement : il faut un pouvoir et aucun anarchiste ne préconise sérieusement la Fédération des Communes libres.

Le mouvement anarchiste en Espagne n'en est cependant plus à la première révision de ses principes. La participation massive de ses militants aux élections de février, réaction contre les vaines et sanglantes tentatives d'insurrection « failliste » des années 30, est contraire à ses traditions et à sa doctrine et constitue déjà une importante concession à un nouveau courant réformiste, proche du « trentisme », qui se développe dans ses rangs. Des groupes de la F.A.I. aux syndicats de la C.N.T., d'une région, d'une localité à l'autre, les réactions anarchistes ont varié au cours des journées décisives. A Madrid, la C.N.T. s'est placée à l'avant-garde de la lutte pour la révolution dans les semaines qui ont précédé l'insurrection, tandis que la C.N.T. catalane, contre la menace du pronunciamiento, s'alliait en fait au gouvernement Companys. Au lendemain des journées révolutionnaires, les responsables libertaires ont eu de vives discussions : allaient-ils ou non prendre le pouvoir ? Au Comité régional de la C.N.T., c'est la thèse défendue par Garcia Oliver qui l'a emporté, rejetant, pour l'immédiat « le communisme libertaire qui signifie la dictature anarchiste », se ralliant à « la démocratie qui implique la collaboration »¹⁶⁵.

La solution catalane – la constitution du Comité des milices aux côtés de la Généralité – est, par la force des choses, en compromis entre leurs principes et les nécessités de l'heure. Pourtant, nous l'avons vu, le Comité central est vite devenu un deuxième pouvoir. Ce sont des libertaires qui le contrôlent, animent ses principales commissions assument les responsabilités les plus importantes. Il en est de même dans les Comités-gouvernement locaux. Cette réalité semble démentir les affirmations publiques des dirigeants de la C.N.T. Longtemps, on croit à Barcelone que leur hostilité de principe à toute forme d'État ou de pouvoir, fussent-ils révolutionnaires, ne résistera pas à l'élan victorieux qui, les pousse après les journées de juillet. On croit qu'ils n'ont toléré que par prudence la survivance de la Généralité, mais qu'ils travaillent à son « extinction silencieuse ». On répète qu'ils n'attendent que la chute de Saragosse pour liquider le pouvoir républicain en Catalogne et en Aragon.

A Madrid, dans le partage du pouvoir, la C. N. T. s'est attribué une part respectable : elle a sa police, sa « tchéka », ses partisans et surtout ses colonnes, véritable armée indépendante. La collaboration avec les autres partis et syndicats est réduite au minimum. Mais cette situation, non plus, ne peut se prolonger : la survivance du gouvernement, le danger qui pèse sur la capitale posent le problème du pouvoir. La C.N.T. madrilène propose la constitution d'une « Junte nationale de défense » composée de représentants de la C.N.T. et de l'U.G.T., excluant les dirigeants républicains. A l'échelon local et régional, des juntas semblables, « incarnation de l'élan révolutionnaire » constitueraient le lien, *l'organismo aglutinante* qu'il leur paraît impossible de ne pas établir : en fait, la pyramide des Comités-gouvernement serait couronnée par un pouvoir unique, à leur image. Tout en maintenant leur hostilité aux « formes démocratiques et bourgeoises de gouvernement », les anarchistes semblent prêts à constituer, sous la pression des nécessités de l'heure, un organisme qui serait, même s'il n'en portait pas le nom, un véritable « gouvernement ouvrier ».

C'est en tout cas l'appréciation que porte le P.O.U.M. sur l'évolution de la C.N.T. Pour ce parti, qui se réclame des idées de Lénine sur la dictature du prolétariat, il n'y a pas de place, dans l'Espagne de 1936, pour une république démocratique bourgeoise. Le conflit se place entre le fascisme et le socialisme. Pour lui, il ne s'agit plus de former un gouvernement de Front populaire, mais « un gouvernement ouvrier décidé à mener à son terme la lutte contre le fascisme et à donner le pouvoir à la classe travailleuse, dans ses différents partis et syndicats, et à elle seule ». Dans un meeting à Barcelone, le 6 septembre, Andrés Nin affirme : « La dictature du prolétariat signifie l'exercice du pouvoir par la classe ouvrière. En Catalogne, nous pouvons affirmer que la dictature du prolétariat existe déjà. » Il s'agit donc, à ses yeux, de constituer, pour toute l'Espagne, un « gouvernement ouvrier » à l'image du Comité central et du Comité exécutif populaire. Ce gouvernement devrait avant tout « affirmer son intention de transformer l'élan des masses en légalité révolutionnaire et de le diriger dans le sens de la révolution socialiste ».

¹⁶⁴ Koltsov, *op. cit.* pp. 76-77.

¹⁶⁵

Cité par Peirats, *op. cit.* T. I, p. 161. Voir aussi Souchy, *Nacht aber Spanien*, pp. 95-96, et Bolloten, *The grand Camouflage*, pp. 152 sq.

Aussi le P.O.U.M. se réjouit-il que l'« instinct révolutionnaire » de la C.N.T. l'ait emporté sur son apolitisme traditionnel et son hostilité de principe à tout gouvernement¹⁶⁶. Le mot d'ordre des *Juntas* lui paraît répondre aux nécessités du moment, celle de la guerre et celle de la révolution : en le lançant, les anarchistes ont, selon lui, fait un pas vers la conception marxiste du pouvoir. Ainsi, de Largo Caballero à Andrés Nin en passant par la C.N.T., une conception identique semble se dégager : celle d'un gouvernement révolutionnaire des partis et syndicats ouvriers.

La formation du gouvernement Largo Caballero

Or, le 4 septembre, un bref communiqué annonce la démission de Giral et la constitution d'un nouveau gouvernement de Front populaire, présidé par Largo Caballero. Giral a lui-même demandé à Azaña de lui désigner pour successeur le secrétaire général de l'U.G.T. Telle est la version, officielle. Mais une autre version circule de bouche à oreille dans les milieux politiques et syndicaux de Madrid¹⁶⁷.

Il y avait à l'origine l'émotion provoquée par la chute de Badajoz, bastion socialiste, perdue au début de l'insurrection, puis reprise par les milices. Les vues de Caballero telles qu'il les avait exposées à Koltsov, rejoignaient celles de la C.N.T. Sur le mot d'ordre populaire de Junte nationale C.N.T.-U.G.T., des liens se nouent, à Madrid, entre militants des deux centrales. Largo Caballero, plus tard, en dira simplement : « On parlait, dans certains milieux, de prendre les ministères et d'arrêter les minis tres. » Selon Rabasseire et Clara Campoamor, une assemblée commune de responsables U.G.T. et C.N.T. aboutit à la création d'un Comité provisoire chargé de réaliser le « coup d'État » et l'installation d'une Junte présidée par Largo Caballero avec des représentants des partis socialistes et communistes, de la F.A.I. et, bien entendu, de la C.N.T. et de l'U.G.T. : les républicains en seraient exclus.

Azaña, prévenu, selon Campoamor, par Alvarez del Vayo, porte-parole du Comité, aurait alors refusé de cautionner ce qui signifiait la fin de la légalité et menacé de démissionner. Ce serait l'intervention de l'ambassadeur de l'U.R.S.S., Marcel Rosenberg, à Madrid depuis le 24 août, qui aurait évité la crise, en retenant le Comité décidé à passer outre à la démission d'Azaña.

Au cours de discussions passionnées avec les membres du Comité provisoire, l'ambassadeur de l'U.R.S.S. aurait fait ressortir les incalculables conséquences sur le plan international d'un geste qui, en entraînant la démission du Président, désarmait les diplomates espagnols, ôtait l'argument de la « légalité » aux amis de l'Espagne républicaine, semblait donner raison à la propagande rebelle en présentant aux yeux du monde un gouvernement de « rouges » que ne couvrirait plus aucune fiction républicaine et parlementaire. Au « gouvernement ouvrier » pro jeté par les syndicalistes des deux centrales, Rosenberg aurait proposé de substituer un gouvernement de Front populaire, présidé, lui aussi, par Caballero, comprenant des ministres républicains et auquel Azaña ne pourrait que donner sa caution puisque les formes seraient respectées. Les arguments prêtés à Rosenberg sont forts : la conclusion du Pacte de non-intervention a mis le « vieux » au pied du mur : jusqu'au 24 août, il semble qu'il ait compté que l'intransigeance de Berlin allait faire échouer les projets de Paris et permettre à l'Espagne d'échapper au blocus. Mais, après cette date, il n'a de choix qu'entre deux solutions. Il faut, ou bien pousser la révolution jusqu'à ses conséquences ultimes, instaurer le gouvernement ouvrier, dénoncer la « trahison » de la révolution espagnole qu'ont commise, avec la non-intervention, le gouvernement français de Front populaire et le gouvernement de l'U.R.S.S., susciter dans leur pays une agitation susceptible de les déborder, mais courir alors le risque de ne recevoir, avant qu'il ne soit trop tard, aucun secours extérieur – ou bien grouper toutes les « forces politiques » sur un programme commun de guerre, ce qui implique le maintien des formes républicaines et l'arrêt de la révolution, mais ouvre la possibilité d'une aide matérielle de Paris et de Moscou, cette dernière à relativement brève échéance...

Largo Caballero choisit. Le 1^{er} septembre, *Claridad* écrit que la France, « habilement secondée par l'Angleterre, a été plus efficace que certains ne le supposent. En effet, une guerre internationale ne peut favoriser que le fascisme et ce péril, pour l'instant, a diminué ». Prêt à prendre le pouvoir à la tête d'un gouvernement ouvrier, Caballero accepte l'offre qui lui est faite de tous côtés : il sera le chef d'un gouvernement fort – c'est de cela qu'il s'agit – jouissant de la confiance des masses et susceptible de recevoir des appuis extérieurs, puisqu'il reste dans le cadre de l'État républicain. Ce faisant, il renonce – provisoirement, à ses yeux – à poursuivre dans l'immédiat la révolution pour gagner d'abord la guerre. Il croit que sa personnalité, son prestige et son action, le poids de son organisation, sont les garants que l'arrêt de la lutte révolutionnaire ne pourra en aucun cas marquer le début d'une action contre elle.

Les anarchistes, pourtant, se dérobent. « Les masses écrit *Solidaridad obrera*, se sentiraient frustrées si nous continuions à cohabiter dans des institutions dont la structure est de type bourgeois. » La C.N.T., selon Antona, ne peut renoncer à son attitude « insurrectionnelle » face à tout « gouvernement ». Elle ne participera donc pas, pro mettant cependant son soutien, et déléguant, dans chaque département ministériel, un commissaire pour la représenter. Largo Caballero forme, sans elle, le gouvernement de Front populaire que Prieto prône depuis des mois, et qui semble un compromis acceptable avec sa position primitive. Toutes ses exigences d'ailleurs sont satisfaites, dans ce cadre, quoique, selon Koltsov, il ait été « extrêmement pénible à tout le monde de consentir à lui confier la direction du gouvernement »¹⁶⁸.

166 L'influence du P.O.U.M. n'est d'ailleurs pas à exclure, en tant que facteur des prises de position de la C.N.T. Enrique Rodríguez, un des représentants du P.O.U.M. à Madrid, sera appelé, en septembre, à défendre dans *C.N.T.* les vues de son parti sur le pouvoir. Or ces vues semblent coïncider avec celles de l'organisation madrilène de la C.N.T.

167 Rabasseire (*op. cit.* p. 98) s'en fait l'écho. Clara Campoamor la détaille dans son ouvrage (p. 148-145), Koltsov (p. 85-86) fait un récit, conforme à la thèse officielle, mais ne tente même pas de l'harmoniser avec les déclarations antérieures de Caballero et Prieto. Selon lui, c'est Caballero qui se porte candidat auprès d'Azaña et Prieto est hostile à sa désignation. Une seule affirmation vraisemblable dans ce récit : c'est Alvarez del Vayo qui pousse Largo Caballero aux concessions.

168 Koltsov, *ibid*, p. 86.

Ainsi qu'il l'a exigé, Largo Caballero cumule la présidence et les fonctions de ministre de la Guerre. Deux de ses amis de l'U.G.T. détiennent les postes-clés, Galarza l'Intérieur, Alvarez del Vayo les Affaires étrangères. Prieto est ministre de la Marine et de l'Air, ses amis socialistes Juan Negrin et de Gracia sont respectivement ministres des Finances et du Travail. Les communistes, après avoir refusé leur participation, cèdent à Caballero qui l'exige : Uribe est à l'Agriculture, et Hernandez à l'Instruction publique. Cinq républicains complètent le gouvernement. José Giral est ministre sans portefeuille, preuve, déclare-t-il, « que le nouveau gouvernement est un élargissement de l'ancien ». Le nouveau président le déclare, en tout cas, « formé d'hommes qui ont renoncé à la défense de leurs principes et de leurs tendances particulières pour s'unir autour d'une aspiration unique : la défense de l'Espagne contre le fascisme ».

La participation de l'U.G.T., le soutien de la C.N.T. doivent normalement lui donner l'autorité que n'avait pas Giral. Mais son programme est le même, l'« union des forces qui luttent pour la légalité républicaine », « le maintien de la république démocratique ». Destiné à liquider la dualité de pouvoir, il la reflète : sa direction socialiste est une concession aux ouvriers, son programme un gage de « respectabilité » pour les puissances.

Son refus de collaborer ne semble pas, au premier abord, devoir affaiblir la C.N.T., car les représentants des pouvoirs révolutionnaires régionaux s'inclinent. A Va lence, le 8 septembre, à un meeting organisé par l'U.G.T., le parti socialiste et le parti communiste, c'est Juan Lopez, dirigeant éminent de la C.N.T., qui apporte l'adhésion et le soutien du Comité exécutif populaire au nouveau gouvernement et à son programme.

La dissolution du comité central des milices

Le 26 septembre, à leur tour, les révolutionnaires catalans s'inclinent. Le président Companys réussit l'opération qu'il avait tentée en vain avec Casanovas au début août : la formation d'un gouvernement de la Généralité dans lequel figurent des représentants de tous les partis ouvriers et syndicats. C'est le républicain Tarradellas qui le préside. L'Esquerra reçoit les portefeuilles des Finances, de l'Intérieur, de la Culture, les Rabassaires de l'Agriculture, le P.S.U.C. du Travail et des Services publics. Les dirigeants révolutionnaires ont, eux aussi, des postes importants : l'Economie le Ravitaillement, la Santé vont à des anarchistes – de second plan, il est vrai –, la Justice à Andrés Nin.

Commentant l'événement, quelques années plus tard, le modéré Ossorio y Gallardo écrira : « Companys, qui avait reconnu le droit des ouvriers à gouverner et leur avait même offert d'abandonner son poste, a manipulé les choses avec une telle habileté qu'il est arrivé, petit à petit, à reconstituer les organes légitimes du Pouvoir, transférer l'action aux Conseillers, réduire les organismes ouvriers à leur rôle d'auxiliaires, d'aides, d'exécutants... La situation normale était rétablie »¹⁶⁹. De son côté, vers la même époque, Santillan écrivait : « Après plusieurs mois de lutte et d'incidents sans issue avec le gouvernement central, réfléchissant sur le pour et le contre d'une indépendance de la Catalogne, intéressés, plus que jamais, à la victoire dans cette guerre que nous avons entamée avec tant d'ardeur et tant de foi, à nous dire et nous répéter qu'on ne nous aiderait pas tant que serait si manifeste le pouvoir du Comité des milices, organe de la révolution du peuple... n'ayant pas d'autre dilemme que de céder ou d'aggraver les conditions de la lutte... nous dûmes céder. Nous nous décidâmes donc à dissoudre le Comité des milices. » Et il conclut : « Tout pour obtenir l'armement et l'aide financière, pour continuer avec succès notre guerre »¹⁷⁰.

La formation du nouveau Conseil de la Généralité implique en effet l'abandon des organismes de pouvoir révolutionnaire. Le Comité central est annexé au département de la Guerre que dirige le colonel Diaz Sandino. Le Conseil de l'économie, la Commission d'investigation sont rattachés et subordonnés aux correspondants. Les anarchistes justifient leur « cohabitation dans des institutions de type bourgeois » par des arguments divers. Ils soulignent le terme de « Conseil » employé, sur leurs instances, pour le nouveau gouvernement. A leurs yeux, la présence de représentants de la C.N.T. est une garantie, une légalisation des conquêtes révolutionnaires.

Solidaridad obrera écrit, le 27 : « Il n'était plus possible pour le bien de la révolution et pour l'avenir de la classe ouvrière que persistât la dualité de pouvoirs. Il était nécessaire que, d'une manière simple, l'organisation qui contrôle l'immense majorité travailleuse s'élève au plan des décisions administratives et exécutives. » Et *la révolution prolétarienne*, peu suspecte pour tant de sympathie pour le courant « réformiste » de la C.N.T., conclut son analyse de l'événement sous la plume d'Antoine Richard en affirmant : « Cette pénétration des organismes anciens par les organismes nouveaux nés dans la lutte et créés pour la Révolution marque un pas sérieux vers la conquête du pouvoir »¹⁷¹.

Le P.O.U.M. avait posé, comme conditions à sa participation, une « déclaration ministérielle d'orientation socialiste » et « l'intervention active et directe de la C.N.T. » Il accepte donc la nouvelle combinaison gouvernementale en déclarant : « Nous vivons dans une étape de transition dans laquelle la force des faits nous a obligés à la collaboration directe dans le Conseil Généralité, avec les autres fractions ouvrières. » L'insuffisance du programme mis en avant, l'importance de la participation des républicains, qu'il souligne, ne l'empêchent pas de conclure que la Catalogne possède un « pouvoir nettement prolétarien ». Et, en contradiction avec sa politique du jour, il lance un nouvel appel : « De la formation des Comités d'ouvriers, de paysans et de soldats, pour lesquels nous ne cessons de lutter, sortira la représentation directe du nouveau pouvoir prolétarien. »

Cet optimisme va être rapidement démenti par les faits. La formation du Conseil de la Généralité, avec le soutien de la C.N.T. et du P.O.U.M., est en réalité l'arrêt de mort du pouvoir des Comités. Le 1^{er} octobre, le Comité central des milices se dissout

169 *Vida y sacrificio de Lluys Companys*, p. 172.

170 Santillan, *op. cit.* pp. 115-118

171 *La Révolution prolétarienne*, 10 oct. 1936.

et adhère, par un manifeste, à la politique du nouveau gouvernement. Le 9, un décret pris en Conseil, avec l'approbation de Nin et des ministres de la C.N.T., dissout, dans toute la Catalogne « les comités locaux, quels qu'en soient le nom ou le titre, et tous les organismes qui ont pu être constitués pour abattre le mouvement subversif ». Le président du Conseil Tarradellas commente le décret, annonce le remplacement des Comités dans leurs « fonctions gouvernementales » par des conseils municipaux composés suivant les mêmes proportions que le Conseil de la Généralité... L'ensemble des organisations ouvrières approuve la dissolution : l'organe du P.O.U.M. en français va jusqu'à écrire : « Ces Comités révolutionnaires, Comités exécutifs populaires ou Comités de salut public, représentaient seulement une partie des organisations ouvrières, ou bien les représentaient suivant une fausse proportion... On peut évidemment regretter la suppression de leur initiative révolutionnaire, mais on doit reconnaître la nécessité de codifier... les diverses organisations municipales et ce, dans le but, autant de les remplacer uniformément que de les mettre sous l'autorité du nouveau Conseil de la Généralité »¹⁷².

Le 17 septembre, Andrés Nin accompagne à Lérida le président Companys en tournée : il unit ses efforts aux siens pour convaincre ses amis du Comité révolutionnaire qu'il faut se plier à la nouvelle organisation du pouvoir en entrant dans un Conseil municipal où ils seraient en minorité, et où entreraient en force les républicains jusque-là tenus à l'écart...

L'entrée de l'Aragon dans l'ordre républicain

Dans ces conditions, la situation des animateurs du Conseil de défense d'Aragon devient difficile. Attaqué violemment par les communistes et les socialistes, qualifié d'« organisme illégal » par le P.S.U.C., non reconnu par les autorités républicaines de Madrid et de Barcelone, le Conseil ne peut se maintenir seul sur la position de pouvoir révolutionnaire indépendant. À l'intérieur même de la C.N.T., son président, Joaquín Ascaso, est l'objet de vives attaques de la part de certains responsables : Mariano Vázquez, secrétaire du Comité national, l'accuse d'« infantilisme révolutionnaire » et de « donquichottisme ». Il est contraint de reculer : dans les derniers jours d'octobre, la C.N.T. propose l'élargissement du Conseil aux partis du Front populaire. Le 31 octobre, une délégation, conduite par Ascaso, se rend auprès de Caballero. Elle souligne, selon le compte rendu donné par la presse de la C.N.T., les circonstances exceptionnelles de la naissance du Conseil, dans une situation chaotique créée par l'inexistence des pouvoirs publics et l'occupation du territoire par les colonnes des milices catalanes. Elle confirme l'accord qui vient d'être donné par les syndicats et partis du Front populaire à une réorganisation du Conseil, ouvert désormais mais aux représentants de toutes les organisations, proportionnellement à leurs effectifs. Caballero, de son côté, reconnaît au Conseil d'Aragon les attributions du gouvernement civil et des députations provinciales, lui délègue, eu égard au caractère exceptionnel de la situation, des pouvoirs gouvernementaux en matière de maintien de l'ordre, de reconstruction économique, d'organisation de l'effort militaire. Il est entendu entre les deux parties qu'un plébiscite fixera, dans l'avenir, la nature du régime aragonais. Joaquín Ascaso, quittant la Présidence, déclare :

« L'objet de notre visite a été de présenter nos respects au chef du gouvernement et de l'assurer de notre attachement au gouvernement du peuple. Nous sommes prêts à accepter toutes les lois qu'il promulguera, et, de notre côté, nous demanderons au ministre toute l'aide dont nous avons besoin »¹⁷³. Le Conseil de la Généralité peut alors décerner au Conseil d'Aragon un certificat de respectabilité : « Les entretiens avec le président Azaña, avec le président Companys, avec Largo Caballero », déclare-t-il, « ont écarté tous les soupçons qui avaient pu naître, portant à croire que le gouvernement constitué (en Aragon) avait un caractère extrémiste. »

Ainsi se trouve levé le dernier obstacle sérieux à la concentration des pouvoirs : tous les autres organismes régionaux se soumettent sans difficulté. Les Basques, d'abord décidés à constituer leur gouvernement sans attendre le vote du statut d'autonomie par les Cortes, consentent à prendre leur place dans le nouveau cadre légal. Alors le vote du Statut basque, le 1^{er} octobre José Antonio de Aguirre est élu, le 7, président d'Euzkadi et prête serment sous l'arbre de Guernica. Manuel de Irujo entre dans le gouvernement Largo Caballero, dont le programme ne contredit en rien celui du gouvernement qu'inspirent les nationalistes basques¹⁷⁴.

L'entrée des anarchistes dans le gouvernement central

Il reste, cependant, à régler le problème du gouvernement central. Va-t-on constituer une Junta nationale de défense, comme les journaux de la C.N.T. continuent à le réclamer ? Les républicains et les socialistes y sont résolument opposés. La C.N.T. doit-elle entrer dans le gouvernement Caballero ? L'U.G.T., le parti socialiste, le parti communiste le demandent : la C.N.T., en fait, comme eux, exerce une partie du pouvoir sans en assumer les responsabilités. Mais les nouveaux revers militaires, la menace sur Madrid, hâtent les événements. Au cours d'un meeting du Front populaire, à Valence, le 20 octobre, le dirigeant des dockers C.N.T., Domingo Torres, se déclare d'accord pour la participation des anarchistes à un organisme de direction de la lutte même s'il s'intitule « gouvernement », car l'essentiel est d'abord de gagner la guerre. Le 22 octobre, *Solidaridad obrera* lève un coin du voile qui recouvre les négociations en affirmant qu'il « manque au gouvernement que préside Largo Caballero le concours des forces prolétariennes » de la C.N.T. et en dénonçant les groupes qui « refusent la

¹⁷² *La Révolution espagnole*, 14 oct. 36. Il est bon de préciser que les initiatives de Nin ne lui incombent pas personnellement, mais reflétaient la « ligne » de la direction du P.O.U.M.

¹⁷³ Peirats, *op. cit.* T. I, p. 229.

¹⁷⁴ Le premier gouvernement comprend, outre les nationalistes basques, des républicains, des socialistes et un communiste, Juan Astigarrabia. Aucune critique ne s'élève à ce moment contre ce dernier dans les rangs du P.C. alors que José Díaz l'accusera plus tard (16 nov. 37) d'avoir été « prisonnier du gouvernement dirigé par les nationalistes basques, représentants des grands industriels, des grands capitalistes, des banques ». Le programme gouvernemental insiste sur la liberté de culte et le respect de l'ordre et de la propriété. Dans le domaine social, il promet que « le travailleur aura accès au capital, par la voie de la coadministration des entreprises. »

participation de forces syndicales qui exigent simplement leurs droits dans la proportion qui leur est due ». Selon Caballero, les anarchistes demandent six portefeuilles, alors qu'il ne leur en offre que quatre. Il n'est pas question de programme : le 30 octobre, Caballero affirme dans une interview au *Daily Express* : « D'abord, gagner la guerre, et après nous pourrons parler de révolution ». Le 23 du même mois, Juan Peiro, dans un discours à Radio C.N.T.-F.A.I., avait précisé la nouvelle position anarchiste, en tous points identique : « Ceux qui parlent, dès aujourd'hui, d'implanter des systèmes économiques et sociaux achevés sont des amis qui oublient que le système capitaliste a... des ramifications internationales et que notre triomphe dans la guerre dépend beaucoup de la chaleur, de la sympathie, de l'appui qui nous viendra de l'extérieur... » La discussion sur le nombre des portefeuilles perd toute signification ; le 4 novembre, Largo Caballero remanie son ministère pour y faire entrer quatre représentants de la C.N.T., Garcia Oliver, qui devient ministre de la Justice, Federica Montseny, de la Santé, Juan Lopez, du Commerce, Juan Peiro, de l'Industrie. C'est à Santillan, adversaire de la collaboration, qu'allait revenir la tâche de justifier cette entrée du point de vue de la théorie (13 septembre) :

« L'entrée de la C.N.T. au gouvernement central est un des faits les plus importants qu'ait enregistré l'histoire de notre pays. La C.N.T. a toujours été, par principe et par conviction, anti-étatiste et ennemie de toute forme de gouvernement... Mais les circonstances... ont changé la nature du gouvernement et de l'État espagnols... Le gouvernement a cessé d'être une force d'oppression contre la classe ouvrière de même que l'État n'est plus l'organisme qui divise la société en classes. Tous deux cesseront encore plus d'opprimer le peuple avec l'intervention de la C.N.T. dans leurs organes ». Ainsi, à l'épreuve de la lutte pour le pouvoir, les dirigeants anarchistes retrouvent-ils le langage des sociaux-démocrates les plus réformistes... Pour se justifier, plus tard, aux yeux de ses amis, Garcia Oliver, l'un des « Trois Mousquetaires », ancien forçat devenu ministre de la Justice, écrira : « La bourgeoisie internationale refusait de nous fournir les armes dont nous avions besoin... Nous devions donner l'impression que les maîtres étaient non les Comités révolutionnaires, mais le gouvernement légal : faute de quoi nous n'aurions rien du tout. Nous avons dû nous plier aux inexorables circonstances du moment, c'est-à-dire accepter la collaboration gouvernementale. » Et Santillan, le premier à justifier cette politique en 1936, sera aussi le premier, en 1940, à en faire, après la défaite, l'amère critique : « Nous savions qu'il n'était pas possible de triompher dans la révolution si on ne triomphait pas, avant, dans la guerre. Nous avons sacrifié la révolution elle-même sans comprendre que ce sacrifice impliquait aussi le sacrifice des objectifs de la guerre »¹⁷⁵.

Un facteur politique : l'aide russe

Du gouvernement ouvrier projeté à la fin d'août au gouvernement de Front populaire réalisé début novembre avec la participation des anarchistes, le cheminement a été rapide. C'est en grande partie parce que les dirigeants socialistes de gauche, comme ceux de la C.N.T., ont en vue, lorsqu'ils parlent de l'aide étrangère, une autre aide que celle – problématique – des pays occidentaux. Le grand événement du mois de septembre, qui coïncide avec la formation du gouvernement Caballero et rend vraisemblable le rôle prêté dans la « crise » à Rosenberg, est la décision de l'U.R.S.S. de fournir à la République espagnole une aide matérielle.

C'est en effet au début de septembre qu'ont été prises à Moscou les dispositions techniques en vue de la réalisation de ce soutien. Les premiers officiers russes sont sur place, en même temps que Rosenberg. Les premiers avions arriveront en octobre. C'est l'aide russe qui va sauver Madrid en permettant l'équipement en armes modernes et en munitions des milices et de la jeune « armée populaire » mise sur pied par le gouvernement de Largo Caballero. C'est elle aussi qui, désormais, dans une large mesure, conditionne la politique du gouvernement et des partis du Front populaire, sur la base des conseils ou des exigences dictées aussi bien par les représentants officiels de l'U.R.S.S., Rosenberg et le consul général à Barcelone, Antonov-Ovseenko, que par ses porte-parole officieux, délégués du Komintern, ou dirigeants du parti communiste ou du P.S.U.C., qui en tirent popularité et autorité. Une nouvelle période commence sous le drapeau de l'« antifascisme ».

ΧηAPIΞ : Le gouvernement Caballero et la restauration de l'État

Il est remarquable que Largo Caballero, si vivement critiqué dans son propre parti, ait pu, en quelques semaines, devenir l'homme providentiel, la « dernière carte » selon l'expression de Prieto lui-même¹⁷⁶. La défection des Jeunesses socialistes a porté à sa position personnelle un coup assez rude et ce sont, en définitive, l'impuissance et le discrédit des républicains, le refus ou l'incapacité des anarchistes de prendre le pouvoir qui en font le « sauveur suprême ». Il est mal vu de la plupart des

¹⁷⁵ Santillan, *op. cit.* p. 116.

Notons, exprimée de deux points de vue opposés, une concordance dans l'appréciation de l'attitude des socialistes révolutionnaires à Madrid et des anarchistes à Barcelone refusant de prendre le pouvoir. Pour Trotsky : « Renoncer à la conquête du pouvoir, c'est le laisser volontairement à celui qui l'a, aux exploiters. Le fond de toute révolution a consisté et consiste à porter une nouvelle classe au pouvoir et à lui donner ainsi toute possibilité de réaliser son programme »... « Le refus de conquérir le pouvoir rejette inévitablement toute organisation ouvrière dans le marais réformiste et en fait le jouet de la bourgeoisie. » (*Leçons d'Espagne*, p. 66.) Azaña, de son côté, écrit : « En contrecoup de la rébellion militaire... se produisit un soulèvement prolétarien qui ne se dirigea pas contre le gouvernement... Une révolution doit s'emparer du commandement, s'installer au gouvernement, diriger le pays selon ses vues. Or, ils ne l'ont pas fait... L'ordre ancien aurait pu être remplacé par un autre, révolutionnaire. Il ne le fut pas. Il n'y avait plus qu'impuissance et désordre... » (*La velada en Benicarlo*, p. 96.)

¹⁷⁶ Selon Alvarez del Vayo (*La guerre empezó en España*, p. 216).

dirigeants des partis, mais sa popularité de vieux lutteur en fait le seul dirigeant capable de servir de trait d'union entre modérés et révolutionnaires, de rallier les travailleurs à un gouvernement régulier, imposant son autorité aux partis, aux syndicats, aux comités.

Il réalisera effectivement ce que Giral et Prieto n'avaient pu faire avant lui : en rajeunissant les institutions de l'État par la légalisation de certaines conquêtes révolutionnaires, l'incorporation des organismes et des hommes du pouvoir révolutionnaire, il parvient à les sauver et à réaligner cette gageure : la reprise en mains par l'État républicain de tous les groupes armés, la création d'une Armée et d'une Police, en un mot l'instauration d'un pouvoir unique et fort sous l'égide de la République et qui sera pourtant, aux yeux de la majorité des ouvriers révolutionnaires, leur pouvoir, le « pouvoir populaire ». Son tour de force consiste à avoir liquidé le « deuxième pouvoir » en donnant l'impression qu'il consacrait sa victoire : la présence à ses côtés de Garcia Oliver et de Juan Lopez, qui avaient incarné le pouvoir révolutionnaire en Catalogne et au Levant, semble garantir le caractère révolutionnaire de ses intentions. Il ne détruit pas les autorités régionales, mais semble vouloir les unir en les « fédérant ». Les Basques et les Asturiens gardent la responsabilité de leur front, la C.N.T. celle du front d'Aragon et de Teruel ; la Junte de Madrid aura bientôt celle du front du Centre. Mais la responsabilité de l'organisation militaire passe à une « Junte des milices » où partis et syndicats sont tous représentés. Deux fois par semaine, autour de Largo Caballero, se réunit le Conseil suprême de la Guerre par lequel chaque tendance politique et syndicale est associée à la conduite des opérations¹⁷⁷.

Car ce sont les revers militaires qui, aux yeux de tous, ont exigé l'unification du pouvoir et c'est sur l'unification du commandement militaire qu'il insiste dès l'abord :

« Notre première tâche, déclare-t-il à Koltsov, est d'établir l'unité de commandement et de pouvoir. La direction des troupes combattantes de l'Espagne tout entière, Catalogne comprise, est maintenant concentrée entre les mains du ministre de la Guerre. » Or, cet accent mis sur le commandement militaire est déjà une option politique : dans une interview au *Daily Express* (30 octobre), il la précise en ces termes : « La guerre civile, par définition, a un caractère social et, naturellement, dans le cours de la guerre, peuvent surgir des problèmes de nature économique et sociale... La solution en sera subordonnée à un objectif : gagner la guerre »¹⁷⁸.

Le gouvernement contre les Comités

Pour réaliser ce programme, le gouvernement doit d'abord s'attaquer aux Comités. Théoriquement, sa tâche peut paraître facile : les Comités sont formés de représentants des partis et syndicats qui participent au gouvernement, soutiennent son programme, appuient son action. En réalité, pourtant, les militants montrent beaucoup d'attachement à ces organismes qu'ils ont eux-mêmes bâtis et se regimberont, pour les défendre, contre les consignes mêmes de leurs propres dirigeants. Aussi la dissolution des Comités ne se fera-t-elle jamais brutalement. Partis et syndicats multiplient les arguments : il s'agit de faire admettre aux militants que les Comités, utiles dans la période révolutionnaire, sont désormais dépassés. *Claridad*, par exemple, écrit : « Nous pouvons affirmer que tous ces organes ont fini d'accomplir la mission pour laquelle ils avaient été créés. Ils ne peuvent plus être, désormais, que des obstacles à un travail qui revient uniquement et exclusivement au gouvernement de Front populaire au quel participent, en pleine responsabilité, toutes les organisations politiques et syndicales du pays. »

En Catalogne, Comorera, leader du P.S.U.C., a fait de leur dissolution la tâche première de la coalition anti fasciste : « L'autorité légitime, affirme-t-il, doit pouvoir s'imposer à l'encontre de la dictature irresponsable des Comités. » Leur disparition, nous l'avons vu, a été rendue possible par la bonne volonté de la C.N.T. et du P.O.U.M., après la dissolution du Comité central. A Valence, le Comité exécutif populaire résistera plus long temps, soutenu par le P.O.U.M. et une fraction de la C.N.T. Juan Peiro se fait chahuter le 27 novembre au théâtre *Apollo* quand il affirme : « A Valence, le gouvernement donne un ordre et alors les consignes des Comités se mettent en travers. Ou c'est le gouvernement, ou ce sont les Comités qui gouvernent ! » En dépit des interruptions, il martèle : « Ce ne sont pas les Comités. Ce qu'il faut, c'est qu'ils soient les auxiliaires du gouvernement »¹⁷⁹.

Caballero saura éviter les heurts : il nomme gouverneurs ou maires les dirigeants mêmes des Comités-gouvernement, substitue aux organismes révolutionnaires des organismes réguliers, composés parfois des mêmes hommes, peu différents en apparence, mais, en réalité, moins soumis à l'influence de la base et plus aisément contrôlables par lui. Il laisse subsister certains organismes après les avoir « doublés » et dépouillés de leurs attributions. A Valence, après le départ du colonel Arin et de Juan Lopez, le Comité exécutif populaire n'est plus qu'une simple façade, le jour où le populaire député socialiste et dirigeant de l'U.G.T. Ricardo Zabalza est nommé gouverneur. A Santander, Juan Ruiz, à Gijón, Belarmino Tomas et, en Aragon, Joaquin Ascaso deviennent « délégués du gouvernement ». Pour réduire le Comité de salut public de Malaga, il suffira de muter à Guadalajara le gouverneur Rodriguez, son ancien président, et de le remplacer par un nouveau, moins lié aux organismes révolutionnaires.

¹⁷⁷ Le Conseil suprême comprenait, outre Largo Caballero, Prieto (Production de guerre), Alvarez del Vayo (Encadrement politique des troupes), Garcia Oliver (Formation des cadres militaires), et Uribe (Ravitaillement et intendance).

¹⁷⁸ Il y a sur ce thème une remarquable unanimité dans les organisations antifascistes. C'est Companys qui réclame « un gouvernement fort, un gouvernement à pleins pouvoirs » puisqu'il n'est pas « autre chose que l'autorité déléguée de toutes les forces antifascistes, politiques et syndicales qui y sont représentées ». Azaña, pour une « politique de guerre » exige « une seule discipline, celle du gouvernement responsable de la République ». Le communiste Mije affirme : « Le mot d'ordre du moment doit être de tout gagner par le gouvernement et pour le gouvernement, de renforcer son autorité et son pouvoir ». L'anarchiste Peiro, devenu ministre, insiste : « Nous disons : d'abord la guerre et ensuite la révolution. C'est le gouvernement qui commande. »

¹⁷⁹ Compte rendu dans *Peirats*, t. I, pp. 253-254.

Sur le plan local, les Comités-gouvernement s'effacent devant les *Ayuntamientos*, conseils municipaux composés, eux aussi, de représentants des différents partis et syndicats, et mis en place après un décret du 31 décembre sur la réforme municipale. La différence, minime en apparence, est en réalité considérable. D'une part, le système paritaire de représentation avantage les communistes officiels représentés par le canal de plusieurs organisations : P.C.E. ou P.S.U.C., U.G.T., surtout en Catalogne, J.S.U. partout¹⁸⁰. Surtout l'initiative ne vient plus d'en bas : même là où, parmi les travailleurs, ils détiennent la majorité, les anarchistes, sans la masse armée qui leur permettait toutes les pressions au temps des Comités, se retrouvent en minorité dans les conseils municipaux. Enfin le maire, l'« *alcalde* », est choisi par le gouverneur civil : le gouvernement dispose en lui d'un agent direct qu'il n'avait pas au sein des Comités. D'ailleurs, le souci de ménager les susceptibilités, un adroit dosage des nominations, apaisent bien des récriminations¹⁸¹. Valence n'a plus son Comité exécutif populaire, mais un gouverneur socialiste de gauche et un maire de la C.N.T. Peu de militants, à la C.N.T. comme à l'U.G.T., semblent avoir pris conscience de l'arme que constituerait contre eux, éventuellement, une telle organisation municipale entre les mains d'un gouvernement qui ne serait pas présidé par Largo Caballero. Rares sont ceux, aussi, qui ont perçu le paradoxe qu'il y avait à promulguer une réforme municipale abolissant, en fait, toute élection, dans le cadre d'un régime qui s'affirmait démocratique¹⁸².

La réforme judiciaire

Ce sont les mêmes principes qui président à la réforme judiciaire effectuée à Valence sous la direction de l'anarchiste Garcia Oliver, à Barcelone sous celle du communiste du P.O.U.M. Andrés Nin. La victoire révolutionnaire de juillet est consacrée par la loi. Mais les nouvelles institutions viennent prendre place dans le cadre de l'ancienne légalité et de l'ancien droit bourgeois réformé. Une amnistie générale efface toutes les condamnations prononcées avant le 19 juillet et dont certaines pesaient d'ailleurs encore sur certains dirigeants révolutionnaires. La femme reçoit l'égalité des droits et notamment la pleine capacité juridique dont elle était jusque-là privée. Les unions libres des miliciens sont légalisées, les formalités du mariage simplifiées. La taxe judiciaire est supprimée, la justice devient gratuite, toutes les procédures sont accélérées. Chaque accusé, devant n'importe quel tribunal, y compris la Cour suprême, reçoit la liberté d'assurer lui-même sa défense ou de recourir aux services d'un avocat, professionnel ou non. Garcia Oliver conserve la structure des Tribunaux populaires créés le 23 juillet par le gouvernement Giral : ils se composent de trois juges, d'un président et d'un procureur, magistrats de profession et de quatorze jurés désignés par les organisations syndicales et politiques. Les Tribunaux populaires de Catalogne, « tribunaux de classe » selon l'expression de leur créateur Andrés Nin, ne comprennent que deux magistrats, le président et le procureur. Les juges, ici, sont les huit représentants désignés par les partis et syndicats. Dans les deux cas, le corps des magistrats, durement éprouvé par la terreur populaire pendant les journées révolutionnaires, est sévèrement épuré, puis remis sur pied : ces juges servent désormais la nouvelle justice en qualité de « techniciens de la justice », assurant la continuité des formes et du droit.

Un nouvel appareil judiciaire est ainsi mis sur pied, peu différent de l'ancien, seulement rajeuni, modernisé, ouvert à tous ceux que cautionnent partis et syndicats de la coalition.

La reconstitution de la police

Le double pouvoir avait, en fait, abouti à multiplier les organismes de répression : Milices de l'arrière, Patrouilles de contrôle, Corps d'investigation et de vigilance, coexistaient avec la Sûreté, les carabiniers, les gardes d'assaut, les gardes civils rebaptisés « gardes nationaux républicains » et dont le gouvernement Giral avait petit à petit rassemblé les unités éparses à l'arrière et au front. Le 20 septembre un décret rassemble toutes ces forces en un corps unique, les « Milices de vigilance de

¹⁸⁰ Les proportions sont parfois bouleversées. Ainsi, à Castellon, le Comité comprenait 35 membres, 14 de la C.N.T., 7 du P.O.U.M., 7 de l'U.G.T., 7 républicains. Avec la réforme municipale, C.N.T., U.G.T., P.O.U.M., P.C., J.S.U., socialistes, partis républicains auront des représentations égales.

¹⁸¹ Pour bien des militants, c'est une carrière administrative qui commence et dont les avantages expliquent peut-être certains ralliements. David Antona, maçon en 1936, est gouverneur civil de Cindad Libre (*Cindad Real*) en 1939. Rares sont ceux qui, comme Juan Lopez, retourneront à l'usine après avoir été ministres ou hauts fonctionnaires.

¹⁸² La capacité de résistance des Comités a dépassé ce qui était normalement prévisible, étant donnée l'unanimité des organisations. Le 8 février, José Diaz consacre plus de la moitié d'un grand discours à Valence à la nécessité de faire disparaître les « gouvernements miniature » et de substituer aux Comités des Conseils municipaux : le décret date d'un mois. Le 27 avril, *A.B.C.*, – saisi dès juillet 36 par les républicains – rapporte que le gouvernement de Castellon a dû intervenir pour remplacer un Comité par un Conseil municipal.

Surtout, faute de documents, il faut simplement indiquer une exception de taille. Les Comités subsistent aux Asturies, avec l'accord des organisations qui militent ailleurs pour leur dissolution. Le député socialiste Amador Fernandez, membre du Conseil régional, déclare à la presse (*A.B.C.*, 12 février 1937) : « Il faut confesser qu'il n'y a pas ici phobie des Comités. » Le 8 janvier, C.N.T. et U.G.T. des Asturies avaient, au contraire, signé un accord pour la généralisation à toutes les entreprises de Comités de contrôle C.N.T.-U.G.T. (avec un nombre égal de militants de chaque centrale, sous la présidence d'un membre de l'organisation majoritaire dans l'entreprise). Le Congrès de l'U.G.T. asturienne, le 13 avril 1937, dont Javier Bueno souligne dans *Claridad* qu'il est le « 1^{er} congrès de la révolution », confirme cette orientation. Aux élections à la commission exécutive, la liste communiste des adversaires des Comités, dite d'« unité », n'obtient que 12 000 voix contre 87 000 à celle de la direction sortante. La J.S.U. asturienne (cf. ch. XI) se dresse contre l'influence du P.C. et forme un « Front révolutionnaire » avec les Jeunesses libertaires.

Jusqu'à leur chute, les Asturies restent une Commune assiégée. La résistance de groupes armés de partisans, de longs mois après la victoire de Franco, prouve la profondeur de l'élan révolutionnaire que l'œuvre de restauration de l'Etat, menée ici avec plus de prudence, n'avait pas pu briser (voir 2^e partie, ch. IV).

l'arrière » : la police révolutionnaire est officiellement consacrée et se trouve, du coup, placée sous l'autorité directe du ministre de l'Intérieur ; le 15 décembre est organisé le Conseil supérieur de la Sûreté¹⁸³ composé de dirigeants politiques. Le 27, le Conseil national s'élargit à des techniciens : outre deux représentants de la C.N.T., deux de l'U.G.T., un de chaque parti, il comprend un chef, un inspecteur et un agent élus par leurs pairs, et le directeur général, haut fonctionnaire nommé par le ministre, qui préside. Dans chaque province sont créés, sur le même modèle, des Conseils régionaux que préside le gouverneur. Ces organismes se transformeront plus vite encore que les Conseils municipaux : leur structure « fédérale » est un obstacle à l'efficacité de l'action policière. Les hauts fonctionnaires y dominent très vite. Largo Caballero doit avoir compris cela quand il fait nommer directeur de la Sûreté son vieil ami Wenceslao Carrillo¹⁸⁴.

On assiste parallèlement à la constitution discrète de ce qui devient un véritable corps de police nouveau. Au moment où le trafic aux frontières est inexistant, le ministre des Finances, Juan Negrin, renforce en effet considérablement les carabiniers, peu nombreux avant guerre¹⁸⁵. Le correspondant du *New York Herald Tribune* câble le 28 avril 1937 qu'une « force de police sûre est en train de se constituer » : on en a recruté à cette date plus de 40 000, dont la moitié sont équipés et armés.

Dans les premiers temps, la caution d'un parti ou d'un syndicat était exigée de tout garde ou policier nouveau : c'était la mesure de sécurité destinée à prévenir un noyautage éventuel par les phalangistes. Assez vite cependant, partis et syndicats semblent constituer pour les hauts fonctionnaires un écran entre le gouvernement et ses forces de répression. Un pas décisif sera franchi dans la coupure entre les forces de police et les organisations ouvrières avec l'interdiction faite aux carabiniers et aux gardes d'adhérer à un parti ou un syndicat¹⁸⁶. La police redevient ainsi, en principe, l'instrument aveugle et docile dont un gouvernement a besoin.

La militarisation des milices

Les défaites militaires d'août et septembre avaient durement secoué les partisans du maintien des milices. Des anarchistes, Durruti, Garcia Oliver, Mera, demandent une organisation unifiée, un commandement unique. Pour tous, il est clair qu'il faut, sous peine de catastrophe, instaurer une discipline de fer au combat et dans le service, coordonner le ravitaillement, l'équipement et les communications, élaborer et appliquer une stratégie d'ensemble. Mais c'est à partir de là que commencent les divergences. Les anarchistes veulent réaliser ces transformations dans le cadre des milices, en maintenant l'élection des officiers, la solde unique, la suppression des galons. Le P.O.U.M. prône le modèle russe de 1918-1920, demande le contrôle des officiers par des commissaires et des Conseils de soldats, fait éditer et diffuser le *Manuel de l'armée rouge* de Trotsky. Personne n'ose prôner la reconstitution d'une armée de type ancien, et le mot d'ordre communiste d'« armée populaire » semble à beaucoup capable de concilier les aspirations révolutionnaires et la nécessité de la discipline. Le gouvernement progressera pas à pas, sans heurter de front l'état d'esprit particulier des milices, qu'il transforme cependant peu à peu en armée.

Le décret du 29 septembre, qui mobilise deux classes, marque le début de la « militarisation » : la junte et bientôt la *Comandancia* des Milices contrôlent, paient, ravitaillent et arment toutes les milices d'organisation. Le premier décret du gouvernement a constitué un état-major qui commence à coordonner et à centraliser. Les recrues sont encadrées par des officiers ou sous-officiers mobilisés et récupérés dans des colonnes. Les corps ainsi formés sont organisés sur le modèle d'unités régulières, en bataillons, régiments, brigades et divisions. Certaines unités de milices refusent d'accepter la militarisation. *Frente libertario*, organe des milices C.N.T., publie le 27 octobre un violent article intitulé « Abattons l'Armée ». La Colonne de Fer se soulève contre le gouvernement qui lui restreint les crédits. Mais cette résistance est sans espoir. Si Giral n'avait pu reconstituer une armée, c'est que personne n'avait confiance en lui et qu'il ne disposait pas des armes modernes nécessaires. Or le gouvernement Caballero jouit de la confiance des partis et syndicats qui exigent l'unité de commandement et il dispose des armes que lui vaut l'appui de l'U.R.S.S. La répartition même des armes servira à la militarisation des milices : seules les unités « réorganisées » en recevront. Les succès remportés par les troupes organisées par le parti communiste ou par le gouvernement servent aussi à entraîner d'autres colonnes vers la militarisation. Les ministres de la C.N.T. l'appuient, les Comités nationaux de la C.N.T. et de la F.A.I. envoient au front des délégations qui s'efforcent de convaincre les miliciens et leurs chefs. L'une après l'autre, les colonnes les plus dures se résignent, dans l'espoir de recevoir des armes, à se « militariser ». Les Conseils d'ouvriers et de soldats ont supprimés, avec la bénédiction de *Solidaridad obrera* qui ne leur trouve plus de « raison d'être ». Dans une première phase, les unités sont débaptisées. Les centurias deviennent des compagnies ou des bataillons, les colonnes des régiments ou des brigades, suivant leur effectif. Un premier lien avec les organisations ouvrières disparaît quand un numéro est substitué au nom de chaque colonne. Sur le front d'Aragon, la colonne *Durruti* devient la 26^{ème}, *Carlos Marx* la 27^{ème}, *Francisco Ascaso* la 28^{ème}, *Lénine* la 29^{ème}, *Macia Companys* la 30^{ème} division. Puis les grades sont rétablis : les « délégués de main » deviennent caporaux ou sergents, les « délégués de centurias » capitaines, les « chefs de colonne » commandants. Les galons repaissent, discrets, sur les blousons et les monos. Avec la militarisation, les milices doivent accepter la remise en vigueur – présentée sur le moment comme provisoire en attendant un nouveau texte – de l'ancien Code de justice militaire.

Le problème des cadres reste difficile. Il y avait dans les milices, nous l'avons vu, très peu d'officiers de métier : 200 peut-être dans toute l'Espagne, 12 seulement pour tout le Nord, selon le président Aguirre. Encore ne sont-ils pas sûrs, un bon

183 Il comprend Galarza (U.G.T.) ministre de l'Intérieur, Jesus Hernandez, Espla et Garcia Oliver.

184 W. Carrillo remplace M. Muñoz qui était déjà directeur avant la révolution. Negrin le remplacera par le communiste Ortega.

185 Les carabiniers étaient les traditionnels douaniers. Leur développement à cette époque leur vaudra le surnom de *hijos de Negrin*.

186 Cette mesure ne semble pas avoir été respectée, au moins en ce qui concerne certains partis. Voir chapitre XI, note 15, les incidents provoqués par le « prosélytisme » communiste de Margarita Nelken auprès des gardes d'assaut.

nombre n'étant, comme dit Rabasseire, que « géographiquement loyaux ». Le général Walch (*Le Temps*, 12 juillet 38) parle de la « grève perlée » que font certains d'entre eux. André Malraux cite l'exemple d'un artilleur qui fait tirer sur les milices et Borkenau dénonce des cas de sabotage. Tous, malgré les gages donnés, sont suspects à leurs compagnons de combat par leur seule origine. Hernandez Sarabia, Menendez, Martin Blasquez échappent de justesse au *paseo*. Riquelme et Miaja sont menacés, et le gouvernement les change d'affectation pour les préserver. Escobar et Martinez, les aides de camp de Santillan, sont assassinés¹⁸⁷. L'une des premières tâches sera donc de former des officiers. Garcia Oliver a fait ses preuves en organisant, à Barcelone, pour le Comité central, l'Ecole populaire d'officiers. Largo Caballero lui confie l'organisation des Ecoles populaires de Guerre. Deux mois après, cinq écoles auront donné une formation sommaire à 3 000 officiers, admis sur présentation d'un parti, d'un syndicat ou d'une colonne¹⁸⁸. Ainsi se crée un corps d'officiers que le maintien de la solde unique empêche de se dresser en corps privilégié, malgré le rétablissement, avec l'ancien Code, de la discipline et des marques extérieures de respect en dehors du service. L'esprit égalitaire des milices subsiste d'ailleurs, d'autant plus facilement que les chefs improvisés des premières semaines, ouvriers et militants, sont presque toujours confirmés dans leur grade lors de la militarisation de l'unité.

Les chefs de l'« armée populaire » eux-mêmes reflètent la diversité d'origine de ces cadres. Quelques-uns sont d'anciens officiers généraux ou supérieurs de l'armée d'avant la révolution : Miaja et Pozas qui étaient généraux, Rojo qui était commandant et deviendra général, Asensio, lieutenant-colonel, général en septembre, Hernandez Sarabia et Menendez qui étaient aides de camp d'Azaña, les commandants Casa do Perea. D'autres ont monté rapidement en grade parce qu'ils ont commandé dans les milices ou contribué à l'organisation de l'état-major : Francisco Galan, Cordon, Barcelo, Ciutat, le lieutenant de vaisseau Prados qui sera chef d'état-major de la Marine, le commandant Hidalgo de Cisneros qui sera chef d'état-major de l'Aviation. Mais déjà, à leurs côtés, on trouve des chefs d'origine ouvrière, sortis du rang dans les premières semaines de combat, des communistes sur tout, comme le tailleur de pierre Lister et le charpentier Modesto¹⁸⁹, ou l'ancien sergent de la Légion Valentin Gonzalez, *El Campesino*, le compositeur Duran¹⁹⁰, mais aussi des anarchistes, comme Jover, Vivancos et Cipriano Mera, même des militants P.O.U.M. comme le métallo Baldris ou l'employé Rovira. Aucun d'entre eux, pour l'instant, ne dépasse le grade de commandant. Mais ils ont des commandements importants : Lister commande une brigade en octobre 36, une division en janvier 37, Modesto, Duran, Mera commanderont bientôt des divisions. Ces chefs sont jeunes : Duran a 29 ans, Alberto Sanchez, sorti du 5^{ème} régiment, commande une brigade à 21 ans.

Cependant, avec l'adoption de l'étoile rouge comme emblème sur les drapeaux de l'armée populaire, c'est sans doute l'institution des commissaires politiques qui a le plus contribué, hors d'Espagne, à créer la légende d'une « révolution communiste ». Dans l'esprit de tous, le mot est encore lié au souvenir de la révolution russe et de l'organisation de l'armée rouge par Trotsky.

L'institution, pourtant, ne remonte pas à 1917. La révolution française a, elle aussi, face à la nécessité de créer une armée régulière avec des cadres politiquement peu sûrs, éprouvé le besoin de contrôler les officiers de carrière, et de galvaniser les hommes par des animateurs politiques. Le « délégué politique » des milices était déjà l'équivalent, non seulement du « commissaire » de 1918-1920, mais du « représentant en mission » de 1794. C'est donc une institution « imaginée par Carnot et perfectionnée par Trotsky », suivant la formule de Gorkin, que le gouvernement Caballero reprend et généralise dans des circonstances semblables.

Le décret d'octobre 36 qui crée le Commissariat donne comme tâche au commissaire de « représenter la politique de guerre du gouvernement dans l'armée et d'accomplir sa mission sans interférer dans le commandement militaire ». Mission vague et mal définie : le commissaire peut, suivant le cas, être tout ou rien. Il sera, en fait, beaucoup. Le règlement du 5 novembre dit qu'il est le « premier et meilleur auxiliaire du commandement, son bras droit », « la sentinelle, l'*ojo avizor* », en même temps que « le camarade et le modèle » de tous. Il est l'éducateur politique des soldats et des officiers, l'agent de liaison avec la population civile, l'organisateur du travail, des loisirs, du repos. « La première occupation du commissaire politique, c'est l'homme », écrit le règlement que le parti communiste a remis à ses commissaires.

« Aumôniers rouges », comme diront leurs adversaires, les commissaires seront, selon le P.C., « le nerf et l'âme de l'armée populaire ». Ce sont eux qui, plus que qui conque, contribueront, à partir des milices, à former l'armée dont ils sont très souvent les animateurs et parfois les véritables chefs¹⁹¹.

187 Escobar et Martinez ont été tués le 21 novembre. L'enquête officielle n'a pas abouti. Santillan dit que leur liquidation fut réalisée à l'instigation d'un « autre secteur antifasciste » qui accusait à tort ses collaborateurs de jouer double jeu. Martin Blasquez accuse des miliciens de la F.A.I. de la tentative d'assassinat contre lui et ses amis.

188 Garcia Oliver a calqué leur organisation sur le modèle de celle de Barcelone. Mais les progrès réalisés par les techniques de la guerre moderne expliquent les insuffisances des officiers ainsi instruits : on ne saurait apprendre, en deux mois, à diriger une compagnie.

189 Voir chapitre V, note 25.

190 Il semble que Duran ait servi de modèle à André Malraux pour l'un des personnages principaux de *L'Espoir*, le communiste Manuel. On peut rapprocher ce que Manuel dit de lui-même dans le roman, de ce que Duran confie à Simone Téry (*Espagne, Front de la Liberté*, p. 147 notamment). Dans le 5^{ème} régiment, Duran avait commandé la Compagnie de Fer, unité de mitrailleurs motocyclistes organisée d'après une idée d'André Malraux (*ibid*, p. 129).

191 Alvarez del Vayo sera, le 17 octobre, nommé commissaire général. Autour de lui sont désignés comme vice-commissaires généraux, Mije du P.C., Crescenciano Bilbao, socialiste, Gil Roldan, de la C.N.T., et Pestaña, du parti syndicaliste. Le 9 décembre, Mije est nommé commissaire général. Pendant toute cette période, Pretel de l'U.G.T. est secrétaire général du Commissariat.

La « légalisation » des conquêtes

Dans son compte rendu sur sa gestion ministérielle devant les militants de la C.N.T., Garcia Oliver devait déclarer : « Ma gestion a consisté à convertir en réalité légale les conquêtes de fait. » Ce n'est là, pourtant, que l'une des faces de la politique du gouvernement Largo Caballero : stabilisation et légalisation des conquêtes révolutionnaires, mais aussi arrêt de leur expansion.

La mise hors la loi de l'Église, du culte et des pratiques religieuses n'a été consacrée par aucune mesure législative. Elle est restée une réalité de fait. Si l'on en croit Gabriel Péri¹⁹², Jesus Hernandez avait, dès septembre, demandé au gouvernement d'autoriser la réouverture des églises et de proclamer la liberté du culte, qui seront un des points importants du programme du P.C.¹⁹³. Ce sont en tout cas ces propositions qui sont mises en avant au Conseil des ministres du 9 janvier 1937 par Manuel de Irujo : elles se heurtent à l'opposition intransigeante de Garcia Oliver et au veto de Largo Caballero. Dans le domaine scolaire, la tâche est énorme : l'État s'efforce d'assurer la succession des écoles confessionnelles. Jesus Hernandez fait créer, par un décret du 25 novembre, un « baccalauréat simplifié » ouvert aux candidats présentés par les syndicats et les partis du Front populaire. Il organise des équipes spécialisées de miliciens, enseignants, qui s'attaquent, dans les milices et les villages, au problème de l'analphabétisme. La Généralité reconnaît l'« École nouvelle unifiée », mais ni ses principes pédagogiques, ni son fonctionnement sous le double contrôle des syndicats et des enseignants ne seront étendus à l'enseignement d'État, dont la structure n'est pas modifiée.

La présence d'un représentant de la C.N.T. au ministère de l'Industrie avait pu faire espérer une poursuite de la collectivisation commencée spontanément au lendemain de la révolution. Un décret du 2 août du gouvernement Giral prévoyait la saisie (*incautación*) des entreprises dont les patrons avaient été compromis dans le soulèvement militaire. Rien ne réglait pourtant, légalement, le sort de celles qui se trouvaient abandonnées pour d'autres raisons, manque de capitaux, mauvaise volonté. Juan Peiro déclare qu'il trouve à son entrée dans le gouvernement une situation véritablement catastrophique : une partie des industries sont « contrôlées », le contrôle étant en réalité une gestion ouvrière, d'autres entreprises sont collectivisées, d'autres, enfin, sont contrôlées mais dirigées par un patron dont l'unique préoccupation est de faire évader ses capitaux. Toutes ces entreprises sont au bord du désastre : dans les bureaux du ministère s'en tassent plus de 11 000 demandes de crédit, dont aucune ne sera satisfaite... Peiro propose à Caballero un décret de collectivisation qui n'est pas accepté, car il signifierait une atteinte à la propriété industrielle et par conséquent le risque de représailles occidentales et de resserrement du « blocus des armes ». Les projets de Peiro se réduisent finalement à un décret permettant l'« intervention » du gouvernement dans les industries indispensables à la guerre.

En Catalogne, le Conseil de la Généralité ira plus loin, sous la pression de la C.N.T. et du P.O.U.M. qui ont fait de la « légalisation » des collectivisations la condition de la liquidation du pouvoir révolutionnaire. Le décret du 24 octobre prévoit la collectivisation des entreprises employant plus de 200 salariés et le contrôle des comités ouvriers pour les autres. Sensible aux arguments de politique extérieure, les représentants de la C.N.T. et du P.O.U.M. acceptent l'indemnisation des actionnaires étrangers. Mais l'indemnisation des actionnaires espagnols est admise aussi, sans que le montant en soit fixé : ainsi reste ouverte, dans la perspective d'une restauration de la légalité républicaine, celle de la perception par les anciens actionnaires de véritables dividendes sur les entreprises collectivisées. La C.N.T. et le P.O.U.M. avaient vivement réclamé l'organisation du monopole du commerce extérieur, corollaire à leurs yeux de la collectivisation et surtout condition d'une planification sans laquelle elle ne pouvait que mener au chaos. Elles sont battues sur ce point aussi, et le commerce extérieur reste libre.

La question du crédit, véritable « goulot d'étranglement » des collectivisations, ne sera pas non plus réglée conformément aux vœux des révolutionnaires. C'est sa crise, nous l'avons vu, qui menace le fonctionnement même des entreprises collectivisées. Le Conseil de la généralité de Catalogne refuse la création de la Banque pour l'Industrie et le Crédit demandé par la C.N.T. et le P.O.U.M. Le contrôle des banques par le syndicat U.G.T. à Madrid permet d'éviter la fuite des capitaux, mais les banques peuvent réserver leurs crédits aux seules entreprises privées et même prélever des commissions exorbitantes sur les transferts de fonds ordonnés par le gouvernement. Juan Peiro propose la création d'une Banque industrielle, destinée à financer l'activité des usines collectivisées. Mais le ministre des Finances, Ne grin, s'y oppose, comme il s'opposera¹⁹⁴ à la demande d'un crédit de 30 millions de pesetas que le ministre de l'Industrie juge indispensable pour faire face aux besoins les plus urgents de l'industrie collectivisée. Ainsi se trouve limité, puis arrêté, le mouvement de collectivisation, le gouvernement restant maître des entreprises par l'intermédiaire des banques. Petit à petit, il affirme son autorité, dans les entreprises *incautadas* comme les *intervenidas*, par le choix qu'il fait des contrôleurs et des directeurs. Souci d'efficacité et préoccupations politiques l'amènent souvent à remettre en place, avec d'autres titres, anciens propriétaires ou cadres de maîtrise.

C'est une politique semblable qui prévaut à la campagne. Les mesures gouvernementales ne comblent pas le fossé qui risquait de se creuser entre la révolution agraire et la défense républicaine. Le décret pris par Uribe le 7 octobre 1936 est très en retrait par rapport à la situation réelle dans les campagnes. Muel sur le problème décisif des baux et des redevances, qui restent seulement réglés de fait par une suppression qui n'a rien de légal, il traite de l'« expropriation sans indemnisation et en faveur de l'État » des propriétés agricoles appartenant à des individus liés à la rébellion, les paysans étant laissés libres de décider si l'exploitation en sera collective ou individuelle. Il ne légalise ainsi qu'une partie des expropriations : le nom des

192 L'Humanité, 19 avril 1937.

193 C'est de la radio du P.C. qu'un prêtre catholique, le R. P. Lobo, s'adresse aux Madrilènes pour leur demander de rejoindre les rangs du peuple.

194 Selon Juan Peiro, le crédit qui lui fut finalement offert, après longue discussion du Conseil, était de 24 millions de pesetas, sur lesquels le ministère de l'Industrie devait encore payer 6 % d'intérêts.

propriétaires frappés devra paraître à *l'officiel*. Il laisse ainsi de graves problèmes en suspens. Des propriétaires qui n'ont aucunement trempé dans la rébellion ont eu leurs terres expropriées. D'autres aussi, qui avaient été considérés comme factieux, mais qu'un tribunal peut blanchir. Certains héritiers, enfin, peuvent faire valoir leurs droits. Des milliers de paysans désormais vont se demander s'ils ne seront pas contraints de rendre les terres qu'ils ont prises au cours de l'été 1936.

Le recul des anarchistes

L'œuvre de restauration de l'État accomplie par le gouvernement Largo Caballero n'a été possible qu'avec la participation des plus populaires des leaders de la C.N.T.-F.A.I. et grâce à l'appui de ses organismes dirigeants. Mais, pour les militants, le tournant est d'autant plus brutal que les explications ont été plus sommaires. Si, comme nous l'avons vu, certains responsables, comme Santillan, ne se sont résignés que la mort dans l'âme à la liquidation du pouvoir révolutionnaire, d'autres vont, très vite, beaucoup plus loin et piétinent allègrement ce qui avait été jusque-là le credo anarchiste¹⁹⁵. Les dirigeants de la C.N.T. répètent volontiers que Durruti était prêt à « renoncer à tout, sauf à la victoire », et pour beaucoup, ce « tout » signifie les conquêtes révolutionnaires¹⁹⁶. Les ministres anarchistes sont devenus de vrais ministres¹⁹⁷ et le ministère de la Propagande parle de « *El excelentísimo señor ministro de Justicia, camarada Garcia Oliver* ». Les officiers et policiers anarchistes parlent et agissent désormais plus en officiers et en policiers qu'en anarchistes : Eroles, commissaire de la Sûreté, affirme que son plus « fervent désir » a été réalisé avec la création d'un corps unique de la Police, et Mera, ignore désormais les « camarades », affirme ne plus vouloir connaître que « les capitaines et les sergents ».

Bien des responsables en ressentent un profond malaise : ils se souviennent du temps – pas très lointain – où le juge, l'officier, le ministre, incarnaient l'ennemi de classe. Ils ne contestent pas la tactique de collaboration, mais critiquent volontiers le zèle apporté dans son application. Ainsi Santillan, qui se voit retirer ses responsabilités, se tient finalement à l'écart, sceptique et amer, impuissant face à l'appareil de sa propre organisation. Les militants, ont, en général, moins de scrupules et de crises de conscience. Plus que jamais, organisations locales ou régionales, individus même prennent des initiatives sans tenir compte de la politique confédérale. Le gros des opposants, les « sectaires », ne perdent pas leur temps à argumenter et à élaborer des thèses. Ils agissent, et leur désaccord prend les formes les plus variées, de la désertion à la manifestation armée en passant par l'attentat. Le 1^{er} octobre, la Colonne de Fer, formée à Valence et encadrée par des anarchistes, quitte le front de Teruel pour imposer à Valence sa conception de l'« ordre révolutionnaire ». Elle attaque et désarme les gardes, envahit le tribunal dont elle détruit les archives, descend dans les boîtes de nuit et les cabarets, dépouillant les clients de leurs bijoux et de leurs portefeuilles. Il faudra une véritable bataille rangée pour en venir à bout : parmi les morts, on relève un dirigeant socialiste, José Pardo Aracil. Le 30 octobre, toujours à Valence, l'enterrement d'un des chefs de la Colonne de Fer, Ariza Gonzalez – peut-être abattu en représailles – se transforme en émeute armée. Finalement encerclés place de Tétouan par des unités communistes armées de mitrailleuses, les manifestants subissent de lourdes pertes, laissant une cinquantaine de morts. Ici ou là, jour après jour, éclatent des incidents de ce genre, selon un schéma presque toujours identique : une explosion de violence aveugle des anarchistes, souvent sans conviction et en tout cas sans objectif précis, à laquelle forces de police et unités communistes répondent durement, poursuivant leur avantage pour finalement démanteler les positions anarchistes. C'est le cas de Cuenca, où Borkenau avait vu, au mois d'août 36, une véritable « forteresse anarchiste » et qu'il retrouve en février « bastion de l'U.G.T. ».

Un exemple caractéristique du désarroi anarchiste est donné dans la diversité des réactions lors du départ du gouvernement pour Valence, aux premières heures de l'attaque de Madrid. Les ministres anarchistes qui ont combattu cette décision l'acceptent finalement et suivent Caballero. *Solidaridad obrera* n'hésite pas à affirmer que « l'autorité morale du gouvernement » sera « rétablie et accrue par le changement de résidence ». Or, au même moment, la C.N.T.-F.A.I. de Madrid salue la capitale « délivrée des ministres », et celle de Valence stigmatise les « lâches et les fuyards » du gouvernement. A Tarragona, une centaine de miliciens anarchistes qui viennent du front de Sigüenza arrêtent la caravane officielle, moles tentent et menacent les ministres et les ambassadeurs, dont Rosenberg, l'ambassadeur de l'U.R.S.S., et il faudra toute la force de conviction d'Eduardo Val, responsable C.N.T. de Madrid, pour obtenir leur libération, sans sévices¹⁹⁸.

Ces incidents déconsidèrent le mouvement anarchiste et donnent du crédit à ceux de leurs adversaires qui dénoncent le rôle, dans leurs rangs, des « incontrôlables ». Surtout, ils contribuent à les isoler, à permettre que se développent consciemment et se manifestent au grand jour les forces qui leur sont hostiles.

La petite bourgeoisie des villes s'est terrée pendant les premiers mois. Mais si les anarchistes ont fait peur, ils n'ont pas vaincu, ils n'ont pas pris le pouvoir, ils n'ont, surtout, pas écrasé l'adversaire. Faute d'avoir su mener la révolution jusqu'à son terme, ils doivent se résigner maintenant à lui voir relever la tête : la révolution inachevée se retourne contre ses promoteurs.

L'évolution est la même dans les campagnes. Même lorsque le paysan a accepté volontiers la collectivisation dans les

195 *Solidaridad obrera* demande aux Français leur appui contre les « Boches ». Federica Montseny dit que la guerre se mène contre les « envahisseurs étrangers ».

196 Après sa mort, Durruti a été utilisé par toutes les tendances. Citons, en opposition à cette phrase si souvent répétée, sa déclaration à Pierre Van Paasen : « Nous voulons la révolution, ici, en Espagne, maintenant et non pas peut-être après la prochaine guerre européenne » (interview citée par F. Morrow).

197 Garcia Oliver dit aux élèves officiers : « Vos soldats... cessent d'être vos camarades et doivent prendre place dans l'engrenage de la machine militaire de notre armée. »

198 Contrairement à ce qu'affirment la majorité des auteurs, il semble que les miliciens de la C.N.T. de Tarragona n'appartenaient pas à la Colonne de Fer, mais qu'il s'agissait d'éléments madrilènes (cf. ce que dit Guzman, dans *Madrid rojo y negro*, de leur chef, Villanueva).

premières semaines, il est inquiet de sa position ins table. Les réquisitions des milices pèsent lourdement sur lui et la collectivité ne lui semble pas le paradis promis. Les adversaires des collectivisations ont repris confiance, encouragés par les déclarations officielles sur l'ordre, la légalité, la propriété. Ils savent qu'ils peuvent compter sur la nouvelle police: en janvier 37, à la Fatarella, vil lage de 600 habitants dans la province de Tarragone, les petits propriétaires se soulèvent en armes contre les anar chistes qui veulent les collectiviser, et l'affaire fera plu sieurs morts et blessés. Un peu partout, la campagne réagit contre la révolution.

C'est que les anarchistes qui, au sommet de la poussée révolutionnaire, dans la cohésion que donne la victoire, n'ont pas su venir à bout d'un débile gouvernement Giral, se heurtent aujourd'hui, en ordre dispersé, sans orienta tion ni politique, à un gouvernement fort, reconnu de tous, soutenu par leurs propres dirigeants. Ils se heurtent surtout, partout, à la force toujours plus grande des organisations du P.C. et du P.S.U.C. qui possèdent, elles, les cadres et la discipline, les moyens matériels et une politique : ce sont elles qui seront, sur tous les plans, les bénéficiaires en même temps que les principaux agents du déclin anarchiste.

La montée communiste

A partir de septembre 1936, nous l'avons vu, le parti communiste et le P.S.U.C. deviennent un facteur prépondérant de la vie politique. De 30 000 environ au début de la guerre civile, ils passent en quelques mois à plu sieurs centaines de milliers de militants, pour atteindre le million en juin 1937.

Mais les dirigeants espagnols du P.C. et du P.S.U.C. ne jouent plus seuls cette partie importante depuis que le gouvernement de Moscou s'y est engagé. Dès la fin de juillet, des délégués de l'Internationale communiste prennent en mains la direction et l'organisation du parti. A Madrid, ce sont l'Argentin Codovila, connu sous le pseudonyme de Medina, le Bulgare Stepanov et surtout l'Italien Togliatti, dit Ercoli, connu sous le nom d'Alfredo¹⁹⁹, éminence grise de Moscou en Espagne. A Bar celone, c'est le Hongrois Geroe, connu sous le nom de Pedro. Ils sont entourés de techniciens et de conseillers dont l'expérience sera précieuse et qui semblent avoir été la plupart du temps des agents de services secrets russes. C'est ainsi que toute la politique militaire du P.C. espa gnol est entre les mains de l'Italien Vittorio Vidali, un des agents les plus importants du N.K.V.D. à l'étranger, petit homme « au visage de comique, une figure rose avec un toupet blond », selon Simone Téry, connu en Espagne sous le nom de Carlos Contreras, et surtout de Comman dant Carlos. Les uns et les autres disposeront de fonds importants qui leur permettront la mise sur pied d'un sérieux appareil d'action et de propagande.

Alors que la presse réactionnaire du monde entier s'efforce de décrire en Espagne les ravages d'une « révolution bolcheviste », inspirée par les communistes et « l'or de Moscou », le parti communiste a pris, dès les premières heures, une position nettement affirmée en faveur du maintien de l'ordre républicain, pour la défense de la propriété et de la légalité. Tous les discours de ses diri geants reprennent le même thème : il ne s'agit pas, en Espagne, de révolution prolétarienne, mais de lutte natio nale et populaire contre l'Espagne semi-féodale et les fas cistes étrangers, en même temps que d'un épisode de la lutte qui oppose dans le monde « les démocrates » à l'Al lemagne et à l'Italie. Le parti communiste condamne vigoureusement tout ce qui peut apparaître comme sus ceptible de briser « l'unité de front » entre la classe ou vrière et les « autres couches populaires ». Il se montre particulièrement soucieux de conserver de bons rapports avec les dirigeants républicains et répète inlassablement ses mots d'ordre de « respect du paysan, du petit indus triel, et du petit commerçant ». « Nous nous battons », pro clame José Diaz, « pour une république démocratique et parlementaire d'un type nouveau ». Un tel régime suppose la « destruction des racines matérielles de l'Espagne semi -féodale », « l'expropriation des grands propriétaires », la destruction du « pouvoir économique et politique de l'Eglise », la « liquidation du militarisme », la « désarti culation des grandes oligarchies financières ». Or ces résul tats, selon lui, sont déjà atteints. La seule tâche du jour est donc de se battre : « Vaincre Franco d'abord » est le mot d'ordre central des communistes. Pour y parvenir, il faut consolider le « bloc national et populaire », ren forcer l'autorité du gouvernement de Front populaire : les communistes soutiennent le gouvernement Companys contre le Comité central, la Junte de Martinez Barrio contre le Comité exécutif populaire, les autorités légales contre les « Comités irresponsables ». Ils défendent, depuis la première heure, la nécessité de la constitution d'une armée régulière, soutiendront Giral, précéderont Largo Caballero dans cette voie. José Diaz déclare à plusieurs reprises que « se lancer dans des essais de socialisation et de collectivisation... est absurde et équivaut à se faire les complices de l'ennemi ». Aussi, le parti communiste mène-t-il campagne acharnée contre tous ceux qui parlent de poursuivre la révolution. « Nous ne pourrions faire la révolution si nous ne gagnons pas la guerre, déclare José Diaz... Ce qu'il faut, c'est d'abord gagner la guerre. » Aussi, dans le camp républicain, dirige-t-il tous ses coups à sa gauche, contre les révolutionnaires. « Les ennemis du peuple sont les fascistes, les trotskystes et les incontrô lables », affirme José Diaz, dans le même discours, et les propagandistes du P.C., s'appuyant sur les procès de Mos cou, reprennent inlassablement le thème anti-trotskyiste : « Le trotskysme n'est pas un parti politique, mais une bande d'éléments contre-révolutionnaires. Le fascisme, le trotskysme et les incontrô lables sont les trois ennemis du peuple qui doivent être éliminés de la vie politique, non seulement en Espagne, mais dans tous les pays civi lisés. » Franz Borkenau a montré les conséquences d'une ligne politique qui entraînait les organisations commu nistes « staliniennes », au-delà de l'organisation de la lutte contre Franco, vers une lutte ouvertement dirigée contre la révolution en Espagne même, au nom de son inoppor tunité : « Les communistes ne s'opposèrent pas seulement à la marée des socialisations, ils s'opposèrent à presque toute forme de socialisation. Ils ne s'opposèrent pas seule ment à la collectivisation des lopins paysans, ils s'oppo sèrent avec succès à toute politique déterminée de distribution des terres des grands propriétaires terriens. Ils ne s'opposèrent pas seulement, et à juste titre, aux idées pué riles de l'abolition locale de l'argent, ils s'opposèrent au contrôle de l'Etat sur les marchés... Ils ont non seule ment

199 Jesus Hernandez affirme que Togliatti se trouvait en Espagne dès les premiers jours de l'insurrection, donc pendant l'été 1936, et qu'il siégeait de façon permanente au B.P. du P.C.E. Les biographes officiels de Togliatti, les Ferrara, disent qu'il est arrivé en Espagne en juillet 1937 (p. 280), qu'il « devait se montrer le moins possible » (p. 288) et confirment que « son travail fut entièrement consacré aux questions espagnoles, à celles du parti communiste et au mou vement populaire espagnol ».

tenté d'organiser une police active, mais montré une préférence délibérée pour les forces de police de l'ancien régime tellement haïes par les masses. Ils ont non seulement brisé le pouvoir des Comités, mais manifesté leur hostilité à toute forme de mouvement de masse, spontané, incontrôlable. Ils agissaient, en un mot, non avec l'objectif de transformer l'enthousiasme chaotique en enthousiasme discipliné mais avec comme but de substituer une action militaire et administrative disciplinée à l'action des masses et de s'en débarrasser complètement »²⁰⁰.

Cette politique conservatrice assure le développement du P.C. et du P.S.U.C. et élargit leur audience. En Catalogne, le décret sur la syndicalisation obligatoire a regonflé les effectifs de la faible U.G.T. contrôlée par le P.S.U.C. C'est sous son égide que se constituera en syndicat le G.E.P.C.I. (*Fédération des Gremios y Entidades de Pequeños Comerciantes y Industriales*) qui, sous couleur de défense professionnelle des commerçants, artisans et petits industriels, sera l'instrument de lutte de la moyenne et petite bourgeoisie contre les conquêtes révolutionnaires. Dans le Levant, où l'U.G.T. a au contraire, une base de masse chez les petits paysans, le P.C., avec Mateu, organisera une Fédération paysanne indépendante que soutiendront tous les adversaires de la collectivisation, caciques compris.

De façon plus générale, c'est vers le P.C. et le P.S.U.C., défenseurs de l'« ordre et de la propriété » que se tournent les partisans de l'ordre et de la propriété en Espagne républicaine. Magistrats, hauts fonctionnaires, officiers, policiers, trouvent en lui l'instrument de la politique qu'ils souhaitent, en même temps qu'un moyen de s'assurer, le cas échéant, protection et sécurité²⁰¹. Du même coup, le P.C. cesse d'être un parti à composition prolétarienne : à Madrid, en 1938, selon ses propres chiffres, il ne compte que 10 160 syndiqués sur 63 426 militants, ce qui indique un faible pourcentage d'ouvriers²⁰². La propagande du P.C. met d'ailleurs l'accent sur les « personnalités » recrutées, dont certaines sont, pourtant, loin de présenter toutes les garanties en ce qui concerne la sincérité de leur dévouement à une cause « ouvrière »²⁰³.

Il serait cependant erroné de n'expliquer la croissance du P.C. que par sa politique modérée et son loyalisme républicain. Dans le chaos des premiers mois, en effet, le parti communiste s'avère une remarquable force d'organisation, un instrument terriblement efficace. Avec certaines de ses réalisations, ses appels à l'unité antifasciste rencontrent un immense écho chez tous ceux, républicains, socialistes, syndicalistes, inorganisés, qui veulent avant tout se battre contre Franco. Les Hernandez, Paasionaria, Comorera même, ne sont pris au sérieux dans leurs diatribes contre les Comités et les « incontrôlables », dans leurs appels à la discipline et au respect de la légalité, que parce que leur parti s'est révélé capable de bien se battre, parce qu'il sait construire et donner l'exemple.

L'histoire de la défense de Madrid montre aussi, que, dans certaines circonstances, le parti communiste est capable, non seulement de faire appel à des traditions révolutionnaires comme celles de l'octobre russe ou de l'armée rouge, mais encore d'utiliser des méthodes proprement révolutionnaires, en un mot d'apparaître, aux yeux de larges masses, comme un parti authentiquement révolutionnaire. Bien des militants espagnols ou « internationaux » ont vécu dans la défense de la capitale une épopée révolutionnaire dont l'emblème purement antifasciste n'était à leurs yeux que provisoire. Contre les mercenaires allemands ou italiens, ils se voulaient combattants de la Révolution prolétarienne internationale. Nombre d'entre eux ont combattu la révolution dans l'immédiat, avec la conviction qu'il ne s'agissait que d'un repli tactique provisoire, et qu'au bout de la lutte antifasciste se trouvait la Révolution communiste mondiale.

L'un des instruments les plus efficaces du développement de l'influence du P.C. a été, sous cet angle, le 5^{ème} régiment. Dès le 19 juillet, les militants communistes de Madrid occupent un couvent salésien à Cuatro Caminos et organisent une unité qui comptera 8 000 hommes à la fin du mois. Le choix même du vocable « régiment » et de son numéro, 5^{ème}, est significatif : la direction du P.C. fait de cette unité le 5^{ème} régiment parce qu'il existait, à Madrid, quatre régiments avant l'insurrection. C'est Enrique Castro Delgado, délégué par le bureau politique, et secondé par le commandant Carlos, qui est chargé de sa mise sur pied. Ils constituent, dans chaque bataillon, les « Compagnies d'acier » formées en majorité de militants communistes, font appel systématiquement aux officiers et sous-officiers de réserve ou de carrière. Avec l'aide russe, le 5^{ème} régiment se développe avec une rapidité foudroyante. Il est équipé, entraîné, encadré. Le gouvernement le favorise parce

200 Borkenau, *op. cit.* p. 292.

201 Bien entendu, on a vu aussi affluer, à la C.N.T. par exemple, des gens de droite désireux de s'assurer une « couverture ». Mais seul le P.C. offrait, en même temps que la protection, la perspective d'une lutte pour l'ordre.

202 Borkenau dit que le P.C. est d'abord « le parti du personnel militaire et administratif ». Viennent ensuite les petits bourgeois et paysans aisés, puis les employés, en dernier lieu seulement les ouvriers d'industrie. Dolléans, citant le cas de Valence, où les anciens de la C.E.D.A. ont rejoint le P.C., dit qu'il recrute « parmi les éléments les plus conservateurs du bloc républicain ». La majorité des officiers de carrière, dont quelques-uns avant guerre n'étaient que des républicains, quand ils n'étaient pas de droite, adhèrent au P.C. Citons Miaja et Pozas, et les Jeunes Hidalgo de Cisneros, Galan, Ciutat, Cordon, Barcelo ...

203 Le 1^{er} Janvier 37, l'un des fils du président Alcalá Zamora, José Alcalá Castillo, revenu depuis quelques jours d'exil, adhère au Parti : le 6, une émission spéciale du P.C. à la radio, avec la participation de Balbontin, est adressée aux « fils de la grande bourgeoisie qui luttent dans le camp adverse » et à qui on demande de « passer en masse aux côtés du peuple espagnol ». José Alcalá Castillo sera choisi pour faire partie d'une délégation de « travailleurs » envoyée en U.R.S.S. pour les fêtes du 1^{er} mai. La presse espagnole reproduira un article de lui, dans les *Izvestia* du 6, avec ses remerciements au « grand camarade Staline ».

Une autre recrue, très représentative de la nouvelle couche de militants du P.C., est Constança de La Mora. Fille d'une des plus grandes familles de l'oligarchie espagnole, petite-fille d'Antonio Maura, homme d'Etat conservateur pour qui elle ne cache pas son admiration, elle entre en conflit avec sa famille et son milieu à la suite d'un mariage désastreux avec un *señorito* de Malaga (Bolin, dont parlent par ailleurs Koestler et Chalmers Mitchell). Divorcée et remariée avec Hidalgo de Cisneros, elle a dirigé la censure à Madrid, n'hésitant pas à censurer les décisions du gouvernement, conformément aux ordres de son parti. Son autobiographie, *Fièvre Espagne*, est un intéressant témoignage : cette femme intelligente, énergique et courageuse, parle encore le langage de sa classe et manifeste aux « ultra-révolutionnaires » la même hostilité que son grand-père aux socialistes.

qu'il est un modèle de discipline : il a remis en vigueur toutes les pratiques des unités régulières, le salut, les galons, les grades.

Des officiers de carrière engagés dans d'autres colonnes demandent à rejoindre cette unité où ils retrouvent les conditions de service qui sont, à leurs yeux, normales. Le 5^{ème} régiment a un orchestre, une chorale, un quotidien, *Milicia popular*. Il a bientôt sa légende. A la fin de septembre, il groupe 30 000 hommes. Il va devenir le 5^{ème} corps, comptant plus de 100 000 hommes, et encadrera finalement la plus grande partie de l'armée du Centre.

C'est dans le 5^{ème} régiment qu'apparaît pour la première fois le vocable de « commissaire » : en effet, son développement, aux yeux des dirigeants du P.C., ne doit pas échapper à l'appareil du Parti. Le commissaire maintient dans ces unités régulières la discipline politique d'un parti, le contrôle sur les techniciens, l'animation du moral des hommes. Et le parti communiste saura utiliser son expérience du commissariat pour étendre son influence dans l'armée. Il est la seule organisation à avoir véritablement compris les possibilités qu'offre le corps des commissaires à un parti actif. Grâce à la protection du commissaire général, Alvarez del Vayo, ils arrivent littéralement à coloniser le commissariat pendant sa première année d'existence²⁰⁴. Grâce à lui, ils peuvent diffuser leurs mots d'ordre parmi les troupes et les principaux thèmes de leur propagande : démocratie, patriotisme, discipline. Alors que les commissaires politiques de l'armée rouge avaient été les propagandistes de la révolution et du socialisme, ces deux mots seront bannis du vocabulaire des commissaires espagnols dont, par la volonté du P.C., l'une des raisons d'être sera précisément de lutter dans l'armée contre tous ceux pour qui la révolution immédiate est encore une tâche aussi importante que la guerre.

Les communistes staliniens, devenus intouchables depuis la livraison des armes russes, défenseurs conséquents du programme antifasciste de restauration de l'État, organisateurs de l'Armée, deviennent ainsi les éléments les plus dynamiques de la coalition gouvernementale. Azaña, Companys, Prieto, Largo Caballero lui-même, leur montrent la même confiance, leur accordent l'appui qu'ils reprocheront plus tard à un Del Vayo de leur avoir accordé. Leur position se renforce tous les jours, non seulement dans l'opinion publique, mais peut-être plus encore dans l'appareil d'État. Nous venons de voir la place qu'ils occupent dans les cadres politiques et militaires de l'armée populaire. Ce sont également des communistes qui contrôlent les services de la censure et du chiffre. Leurs hommes, Burillo à Madrid, Rodriguez Salas à Barcelone, détiennent les postes-clés de la nouvelle police. Leur cohésion et leur discipline posent désormais un problème : ne constituent-ils pas, déjà, un État dans l'État ?

Quelques incidents sérieux montrent qu'ils sont décidés à utiliser leurs positions à des fins que ne justifie pas le souci, si souvent affirmé, de l'unité de front et de l'intérêt général et – ce qui est plus grave encore – qu'ils entrent dans cette voie sur les indications du gouvernement russe. Lorsque se constitue à Madrid la Junte de défense, malgré la décision prise d'y représenter tous les partis, le parti communiste oppose un veto absolu à la présence du P.O.U.M. qualifié de « trotskyste » et d'« ennemi de l'Union soviétique »²⁰⁵. *La Batalla* proteste et porte le conflit au grand jour : « Ce qui intéresse réellement Staline, écrit-elle le 15 novembre, ce n'est pas le sort du prolétariat espagnol et international, mais la défense du gouvernement soviétique suivant la politique des pactes établis par certains États contre d'autres. » Le 28 novembre, dans une note à la presse, le consul général de l'U.R.S.S. à Barcelone, Antonov Ovseenko, n'hésite pas à intervenir dans la politique intérieure de l'Espagne républicaine, dénonçant en *la Batalla*, « la presse vendue au fascisme international ». C'est cette affaire qui amènera une crise ministérielle en Catalogne, et, finalement, l'exclusion du P.O.U.M. du Conseil de la Généralité. Le commentaire, dans la *Pravda* du 17 décembre, de cet événement, venant après les premiers procès de Moscou, constitue une menace non déguisée : « En Catalogne, l'élimination des trotskystes et des anarcho-syndicalistes a déjà commencé ; elle sera conduite avec la même énergie qu'en U.R.S.S. »

Bilan de cette restauration

Il y a d'ailleurs, dans le tableau, bien d'autres ombres inquiétantes. La dualité de pouvoir a certes disparu, mais, dans bien des cas, elle a fait place à une administration multiple dont les organes se contrecarrent ou se gênent mutuellement. Le cas de Malaga n'est pas une exception, où subsistent côte à côte les pouvoirs fantômes du gouverneur Ariza et du Comité, la seule autorité réelle étant celle de militaires incapables de comprendre et de diriger leurs troupes ouvrières et paysannes. Les inconvénients que présentaient des centaines d'organismes policiers de village ont disparu avec la réorganisation de la police, mais force est bien de constater avec Borkenau qu'a disparu avec eux « l'intérêt passionné du village pour la guerre civile ». Le libertaire italien Bertoni écrit du front d'Huesca : « La guerre d'Espagne, dépouillée de toute foi nouvelle, de toute idée de transformation sociale, de toute grandeur révolutionnaire... reste une terrible question de vie ou de mort, mais n'est plus une guerre d'affirmation d'un nouveau régime et d'une nouvelle humanité »²⁰⁶.

204 La Pasionaria, dans *Mundo obrero* du 19 mars 1937, citant un état des pertes subies par le corps des commissaires, révèle, peut-être involontairement, la prépondérance communiste : sur 32 commissaires tués, 21 appartenaient au P.C., 7 à la J.S.U. ; sur 55 blessés, 35 étaient du P.C., 1 de la J.S.U. Même si l'on admet, avec elle, que les communistes, plus héroïques que les autres par définition sont donc plus exposés que les autres, il est clair que leur influence était prépondérante. Caballero accuse nettement Del Vayo d'avoir favorisé leur pénétration. Prieto incrimine Anton, chef des commissaires du front de Madrid, et membre du bureau politique du P.C. Il est incontestable que le P.C. comprit avant les autres organisations l'importance du rôle des commissaires et que les candidats communistes furent plus nombreux que les autres.

205 Enrique Rodriguez, responsable du P.O.U.M. à Madrid fut informé de cette décision par le socialiste Albar qui lui dit : « L'ambassadeur Rosenberg a mis son veto à votre présence. C'est injuste, bien sûr, mais comprenez-nous : l'U.R.S.S. est puissante ; entre nous priver de l'appoint du P.O.U.M. et nous priver de l'aide de l'U.R.S.S., nous avons choisi. Nous préférons nous incliner et refuser le P.O.U.M. » Andrade et Gorkin se rendent alors à Madrid, mais échouent eux aussi. Le P.O.U.M. ne sera pas représenté dans la Junte.

206 Cité par Berneri, *Guerre de classes en Espagne*, p. 40.

C'est pourtant à ce moment que se déroule la bataille de Madrid : guerre moderne où s'affrontent deux armées organisées, où s'opposent avions, canons et blindés, guerre révolutionnaire aussi où le moral des combattants réalise ce qui est techniquement impossible, où le peuple en armes tient tête à deux des plus grandes puissances militaires de l'Europe. Les batailles de Madrid et Guadalajara, les seules grandes victoires républicaines de cette guerre, se situent en plein tournant : l'organisation et la discipline n'avaient pas tué l'enthousiasme et la foi, l'enthousiasme et la foi s'appuyaient sur la discipline et l'organisation, sur les armes aussi, sans lesquelles il n'est pas de cause qui puisse triompher, quels que soient les sacrifices qu'elle ait été capable de susciter.

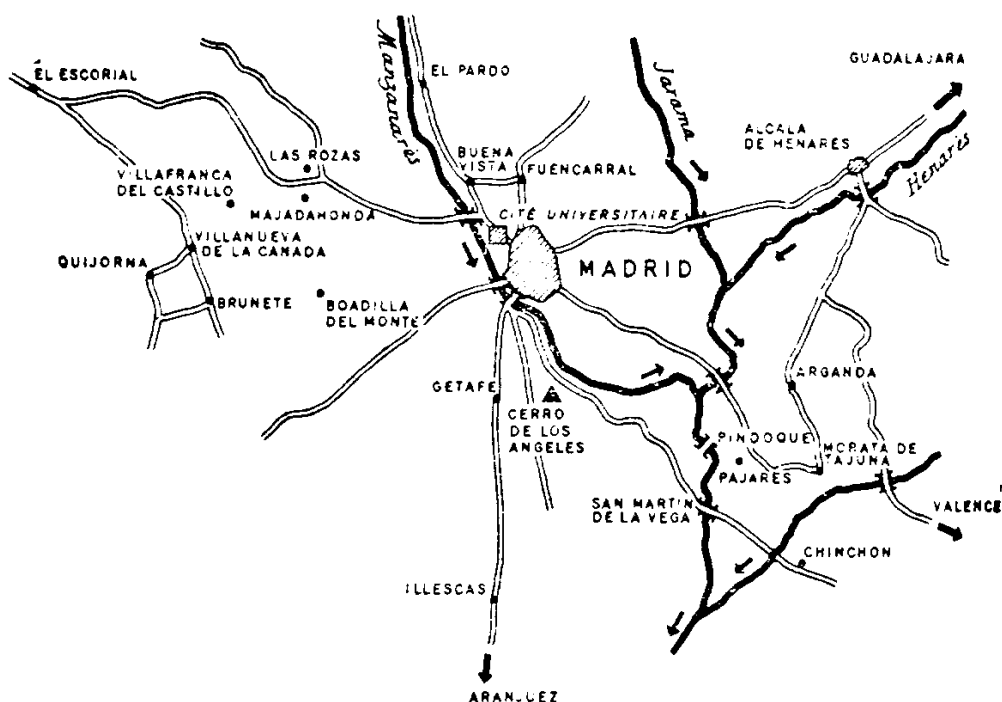
Χηαπε : Madrid : no pasaran !

Le 28 septembre 1936, les dernières résistances s'éteignent dans Tolède avec l'extermination des groupes de miliciens de la C.N.T. qui tenaient l'hôpital. Un nouveau chapitre s'ouvre, celui de la bataille pour la capitale. Aux yeux des chefs nationalistes, ce doit être le dernier : la chute de Madrid donnera le signal de l'effondrement républicain. Aucun d'entre eux n'envisage un instant une résistance sérieuse de la part des milices. La plupart des observateurs étrangers partagent ce point de vue : les milieux diplomatiques se préparent à la chute de la capitale qui, aux yeux de Rome et Berlin, devra changer la situation juridique de l'Espagne et permettre la reconnaissance du gouvernement de Franco.

Les généraux rebelles estiment qu'ils pourront faire leur entrée dans Madrid pour la Fête de la Race, le 12 octobre 207. C'est le général Varela qui commande l'armée assaillante : 20 000 soldats de métier, Maures et légionnaires, aguerris, disciplinés, confiants, persuadés qu'ils ne vont rencontrer aucune résistance. L'offensive se déroule d'abord suivant le plan prévu : la colonne qui remonte la vallée du Tage opère sa jonction, le 10 octobre, avec le corps d'armée de Davila qui vient de la Sierra. Elle n'a rencontré d'autre résistance que le harcèlement des milices du Levante que commandent Uribarri et Bayo, action de guérilla insuffisante pour enrayer l'avance d'une armée moderne qui ne se heurte à aucune opposition dans ses attaques frontales. En trois jours, les assaillants progressent de 27 kilomètres ; entre Chapineria, prise le 15, Navalcarnero qui tombe le 18 et Illescas le 21, se dessine la pince qui va enserrer Madrid.

Une ville à prendre

Fin septembre déjà, le rapport de Voelckers à Berlin est très optimiste. Madrid ne peut pas soutenir de siège. Elle n'a aucun stock de vivres, aucune défense antiaérienne, aucune ligne de défense et même pas de tranchées. Les miliciens qui la défendent sont mal armés, inexpérimentés et surtout mal encadrés. Certes, les premières armes modernes viennent d'arriver, première manifestation concrète de l'aide russe : l'étonnement même qu'elles provoquent chez les miliciens prouve leur inexpérience et semble exclure l'hypothèse qu'elles pourraient véritablement contribuer à renverser la situation. Le 28, dans une proclamation à la radio, Largo Caballero a annoncé : « Nous avons à notre disposition un formidable armement mécanisé. Nous avons des tanks et une aviation puissante », et le même jour, quarante tanks russes, appuyés par l'aviation, réussissent une percée. Pourtant, l'infanterie n'a pas suivi et la première contre-attaque de l'armée républicaine se solde par un échec. Les chefs militaires de Madrid sont d'ailleurs conscients de la gravité de la situation et, semble-t-il, résignés à la chute inévitable de la capitale. Le général Asensio, qui commande l'armée du Centre, exprime ouvertement son pessimisme ; et le général Pozas, qui le remplace le 24 octobre, ne croit pas non plus la défense possible. Tous deux conseillent au gouvernement de quitter la capitale pendant qu'il est temps encore.



Début novembre, c'est le général Mola qui, après avoir réorganisé les troupes, prend en mains la direction de ce qui semble bien devoir être l'assaut final ; après discussions, l'état-major rebelle a décidé d'entrer dans Madrid par la Casa dei Campo et la Cité universitaire, évitant ainsi la guerre de rues dans les quartiers ouvriers que Varela, au moins, redoute. Informés de l'aide que Madrid reçoit des Russes, les généraux rebelles décident de frapper avant que les défenseurs n'aient eu le temps de se ressaisir. Le 4 novembre, l'aérodrome de Getafe tombe dans leurs mains, le 6, la colonne Yagüe occupe Carabanchel et la forte position du Cerro de Los Angeles. Mola a convoqué à son quartier général le futur Conseil municipal de Madrid qui doit entrer dans la capitale dans les fourgons de son armée. Radio-Burgos a inauguré depuis le 4 une émission intitulée : « Les dernières heures de Madrid ». Le 7, Franco annonce qu'il assistera le lendemain à la messe à Madrid, le 8, les ponts de Segovie et de Tolède, sur le Manzanares, sont atteints.

La chute de Madrid n'est plus qu'une question d'heures : au Conseil des ministres, Largo, Caballero impose littéralement aux communistes et aux anarchistes réticents la décision de départ du gouvernement pour Valence. Malgré l'unanimité affichée, bien des combattants considèrent comme une désertion cette mesure de prudence²⁰⁸. L'incident tragi-comique de Tarrancon²⁰⁹ ne s'explique pas seulement par l'indiscipline notoire des anarchistes : l'attitude des miliciens de la C.N.T. correspond à un état d'esprit fort répandu à Madrid, où, plus qu'ailleurs, les ouvriers ont fait confiance au gouvernement et accepté sa discipline. Le 9 novembre, ils le voient fuir, ses experts « résignés » à la défaite, alors qu'aucune mobilisation de masse n'a été tentée pour une défense à tout prix de la capitale. Dans les premiers jours de septembre, sur 20 000 volontaires, moins de 2 000 ont été effectivement employés aux travaux de fortifications... Aux yeux des militants, socialistes, communistes, anarchistes, la bataille n'est pas encore perdue. La tentation de fusiller les ministres va de pair avec la volonté de se battre jusqu'à la mort. Le cri de la C.N.T. madrilène : « *Viva Madrid sin gobierno* » (« Vive Madrid sans gouvernement ») répond, indubitablement, à un sentiment largement répandu.

La défense de Madrid: le général Miaja et la junte

Le gouvernement Largo Caballero, en partant, confie au général Miaja la défense de la capitale. Auteurs et témoins ont abondamment polémique, depuis, sur les causes de la désignation d'un général, jusqu'alors en retrait, mais qui allait devenir le héros de Madrid. Officier de carrière, « cet homme d'une soixantaine d'années, assez gras, mais d'une vivacité singulière », comme le décrit Simone Téry, José Miaja ne s'est jamais signalé par un républicanisme ardent : il a même fait partie, avant la guerre, de l'Union militaire espagnole. Ministre de la Guerre dans l'éphémère gouvernement de conciliation Martinez Barrio – un choix en lui-même significatif – il a refusé ce poste dans le gouvernement Giral, mais s'est mis à son service. C'est lui qui a dirigé l'expédition qui a repris Albacète. Nous l'avons vu, exilé à Valence, y subir les affronts du lieutenant José Benedito. De là, il a été envoyé pour commander le front d'Andalousie : il y a été accusé de « sabotage » par certains de ses hommes et Largo Caballero l'a muté à Madrid le 24 octobre²¹⁰. Quels qu'aient été les véritables motifs de cette nomination, il

²⁰⁸ Caballero invoque le risque de surprise, le danger que le gouvernement ne tombe aux mains des rebelles, la nécessité de se consacrer à la direction de tout le pays, tâche impossible dans la capitale assiégée.

²⁰⁹ Voir chapitre précédent.

²¹⁰ Les nominations intervenues le 24 octobre sont les suivantes : Le général Asensio devient sous-secrétaire d'Etat à la guerre, le général Pozas chef de l'armée du Centre, et le général Miaja prend le commandement de l'armée de Madrid. Dans *Mis recuerdos*, Largo Caballero affirme que son souci était de mettre Miaja à l'abri des menaces de *paseo*, tout en ne lui confiant que des fonctions purement honorifiques. Il est tout de même curieux qu'il ait laissé la direction de la défense de Madrid à un officier général en qui il n'avait pas confiance.

est exclu qu'elle ait été, comme certains l'ont dit, « imposée » ou « suggérée » par le parti communiste avec lequel Miaja n'a, à cette époque, encore aucun lien particulier.

Le décret qui lui confie le commandement²¹¹ le charge aussi de représenter le gouvernement dans la « Junte de défense chargée d'organiser et de contrôler la défense de la capitale » dont la formation a été décidée aussi par le Conseil des ministres du 6 novembre. Née d'un décret gouvernemental, présidée par un délégué du gouvernement, constituée de représentants de tous les partis et syndicats qui le soutiennent, la Junte de défense de Madrid n'est cependant ni une simple commission consultative, ni un organisme gouvernemental annexe. Placée à la tête de la capitale au moment où le départ du gouvernement laisse en fait l'initiative à ceux qui veulent se battre, la Junte, par son langage, par ses méthodes, sera un véritable gouvernment révolutionnaire.

Révolutionnaire, elle l'est d'abord par sa composition. Le général Miaja avait, semble-il, d'abord songé à faire appel à des hommes du Commissariat puisque tous les partis y sont représentés : mais la plupart des « personnalités » ont quitté Madrid avec le gouvernement. Il fera donc appel à des inconnus. Militaire de carrière, de tempérament, de mentalité, attaché à l'organisation, à la discipline, à l'efficacité, il va tout naturellement s'appuyer sur le 5^{ème} régiment que Mije met aussitôt à sa disposition et avec lequel Checa, secrétaire du P.C., assurera la liaison. Le 7 novembre, au soir la Junte est constituée: ses membres sont si jeunes – presque tous ont moins de trente ans – qu'on les surnommait les « gosses de Miaja ». Par l'intermédiaire de la représentation de l'U.G.T. et de la J.S.U. s'ajoutant à la sienne, par l'importance des postes qu'il occupe, le parti communiste la contrôle²¹².

La défense de Madrid devient l'affaire du parti communiste, l'affaire de l'Internationale communiste, l'affaire de la Russie soviétique. Leur prestige et leur autorité sont engagés dans cette bataille. Jamais encore, dans toute la guerre d'Espagne, les communistes n'avaient apporté au combat autant d'acharnement. Jamais les Russes ne feront l'effort qu'ils consentirent pour Madrid en novembre 36.

C'est vers elle que convergent en effet, courant octobre, puis en novembre et décembre, les envois de matériel fourni par les Russes ou acheté par leur intermédiaire. Les défenseurs de Madrid auront des fusils, des grenades, des mitrailleuses, des tanks, des avions, des canons, des munitions, Petit à petit, c'est une armée moderne, mise sur pied au cours même des combats, qui fait front devant la capitale. Elle a des chefs, familiarisés avec toutes les techniques modernes, dont les capacités dépassent largement celles des rares officiers fidèles. Déjà Rosenberg avait amené avec lui un groupe d'officiers qui ont aidé au développement du 5^{ème} régiment. Un deuxième groupe, plus important, de militaires russes, arrive aux environs du 20 octobre ; on ne les connaît que par leurs pseudonymes, mais leur rôle est incontestable et, vraisemblablement plus important que celui de Miaja et Rojo. C'est Goriev qui dirige l'état-major et sera le véritable organisateur de la défense. C'est « Pavlov » qui commande les unités blindées, « Douglas » qui commande une aviation autrement puissante et efficace que l'héroïque escadrille d'André Malraux²¹³. C'est Michel Koltsov enfin, dont les compétences militaires sont indéniables et qui est en même temps un véritable dirigeant politique, ses fonctions officielles d'envoyé spécial de la *Pravda* lui permettant de garder un contact direct avec Staline et Vorochilov. Des communistes étrangers formés à Moscou jouent également un rôle militaire de premier plan : à côté de Carlos Contreras, déjà cité, il faut faire une place à part à Miguel Martinez, qui est à la tête du commissariat de l'armée de Madrid²¹⁴.

C'est enfin au moment de l'assaut décisif qu'apparaissent sur le front les premières brigades internationales : selon Colodny, ce sont, au total, 8 500 hommes des 11^{ème} et 12^{ème} brigades qui participent, autour de la capitale, aux combats de novembre et décembre, après le défilé impeccable des 3 500 soldats de la 11^{ème} dans la Gran Vía, sous les cris enthousiastes de « *Vivan los Rusos* ». Avec elles arrivent des chefs compétents, le général Kléber, dont la popularité éclipsera celle de Miaja, Lukacz, Hans. Ce sont des troupes de choc et dans la Casa de Campo, au soir du 8 novembre, on dispersera

211 Le biographe de Miaja, Lopez Fernandez, Koltsov, et après eux Colodny affirment qu'une erreur du général Asensio faillit produire une catastrophe : il avait interverti des enveloppes contenant des ordres ultra-secrets et à n'ouvrir qu'au dernier moment, destinées aux généraux Miaja et Pozas. Miaja, selon eux, ouvrit l'enveloppe avant l'heure fixée, put ainsi découvrir l'erreur à temps et en prévenir les funestes conséquences.

212 Frade, secrétaire de la Junte, officiellement socialiste, est désigné comme communiste par Barea et Koltsov. Dans la Junte du 9 novembre, il y a trois militants communistes : Mije pour le P.C., Carrillo pour la J.S.U., Vagüe pour l'U.G.T. Avec eux, des militaires communistes sont placés à tous les postes-clés. Tout l'état-major du 5^{ème} régiment entoure Mije : Cados Contreras est chef d'état-major, Castro Delgado responsable des opérations, José Cazorla de l'organisation, Daniel Ortega des Services, et le docteur Planellas de la Santé. Avec Carrillo, c'est l'exécutif de la J.S.U. qui s'installe aux postes de commandement de l' « Intérieur » : Cabello dirige la radio, Claudin contrôle la presse, Serrano Poncela dirige la Sûreté, et Federico Melchor les gardes nationaux et les gardes d'assaut. Ce sont des communistes, Miguel Martinez (voir note 8) et Francisco Anton – amant de la Pasionaria, selon Hernandez, Castro, Campesino – qui dirigent le commissariat... Quand la Junte est réorganisée, le 4 décembre, c'est un communiste, Dieguez, qui succède à Mije, promu commissaire général. Cazorla est adjoint à Carrillo et le remplacera le 1^{er} janvier lorsqu'il se consacrera entièrement aux J.S.U. Vagüe, après sa blessure, sera remplacé par un communiste des J.S.U., Luis Nieto. Les autres membres de la Junte étaient le républicain Carreño et Enrique Jimenez, puis Gonzalez Marin, Amor Nuno de la C.N.T., Enrique Garcia des J.L., Caminero du parti syndicaliste, et Maximo de Dios, socialiste, qui remplace Frade le 4 décembre.

213 Sur l'aviation, comme sur la véritable identité des officiers russes présents en Espagne, voir 2^o partie, chapitre III.

214 L'identité exacte de Miguel Martinez a longtemps été un mystère : Colodny (*op. cit.*, p. 33) écrivait qu'il était en réalité un officier soviétique, en indiquant comme source Koltsov. Or ce dernier (*op. cit.*, p. 18) en faisait un communiste mexicain. Castro Delgado (*op. cit.*, p. 33) parle de « Miguel, un Bulgare qui a été commissaire à Madrid ». C'est Ilya Ehrenbourg (*La nuit tombe*, pp. 185 et 189) qui a donné la clef de l'énigme : « Miguel Martinez » n'est qu'un des pseudonymes de l'envoyé spécial de la *Pravda* et de Staline, à savoir Michel Koltsov lui-même. Ainsi s'explique qu'il soit resté dans l'ombre au moment où la presse donnait la vedette aux communistes étrangers comme Vidali (Carlos Contreras).

leurs hommes sur la ligne de feu, dans la proportion d'un International pour cinq Espagnols : ils donnent des exemples pratiques d'utilisation des armes et des abris. Surtout, ces volontaires étrangers sont souvent des hommes qui ont connu des années de vie militante très dure, les grèves, les bagarres de rue, la clandestinité, la prison et souvent la torture, le bagne, la misère de l'émigration. Colodny dit des Allemands des bataillons *Thälmann* et *Edgar André* qu'ils étaient des « hommes indestructibles »²¹⁵. Ils constituent en tout cas, avec leur foi révolutionnaire, leur esprit de sacrifice et leur discipline de fer, une troupe de choc irremplaçable et prestigieuse dont les actions d'éclat vaudront autant par leur efficacité directe que par leur force de rayonnement et d'exemple sur leurs camarades espagnols.

Les méthodes de la junte

Avec l'arrivée de révolutionnaires de tous les pays d'Europe, avec celle des conseillers militaires russes, Madrid connaît une atmosphère d'épopée révolutionnaire inspirée par la propagande de l'exemple de l'Octobre russe. « Il faut défendre Madrid comme Pétrograd », proclament d'immenses affiches du P.C. : la foule des Madrilènes qui se presse pour applaudir *Les marins de Cronstadt*, *Tcha païev* ou *Le cuirassé Potemkine* arrivés avec Rosenberg et qui passent sur tous les écrans de Madrid, renouent directement, par ce spectacle, avec la tradition de la révolution russe qu'elle croit revivre. La Pasionaria, de noir vêtue, et qui semble l'incarnation de la révolution ouvrière, organise les manifestations de masse des femmes madrilènes qui impressionneront si fortement tous les témoins du drame et qui scandent des mots d'ordre brefs et héroïques, à l'espagnole : « Mieux vaut mourir debout que de vivre à genoux. » ; « Mieux vaut être la veuve d'un héros que la femme d'un lâche. » Il faut, pour défendre Madrid, galvaniser ses défenseurs. La *Junta* le sait : ici, point de discours sur la « légalité » du gouvernement, le « respect de l'ordre et de la propriété ». Elle n'hésite pas à s'adresser aux « travailleurs » de Madrid pour glorifier la « révolution prolétarienne » qu'ils sont en train d'accomplir²¹⁶.

Pour la défense de Madrid, la Junte utilise les méthodes révolutionnaires qu'ont préconisées ailleurs, à Irun, Saint Sébastien, les gens de la C.N.T. et du P.O.U.M. : arment le peuple, toute-puissance des Comités, action des masses, justice révolutionnaire sommaire. Le 9 novembre, on voit monter au front des colonnes d'ouvriers sans armes, désignés par les syndicats pour se rendre sur la ligne de feu et ramasser les armes des combattants tués ou blessés. Les Maisons du Peuple et les Athénées libertaires sont des centres de mobilisation ; les barricades se dressent dans toutes les rues des faubourgs menacés : « Femmes et enfants, écrit Colodny, formaient une chaîne vivante et passaient les pierres de Madrid aux maçons qui élevaient les murs symboliques, militairement sans intérêt, mais psychologiquement invincibles, qui attendaient l'offensive... de Varela. » Des Comités de quartiers, de maisons, d'îlots, sont constitués qui prennent en mains les tâches immédiates de la défense, la vigilance antiaérienne, la surveillance des suspects. Le 5^{ème} régiment lui-même appelle la population à constituer ces Comités que personne ne songe, au P.C. madrilène, à condamner comme des « organismes illégaux »²¹⁷. Spontanément et à l'appel de la Junte se constituent aussi des Comités spécialisés : Comités de ravitaillement, des communications, des munitions, Comités de femmes pour la confection des repas collectifs ou le blanchissage. Il n'est plus question non plus de dénoncer comme « illégales » ou « non autorisées » les perquisitions et les arrestations faites par

215 Hans Beimler, commissaire politique et animateur des volontaires allemands, symbolise parfaitement ce type d'hommes : né en 1895 militant socialiste, il adhère au groupe Spartakus, noyau du futur P.C. pendant la guerre, alors qu'il est mobilisé dans la marine. Il participe à la révolution de 1918, devient membre du Conseil des marins de Cuxhaven, puis à la révolution bavaroise de 1919 où il sert dans la Garde rouge des « Marins révolutionnaires ». Sa participation à l'insurrection manquée de 1921 lui vaut deux ans de prison. Député au Reichstag en 1930, il est arrêté, interné à Dachau, d'où il s'évade quelques semaines après. Réfugié à Moscou, il publie une brochure qui est la première dénonciation des camps hitlériens (*Au camp des assassins de Dachau*, Moscou, 1933). Il arrive à Barcelone dans les derniers jours de juillet 36 et organise la centurie Thaelmann. Nous reviendrons sur son rôle et les circonstances de sa mort, dans la 2^e partie, au chapitre III. Noter, sur ce sujet, le travail, malheureusement encore inédit, d'Antonia Stern, *Das Leben eines revolutionäre Kämpfers unserer Zeit : Hans Beimler, Dachau-Madrid*.

216 Le 13 novembre, Trifon Medrano, commandant du 5^{ème} régiment, secrétaire de la J.S.U. à l'organisation, membre du comité central du P.C., lance à la radio un appel : « Il s'agit de conquérir la liberté et l'avenir, Il s'agit de suivre le merveilleux exemple des peuples de l'U.R.S.S. dont la solidarité renforce si puissamment notre foi dans le triomphe, de faire de l'Espagne un pays progressiste, un pays qui, tout en assurant le bien-être de son peuple soit un bastion de la paix et du progrès du monde. Combattants de l'armée populaire et des milices ! Jeunes en armes ! C'est entre nos mains qu'est l'avenir. Soyons dignes de ceux qui sont tombés ! Aux opprimés du monde entier donnons le stimulant de notre victoire ! » (*A.B.C.*, reproduit d'après la radio du Quinto – 14 novembre.)

Ce texte, à notre avis, est une excellente illustration :

de l'utilisation du prestige révolutionnaire de l'U.R.S.S. et de la légende de la révolution d'Octobre ;

de l'utilisation d'un sentiment d' « internationalisme prolétarien » révolutionnaire, dans un moment où l'appel aux sentiments révolutionnaires constituait le meilleur stimulant de l'énergie ouvrière. C'était là une arme dangereuse, que le P.C. n'a utilisée que pendant une brève période.

217 La généralisation de « Commissions de maisons » avec des « Comités de voisins » élus constituait véritablement la « deuxième révolution » madrilène, la base d'une authentique « Commune de Madrid ». Tout en soutenant ce type d'organisation – le seul apte à mobiliser toutes les forces prolétariennes – la Junte, et à travers elle le P.C., s'efforce de le contrôler. C'est ainsi qu'elle ne reconnaît (circulaire du 12 novembre) que les Comités de voisins comprenant au moins trois membres des « partis ou syndicats » représentés dans la Junte, et les place sous l'autorité des Comités de secteur du Front populaire. La Junte s'oppose à toutes les tentatives spontanées de fédération des Comités et Commissions et prévoit, pour les devancer, l'organisation d'un « Comité central des Commissions de maisons » qui n'existera jamais que sur le papier. Enfin, elle s'oppose aussi (communiqué du 12 novembre) aux « nombreuses demandes de membres des Comités de voisins » pour une représentation des Comités dans la Junte, puisque « la nomination de la Junte de défense a été faite par les organisations politiques et syndicales, d'accord avec le gouvernement légitime ». Ainsi, au moment même où elle suscite ce mouvement révolutionnaire de Comités dont elle tire sa force, la Junte se préoccupe de n'être pas débordée par eux, d'en conserver le contrôle, en maintenant, au-dessus d'eux, une autorité d'Etat émanant non d'eux, mais du gouvernement. Grâce à ces précautions, la deuxième révolution madrilène ne deviendra pas une Commune.

d'autres que la police républicaine. Les *asaltos* et la garde civile sont sommairement et brutalement épurés, plus d'une centaine de gardes civils arrêtés en quelques jours. La plupart des organismes policiers créés dans les derniers mois ont été transférés à Valence. Garcia Atadell et ses adjoints ont fui à l'étranger²¹⁸. Les « gardes de sécurité » du 5^{ème} régiment, que commande Pedro Checa, les « services spéciaux » du ministère de la Guerre, dirigés par un collaborateur de Val, l'anarchiste Salgado, multiplient perquisitions, arrestations, exécutions som maires. Selon Koltsov, c'est Miguel Martinez qui, le 6 novembre, donne l'ordre d'évacuer du *Carcel modelo* les plus importants des prisonniers rebelles. Ce jour-là, les 600 détenus évacués sont abattus sur la route d'Arganda. Selon Galindez, 400 autres connaîtront le même sort deux jours après. Les exécutions sans jugement continueront en novembre et décembre sous la responsabilité de Santiago Carrillo et de son adjoint Cazorla. Le souci de ménager les étrangers n'empêchera pas ici les autorités de la Junte de frapper jusqu'à l'intérieur des ambassades les réfugiés et les agents de Franco²¹⁹. Quelle que soit l'appréciation que l'on puisse porter sur ces méthodes, il n'est cependant pas douteux qu'elles ont atteint leur objectif : la « cinquième colonne »²²⁰ ne jouera pas le rôle qu'en attendaient les chefs rebelles.

Les combats de Novembre

Les combats décisifs commencent par un coup de chance pour l'armée de Miaja. Le 9, sur le cadavre d'un officier tué dans un char rebelle, des miliciens découvrent des papiers qui, à l'examen, se révéleront être un exemplaire de l' « Ordre opérationnel n° 15 », autrement dit de l'attaque prévue par Varela pour le 7 novembre, le plan de l'assaut décisif. Le lieutenant-colonel Rojo fait un pari victorieux. Il suppose que l'exécution du plan du 7 novembre a été retardée et que l'ordre qu'il a entre les mains concerne l'opération qui vient d'être déclenchée par l'armée nationale. En vingt-quatre heures, les chefs républicains remanient leur dispositif pour faire face à l'assaut principal qui va être lancé contre la Casa de Campo et dans la Cité universitaire, alors qu'ils l'attendaient sur Vallescas... Le 8 novembre, deux tabors marocains ont enfoncé les lignes républicaines, marché vers le *Carcel modelo*. Les lignes se reforment après des combats acharnés. Dans la soirée, la 11^{ème} brigade internationale prend position, le bataillon *Dom browski* à Villaverde, *Edgar André* dans la Cité universitaire, *Commune de Paris* à la Casa de Campo. Le général Kléber prend le commandement du secteur névralgique, Casa de Campo - Cité universitaire. L'avance de Varela est arrêtée. Le soir, républicains, anarchistes, socialistes et communistes tiennent un meeting commun pour célébrer l'anniversaire de la révolution russe la foule acclame le mot d'ordre popularisé par la Pasionaria : « *No pasaran* ». Dans la nuit, des renforts marchent sur Madrid. Mais au matin du 9, seul le bataillon du *Campesino* qui vient de la Sierra est arrivé. Les troupes de Varela redoublent leurs attaques sur les ponts de Tolède et de la Princesse. Les avions russes détruisent une colonne blindée italienne. Le bataillon *Edgar André*, qui a subi des pertes effroyables, tient toujours dans la Cité, mais est menacé au nord par l'avance des Marocains dans la Casa de Campo. Par un coup d'audace, Kléber retire tous les éléments de la 11^{ème} brigade internationale éparpillés en première ligne et les lance à la baïonnette contre les Maures de Varela dans une contre- attaque désespérée sur la Casa de Campo.. Après un combat acharné, qui dure toute la nuit, les Maures se replient. Les Internationaux ont nettoyé la Casa de Campo, mais perdu un tiers de leurs effectifs. Le centre des combats se déplace alors vers le Bas Carabanchel, où les Marocains attaquent maison par maison un quartier dont la défense est organisée par les guérilleros du *Campesino*. Miaja et Rojo ont mis à profit ce sursis pour repartir leurs troupes, une quarantaine de milliers d'hommes qui viennent renforcer des colonnes catalanes et valenciennes, sur un front continu de 16 kilomètres, et établir un premier réseau de fortifications et de tranchées. Le 12, l'état-major républicain lance une contre-attaque contre le Cerro de los Angeles. Elle échoue mais contribue à desserrer quelque peu l'étreinte.

Le 14, les 3 500 hommes de la colonne Durruti arrivent du front d'Aragon. La foule madrilène leur fait un accueil triomphal. Durruti réclame le secteur le plus dangereux. On lui confie celui de la Casa de Campo, en face de la Cité universitaire. L'état-major lui délègue un officier, le Russe « Santi », pour le conseiller. Les Catalans, d'abord surpris, car la guerre de Madrid ne ressemble pas à celle qu'ils ont connue, se battent courageusement, pas assez cependant au goût de leur chef, qui leur reproche d'avoir fléchi à plusieurs reprises.

Le 15, en effet, c'est dans son secteur que commence la grande attaque : la colonne Yagüe, appuyée par canons et mortiers qui pilonnent les retranchements républicains au bord du Manzanares, lance assaut sur assaut, tandis que les bombardiers allemands de la légion Condor écrasent la Cité universitaire et le parc de l'Ouest. En fin d'après-midi la colonne Asensio réussit à percer, prend pied dans la Cité universitaire que la 11^{ème} brigade internationale lui dispute aussitôt. On se bat maison par maison, étage par étage. Louis Delaprée raconte : « On se fusille à bout portant, on s'égorge de palier à palier entre voisins... Dans certaines maisons, les assaillants occupent le rez-de-chaussée et les gouvernements le premier

218 Garcia Atadell et deux de ses adjoints ont franchi la frontière française avec des bijoux volés au cours des opérations policières. Embarqués pour l'Amérique du Sud, ils ont la malchance de faire escale à Santa Cruz de la Palma. Arrêtés par les autorités nationales, ils sont transférés à Séville, condamnés à mort et exécutés.

219 C'est ainsi que la Junte et le gouvernement « couvriront » l'exécution sommaire, par les services de Salgado, du baron de Borchgraeve, attaché à l'ambassade de Belgique et dont même Galindez pense qu'il travaillait pour Franco. Koltsov a fait un récit très vivant de l'attaque par des forces que dirigeait Miguel Martinez et le jeune communiste Serrano Poncel, chef de la Sûreté madrilène, de l'ambassade de Finlande où s'étaient réfugiés 1 100 « fascistes » espagnols. Signalons aussi l'épisode de la fausse « ambassade de Siam » souricière mise sur pied par l'anarchiste Verardini pour le compte des « Services spéciaux » du ministère de la Guerre, Castro Delgado, dans *Hombres made in Moscu*, parle à plusieurs reprises des groupes spéciaux du P.C. madrilène, les I.T.A. et de leur chef, Tomas.

220 L'origine de l'expression provient de ce que le premier plan rebelle prévoyait la convergence sur Madrid de quatre colonnes qui devaient épauler, dans la capitale, celle des sympathisants... Mola, le premier, dans une conversation avec les journalistes, a lancé cette formule, appelée, depuis, à connaître la fortune que l'on sait.

étage... Ils s'injurient par le tuyau de la cheminée pour tuer le temps »221.

A l'hôpital clinique, les miliciens envoient aux Marocains du rez-de-chaussée, l'ascenseur de service bourré de grenades. Les *dinamiteros* asturiens sont partout, lançant leurs terribles petites cartouches, sapant, ruinant. Du 17 au 20 novembre les assaillants progressent encore quelque peu, au prix de pertes énormes. Le 21, Durruti est tué, dans la Cité universitaire^{15bis}, vraisemblablement par un des hommes de sa colonne qui lui reprochent les risques qu'il leur a fait courir ou la discipline qu'il leur impose sous ce feu d'enfer. Ses funérailles seront l'occasion de grandes démonstrations d'unité « antifasciste ». Mais c'est le jour même de sa mort que la 11^{ème} brigade internationale, sous Kléber et Hans, contre-attaque victorieusement dans la Cité où le front, désormais, ne bougera plus guère. Le lendemain, la 12^{ème}, appuyée par des carabiniers, contre-attaque à son tour, au nord de l'hippodrome, reprenant, maison par maison, le terrain perdu. Quand les objectifs sont atteints, à la fin novembre, on la relève: elle a perdu la moitié de ses effectifs.

Mais le miracle s'est produit. Madrid n'est pas tombée. On peut commencer à croire possible ce qu'affirment les fanatiques et les propagandistes, qu'elle sera « la tombe du fascisme ».

La terreur des raids aériens

Face à la résistance inattendue de Madrid, le commandement nationaliste s'exaspère. Il veut, coûte que coûte, arracher la victoire. Après avoir proclamé qu'il ne bombardera jamais la population civile, Franco se décide finalement, suivant l'expression du chef de son aviation, à « essayer une action pour démoraliser la population par des bombardements aériens »222. Il compte que le moral madrilène, soumis à rude épreuve par les combats et la disette – il y a des queues immenses pour le moindre produit alimentaire – s'effondrera sous les bombes. Le 23, le 24, le 30 octobre ont lieu les premières attaques. C'est pourtant seulement le 4 novembre que se produit le premier bombardement véritable. On compte 350 victimes après les nuits du 8 et du 9. Les 10, 11 et 12, des maisons brûlent ; le 15, l'hôpital du Cuatro Caminos est bombardé. A partir du 16 commence le « massacre méthodique de la population civile »223. Le raid de cette nuit-là fait, selon Colodny, plus de 5 000 victimes. Toute la ville semble brûler à la fin de l'alerte : « Depuis vingt-quatre heures, écrit Delaprée le 17, nous marchons dans le sang et respirons dans les flammèches »224. Ces bombardements sont incessants pendant tout le mois de novembre. Madrid semble en état d'incendie permanent. Les avions nationalistes volant au ras des toits, complètent leur œuvre de mort en mitraillant les pompiers. Profitant du désordre et de la panique, les agents de la « cinquième colonne » mitraillent les miliciens, jettent des grenades, espérant qu'on attribuera leurs actions aux avions. Dans Madrid en ruines, aux avenues trouées d'excavations béantes, 300 000 personnes courent dans les rues, cherchant un abri. Au million de Madriléens y vivant normalement se sont ajoutés 500 000 réfugiés. La destruction de centaines d'immeubles jette à la rue le trop plein d'une foule tragique, hagarde, désespérée, des mères cherchant leurs enfants, des vieillards épuisés qui encombrant les trottoirs de leurs dérisoires bagages. Dans toute la ville on ne trouve pas d'abri, cave ou sous-sol offrant un minimum de sécurité, pour plus de 100 000 personnes : il y a quinze fois plus d'êtres humains à Madrid. Le bruit circule que Franco a fait savoir qu'il ne bombarderait pas le quartier de Salamanca. Il est déjà bondé alors qu'il ne peut guère accueillir plus de 20 000 personnes et que ses trottoirs sont transformés en dortoirs. Louis Delaprée, correspondant de *Paris-Soir*, est le témoin sans passion qui exprime la répulsion des hommes du xx^e siècle devant ce spectacle, à cette époque sans précédent :

« La mort a du pain sur la planche.

J'ai dit que je ne suis qu'un huissier ;

Qu'on me permette cependant de dire ce que je pense.

Le Christ a dit : « Pardonnez-leur, car ils ne savent ce qu'ils font. » Il me semble qu'après le massacre des innocents de Madrid, nous devons dire : « Ne leur pardonnez pas, car ils savent ce qu'ils font »225.

Le massacre quotidien qui brise les nerfs des Madriléens ne parvient pas à abattre leur moral. Le catholique basque Galindez conclut son récit par un jugement terrible sur l'erreur d'appréciation des stratèges nationalistes, que leur mépris des foules a conduits à un crime sans nom : « L'ennemi n'est pas entré. Il est seulement arrivé à soulever la haine de ceux qui étaient encore indifférents, il est seulement arrivé à dépasser les massacres des tchékas et à les faire paraître bons, par comparaison »226.

221 Delaprée, *op. cit.* p. 171.

15bis L'enquête ouverte par la C.N.T. n'aboutit à aucun résultat officiel. Les camarades de Durruti contestent cette interprétation de la mort (voir article de Federica Montseny, C.N.T., 15 juillet 61), mais M. Hugh Thomas (*op. cit.* p. 328) la tient aussi pour la plus vraisemblable. Précisons cependant que la balle qui a tué Durruti l'a frappé par devant.

222 Kindelan, *Mis Cuadernos de Guerra*, p. 33.

223 Delaprée, *op. cit.* p. 187.

224 *Ibid.* p. 165.

225 *Ibid.* p. 195.

226 Galindez, *Los Vascos en Madrid sitiado*, p. 76.

Le tournant

Après le « désordre héroïque » de la fin septembre, Delaprée avait trouvé en octobre une ville « assagie, presque silencieuse, tendue par une résolution farouche ». Le terrible mois de novembre fait de Madrid, dans l'intervalle des attaques aériennes, une capitale fantasmagorique : complètement obscure dès le coucher du soleil, masse grise envahie d'ombres où les voitures circulent, tous feux éteints, dans les rues défoncées, et où leurs klaxons, mêlés au bruit de la fusillade ou de la canonnade toutes proches, semblent les seuls signes de vie. La mort est la compagne perpétuelle d'une population dont les nerfs sont tendus à l'extrême, qui jette à chaque instant des regards d'angoisse vers le ciel, s'engouffre dans les abris au premier signal, enterre ses victimes sans les pleurer, reste prête, à tout instant, à prendre la garde à l'appel du Comité de quartier ou de maison, à chasser l'espion, à monter au front où l'on va en métro. Petit à petit, pourtant, les flambées de l'épopée héroïque s'éteignent dans la grisaille d'un siège enterré qui menace de durer. L'auteur américain déjà cité a remarquablement analysé ce tournant, après décembre : « Sous la conduite des généraux de l'armée rouge, la guerre, à Madrid, se transforme, de guerre de Comités révolutionnaires en guerre conduite par les techniciens de l'état-major général. De l'exaltation des premières semaines, la cité passe à la triste monotonie du siège, compliquée par le froid, la faim et le spectacle familial de la mort venue des airs, et de la désolation. L'instant héroïque était passé dans la légende et l'histoire : avec l'ennemi accroché contre les fortifications, le danger mortel qui avait temporairement fondu toutes les énergies en une volonté unique de résister semblait avoir disparu »²²⁷.

Le mois de novembre avait été, entre les partis ouvriers, une période de trêve. Représentants des partis et syndicats collaboraient sans réticence dans les Comités de quartiers et de maisons. Les anarchistes saluaient les combattants communistes des brigades avec le même enthousiasme que les communistes avaient manifesté pour la colonne Durruti. Toutes les milices avaient été également utilisées dans le combat commun, la colonne du P.O.U.M. recevant comme les autres, armes et munitions pour tenir le secteur qui lui avait été assigné. A partir de la fin du mois, ces bonnes relations se gâtent. La Junte, par décret, retire toutes les attributions laissées en cette période décisive aux Comités populaires et à ceux des organisations. Les secrétaires de cellule, de rayon, d'arrondissement du parti communiste travaillent à la dissolution des Comités, qui doivent cesser leur initiative révolutionnaire et laisser place libre à la seule administration de la Junte. Des heurts violents se produisent à nouveau entre troupes de la C.N.T. et hommes du P.C. Le 12 décembre²²⁸ la Junte a décidé la militarisation immédiate de toutes les unités de milices sous l'autorité de Miaja et des responsables communistes de la Junte. Le 24, est décidé le retrait des fonctions de police, de garde et de contrôle de toutes les formations de milices de l'arrière qui les assuraient depuis le début du siège. Le port des armes longues est interdit dans la capitale. Les fonctions de police sont à nouveau restituées aux formations spécialisées de la sécurité et des gardes d'assaut sous l'autorité de l'état-major et de la direction de la Sécurité. Le 26 le conseiller au Ravitaillement de la Junte, le commissaire Pablo Yagüe, est grièvement blessé par des miliciens de la C.N.T. qui prétendaient contrôler l'identité des occupants de sa voiture. Cet attentat provoque des déclarations indignées de la presse communiste, socialiste, républicaine. Le Journal *C.N.T.*, qui veut répondre, est censuré : mais les coupables, arrêtés, sont acquittés par le tribunal populaire. La presse de la C.N.T. accuse les hommes du P.C. d'avoir, en représailles, abattu trois des siens dans un faubourg de Madrid.

Mais c'est surtout le P.O.U.M., relativement faible à Madrid qui semble devoir devenir la cible de la Junte. Avec la militarisation, ses milices se voient refuser soldes, armes et munitions : Baldiri et ses hommes n'ont plus qu'à s'engager dans les milices confédérales. L'offensive se déchaîne contre sa presse, l'hebdomadaire *P.O.U.M.*, puis le quotidien *El Combatiente rojo* sont suspendus. La Junte refuse l'autorisation de paraître à l'hebdomadaire de la J.C.I. madrilène, *La Antorcha*, au moment où son secrétaire, Jesus Blanco, vient, à 21 ans, de tomber au front, à la tête de sa compagnie. Les locaux du P.O.U.M., son émetteur, sa permanence, celle de son Secours Rouge, sont fermés, le parti et ses jeunes pratiquement interdits. Le danger immédiat passé, les règlements de compte ont repris : l'avertissement de la *Pravda* semble se réaliser. Un tournant a été pris.

Tournant dans la situation militaire également. Certes, les chefs rebelles ne semblent pas avoir mesuré immédiatement l'étendue de leur échec : Voelckers écrit encore, le 24 novembre, que les milieux militaires sous-estiment visiblement les difficultés de la prise de Madrid. C'est pourtant sur ce secteur critique – le seul, vraisemblablement, où les républicains soient à ce moment en état de résister effectivement – que Franco continue à diriger tous ses efforts. L'explication réside sans aucun doute dans le fait que la défense de Madrid est devenue le symbole de la résistance républicaine pour le monde entier. L'enjeu est énorme : selon l'expression même de Franco, faire cesser la résistance de Madrid serait faire en même temps capituler toute l'Espagne.

Seulement, méthodes et effectifs engagés jusque-là paraissent insuffisants. L'échec de novembre prouve qu'il est presque impossible d'arriver à briser de front la résistance madrilène. La supériorité matérielle et stratégique des nationalistes perd toute son efficacité dans les combats de rue face au moral et l'initiative des combattants ouvriers. Le nouvel objectif sera donc de placer le combat sur un terrain favorable, celui de la rase campagne, où l'armée nationaliste retrouve sa supériorité, et sur un front assez étendu pour permettre le déploiement des blindés et d'amples mouvements stratégiques.

Les batailles d'encerclement

Il s'agit dorénavant, non plus de prendre Madrid d'assaut, mais, en l'attaquant par les ailes, de l'encercler et d'obtenir ainsi sa capitulation. L'aide en matériel italien et allemand est suffisante pour réaliser l'opération projetée. L'armée rebelle sur le front de Madrid comprend maintenant plus de 60 000 hommes bien équipés.

227 Colodny, *op. cit.* p. 93.

228 C'est aussi le 12 décembre que, par décision de la Junte, les tramways cessent d'être gratuits. Bientôt les loyers seront rétablis. C'est de ce jour que l'on peut dater l'abandon des méthodes révolutionnaires de défense.

La première attaque se situe dans le secteur du nord-ouest et se déclenche le 29 novembre à Pozuelo. Son objectif est de réduire le saillant nord, de couper les défenseurs de Madrid de la Sierra en supprimant le ravitaillement en eau et la fourniture d'électricité de la capitale. Le premier jour les lignes républicaines, que tient la 13^{ème} brigade de Francisco Galan, sont enfoncées, mais l'intervention des tanks russes puis des avions contre les Stukas, rétablit la situation. L'armée nationaliste souffle alors, Orgaz prenant le commandement général et massant ses réserves : la 12^{ème} brigade internationale a victorieusement résisté dans Pozuelo aux assauts des Marocains, mais la contre-attaque dirigée par Rojo contre les hauteurs de Garabitas a échoué sous le feu d'une artillerie lourde habilement camouflée. La partie est remise : elle va reprendre le 16 décembre, après qu'une vague de froid ait ralenti les communications : 17 000 hommes attaquent les troupes du colonel Barcelo qui plient sous le choc et doivent évacuer Boadilla del Monte. Là encore, les tanks russes et le bataillon Dom browski de la 11^{ème} brigade internationale arrêtent l'offensive. Après quatre jours et quatre nuits de combats acharnés où les internationaux subissent de lourdes pertes, Orgaz arrête une offensive devenue trop coûteuse pour ses troupes...

C'est dans le même secteur ouest que vont se dérouler des combats du mois de janvier, dans des conditions climatiques effroyables qui ont permis à Colodny de les appeler « la bataille dans le brouillard ». L'attaque qui se déclenche le 3 janvier avec des effectifs renforcés a été préparée par les généraux allemands : elle pousse en direction de Villanueva del Pardillo, Las Rozas, Majadahonda. Là encore l'offensive connaît initialement de gros succès. Villanueva del Pardillo tombe, tandis que les Internationaux sont placés aux points névralgiques, *Commune de Paris* dans le secteur de Pozuelo face au flanc droit des attaquants, *Edgar André* et *Thälmann* à l'est de Las Rozas. Le 5 janvier, le gros de l'armée Orgaz enfonce le front ouest de Manzanarès et, exploitant ce succès, poussent à fond dans la direction de l'est, en vagues successives : avions tanks et artillerie légère, infanterie suivie d'un deuxième échelon de tanks. L'état-major républicain concentre des troupes fraîches à El Pardo sous le commandant Lister, fait venir les 13^{ème} et 14^{ème} brigades internationales. Pendant quarante-huit heures, les troupes républicaines reculent, pied à pied. Le 10 janvier, les 13^{ème} et 14^{ème} brigades sont lancées contre Majadahonda et Las Rosas. Miguel Martinez et Pavlov ont pris en main le secteur où, pendant trois jours, se succèdent attaques et contre-attaques. Finalement, Orgaz renonce : il a avancé de 20 kilomètres et perdu 15 000 hommes. Miaja en a perdu autant et peut-être le tiers des Internationaux engagés. L'offensive est arrêtée une fois de plus, par l'épuisement des troupes et le manque de réserves.

C'est la bataille de Jarama qui occupe le mois de février. L'opération a pour but immédiat d'atteindre et de traverser la rivière, pour but lointain d'ouvrir un large front au sud-est de Madrid et de couper les communications avec Valence. D'énormes pluies la retardent, et elle ne se déclenche que le 6 février. La prise du fortin de la Maranosa permet aux nationalistes de tenir la ligne de chemin de fer de Valence sous leurs canons. La défense républicaine semble flotter. Des pluies diluviennes ralentissent l'avance des nationalistes qui parviennent cependant, le 10, à franchir le Jarama, malgré la résistance désespérée du bataillon *André Marty*, qui se fera finalement presque entièrement exterminer entre l'artillerie de la Maranosa et les charges de la cavalerie marocaine. Le 11, les troupes nationalistes atteignent la route de Valence devant Arganda del Rey. Les Internationaux subissent des pertes terribles en attendant les renforts espagnols promis. Mais le 14 février sera pour les rebelles « le jour de la tristesse du Jarama » : les 11^{ème}, 13^{ème} brigades, les restes de la 15^{ème}, la 14^{ème} qui vient d'arriver, la division Lister, un bataillon de tanks commandé par Pavlov contre-attaquent. Le 15, les troupes sont réorganisées par Miaja et Rojo qui en font le 3^{ème} corps d'armée avec les divisions Walter et Gal, comprenant les brigades internationales, Lister, Güenes et Jubert : le 17, elles attaquent, mais devront reculer devant l'intervention massive de la légion Condor. Le 27, sans artillerie, sans blindés, sans avions, le général Gal lance une folle attaque contre Pin garron et fait décimer Internationaux américains du bataillon *Lincoln* et anarchistes de la 7^{ème} brigade de Sanz sous le feu des mitrailleuses. Le front s'enterre. De part et d'autre, on creuse les tranchées^{2bis}.

La route Madrid-Valence est dégagée, mais les forces en présence sont épuisées : la bataille a sans doute fait plus de 15 000 victimes. Les défenseurs de Madrid ont évité le pire, mais n'ont pu réduire la tête de pont adverse sur le Jarama et le front sud et sud-est s'est dangereusement étendu. Franco peut espérer qu'un effort suprême lui permettra d'achever l'encerclement de Madrid, dans le seul point resté jusqu'alors calme : le secteur nord. Il va pouvoir compter pour cela sur les troupes italiennes qui viennent de prendre Malaga et pour qui le Duce désire un succès éclatant.

Les troupes italiennes, arrivées à la fin de février n'ont encore joué qu'un rôle secondaire. Il semble que Mussolini ait fait pression sur Franco pour obtenir leur engagement dans une bataille décisive. Dès la fin de février, dans la zone de Sigüenza, l'état-major nationaliste concentre une force de 50 000 hommes pour l'attaque en direction de Madrid et Guadalajara. L'aile gauche, sur Guadalajara, commandée par le général Roatta, comprend quatre divisions Italiennes de 5 200 hommes chacune deux brigades de fantassins Italo-allemands, quatre compagnies de mitrail leurs motorisées, 250 tanks, 180 canons et un équipement considérable. Le 3 mars un ordre du jour du général Mancini exprime aux légionnaires la confiance du Grand Conseil fasciste pour la victoire qui signifiera « la fin de tous les projets bolcheviks en Occident et le commencement d'une nouvelle période de puissance et de justice sociale pour le peuple espagnol »²²⁹.

Le 8 mars au matin, après trois heures de préparation d'artillerie, les tanks du général Coppi attaquent. Le 9, elles prennent Almadronez, à 40 km de Guadalajara. La situation est critique. Le colonel Rojo organise la défense, concentre devant Guadalajara les divisions de Lister et de Mera la 11^{ème} brigade internationale de Kahle, la 12^{ème} de Lukacz, avec le bataillon *Garibaldi*, les guerrilleros du *Campesino*. La bataille se déroule sur deux lignes, le long de la route Madrid-Torija-Saragosse et le long de la route Torija Brihuega. Le 9 au soir, le général Coppi prend Brihuega. Entre le 10 et le 13, son avance se poursuit, et toutes les divisions italiennes sont jetées dans la bataille. Le bataillon *Garibaldi* marche sur Brihuega à la l'encontre des

2 ^{2bis} Castro Delgado, invoquant le témoignage de Burillo, accuse d'incapacité les « héros » communistes Lister et Modesto.

229 Cité par Colodny, p. 130.

troupes de Coppi. Au Commissariat, Gallo, Nenni, Nicoletti, le commandant Vidali, les chefs politiques des Internationaux Italiens ont préparé un plan de propagande auprès de leurs compatriotes du C.T.V. Des tracts, lancés par avions, des haut-parleurs à travers les lignes s'attaquent au moral des soldats de Mancini : « Frères, pourquoi êtes-vous venus sur une terre étrangère assassiner les ouvriers ? Mussolini vous a promis la terre, mais vous ne trouverez ici qu'une tombe. Il vous a promis la gloire, vous ne trouverez que la mort »²³⁰. A ces hommes, façonnés par la propagande fasciste, exacerbés par les mots d'ordre nationalistes, venus en conquérants arrogants, les révolutionnaires de Garibaldi parlent de « fraternité prolétarienne », de « solidarité internationale ». Ils leur demandent de désertre, de rejoindre les rangs républicains, de se tourner contre leurs chefs qui sont les ennemis des travailleurs italiens et espagnols. Le mauvais temps ralentit les opérations. La neige se met à tomber. Le moral des troupes italiennes commence à baisser : prisonniers et déserteurs harangent à leur tour leurs camarades des légions italiennes, leur disent comment ils ont été accueillis, appellent leurs amis à les rejoindre. Les patrouilles de garibaldiens rampent dans les bois et au lieu de grenades, expédient à leurs compatriotes des tracts lestés de cailloux. Le général Mancini s'inquiète et fait relever les troupes de première ligne. A ce moment, Lister attaque et prend Trijueque : l'arrière-garde des légionnaires se rend en masse. Les garibaldiens dirigés par Lukacz encerclent la forteresse d'Ibarra. Quatre tanks et des *dinamiteros* montent à l'assaut tandis que les haut-parleurs diffusent l'hymne communiste italien *Bandiera Rossa*, entrecoupé d'appels à la fraternisation et à la reddition. Le château capitule, ouvrant la route de Brihuega. Du 14 au 16 mars, Mancini parvient à contenir les assauts des tanks de Pavlov et de l'infanterie républicaine. Il s'inquiète du moral de ses hommes et, dans un ordre du jour, demande aux officiers de rappeler aux soldats que leurs adversaires sont les mêmes que ceux que le *Fascio* a écrasés sur les routes d'Italie. Le 18, jour anniversaire de la Commune de Paris, précédé par un bombardement massif de 80 avions dirigés par le colonel Hidalgo de Cisneros, le 5^{ème} corps attaque. Mancini demande des renforts marocains. Lister et Mera attaquent alors sur les deux côtés : Mera à l'ouest, avec la 12^{ème} brigade internationale, Lister à l'est derrière les bataillons *Edgar André* et *Thälmann*, que commande Kahle, percent en même temps les lignes italiennes. Le *Campeño* entre dans Brihuega. C'est alors la débâcle des « chemises noires », qui s'enfuient vers Sigüenza, abandonnant leurs armes, leurs munitions et leur matériel. Les troupes républicaines les poursuivent aussi loin que le leur permettent leurs réserves – insuffisantes. Il y a plusieurs milliers de prisonniers, que les garibaldiens entourent et catéchi sent, que les commissaires politiques harangent. Ces milliers de jeunes gens élevés par le régime fasciste voient ce 18 mars s'effondrer leurs rêves de grandeur et naître à leurs yeux étonnés des sentiments nouveaux face à ces « rouges » dont ils redoutaient le pire et qui partagent avec eux leurs maigres rations en leur déclarant : « Nous allons maintenant vous parler, non en réponse à l'agression que nous avons subie, mais pour vous montrer nos sentiments de fraternité envers le monde entier »²³¹.

La portée de Guadalajara

Le correspondant américain Herbert Matthews écrit : « A mon avis, rien de plus important ne s'est produit dans le monde depuis la guerre européenne que la défaite des Italiens sur le front de Guadalajara. Ce que Bailen a été pour l'impérialisme napoléonien, Brihuega le fut pour le fascisme et cela quelle que, par ailleurs, puisse être l'issue de la guerre civile »²³².

La victoire de Guadalajara, remportée par l'armée populaire se battant comme une armée moderne, employant les méthodes révolutionnaires de défaitisme dans les rangs ennemis, sur une armée supérieurement équipée et entraînée, venait confirmer les folles prédictions de ceux qui, depuis plusieurs mois, affirmaient que « Madrid serait la tombe du fascisme », la première victoire des prolétaires sur les armées fascistes. Aux yeux des combattants, internationaux et espagnols, la fuite des « chemises noires », la désintégration des légions italiennes préfiguraient le sort qui attendait tous les régimes fascistes. Elle était, depuis la victoire de Mussolini et de Hitler dans leur pays, la première revanche du prolétariat international, sa première victoire.

Victoire stratégique, mais aussi victoire politique, s'achevant par la conquête des troupes de l'ennemi de classe. Elle semblait le triomphe de l'« anti-fascisme » international, célébré par Koltsov dans ses dépêches. Elle était pourtant sa dernière victoire. Après la révolution tout court, la guerre révolutionnaire allait être dévorée par la guerre, dressée comme une fin en soi contre la révolution qui lui avait pourtant donné toute sa flamme.

ΧηαπΞΙ : La dislocation de la coalition antifasciste

Pour ceux qui, de bonne foi, pensent que les néces sités de la guerre – et elles seules – ont commandé l'évolution politique en Espagne républicaine, il n'est pas facile d'expliquer que le gouvernement Largo Caballero, sous lequel avaient été remportés des succès militaires aussi importants que la résistance de Madrid et la victoire de Guadalajara, ait pu tomber si peu de temps après. C'est que les problèmes proprement politiques priment en définitive les autres, conformément au principe souvent cité de Clausewitz suivant lequel « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Le redressement de la situation militaire entre septembre 1936 et avril 1937 devient ensuite un facteur secondaire par rapport aux modifications du contexte politique, aux conditions de sa réalisation et à ses conséquences.

230 *Guadalajara*, brochure éditée par le gouvernement, p. 18.

231 Longo : *Le Brigade Internazionali In Spagna*, p. 306. Il s'agit d'un discours de Jesus Hernandez, mais Longo ne le nomme pas.

232 *Two wars and more to come*, p. 264.

Largo Caballero, en prenant la tête du gouvernement, avait cru que sa seule présence le garantirait contre tout risque d'évolution à droite et qu'on tout état de cause l'Espagne demeurerait une « république de travailleurs. »²³³. Mais, ce faisant, il s'est enfermé dans un cadre qui n'est plus le cadre révolutionnaire. La politique de la France, de l'Angleterre, de l'U.R.S.S. qu'il a choisi de ne pas mécontenter pour éviter l'isolement du pays, sont devenus des facteurs primordiaux de sa politique intérieure, commandent la conception même de la politique de guerre.

De même, la restauration de l'État a permis la renaissance de forces qui semblaient définitivement écrasées au lendemain des journées de juillet : actionnaires expropriés ou propriétaires terriens, fonctionnaires anciens et nouveaux, représentants des partis politiques dont l'autorité, dans le nouvel « État populaire » tend à s'étendre aux dépens de celle des syndicats. A ce sujet, Carlos Rama écrit : « Ces trois forces conjuguées – fonctionnaires de l'État, propriétaires, politiques – trouvaient la solution de leurs problèmes dans la reconstruction de l'État, dans la restauration de l'appareil légal et dans son prestige politique, juridique et social »²³⁴.

La reconstruction de l'État – un moyen pour gagner la guerre, aux yeux de Largo Caballero – bouleverse les données et le rapport des forces : elle devient aux yeux de larges couches, petite bourgeoisie, bureaucratie, un objectif en soi. L'autorité de Largo Caballero sur les ouvriers a pu la réaliser sous les apparences d'un compromis avec la révolution. Mais l'État restauré a de plus en plus tendance à rompre avec la révolution et à la combattre : les forces politiques qui s'expriment à travers lui rejoignent celles qui agissent sous la pression des forces des puissances occidentales et de l'U.R.S.S. De l'arrêt de la révolution, on veut passer à la lutte contre la révolution et, dans cette voie, Largo Caballero est désormais un obstacle.

Les pressions extérieures : le problème du Maroc

Aucun exemple n'illustre mieux les conséquences sur la guerre de sa politique « antifasciste » que la position du gouvernement Largo Caballero à l'égard du Maroc. Avant la révolution, les vues du « vieux », telles qu'elles s'exprimaient dans le programme du groupe socialiste de Madrid, étaient, sans ambiguïté, pour la reconnaissance du « droit d'autodétermination politique, y compris celui à l'indépendance ». La participation des Marocains à la guerre civile dans l'armée de Franco rendait ce problème plus aigu encore. Il est facile, en effet, de comprendre que la proclamation de l'indépendance du Maroc par le gouvernement républicain aurait pu avoir d'incalculables conséquences sur le moral des troupes indigènes servant dans l'armée rebelle : tous les groupes politiques républicains, les nationalistes marocains et Franco lui-même en avaient pris conscience²³⁵.

Cependant, en 1936-37, le problème d'une alliance des républicains espagnols avec les nationalistes marocains dépasse de beaucoup le cadre de l'Espagne. La France et l'Angleterre, dont le Front populaire espagnol attend une aide, sont des puissances coloniales : une agitation révolutionnaire au Maroc espagnol constituerait une menace directe pour les positions françaises²³⁶ au Maroc et au Maghreb et inquiéterait l'Angleterre aux prises avec l'agitation des Égyptiens et des Arabes de Palestine.

Certains éléments révolutionnaires proposent de « déchaîner la révolte dans le monde islamique »²³⁷. Le gouvernement Largo Caballero choisit la politique contraire : les délégations de nationalistes marocains venus demander à Valence argent et matériel repartent les mains vides²³⁸. Rien ne doit être fait qui puisse constituer une menace pour les intérêts anglais ou français. Franco a beau jeu, pour assurer ses arrières marocains, d'y autoriser les journaux et les réunions interdites au Maroc français par le gouvernement Léon Blum, l'« allié » potentiel du Front populaire espagnol. Le gouvernement Largo Caballero ira plus loin, proposant à Londres et Paris des concessions territoriales au Maroc²³⁹. Le désir de ne pas mécontenter les puissances occidentales le conduit ici à renoncer délibérément, non seulement au principe de l'autodétermination des peuples coloniaux, mais encore à une chance réelle de frapper Franco au cœur de sa puissance. L'arrêt de la révolution, ici, a une influence directe sur la conduite de la guerre. La volonté de respecter les accords internationaux depuis le traité d'Algésiras, derrière laquelle se retranche le ministre des Affaires étrangères, Alvarez del Vayo, prive l'armée populaire de l'instrument révolutionnaire du défaitisme dans l'armée ennemie que lui aurait fourni l'alliance de la révolution espagnole avec le

233 Déclaration de Largo Caballero aux Cortes, le 1^{er} octobre 36. Le *Temps* du 3 octobre y avait vu « l'annonce de la réorganisation de l'État dans le sens d'une révolution socialiste et prolétarienne ».

234 Carlos A. Rama, *La Crisis española en el siglo veinte*, p. 270.

235 Santillan fait allusion aux négociations menées par le Comité central avec les nationalistes marocains, *La Batalla* mène campagne pour l'indépendance du Maroc et l'alliance des républicains avec Abd el-Krim. Koltsov s'étonne de la passivité des gouvernants républicains vis-à-vis du Maroc. Quant à Franco, il déclare : « Nous autres, nationalistes espagnols, nous comprenons très bien le nationalisme des autres peuples, et nous le respectons. »

236 Au moment où le gouvernement de Front populaire français prononce la dissolution du mouvement nationaliste révolutionnaire *l'Etoile Nord-africaine* (plus tard reconstituée comme P.P.A. puis M.T.L.D.), des militants de ce parti, comme Bastiani, sont en train de se battre dans les rangs des brigades internationales.

237 Voir notamment l'article de Berneri dans *Guerra di Classe*, du 24 octobre 1936.

238 G. Munis (*op. cit.*, p. 329), parle notamment d'une délégation conduite en Espagne par un militant trotskyste français. (Était-ce David Rousset, comme l'affirment certains de ses anciens amis ?)

239 C'est le *Times* du 18 mars qui, annonçant son rejet par le Foreign Office, parle le premier de cette proposition – jamais démentie – dont Morrow affirme qu'elle fut faite par une note datée du 9 février. « Le gouvernement espagnol, dit le journal conservateur, était disposé à examiner une modification de la situation au Maroc espagnol, ... un accord territorial ». Largo Caballero – silencieux sur ce point – affirme dans *Mis Recuerdos* qu'il négociait avec les nationalistes marocains lorsqu'il fut renversé. Voir à ce sujet l'ouvrage de Bolloten, pp. 136-138.

nationalisme, nord-africain et qu'elle avait su si bien utiliser contre l'intervention italienne.

Les rapports avec l'U.R.S.S.

L'isolement de la République, le soutien matériel de l'U.R.S.S. ont donné un caractère particulier à l'action en Espagne des diplomates russes. Rosenberg et Antonov Ovseenko sortent immédiatement du rôle traditionnellement dévolu aux ambassadeurs et consuls. Ils ont des contacts et des discussions quotidiens avec hommes politiques et chefs militaires espagnols, interviennent dans la presse, prennent la parole dans des meetings publics pour y défendre la politique de leur gouvernement et apporter leur soutien à celui de l'Espagne²⁴⁰. Le gouvernement de l'U.R.S.S. conçoit son alliance avec l'Espagne sous une forme entièrement nouvelle, exempte de tout souci formaliste.

C'est Luis Araquistain qui, le premier, a rendu public une lettre de Staline, Vorochilov et Molotov, remise par Rosenberg en décembre 1936 à Largo Caballero²⁴¹. Les dirigeants russes demandent au chef du gouvernement espagnol s'il est satisfait de l'action des « camarades conseillers militaires », se préoccupent de savoir s'ils ne sortent pas de leur tâche de conseillers, le prient de donner son opinion « directe et sans ambages » sur le « camarade Rosenberg ». L'intérêt du document réside surtout dans les « conseils d'amis » donnés par le gouvernement russe au gouvernement espagnol. Il faut, selon lui, tenir compte des paysans et se les attacher par « quelques décrets, ayant trait à la question agraire et aux impôts », gagner l'appui ou, au moins, la bienveillante neutralité de la petite et moyenne bourgeoisie en les protégeant contre les confiscations et « en leur assurant, dans toute la mesure du possible, la liberté du commerce », attirer au gouvernement les amis d'Azaña « pour empêcher les ennemis de l'Espagne de la considérer comme une République communiste, ce qui constitue le pire danger pour l'Espagne », déclarer enfin solennellement que le gouvernement « ne tolérera pas que soit portée atteinte à la propriété et aux intérêts légitimes des étrangers établis en Espagne et citoyens des pays qui ne soutiennent pas les rebelles ».

Largo Caballero, le 12 janvier, répond brièvement. Relevant dans la note russe une phrase sur « l'action parlementaire, moyen d'action peut-être plus efficace en Espagne qu'en Russie », il précise sèchement que « l'institution parlementaire n'a pas, même parmi les simples républicains, d'enthousiastes défenseurs ». Il assure par ailleurs que les conseillers russes « accomplissent leur mission avec un véritable enthousiasme et un extraordinaire courage ». Quant à Rosenberg, « tout le monde l'aime ». Largo Caballero remercie les dirigeants russes de leurs conseils, souligne que la politique qu'ils lui suggèrent est en réalité la sienne. Il est vrai qu'il n'y a pas, à cette date, de divergence essentielle sur la politique générale entre Moscou et Valence. Le ton de la réponse de Largo Caballero traduit cependant un certain mécontentement : les « conseils » de Staline sont peut-être justes, mais le fait qu'ils aient pu être donnés dénote une certaine insuffisance d'information de la part de Staline en même temps qu'une condescendance qui froisse la susceptibilité du dirigeant espagnol.

Là, sans doute, se trouve la racine d'une mésentente qui va grandir. Dans quelques mois, le « Lénine espagnol » sera dénoncé par les communistes comme un « bureaucrate », un « cacique », un « saboteur de l'unité ». C'est que, sur la base de cette méfiance, des désaccords réels vont apparaître.

L'un des premiers facteurs de la détérioration des rapports semble avoir été la résistance de Largo Caballero aux propositions faites par l'U.R.S.S. de fusion en Espagne entre socialistes et communistes. Selon Araquistain, Largo Caballero aurait opposé une brutale fin de non-recevoir à une telle proposition, faite dans une nouvelle lettre de Staline apportée cette fois par l'ambassadeur d'Espagne à Moscou, Pascua. Le vieux leader de l'U.G.T. a pour tant été, de tous temps, le paladin de l'unité. Mais il faut admettre que l'évolution de la J.S.U., l'adhésion au P.C. de l'ancienne direction des J.S. ne constituent pas à ses yeux un encouragement à cette politique. Surtout, il semble fort mécontent de l'attitude de la Junte de Madrid, dont les animateurs, nous l'avons vu, sont les hommes du P.C. et de la J.S.U. : il consacre plusieurs pages de *Mis Recuerdos* à ce qu'il appelle « l'opposition ouverte » de la Junte et de Miaja, leur volonté de réduire le gouvernement à un rôle subalterne. La toute-puissance du P.C. à Madrid, le contrôle qu'il exerce sur l'armée de la capitale par le triple biais du 5^e régiment, des commissaires politiques et de corps des conseillers russes, soulèvent en lui bien des inquiétudes. Il a l'impression qu'Alvarez del Vayo, jusque-là son fidèle lieutenant, s'est mis aux ordres des Russes, et il le lui reproche violemment. A ses yeux, les conseillers russes et les communistes constituent un obstacle à son autorité. Il finit par se plaindre de l'« ingérence » de Rosenberg dans les affaires espagnoles et le congédie, suivant ses propres paroles « en termes fort peu diplomatiques ». Le 21 février 1937, Rosenberg est rappelé à Moscou²⁴² et remplacé par Léon Gaikiss. La crise, jusque-là restée secrète, éclate au grand jour. Elle s'est nourrie de nombreux incidents et de développements politiques intéressant l'ensemble des groupes de l'Espagne républicaine.

L'opposition de droite se cherche

Indispensable pour une reconstruction de l'État en 1936, Largo Caballero est devenu, en 1937, un obstacle pour ceux qui ne veulent pas d'une révolution sociale et veulent faire disparaître toute empreinte révolutionnaire de l'« État populaire ». La rupture de l'alliance entre Largo Caballero et les Russes leur donne une occasion. La réserve du gouvernement français et la poursuite de la non-intervention leur offrent un argument.

²⁴⁰ Rosenberg parle au cinéma *Monumental* à Madrid, les 1^{er} et 9 novembre. Antonov, dans un meeting en plein air, fait acclamer Companys par 400 000 personnes.

²⁴¹ Ce texte, paru d'abord dans le *Cincinnati Time-Star* a été largement reproduit depuis lors.

²⁴² Selon Garcia Pradas, Largo Caballero avait fait savoir à Moscou qu'il pensait que Rosenberg, malade, avait besoin de « changer d'air ».

On assiste, dans le parti socialiste, à un renversement des alliances. Au moment où les amis de Largo Caballero s'éloignent des communistes, ceux de Prieto s'en rapprochent. L'exécutif, que dirigent Gonzalez Peña et Lamo neda, se fait le champion de l'« unité », signe en février un accord pour la généralisation à tous les échelons de Comités de liaison qui feront des deux partis ouvriers un seul bloc à l'intérieur du Front populaire. Prieto, à cette époque, va plus loin encore, et se prononce pour la fusion immédiate avec le parti communiste²⁴³. C'est que les raisons mêmes qui éloignent du P.C. Largo Caballero ne peuvent qu'en rapprocher Prieto. Les communistes et les socialistes de droite sont en effet d'accord pour la restauration de l'État, pour l'organisation d'une armée régulière, contre les collectivisations, pour la défense des classes moyennes, contre l'intervention des syndicats et pour l'arrêt de la révolution. Les uns et les autres situent le conflit, non sur le terrain d'une guerre de classes, mais à l'échelle internationale, comme un conflit entre démocratie et fascisme. L'évolution de la J.S.U., inquiétante pour Largo Caballero, est rassurante pour Prieto ; à son Congrès de Valence, en janvier 37, Santiago Carrillo se fait le champion de l'« unité nationale », prêche le renoncement à tout objectif socialiste immédiat : la coalition qu'il propose contre les trois ennemis, Franco, les « trotskystes » et les « incontrôlables », répond au désir des modérés de lutter dans la République contre les « extrémistes ».

Les républicains, eux aussi, se félicitent de cette évolution : la « révolution bolchevik » n'est plus qu'un épouvantail du passé, les communistes ont gagné leurs galons d'organisation « respectable ». A Madrid, les Jeunesses républicaines fondent avec la J.S.U. une « alliance » per manente. Les républicains espèrent, avec la normalisation, une médiation des puissances. Carlos Espla et d'autres dirigeants préparent un voyage en France, Azaña enverra Riestra à Londres²⁴⁴. Le plan de réconciliation de Martinez Barrio est repris et rajeuni : on parle d'une Junte militaire sous le général Miaja qui obtiendrait l'appui de Londres pour une paix de compromis²⁴⁵. Rien de tout cela n'est encore très cohérent, ni organisé. La coalition antifasciste craque de tous côtés, mais il faudra qu'éclatent bien des incidents pour que se dessine un nouvel alignement des forces.

La chute de Malaga : coalition générale contre Largo Caballero

La première bataille publique n'est pas menée contre Largo Caballero, trop populaire encore pour être attaqué de front. Depuis la bataille de Madrid, les adversaires du gouvernement concentrent leurs attaques sur son homme de confiance, le général José Asensio. « Grand et fort, jeune d'allure, intelligent, bon militaire, démagogue... et un peu intrigant, audacieux, aventureux, ambigüeux »²⁴⁶, cet officier de carrière républicain qui avait endossé la « mono des milices » et combattu à Malaga puis à Somosierra, fait connaissance de Largo Caballero pendant l'été 1936, sur le front de la Sierra. Il est devenu son sous-secrétaire d'État à la Guerre. Dans ces fonctions, depuis septembre 36, il a joué un rôle éminent dans l'organisation de l'armée populaire et dans la conduite des opérations militaires et s'est déjà, à plusieurs reprises, heurté aux communistes, qui mènent contre lui une campagne systématique, discrète, mais efficace, de dénigrement à laquelle s'associe la C.N.T.²⁴⁷.

La dramatique chute de Malaga, le 8 février, sera l'occasion de l'attaque publique contre lui. Assiégée depuis l'été 36, la cité andalouse n'a jamais reçu les renforts, ni surtout les armes et le matériel qu'elle demandait. Communistes et anarchistes s'y sont affrontés les armes à la main. Lors du débarquement des troupes italiennes qui vont la prendre, la flotte républicaine, ancrée à Carthagène, ne bouge pas. Quand le danger se précise, Valence ne prend aucune mesure. N'avait-on pas, à ce moment-là, le moyen de sauver Malaga sans dégarnir Madrid ? C'est l'hypothèse la plus probable. En tout cas, dans Malaga abandonnée, divisée, féroce ment bombardée, défendue sans conviction par des officiers qui ne sont pas maîtres de leurs troupes, le moral lâche : les miliciens, pris de panique, s'enfuient sur les routes encombrées de réfugiés, souvent à la suite de leurs chefs²⁴⁸. La chute de la ville, le ralliement aux nationalistes, au dernier moment, d'unités de gardes et d'*asaltos*, la répression terrible qui s'abat dès l'entrée des vainqueurs, produisent une impression profonde. Le 14, à Valence, un immense cortège commun C.N.T.-U.G.T. rassemble des centaines de milliers de manifestants, réclamant la mobilisation générale,

243 Alvarez del Vayo (*The last Optimist*, p. 288) fait le récit de cette réunion de l'exécutif. Il s'était prononcé lui-même pour l'unité d'action, jugeant l'unité organique inopportune. Pietro Nenni (*La Guerre d'Espagne*, p. 67) relate un entretien avec Prieto qui, le 3 mars 1937, soutient la nécessité de la fusion immédiate.

244 Sur les projets de voyage d'Espla, voir *le Temps*, 23 mars. Azaña déclare à Fischer qu'il a envoyé Besteiro au couronnement du roi d'Angleterre pour y demander la médiation anglaise en vue d'un cessez-le-feu suivi d'un retrait des troupes étrangères et d'une conférence des puissances pour un « règlement démocratique » (*op. cit.* p. 420). Une note du gouvernement Largo Caballero avait rejeté le 15 décembre le projet franco-anglais prévoyant un armistice suivi d'un plébiscite. En février, Cordell Hull, secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères (déclaration au *Washington Post*, 26 février), fait de nouvelles propositions.

245

Le Comité national de la C.N.T. notamment s'élève, dans une note du 26 avril, des informations données par le *Daily Express* sur les initiatives en vue d'amener au pouvoir un gouvernement Miaja pour une « paix honorable » entre chefs militaires.

246

Gorkin, *Canibales Políticos*, p. 215-17, Gorkin a connu Asensio en prison.

247

Selon Gorkin (*ibid.* p. 218), Asensio expliquait la haine des communistes à son égard par deux incidents : il avait refusé d'avaliser les comptes financiers du 5^e régiment et menacé de faire fusiller Margarita Nelken pour sa propagande en faveur du P.C. parmi les gardes d'assaut.

248 Le lieutenant-colonel Villalba, commandant militaire de Malaga, accusé d'avoir déserté le Q.G. et abandonné ses troupes, fut traduit en Conseil de guerre. Mais les Cortes refusèrent la levée de l'immunité parlementaire du commissaire Bolivar, député communiste, qui était resté à ses côtés. Il est difficile, dans les affaires de ce genre, de faire la part de ce qui était trahison, impuissance ou incapacité, de ce qui fut répression justifiée et vengeance politique.

l'épuration du corps des officiers, la réalisation effective du commandement unique. Largo Caballero approuve les mots d'ordre lancés, mobilise. Cependant, la presse communiste dénonce en Asensio le responsable de la défaite. Les républicains, les socialistes de droite, la C.N.T., se joignent à sa campagne : tous les partis de la coalition antifasciste exigent le départ du sous-secrétaire d'État. Largo Caballero, qui lui garde toute sa confiance, lutte jusqu'au bout pour le conserver auprès de lui et « pleure des larmes de rage » quand il se voit battu : le 21 février, Asensio démissionne²⁴⁹. C'est, pour le Président, une défaite personnelle.

Largo Caballero remplace son collaborateur par un autre de ses fidèles, Carlos de Baraibar²⁵⁰. Comme le journal *Política*, de la gauche républicaine, critique cette nomination, le président du gouvernement répond personnellement au journal, puis, dans un long article, attaque, sans nommer personne, les espions et les agents de l'étranger qui fourmillent dans les milieux politiques, laisse entendre que les républicains rêvent d'un compromis avec Franco qu'imposerait une médiation occidentale. Carlos Esplá renonce à son voyage.

La contre-attaque de Largo Caballero intimide les opposants, mais achète de lui aliéner les dernières sympathies. Républicains, socialistes de droite et communistes lui cherchent un successeur. On parle de Prieto, Martínez Barrio, Negrín. *Le Temps* écrit le 23 mars : « Un ministère présidé par exemple par M. Negrín, l'actuel ministre des Finances (M. Prieto, grand animateur de la combinaison restant discrètement au second plan), pourrait peut-être se prêter à une médiation et offrir à l'Espagne républicaine une porte de sortie préférable à une lutte sans espoir. »

Le conflit entre la C.N.T. et le P.C.

La chute de Malaga a aussi pour conséquence un regain d'hostilité entre le P.C. et la C.N.T. D'accord pour dénoncer la « trahison » et faire d'Asensio le bouc émissaire de la défaite, anarchistes et communistes s'accusent réciproquement d'avoir été les instruments de la trahison. Pour les communistes, les anarchistes de Malaga ont « joué à la révolution », multiplié les Comités, facteur d'indiscipline et d'irresponsabilité. Selon les anarchistes, le prosélytisme du P.C. a semé la division dans le front anti fasciste et favorisé la mainmise des officiers traîtres. L'arrestation de Francisco Maroto, militant connu et chef de colonne de la C.N.T., sur l'ordre du gouverneur d'Almería, met le feu aux poudres. En même temps, les socialistes dénoncent, dans un retentissant manifeste, l'activité des « tchékas » anarchistes, publiant une liste impressionnante de militants socialistes assassinés dans la région du Centre. La presse de la C.N.T. rétorque en dénonçant l'assassinat de plusieurs de ses militants, en Castille, par des troupes communistes. Le gouvernement tente d'apaiser les esprits, suspend les journaux de la C.N.T. et de la F.A.I. qui ont publié ces attaques, mais fait mettre Maroto en liberté provisoire²⁵¹.

Pourtant l'affaire des « tchékas » ne fait que commencer. Le journal *C. N. T.* publie des accusations précises de Melchior Rodríguez, délégué des prisons, contre José Cazorla, conseiller à l'ordre public de la Junte de Madrid. Selon lui, le P.C. possède toujours à Madrid des prisons privées dans lesquelles sont interrogés, torturés et parfois abattus des militants de la C.N.T. arrêtés sans mandat régulier par des policiers communistes, ainsi que d'anciens détenus des prisons d'État, acquittés par les tribunaux populaires, mais aussitôt enlevés par les policiers aux ordres de Cazorla.

L'enquête ouverte par la Sûreté aboutit à la découverte, dans l'entourage de Cazorla, d'un véritable gang se faisant payer à prix d'or la libération de prisonniers régulièrement poursuivis. *C. N. T.*, le 14 avril, titre : « Cazorla est un provocateur au service du fascisme », et exige sa destitution. La Junte, pressée de tous côtés, annonce à son tour une enquête. Le scandale est énorme : Largo Caballero saisit l'occasion de se débarrasser de la Junte, qu'il dissout le 23 avril. Madrid aura, désormais, un Conseil municipal²⁵².

Caballero contre le Parti Communiste

La dissolution de la Junte est une victoire de l'État restauré, et une revanche de Largo Caballero. Elle lui redonne l'initiative. Le même jour, *El Socialista* de Madrid et *Castilla Libre* dénoncent le « scandale de Murcie » : dans des prisons privées aux mains du P.C., des militants socialistes sont détenus et torturés. Le gouvernement révoque le gouverneur civil, complice de cette activité clandestine, fait arrêter et juger quatre policiers communistes compromis. Puis il s'attaque à l'autre bastion du parti communiste, l'Armée. Largo Caballero restreint les pouvoirs des commissaires politiques et se réserve personnellement le droit de les désigner. De nombreux commissaires doivent abandonner leurs fonctions. C'est une véritable déclaration de guerre au P.C., que les communistes prennent comme telle. Ils entament alors contre Largo Caballero une campagne dont la

249 Accusé de haute trahison, après la chute de Gijón, sous le gouvernement Negrín, Asensio fut acquitté et reçut de nouveaux mandements. Son coaccusé, son chef d'état-major, Martínez Cabrera, acquitté avec lui, fut finalement fusillé, mais par Franco.

250 Carlos de Baraibar, gravement malade après la révolution de Juillet, avait été tenu à l'écart de toute activité pendant plusieurs mois. Selon son récit (*La traición del stalinismo*, p. 70-71), les communistes lui avaient offert leur soutien pour le ministère de la Guerre ; son refus de participer à cette opération dirigée contre Largo Caballero lui aurait valu, dès lors, leur inimitié.

251 Accusé de haute trahison sous Negrín, condamné à mort puis gracié, Maroto sera finalement, lui aussi, fusillé par Franco.

252 Le Conseil municipal est prévu par un décret du 18, publié à la *Gaceta* le 21. C'est le 24, au cours d'une conférence de presse que Miaja annonce la dissolution de la Junte, que le parti communiste devait approuver publiquement. Dans l'affaire Cazorla, les communistes et les J.S.U. restèrent seuls à défendre le jeune commissaire à l'ordre public. Dans un éditorial du 23 février intitulé « L'ordre public à Madrid », haché de blanc par la censure, le journal républicain *A.B.C.*, pourtant souvent pro-communiste, conseille à Cazorla de respecter la loi. Le 24 avril, la Junte, dissoute, déclare dans une note qu'elle interrompt l'enquête sur l'affaire. Le 26, Cazorla proteste dans une note à la presse, refusant le silence accusateur et menaçant de se défendre lui-même si les autres membres de la Junte se désintéressent de son sort. Quelques jours après, dans un compte rendu de mandat paru dans *A.B.C.*, il se contente d'insister sur les difficultés de la lutte contre la « cinquième colonne », camouflée dans les organisations antifascistes. L'affaire restait sans conclusion.

presse ne donne jamais qu'un écho déformé. Ils en font le responsable de tous les revers militaires. Pour eux, il se conduit en « patron » et en « cacique », veut tout contrôler alors qu'il est incompetent ; il méprise, dans son « orgueil cri minel », les conseils des spécialistes russes, entend exercer tout seul le « commandement unique » et veut jouer au « petit Napoléon ». Protecteur du « traître » Asensio, il s'est refusé à épurer l'Armée et, jaloux, n'a pas voulu faire de Miaja le chef d'état-major dont l'armée populaire a besoin²⁵³.

Dans cette lutte de couloirs, Largo Caballero n'a pas l'avantage. Après Guadalajara, il propose un plan d'offensive qui avait été mis au point par Asensio. Il s'agit d'attaquer en direction de l'Estremadure et de l'Andalousie, de façon à couper en deux la zone franquiste le long d'une ligne Mérida-Badajoz. La faiblesse des effectifs nationaux dans cette région, les sympathies et même l'appui de guérilleros que rencontrerait l'offensive républicaine sont les arguments mis en avant pour soutenir ce projet dont le premier résultat serait de soulager le front Nord. Mais il rencontre l'opposition de Miaja, qui refuse de dégarnir Madrid, et des conseillers russes qui ne croient pas possible une telle opération avec les troupes militaires dont on dispose sur ce front.

Tout président du Conseil et ministre de la Guerre qu'il est Largo Caballero ne parvient pas à appliquer son projet d'offensive : les Russes ne lui offrent que dix avions et Miaja refuse les transferts de troupes nécessaires du front de Madrid. Il est clair que Largo Caballero n'a plus, sur l'État restauré, une autorité suffisante²⁵⁴.

La montée de l'opposition révolutionnaire

Or, à ce moment, le gouvernement doit faire face à de nouvelles difficultés économiques et sociales, que la propagande héroïque et cocardière ne suffit plus à faire oublier. Les usines ne tournent guère, ou au ralenti. L'approvisionnement se fait mal. La situation est catastrophique dans le domaine du ravitaillement. Entre juillet 36 et mars 37, le coût de la vie a doublé, alors que les salaires n'augmentent en moyenne que de 15 %. Le minimum que promettent les cartes de rationnement est loin d'être toujours assuré. Il y a des queues interminables devant les boulangeries. Le marché noir, par contre, prospère. Partout, même à Barcelone, restaurants et cabarets fonctionnent de nouveau, mais à des prix prohibitifs. Les innombrables bureaux qui ont remplacé les Comités sont souvent des officines de corruption. La presse du P.O.U.M. et celle de la C.N.T.-F.A.I. sont remplies de lettres de lecteurs posant les problèmes du coût de la vie, réclamant la fin des privilèges et de l'inégalité. Le 14 avril à Barcelone, des femmes manifestent contre le prix des denrées. Les organisations syndicales comme les partis ne cessent pourtant de demander aux travailleurs toujours plus de sacrifices pour contribuer à la victoire militaire : elles se heurtent au scepticisme et à l'amertume.

Au cours des premiers mois de 1937 sont ainsi créées des conditions favorables au développement d'une opposition révolutionnaire au sein même des organisations qui ont, à l'automne, accepté la collaboration.

C'est le P.O.U.M., exclu le premier de la coalition antifasciste, qui semble s'engager d'abord dans cette voie. Certes, il compte dans ses rangs de nombreux défenseurs de la politique de collaboration. *La Batalla* mène pendant plusieurs semaines une campagne pour la réintégration du P.O.U.M. au gouvernement de la Généralité, dénonce « l'orientation contre-révolutionnaire » dont elle voit le point de départ dans l'élimination du P.O.U.M. Cependant les résistances à cette ligne ont été vives. Il a fallu le renfort de Nin au côté de Companys pour obtenir la « soumission » des poumistes de Lérida. Le journal des Jeunesses déplore franchement la participation du parti au gouvernement. Et les événements postérieurs semblent renforcer les tenants de la thèse de la « non-participation » : le 13 avril 1937, Juan Andrade écrit dans *La Batalla* que cette participation a été « négative et même nocive ». Le projet de thèse de Nin pour le Congrès du P.O.U.M. reste muet sur ce point décisif. La même incertitude, les mêmes contradictions apparaissent dans la ligne politique et les mots d'ordre immédiats. Le Comité central, en décembre, a réclamé l'élection d'une Constituante sur la base des Comités d'ouvriers, de paysans et de soldats. Nin, le 1^{er} avril, traduit : « Congrès des syndicats ouvriers, des organisations paysannes et des organisations de combattants ». Le 4, Andrade oppose aux syndicats les Comités élus par la base, et, dans une série d'articles dans *La Batalla* en avril, reprend le mot d'ordre des Comités et Conseils dont il fait la forme espagnole du soviet. D'ailleurs, les attaques dont le P.O.U.M. est l'objet de la part du P.C. et du P.S.U.C., la persécution, dirigée contre lui par de nombreuses autorités locales, l'action de la censure ne lui laissent guère de choix. Il est rejeté définitivement de la coalition. De plus en plus nettement, il s'oriente vers une ligne d'opposition révolutionnaire, dénonçant les résultats d'une coalition antifasciste qui se transforme en Union sacrée, l'arrêt et le recul de la révolution, « les agissements contre-révolutionnaires du P.C. et du P.S.U.C. ». Le P.O.U.M. toujours désireux avant tout de ne pas s'isoler de la direction comme des militants de la C.N.T. s'efforce de les convaincre d'organiser avec lui, contre le bloc modéré, un Front uni révolutionnaire pour la défense du mouvement ouvrier et des conquêtes de la révolution.

L'action de son organisation de jeunesse, la *Juventud comunista ibérica*, est exempte de ces indécisions et de ces ambiguïtés. La J.C.I. se prononce nettement, dans une campagne systématique²⁵⁵, pour la dissolution du Parlement et pour une Assemblée constituante élue sur la base des Comités d'usine, des assemblées de paysans et de combattants. Contrairement à Nin, elle affirme, que c'est à l'organisation de tels Comités, de type « soviet », que doivent se consacrer les révolutionnaires. Elle propose l'organisation d'un Front de la Jeunesse révolutionnaire pour la victoire dans la guerre et la révolution.

253 Nous résumons ici le réquisitoire dressé par Hernandez après la chute de Largo Caballero, dans son discours du 29 mai.

254 Des gens qui se trouvaient aussi éloignés en 1936 que Casado, Hernandez, Araquistain, mais qu'une commune hostilité au P.C. rap proche après la guerre confirment les accusations de Caballero sur ce point de l'offensive d'Estremadure. Mais il est difficile de suivre Hernandez qui fait de cette affaire le facteur déterminant de la chute du gouvernement. Largo Caballero affirme que les ministres communistes l'ont soutenu pour faire obéir Miaja et que l'offensive était prête pour le 16 mai. Si c'est exact, rien n'en avait transpiré.

255 Voir notamment les articles de W. Solano et Luis Roc dans *Juventud comunista*.

C'est indépendamment du P.O.U.M. que se développe dans la C.N.T. un courant d'opposition révolutionnaire. A Barcelone, un groupe de militants hostiles à la mili tarisation des milices s'est organisé sous l'étiquette des « Amis de Durruti », qui publient le journal *El Amigo del Pueblo*. Dans un tract diffusé en mars 1937, ils font ce qui est à leurs yeux un bilan : « Huit mois de guerre et de révolution ont passé. Nous constatons avec une profonde douleur les échancrures qui s'accusent dans la trajectoire de la révolution... Il s'était créé un Comité antifasciste, des Comités de quartier, des Patrouilles de contrôle et, après huit mois, il n'en reste rien. » Leur position sur la guerre et la révolution rejoint celle du P.O.U.M. et de la J.C.I. : « La guerre et la révolution sont deux aspects qu'on ne peut séparer. En aucun cas, nous ne pouvons tolérer que la révolution soit ajournée à la fin du conflit militaire. » Au printemps de 1937, de nombreux organismes locaux de la C.N.T. et de la F.A.I. reprennent ces thèmes, qui se retrouvent un peu partout dans leur presse, jusque dans *La Noche*, le quotidien du soir de la C.N.T. de Barcelone, sous la plume de Balias, animateur des « Amis de Durruti »²⁵⁶.

La grande faiblesse de cette opposition est de n'avoir avec elle aucun dirigeant espagnol de premier plan. San tillan se tait. C'est un étranger, l'Italien Berneri²⁵⁷ qui fait figure de théoricien et d'inspirateur de la tendance révolutionnaire. Dans son hebdomadaire de langue ita lienne, *Guerra di Classe*, il polémique, dès le 5 novembre 1936, contre les partisans du « vaincre Franco d'abord » : « Gagner la guerre est nécessaire ; cependant on ne ga gnera pas la guerre en restreignant le problème aux condi tions strictement militaires de la victoire, mais en les liant aux conditions politiques et sociales de la victoire. » Vieil émigré, à l'horizon et à la culture plus vastes que ses camarades espagnols, il a dénoncé les procès de Mos cou et établi un rapport entre la politique générale de Staline et l'attitude du P.C., « légion étrangère de la démocratie et du libéralisme espagnols »²⁵⁸. A ses amis de la C.N.T.-F.A.I. à qui il reproche leur « naïveté politique », il demande pourtant de veiller : « L'ombre de Noske²⁵⁹ se dessine... Le fascisme monarchiste-catholi que-traditionaliste n'est qu'un des secteurs de la contre-révolution... Le seul dilemme est celui-ci : ou la victoire sur Franco grâce à la guerre révolutionnaire, ou la dé faite. »

Cette opposition sans chefs a pourtant des troupes de plus en plus nombreuses. Les Jeunesses libertaires cata lanais avaient en septembre signé avec la J.S.U. un pacte d'unité d'action. Mais dans leur organe, *Ruta*, elles prennent des positions révolutionnaires. Un manifeste du 1^{er} avril dresse contre le gouvernement Caballero un véritable réquisitoire²⁶⁰. Les jeunes libertaires catalans dénoncent la coalition des communistes et des républicains comme le reflet en Espagne de l'alliance de l'U.R.S.S. avec la France et l'Angleterre en vue d' « étrangler la révolution ».

On comprend que les mots d'ordre de la J.C.I. rencontrent dans leurs rangs un écho favorable. Le 14 février, plus de 50 000 jeunes assistent à Barcelone à un meeting pour la constitution en Catalogne du « Front de la jeunesse révolutionnaire ». Y prennent la parole, successivement, Fidel Mire, secrétaire des Jeunesses libertaires, Solano, secrétaire général de la J.C.I., et le jeune libertaire Alfredo Martinez, secrétaire du « Front » de Catalogne. Le mouvement s'étend rapidement à d'autres provinces : à Madrid²⁶¹ et au Levante, Jeunesses libertaires et J.C.I. organisent campagnes et meetings communs.

La jeunesse ouvrière se divise en deux camps. D'un côté, à l'appel de la J.S.U. se constitue l' « Alliance de la jeunesse antifasciste », dont Santiago Carrillo voudrait qu'elle soit « l'unité avec les Jeunes républicains, avec les jeunes anarchistes, avec les jeunes catholiques qui luttent pour la liberté... pour la démocratie et contre le fascisme et pour l'indépendance de la patrie contre l'inva sion étrangère », mais qui se réduit à une alliance entre la J.S.U. et les jeunesses de partis républicains. De l'autre, dans le Front de la jeunesse révolutionnaire, se regroupent les révolutionnaires de la J.C.I. et des J.L. Or, les jeunes ont été à l'avant-garde du mouvement révo lutionnaire et de la lutte armée, Ils occupent, sinon dans partis et syndicats, du moins dans les forces armées une place importante. En dehors de la Catalogne, c'est la J.S.U. qui a regroupé et enrôlé derrière le P.C. la plus grande partie de la « jeune garde » militante. Nombre de ses militants, surtout les anciens de la Jeunesse socialiste, refusent de participer à l'Alliance, qu'ils jugent modé rantiste, et affirment leurs objectifs révolutionnaires. Dès le lendemain de la Conférence de Valence, les protesta tions s'élèvent dans la J.S.U. contre la « nouvelle ligne », la « politique d'absorption et de confusionnisme », « l'abandon des principes marxistes »²⁶². Le 30 mars le secré taire de la fédération des Asturies, Rafaël Fernandez démissionne du Comité national de la J.S.U. Sa fédération rejette la ligne de

256 Parmi les Journaux anarchistes acquis à l'opposition révolu tionnaire, il faut citer *Idea*, de Bajo Llobregat. Carlos Rama dis tingue nettement entre le courant anarchiste pur qu'il représente et celui des « Amis de Durruti », dont la phraséologie révèle une in fluence marxiste. Balias, d'ailleurs avait fait partie du Bloc Ouvrier et Paysan. D'autre part, des trotskystes étrangers, Moulin et Franz Heller, collaboraient avec son groupe.

257 Né en 1897, militant des Jeunesses socialistes devenu anar chiste pendant la guerre, Camillo Berneri, professeur de philosophie à l'université de Florence, a émigré après la victoire de Mussolini. Engagé volontaire en juillet 36 dans les colonnes de la C.N.T., il jouit d'un grand prestige dans le mouvement libertaire international et d'une autorité certaine dans celui d'Espagne.

258 *Guerre de classe en Espagne*, p. 17.

259 Noske : socialiste allemand allié à l'état-major, qui vainquit en 1919 la révolution allemande des Conseils et dont les officiers assassinèrent Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg.

260 « Le gouvernement central boycotte l'économie catalane afin de nous obliger à renoncer à toutes les conquêtes révolutionnaires. On demande des sacrifices au peuple et les ouvriers et les miliciens donnent des parts importantes de leur solde, mais le gouvernement garde son or, garantie de la nouvelle République bourgeoise et parlementaire. On respecte les bijoux et les fortunes des capitalistes... et on maintient des salaires fabuleux en les triplant parfois... Tandis que le peuple souffre de privations, on permet aux commerçants un agiotage honteux et criminel... On refuse des armes au front d'Aragon parce qu'il est fermement révolutionnaire, pour pouvoir couvrir de boue les colonnes qui y opèrent... On envoie au front les enfants du peuple, mais on garde à l'arrière, à des fins contre-révolutionnaires, les troupes en uniforme. »

261 Le 2 mars, au Congrès des Jeunesses libertaires de Madrid, l'intervention d'Enrique Rodriguez, secrétaire de la J.C.I. et membre du P.O.U.M., est acclamée. Garcia Pradas, qui fait figure de diri geant de l'opposition révolutionnaire dans la capitale, attaque vio lemment le P.C. et la J.S.U. Il déclare que la jeunesse révolutionnaire doit s'unir pour une « révolution sociale » et qu'elle « n'acceptera jamais le mot d'ordre de la République démocratique et parlemen taire ».

Carrillo, dénonce le manque d'esprit démocratique dans l'organisation, signe avec les Jeunesses libertaires asturiennes un pacte pour la Constitution d'un Front de la jeunesse révolutionnaire²⁶³. Quelques jours après, c'est le secrétaire de la puissante fédération du Levante, José Gregori, qui démissionne à son tour du Comité national, soutenu, lui aussi, par sa fédération. Santiago Carrillo, dans *Ahora*, accuse les opposants de s'inspirer des trotskystes, de Franco et de Hitler. Le mouvement continue pourtant et, même en Catalogne, des groupes locaux adhèrent au Front révolutionnaire... La Crise ainsi ouverte dans la J.S.U. risque de mettre en question l'influence conquise par le P.C. sur une fraction importante de la jeunesse.

Une situation explosive

Ainsi, au printemps de 1937 se trouvent de nouveau réunies les conditions d'une poussée révolutionnaire. Les thèmes de l'opposition révolutionnaire rencontrent au moins en Catalogne, un écho grandissant parmi les travailleurs qui suivent la C.N.T. et voient leurs « conquêtes » remises en question. Dans l'U.G.T., l'armée, l'administration, les partisans de Largo Caballero réagissent contre les communistes. Les difficultés économiques, les scandales des « tchékas » offrent à l'agitation un terrain favorable.

L'aile modérée de la coalition gouvernementale s'en inquiète. A la pression extérieure pour l'arrêt de la révolution est venue s'ajouter, au cours des derniers mois celle de la petite bourgeoisie qui se remet des coups de la terreur initiale et voudrait voir liquider définitivement les vestiges révolutionnaires. Au Levante et en Catalogne, les paysans réagissent parfois avec violence contre les tenants de la collectivisation, et tournent leur colère contre les syndicats ou milices ouvrières qui les y ont contraints. En Catalogne, la G.E.P.C.I., adhérente de l'U.G.T., est l'organisation de masse qui incarne l'hostilité anti-révolutionnaire de la petite bourgeoisie urbaine. Le gouvernement basque, plus solide, a, lui, pris l'offensive. Ses forces de police ont occupé l'imprimerie du journal *C.N.T. del Norte*, saisi à Bilbao lors des journées de juillet, et c'est le journal communiste *Euzkadi roja* qui prend possession des locaux. Les militants de la C.N.T. se défendent les armes à la main et le gouvernement Aguirre fait arrêter la direction régionale de la Confédération. Quelques jours après, le 24 mars, le gouvernement basque annonce de grandes fêtes, dans l'ensemble de l'Euzkadi, à l'occasion de Pâques, la fermeture de toutes les salles de spectacle pour le Vendredi saint... Les révolutionnaires s'indignent et songent à se regrouper. Républicains, socialistes de Prieto, communistes prennent conscience du danger que constitue le regroupement révolutionnaire qui menace, pensent qu'il faudrait en finir auparavant avec P.O.U.M., C.N.T. et F.A.I., et stabiliser définitivement la République.

Largo Caballero comprend son isolement. Autour de lui, on parle de plus en plus d'un « gouvernement syndical »²⁶⁴, on exalte l'unité C.N.T.-U.G.T., on revient aux projets de septembre 1936. Le 1^{er} mai à Valence a lieu un meeting commun C.N.T.-U.G.T., où Carlos de Baraibar attaque, quoique en termes voilés, le P.C. et l'U.R.S.S., et exalte l'union de la C.N.T. et de l'U.G.T., qui sont, à elles deux, toute l'Espagne. Mais ce qui était possible au lendemain de la révolution ne l'est plus aujourd'hui. Ni la C.N.T. ni l'U.G.T. ne sont plus des forces homogènes : les milieux dirigeants sont divisés, la masse des adhérents se range chaque jour plus nettement dans l'un des deux camps qui se dessinent. Largo Caballero reste au milieu. Il se veut arbitre au nom de l'État, combat à sa droite ceux qui lui en disputent le contrôle, à sa gauche ceux qui refusent son autorité. Il ne veut pas relancer la révolution de crainte de perdre la guerre, mais ne veut pas non plus enlever aux travailleurs, en luttant ouvertement contre la révolution, leurs raisons de gagner la guerre. Cependant, représentant des ouvriers à la tête de l'État il n'est plus maître ni des uns ni de l'autre. Comme le conflit signifierait sa disparition, il cherche à l'éviter, mais n'y parvient provisoirement, comme écrit Rabasseire, qu'en « s'abritant derrière l'État fossile », en composant, en rusant, et, en définitive, en ne faisant rien. C'est Henri Rabasseire qui résume : « Il intriguait, il composait avec les forces qui avaient surgi, et tout en espérant les dominer, il confectionna de petites coteries personnelles ; la routine régnait plus que jamais – pour la simple raison qu'il s'était proposé la réunion de forces qui ne pouvaient être contenues par d'autres moyens. Il ne voulait ni la milice, ni l'armée régulière ; il ne voulait ni l'ancienne bureaucratie, ni la nouvelle organisation révolutionnaire ; il ne voulait ni la guérilla, ni les tranchées. Il promit aux communistes la mobilisation générale et le plan de fortifications, et aux anarchistes la guerre révolutionnaire ; en fait, il ne fit ni l'un ni l'autre. »²⁶⁵.

Les journées de mai de Barcelone

C'est en Catalogne que subsiste l'essentiel des conquêtes révolutionnaires et de l'armement des ouvriers ; c'est là qu'est le bastion de l'opposition révolutionnaire. C'est là aussi que se trouve l'organisation la plus résolument décidée à mettre un terme à la révolution, le P.S.U.C.²⁶⁶ qu'appuient fermement l'État républicain de Companys et la petite bourgeoisie impatiente de secouer le joug des anarchistes. C'est là que se produiront les événements qui mettront le feu aux poudres.

C'est d'abord, le 17 avril, l'arrivée à Puigcerda, puis à Figueras et dans toute la région frontalière, des carabiniers de Negrin

262 Santiago Carrillo avait déclaré à Valence le 15 janvier 37 : « Nous ne luttons pas pour une révolution sociale. Notre organisation n'est ni socialiste, ni communiste. La J. S. U. n'est pas une Jeunesse marxiste. »

263 C'est probablement à la suite de l'opposition de la fédération des J.S.U. des Asturies qu'avait été organisé le voyage dans le Nord d'une délégation de l'exécutif de la J.S.U. Deux des dirigeants de la J.S.U., Rodriguez Cuesta et Trifon Medrano meurent à la suite de l'explosion d'une bombe dans un local de Bilbao où ils tenaient une réunion, le 18 février.

264 Les dirigeants du P.C. sont d'ailleurs ceux qui parlent le plus de ce gouvernement dont ils combattent énergiquement la proposition. L'idée de « gouvernement syndical » semble avoir été la reprise, sous une forme encore plus édulcorée, du vieux mot d'ordre de « gouvernement ouvrier » abandonné en septembre par les amis de Caballero.

265 *Op. cit.* p. 152.

266 M. Benavides, porte-parole de Comorera et du P.S.U.C., écrit : « On a attribué au P.S.U.C. cette phrase : « Avant de prendre Saragosse, il faut prendre Barcelone. » Elle reflétait exactement la situation et exprimait fidèlement l'aspiration du pays qui réclamait la dévolution à la Généralité du pouvoir détenu par les anarchistes » (*op. cit.*, p. 426).

venus reprendre aux miliciens de la C.N.T. le contrôle des douanes qu'ils détiennent depuis juillet 36. Devant la résistance des miliciens, le Comité régional de la C.N.T. catalane se précipite sur les lieux pour négocier un compromis. Le 25 avril, à Molins de Llobregat, Roldan Cortada, dirigeant de l'U.G.T. et membre du P.S.U.C., est assassiné. Le P.S.U.C. réagit avec violence, dénonce les « incontrôlables » et les « agents fascistes cachés ». La C.N.T. condamne formellement le meurtre, exige une enquête qui mettrait, selon elle, ses militants hors de cause. Mais le meurtre de Roldan Cortada est venu aviver les souvenirs de l'époque des *paseos* et des règlements de compte du lendemain de la révolution. Le P.S.U.C. pousse son avantage. L'enterrement du leader U.G.T. est l'occasion d'une puissante manifestation : policiers et soldats des troupes contrôlées par le P.S.U.C. défilent en armes pendant trois heures et demie²⁶⁷. Les délégués du P.O.U.M. et de la C.N.T. venus à l'enferment comprennent que la situation est plus grave qu'ils ne l'avaient cru : c'est une manifestation de force que le P.S.U.C. a organisée contre eux. Le lendemain, la police de la Généralité fait à Molins de Llobregat une expédition punitive : elle y arrête les dirigeants anarchistes locaux, soupçonnés d'avoir participé à l'assassinat : et les ramène, menottes aux mains, à Barcelone. A Puigcerda, carabiniers et anarchistes échangent des coups de feu : huit militants anarchistes sont tués, et parmi eux, l'âme de la collectivisation de la région, Antonio Martin²⁶⁸.

C'est le moment où, à Barcelone, se répand le bruit de l'arrivée d'une circulaire du ministère de l'Intérieur prescrivant le désarmement de tous les groupes ouvriers non intégrés dans la police d'État. Immédiatement, les ouvriers réagissent : pendant plusieurs jours, suivant le rapport des forces, ouvriers et policiers se désarment les uns les autres. Barcelone semble à la veille de combats de rues. Le gouvernement interdit toute manifestation et toute réunion pour le 1^{er} mai. *Solidaridad obrera* dénonce ce qu'elle appelle « la croisade contre la C.N.T. » et invite les travailleurs à déjouer toute provocation. *La Batalla* appelle à veiller « l'arme aux pieds ».

C'est le lundi 3 mai que la bataille qui menaçait éclate, avec l'incident du central téléphonique. Le bâtiment a été repris en juillet aux insurgés par les hommes de la C.N.T. Depuis, le central, qui appartenait au trust américain *American Telegraph and Telephon Co*, a été saisi et fonctionne sous la direction d'un Comité U.G.T.-C.N.T. et d'un délégué gouvernemental. Il est gardé par des miliciens de la C.N.T. Il constitue un excellent exemple de ce qu'est la dualité de pouvoirs et de ce qu'il en subsiste puisque la C.N.T. catalane est ainsi à même de contrôler ou d'interrompre à volonté, non seulement les communications ou ordres du gouvernement catalan, mais aussi les communications entre Valence et ses représentants à l'étranger²⁶⁹. Ce jour-là, Rodriguez Salas, commissaire à l'Ordre public et membre du P.S.U.C., se rend au Central avec trois camions de gardes et y pénètre. Il désarme les miliciens du rez-de-chaussée, mais doit s'arrêter devant la menace d'une mitrailleuse en batterie dans les étages²⁷⁰. Aussitôt mis au courant, les dirigeants anarchistes de la police Asens et Eroles se précipitent à la *Telefonica*, où, selon *Solidaridad obrera* du 4 mai, « ils interviennent opportunément pour que nos camarades qui s'étaient opposés à l'action des gardes dans le bâtiment renoncent à leur juste attitude ». Mais, en même temps, la majorité des ouvriers se met en grève : Barcelone se couvre de barricades, sans qu'aucune organisation ait lancé le moindre mot d'ordre.

Le soir, dans la ville sur pied de guerre, se tient une réunion commune des Comités régionaux de la C.N.T., de la F.A.I., des Jeunesses libertaires et du Comité exécutif du P.O.U.M. Les représentants du P.O.U.M. déclarent que le mouvement est la riposte spontanée des ouvriers de Barcelone à la provocation et que le moment décisif est venu : « Ou nous nous mettons à la tête du mouvement pour détruire l'ennemi intérieur, ou le mouvement échoue et ce sera notre destruction. » Mais les dirigeants de la C.N.T. et de la F.A.I. ne les suivent pas et décident de travailler à l'apaisement.

Le lendemain, 4 mai, les ouvriers dont l'action est approuvée par le P.O.U.M., les Jeunesses libertaires et les Amis de Durruti, sont maîtres de la capitale catalane qu'ils encerclent peu à peu. Après une entrevue avec les dirigeants de la C.N.T., Companys prend la parole à la radio, désavoue l'initiative de Rodriguez Salas contre le central téléphonique et lance un appel au calme. Le comité régional de la C.N.T. l'appuie : « Déposez vos armes. C'est le fascisme que nous devons abattre. » *Solidaridad obrera* ne rend compte des événements de la veille qu'en page 8, ne dit pas un mot des barricades qui couvrent la ville. A 17 heures arrivent en avion, de Valence, Hernandez Zancajo, dirigeant de l'U.G.T., ami personnel de Largo Caballero et deux des ministres anarchistes, Garcia Oliver et Federica Montseny. Ils se succèdent sur les ondes, joignant leurs efforts à ceux de Companys et des dirigeants régionaux de la C.N.T. : « une vague de folie a passé sur la ville, s'écrie Garcia Oliver. Il faut immédiatement mettre fin à cette lutte fratricide. Que chacun reste sur ses positions... Le gouvernement... va prendre les mesures nécessaires »²⁷¹.

267 *La Batalla* écrit à ce sujet : « Manifestation contre-révolutionnaire, de celles qui ont pour objet de créer, au sein des masses petites-bourgeoises et des couches arriérées de la classe ouvrière, une ambiance de pogrome contre l'avant-garde du prolétariat catalan : la C.N.T., la F.A.I., le P.O.U.M. ».

268 Antonio Martin, ancien contrebandier, fut, après juillet 36, un efficace chef de « douaniers ». C'est, selon Santillan, ce qui, lui aurait valu de si solides inimitiés. Cependant républicains, socialistes et communistes font de lui le bourreau de Puigcerda et le responsable d'une longue période de terreur. Manuel D. Benavides dans son livre *Guerra y Revolucion en Cataluña*, dresse un long réquisitoire contre celui qu'il appelle « le boiteux de Malaga ».

269 Arthur Koestler raconte que, pour les communications secrètes entre Valence et l'ambassade de Paris, le ministre Del Vayo et l'ambassadeur Araquistain utilisaient leurs épouses, deux sœurs d'origine suisse-allemande dont les conversations, dans leur dialecte natal, échappaient à tout contrôle. Selon Benavides, les conversations d'Azaña étaient souvent interrompues par le Comité de contrôle C.N.T. (*op. cit.* p. 424).

270 Les mesures ultérieures prises par le gouvernement semblent prouver que Rodriguez Salas avait agi avec l'accord du ministre, le républicain Ayguade. Il est en revanche intéressant de relever la diversité des motifs invoqués par la presse communiste pour justifier l'Initiative de Rodriguez Salas : assurer le fonctionnement du central (*Daily Worker* du 11 mai, reprendre le central au P.O.U.M. et aux incontrôlables qui s'en étaient emparés la veille (*Corr. Int.* 29 mai), ou installer tout simplement un délégué du gouvernement (Rodriguez Salas à la Presse) ...

271 Après ce discours, le bruit circule parmi les ouvriers des barricades que Garcia Oliver et ses amis, prisonniers de la police de la

Le mercredi 5 mai, les ouvriers tiennent toujours les barricades. La radio diffuse le texte des accords passés entre la C.N.T. et le gouvernement de la Généralité : cessez-le-feu et *statu quo* militaire, retrait simultané des policiers et des civils armés. Rien n'est dit du contrôle de la *Telefonica*. Cependant le mouvement est en régression. Les éléments C.N.T. de la 26^e division et des éléments de la 29^e du P.O.U.M. qui s'étaient concentrés à Barbastro pour marcher sur Barcelone à la nouvelle des événements, ne dépassent pas Binefar : des délégués du Comité régional de la C.N.T. ont réussi à persuader le chef de la 26^e division, Gregorio Jover, qu'il faut éviter tout geste agressif. Après quelque hésitation, c'est un autre dirigeant de la C.N.T., Juan Manuel Molina, sous secrétaire à la Défense de la Généralité qui parvient à persuader l'officier anarchiste Maximo Franco d'arrêter ses hommes à Binefar. Pourtant, à plusieurs reprises, tout risque de rebondir : des éléments du P.S.U.C. attaquent la voiture de Federica Montseny, le secrétaire de l'U.G.T. catalane, Antonio Sesé, dont la radio vient d'annoncer l'entrée au gouvernement est tué, vraisemblablement par des miliciens de la C.N.T. Les Amis de Durruti appellent à continuer la lutte : la C.N.T.-F.A.I. les désavoue en termes très énergiques.

Le jeudi 6 mai, l'ordre est presque rétabli. Companys proclame qu'il n'y a « ni vainqueurs, ni vaincus ». La masse des ouvriers de Barcelone a écouté les appels au calme et le P.O.U.M. s'incline : « Le prolétariat, proclame-t-il, a remporté sur la contre-révolution une victoire partielle... Travailleurs, retournez au travail. » Le nouveau gouvernement, composé provisoirement d'un républicain, de Mas de la C.N.T. et Vidiella de l'U.G.T., ne comprend plus ni Comorera ni Rodriguez Salas. L'interprétation de Companys paraîtrait la bonne si ne se produisait à ce moment l'intervention de Valence. C'est investis d'une mission gouvernementale d'apaisement que Garcia Oliver et Montseny sont venus à Barcelone avec, s'il faut les croire, promesse expresse qu'aucune intervention militaire ne se produirait avant qu'ils ne l'aient de mandée eux-mêmes. Dès le 5 mai pourtant des navires de guerre sont arrivés dans la rade, sur ordre de Prieto. Quelques heures après, sur la demande expresse de Companys et sous la pression des ministres, Largo Cabalero décide de prendre en mains l'ordre public et la défense en Catalogne. Le général Pozas, l'ancien chef de la garde civile l'allié au P.C., reçoit le commandement des troupes de Catalogne. Pour assurer l'ordre, le gouvernement envoie du front de Jarama une colonne motorisée de 5 000 gardes. Pourtant – et cela illustre bien l'ambiguïté et les incertitudes du moment – ces forces de police qui viennent rétablir l'ordre en Catalogne et dont il semble, au premier abord, que les anarchistes aient tout à redouter, sont commandées par l'ancien chef de la colonne anarchiste *Tierra y Libertad*, le lieutenant-colonel Torres Iglesias : certains gardes feront leur entrée à Barcelone au cri de « *Viva la F.A.I. !* »

Avec leur arrivée, les combats cessent définitivement. Le bilan officiel s'élève à 500 tués et 1 000 blessés : parmi les victimes, du côté gouvernemental, outre Antonio Sesé, on cite un officier communiste, le capitaine Alcalde, du côté révolutionnaire, Domingo Ascaso, le frère de Francisco et « Quico » Ferrer, le petit-fils de l'illustre pédagogue, tous tombés dans la rue. Mais on découvre bientôt d'autres victimes. Dans la soirée du 6, on trouve les cadavres de Camillo Berneri et de son ami et collaborateur Barbieri. Les deux hommes enlevés chez eux, dans la journée, par des miliciens de l'U.G.T., ont été abattus à bout portant. Au même moment on note la disparition d'Alfredo Martinez, le secrétaire du Front de la Jeunesse révolutionnaire dont on retrouvera le cadavre quelques jours plus tard. L'un comme l'autre avaient dénoncé les procès de Moscou, stigmatisé comme « contre-révolutionnaire » l'attitude du P.C., du P.S.U.C. et de leurs alliés. L'un et l'autre faisaient figure de dirigeants de l'opposition révolutionnaire. Quoique aucune enquête ne soit possible en ces jours de désordre – ses conclusions d'ailleurs ne pouvaient guère être publiées –, il ne fait de doute pour personne que Berneri et Martinez ont péri victimes d'un règlement de comptes politique. Beaucoup pensent qu'il s'agit de la suite de l'avertissement de la *Pravda* et de la première intervention brutale des services secrets russes.

Signification des journées de mai

L'origine des Journées de mai a donné lieu à bien des discussions et des polémiques. Provocation d'agents fascistes agissant dans les rangs du P.O.U.M., comme l'a affirmé le P.S.U.C.²⁷² ? Provocation de la bourgeoisie catalane appuyée sur les gouvernements occidentaux et destinée à liquider les positions révolutionnaires en Catalogne, comme le pensent certains anarchistes²⁷³ ? Provocation du P.S.U.C., dans le même but, comme le pensent d'autres ?

Il semble que cette discussion soit bien vaine : la « provocation » d'un, deux ou même dix agents n'a d'efficacité que si la situation s'y prête. Or elle s'y prêtait, nous l'avons vu. Nous ne croyons pas que les communistes du P.S.U.C., qui n'agissaient d'ailleurs pas indépendamment des forces républicaines et du gouvernement catalan, aient voulu le 3 mai l'épreuve de force. L'assaut du central téléphonique était une étape de plus dans la restauration de l'État. Nous pensons même que la réaction les a surpris et que s'ils espéraient se débarrasser par la force des anarchistes catalans, ils ne s'y attendaient pas ce jour-là – ce qui n'exclut d'ailleurs pas qu'ils aient, dans les journées suivantes, fait l'impossible pour exploiter la situation et prendre l'avantage, au fur et à mesure que s'effritait le mouvement révolutionnaire. En réalité, dans la tension qui régnait en ce début de mai, l'attaque du central fut effectivement ressentie par les ouvriers catalans comme une provocation.

Généralité, étaient contraints sous la menace de lancer ces appels au calme ! Du côté du P.S.U.C., on prétend que Garcia Oliver a prévenu ses amis de ne tenir compte d'aucune consigne qu'il pourrait donner sans la faire précéder d'un « mot de passe »...

272 Dans une note du 11 mai, l'ambassadeur d'Allemagne déclare tenir de Franco en personne que les journées de mai ont été l'œuvre de ses agents ; il précisait que Barcelone comptait treize agents franquistes. Mais rien n'indique que ces agents se trouvaient au sein du P.O.U.M. plutôt que dans le P.S.U.C., ou dans quelque autre organisation syndicale ou politique.

273 Santillan raconte que l'écrivain argentin Gonzalez Pacheco, Venant de Bruxelles, y avait entendu de la bouche de l'ambassadeur Ossorio y Gallardo que l'on savait ce qui allait se préparer à Barcelone. Cela, et la présence des navires de guerre anglais et français au large, le conduisit à penser à une provocation d'origine internationale, dans laquelle les communistes étaient partie prenante, comme le démontrerait la présence à Barcelone le jour des troubles de José del Barrio, commandant de la 27^e division, et de son chef d'état-major.

Du côté ouvrier, en effet, la réaction fut spontanée, si l'on veut bien entendre par là que les Comités de défense C.N.T.-F.A.I. des quartiers y jouèrent le premier rôle en l'absence de toute directive. A elle seule, la discipline des ouvriers déposant les armes sur les directives de la C.N.T. le prouverait s'il en était besoin. George Orwell, qui a vécu dans les rangs du P.O.U.M. les Journées de mai, écrit : « Les travailleurs descendaient dans la rue par un mouvement spontané de défense, et il n'y avait que deux choses qu'ils étaient pleinement conscients de vouloir : la restitution du central téléphonique et le désarmement des gardes d'assaut qu'ils haïssaient »²⁷⁴.

Robert Louzon, dans son étude sur les Journées de mai²⁷⁵ se déclare frappé de l'écrasante supériorité des ouvriers en armes, maîtres, pratiquement sans combat, des neuf dixièmes de la ville. Mais il souligne que cette force ne fut utilisée que pour la défensive : pendant toute la durée des troubles, six tanks restent, sans combattre, derrière l'immeuble de la C.N.T. Les canons de 76 n'ont jamais été pointés, ceux de Montjuich, aux mains des miliciens de la C.N.T., n'ont jamais tiré²⁷⁶. Il affirme : « Depuis le premier coup de feu jusqu'au dernier, les Comités régionaux de la C.N.T. et de la F.A.I. n'ont jamais donné qu'un seul ordre, qu'elles ont donné sans discontinuer, par la radio, par la presse, par tous les moyens, l'ordre de cesser le feu. » Pour lui, les dirigeants de la C.N.T. redoutaient par-dessus tout un pouvoir dont ils ne savaient que faire, étaient prêts « à tous les abandons, à tous les renoncements, à toutes les défaites ». Dans leurs conversations privées, les dirigeants de la C.N.T. invoquent, pour justifier leur prudence, la menace des navires de guerre étrangers dans le port. Pour eux, en réalité, la question était réglée depuis l'autonomie précédente. Ils avaient choisi la collaboration, non la prise du pouvoir. A Santillan qui, très vite, critique une attitude qu'il a d'abord approuvée, Garcia Oliver et Vazquez répondent : « Il n'y a rien à faire qu'attendre les événements et nous y adapter le mieux possible »²⁷⁷.

Quant aux dirigeants du P.O.U.M., ils craignaient depuis longtemps, si l'on en croit Victor Serge, « que l'indécision, la mollesse, l'incapacité politique des dirigeants anarchistes n'eussent pour résultat un soulèvement spontané qui, faute de direction, et d'ailleurs déclenché sur provocation, offrirait aux contre-révolutionnaires l'occasion d'infliger au prolétariat une saignée ». Se sachant nettement minoritaires, ils ont refusé de prendre le risque de s'isoler en tentant de déborder la C.N.T. : « Les ordres... qui émanaient directement de la direction du P.O.U.M., précise Orwell, nous enjoignaient de soutenir la C.N.T., mais de ne pas tirer, à moins qu'on ne tirât sur nous d'abord ou que nos locaux fussent attaqués. »

Il est certes permis de penser²⁷⁸ que la réaction spontanée des travailleurs de Barcelone pouvait ouvrir la voie à un nouvel élan révolutionnaire, et qu'elle était l'occasion de renverser la vapeur. L'historien se contentera de constater que les dirigeants anarchistes ne l'ont pas voulu et que ceux du P.O.U.M. n'ont pas cru le pouvoir. Le « match nul » annoncé par Companys n'en était pas un : les Journées de mai sonnent en réalité le glas de la révolution, annoncent la défaite politique pour tous et la mort pour certains des dirigeants révolutionnaires.

Conséquences immédiates des journées de mai

La première conséquence visible est, en tout cas, la fin de l'autonomie catalane, la mainmise par l'État et le gouvernement de Madrid sur les rouages essentiels de la vie politique et économique du pays. Mais cela ne semble pas signifier le déclenchement du pogrome redouté par la C.N.T. et le P.O.U.M. Certes, les armes sont confisquées, journaux et radios placés sous le contrôle de la censure, mais le délégué à l'Ordre public affirme solennellement que ses forces « ne considéraient aucun syndicat ni aucune organisation antifasciste comme des ennemis ». C'était là la position dictée par Caballero et son ministre de l'Intérieur, Galarza. Dès le 4 mai, en effet, leur officieux porte-parole, *Adelante*, de Valence, écrit que les événements de Barcelone sont une « collusion inopportune et pauvrement préparée entre des organisations d'orientation différente et d'intérêts syndicaux et politiques opposés, les uns et les autres à l'intérieur du front général antifasciste de Catalogne ».

C'est dans cette perspective et ce contexte que se plaçant les nombreux appels au calme de la C.N.T. et la déclaration de la *Casa C.N.T.*, le dernier jour des barricades : « La C.N.T. et la F.A.I. continuent de collaborer loyalement comme par le passé avec tous les secteurs politiques et syndicalistes du front antifasciste. La meilleure preuve en est que la C.N.T. continue à collaborer avec le gouvernement central, celui de la Généralité, et toutes les municipalités. » Pour circonscrire l'incendie, les dirigeants de la C.N.T. croient qu'il suffit de n'en pas parler, et un communiqué du 6 mai déclare : « Aussitôt que nous avons connu l'extension de ce qui s'était produit, nous avons lancé des ordres à toutes les organisations pour qu'elles maintiennent la sérénité et évitent la propagation de faits qui pourraient avoir des conséquences fatales pour tous. » Malheureusement pour la C.N.T., au moment où elle s'efforce de dissimuler l'ampleur des événements de Barcelone, la presse communiste mène une vigoureuse campagne contre l'insurrection « préparée par les trotskystes du P.O.U.M. » dans laquelle elle voit la main de « la police secrète allemande et italienne ». La campagne est si bien faite et la C.N.T. si discrète qu'on verra même *Frente libertario*, organe des milices confédérales de Madrid, épouser la thèse du P.C. et écrire : « Ceux qui se rebellent... contre le gouvernement élu par le peuple... sont des complices d'Hitler, de Mussolini et de Franco », qu'« il faut traiter inexorablement ». « Match nul » apparent sur le moment, les Journées de mai vont, dans les semaines suivantes, être gagnées

274 *Controversy*, août 1937. Voir aussi, dans son ouvrage *Catalogne libre*, le chapitre sur les Journées de mai.

275 « Les Journées de mai furent-elles un 15 mai ? » (parallèle avec la révolution de 1848), *La Révolution prolétarienne*, 10 juin 37.

276 Santillan raconte qu'avant de se rendre chez Companys, il fit pointer sur le bâtiment les canons des batteries côtières avec ordre au commandant de lui téléphoner à intervalles réguliers dans le bureau de Companys et de commencer le tir s'il ne répondait pas en personne.

277 Santillan, *op. cit.* p. 164.

278 Comme l'ont affirmé le trotskyste Félix Morrow ou, dans une certaine mesure, Santillan, qui regretta très vite le rôle qu'il avait joué pour l'établissement d'un cessez-le-feu sans conditions.

par ceux des protagonistes qui ont pour eux une ligne politique claire, de la détermination et de l'audace.

La chute de Largo Caballero

Le parti communiste met toutes ses forces à réclamer le châtiement des « trotskystes », de ces « fascistes camouflés qui parlent de révolution pour semer la confusion ». Le 9 mai, dans un discours à Valence, José Díaz somme le ministre de l'Intérieur de frapper les « incontrôlables » ou de démissionner. « La cinquième colonne est démasquée, s'écrie-t-il, ce qu'il faut, c'est l'anéantir. » Le 11, *Adelante*, porte-parole de Largo Caballero, répond : « Si le gouvernement devait appliquer les mesures de répression auxquelles l'incite la section étrangère du Komintern, il agirait comme un gouvernement Gil Robles ou Lerroux, il détruirait l'unité de la classe ouvrière et nous exposerait au danger de perdre la guerre et de miner la révolution... Un gouvernement composé en majorité de représentants du mouvement ouvrier ne peut utiliser des méthodes qui sont l'apanage de gouvernements réactionnaires et de tendances fascistes. » Désormais, les jours du gouvernement sont comptés²⁷⁹. Le 14 mai, plusieurs quotidiens madrilènes annoncent pour le lendemain un remaniement ministériel qui donnerait satisfaction au parti communiste sur les questions d'ordre public et de conduite de la guerre. Le 15, au Conseil des ministres, c'est Uribe, ministre communiste de l'Agriculture, qui prend la parole pour demander la dissolution et la mise hors la loi du P.O.U.M. et l'arrestation de ses dirigeants. Largo Caballero réplique que, militant d'organisations ouvrières longtemps persécutées par les réactionnaires, il se refuse à dissoudre quelque organisation ouvrière que ce soit. Les ministres de la C.N.T. le soutiennent; Federica Montseny, ouvrant un dossier, entreprend de démontrer que les Journées de mai sont le résultat d'une provocation dans laquelle le P.S.U.C. a joué les premiers rôles. Uribe et Hernandez se lèvent alors et quittent la salle du conseil. « Le gouvernement continue », affirme Caballero mais les ministres républicains et les amis de Prieto ne l'acceptent pas²⁸⁰. Largo Caballero démissionne.

ΧηαπΞII : Le gouvernement Negrin et la liquidation des oppositions

C'est la deuxième crise ministérielle depuis juillet 36 qui s'ouvre après le Conseil des ministres du 15 mai. Les conditions mêmes dans lesquelles elle se résout indiquent la profondeur des changements intervenus. C'est en effet au président Azaña, relégué au second plan depuis septembre, que revient le soin de la régler, par des consultations dans la plus pure tradition parlementaire.

La première solution envisagée, le remaniement du gouvernement par le remplacement des ministres communistes²⁸¹, échoue devant l'exécutif socialiste qui décide la démission de ses ministres. La crise officiellement ouverte, Azaña confie à Largo Caballero le premier « tour de piste ». C'est la première solution à tenter, et, comme disent les journalistes, c'est une hypothèque à lever. En effet, C.N.T. et U.G.T. d'une part, partis socialiste et communiste de l'autre se déclarent prêts à soutenir un gouvernement de même composition que le précédent, C.N.T. et U.G.T. affirmant en outre qu'elles ne participeront pas à un gouvernement qui ne serait pas présidé par Largo Caballero. Celui-ci propose immédiatement une nouvelle répartition des portefeuilles : l'U.G.T. aurait trois ministères, la Guerre cumulée avec la présidence, l'Intérieur, les Affaires étrangères, toutes les autres formations en auraient deux, le parti socialiste Finances et Agriculture, Industrie et Commerce, le parti communiste Instruction publique et Travail, l'Union républicaine, Communications et Marine marchande, la Gauche républicaine, Travaux publics et Propagande, la C.N.T. Justice et Santé. Largo Caballero espère-t-il faire accepter son projet aux partis ? Certes, la représentation de la C.N.T. est réduite de moitié, mais c'est l'U.G.T. qui détient les portefeuilles-clés. En outre, Prieto et Alvarez del Vayo disparaissent de la combinaison. En tout cas, Largo Caballero ne propose pas le « gouvernement syndical » dont parlent volontiers ses amis.

Les déclarations très diplomatiques des représentants des groupes parlementaires indiquent nettement leurs réticences à l'égard du nouveau gouvernement. Pour la Gauche républicaine, Quemades insiste sur le « maintien de l'ordre public » et la « reconstruction économique ». Irujo dit que les Basques souhaitent « un gouvernement de concentration nationale, présidé par un socialiste ayant la confiance des républicains », afin de « supprimer fermement les causes de désordre et d'insurrection ». C'est dans le même sens que va le socialiste Lamóneda, qui veut « un tournant radical dans la politique du ministère de l'Intérieur ». Le parti communiste, quant à lui, ne jette aucune exclusion nominale, mais réclame l'attribution de

²⁷⁹ Jesus Hernandez a raconté la séance du bureau politique du P.C. où fut, d'après lui, décidée la chute de Caballero. Selon sa version, José Díaz et lui-même auraient plaidé contre une initiative qui aurait équivalu à « briser le front de lutte ». Contre eux, le conseiller d'ambassade de l'U.R.S.S., présent à la réunion avec Geroe, Codovila, Stepanov et Orlov, aurait fait prévaloir le point de vue de Moscou, en affirmant : « Caballero ne veut plus écouter nos conseils », et « il a refusé la suspension de *La Batalla* et la proclamation de l'illégalité du P.O.U.M. ».

²⁸⁰ Hernandez ayant écrit que Prieto avait suivi les ministres communistes et réclamé, après leur départ, la démission du gouvernement, Prieto a affirmé (*Entresijos de la Guerra de España*, p. 52) qu'il s'était contenté de mettre en garde Caballero qui voulait « continuer, en lui faisant remarquer qu'il ne pouvait le faire sans en avoir rendu compte au président Azaña ». Le souci de Prieto, après son expulsion du gouvernement Negrin, de se démarquer des communistes dans le passé, explique cette interprétation, peu convaincante à vrai dire : le déroulement de la crise ministérielle et son dénouement prouvent en effet l'accord, au moins tacite, entre Prieto et les ministres communistes sur la nécessité du renversement de Largo Caballero.

²⁸¹ Selon Largo Caballero, c'était la seule solution qui permettait de conserver un gouvernement pour le 16 mai, date fixée pour le début de l'offensive d'Estrémadure.

l'Intérieur et de la Guerre à des « personnalités jouissant du soutien de tous les partis et organisations composant le gouvernement ». Mais, à ce moment-là, Azaña sait déjà que les socialistes veulent Prieto à la Guerre et, par José Diaz, que les communistes s'opposent à ce que Largo Caballero cumule encore Guerre et présidence du Conseil.

Dans la nuit, Azaña réunit autour de lui Largo Caballero, Prieto, Lamóneda, José Diaz, Martínez Barrio, Quemades. Largo Caballero refuse d'abandonner la Guerre. Le P.C. refuse de participer dans ces conditions. Parti socialiste et Gauche républicaine font de la participation communiste la condition de la leur. La nouvelle combinaison Largo Caballero est donc une impasse. Azaña prie José Diaz de tenter un effort pour infléchir la position de son parti, puis fait appel à Negrin que les communistes, les socialistes et les républicains sont prêts à soutenir et dont la candidature semble préparée depuis des mois²⁸².

Le 17, on annonce la formation du gouvernement Negrin. Trois socialistes, de la tendance Prieto, occupent les postes clés, Negrin assurant les Finances et la présidence, Prieto la Défense nationale et Zugazagoitia l'Intérieur. Jesus Hernandez et Uribe conservent l'Instruction publique et l'Agriculture. Le catalan Ayguadé, de l'Esquerra, que la C.N.T. dénonce comme l'un des responsables des Journées de mai devient ministre du Travail. Irujo est ministre de la Justice et le docteur Giral ministre des Affaires étrangères... La C.N.T. et l'U.G.T., fidèles à leur position initiale en faveur d'un gouvernement Largo Caballero, ne participent pas.

Juan Negrin

Le nouveau président du Conseil est peu connu. C'est un homme de quarante-six ans, en pleine force – il est doué d'une vitalité peu commune – qui, jusqu'à la guerre civile, n'a été, dans la politique, qu'un brillant dilettante. « Enfant chéri de la fortune », comme dit son admirateur Ramos Oliveira, né dans une famille riche des Canaries, il a parcouru le monde à son gré, obtenant à l'université de Leipzig les diplômes de médecine qui lui ont valu la chaire de Physiologie à l'université de Madrid en 1931. Marié à une Russe, il a de nombreuses relations dans le monde occidental. Il a adhéré au parti socialiste en 1929, est devenu député en 1931 et a constamment été réélu depuis. Il ne se considère ni comme un marxiste, ni comme un représentant de la classe ouvrière : socialiste « à l'occidentale », c'est un grand bourgeois et un universitaire distingué, bien plus proche d'un Prieto que d'un Largo Caballero. Mais il n'a pris part que de loin à la lutte interne dans le parti socialiste, n'a aucune ambition ni aucun goût pour les luttes politiques, auxquelles il passe pour préférer les plaisirs de la vie. Aussi est-il pratiquement inconnu lorsqu'il devient, sur proposition de Prieto, ministre des Finances dans le gouvernement Largo Caballero. Il ne l'a accepté, dira-t-il, que par devoir, convaincu que « la guerre avait un aspect international, décisif pour son résultat et que, de ce fait, un cabinet Largo Caballero avec des représentants de l'extrême-gauche socialiste et du communisme était une erreur grossière, pire... que l'entrée des fascistes à Getafe »²⁸³.

Ce sont les mêmes préoccupations qui l'inspirent une fois installé au ministère des Finances ; il est le défenseur inconditionnel de la propriété capitaliste, l'adversaire résolu de la collectivisation, c'est lui que les ministres de la C.N.T. trouveront sur le chemin de toutes leurs propositions. C'est lui qui a réorganisé solidement les carabiniers. C'est lui aussi qui a présidé à l'envoi en U.R.S.S. de la réserve d'or de la République. Il jouit de la confiance des modérés et son nom sera mis en avant, pendant la crise, par Irujo d'abord. Il passe pour l'homme de Prieto. Il est en excellents termes avec les communistes qui l'ont assuré, d'avance, de leur soutien et, par l'intermédiaire de Jesus Hernandez, en ont fait leur candidat au gouvernement de coalition qu'ils préconisent. Avec lui, c'est leur politique, celle de Prieto – pour l'instant elles se confondent – qui triomphe.

Tandis que la F.A.I., dans un manifeste diffusé clandestinement, dénonce « la victoire, non seulement du bloc bourgeois-communiste, mais aussi de la France, de l'Angleterre et de la Russie », les réactions occidentales se révèlent favorables. *Le Temps*, du 17 mai, invitait le nouveau gouvernement à choisir entre « démocratie et dictature prolétarienne, entre ordre et anarchie ». Le *New York Times* du 19 annonce que Negrin a l'intention « d'utiliser à l'intérieur une poigne de fer », et précise : « En agissant ainsi, le gouvernement espère gagner les sympathies des deux démocraties qui signifient le plus pour l'Espagne – Grande-Bretagne et France – et garder le soutien de la nation qui l'a le plus aidée – la Russie. Le principal problème du gouvernement aujourd'hui est de pacifier ou d'écraser l'opposition anarchiste. » La revue officielle française *Affaires étrangères* souligne la signification profonde du choix du nouveau président et du nouveau ministre des Affaires étrangères, le départ des extrémistes et l'importance croissante des Basques, le caractère « raisonnable » du nouveau gouvernement et les espoirs qu'il permet maintenant pour une solution de conciliation...

La presse des partis de la coalition salue en tout cas dans ce nouveau gouvernement le « gouvernement de la victoire ».

La suppression du P.O.U.M.

Dès avant la chute de Caballero, la presse du P.C. et du P.S.U.C. avait lancé contre le P.O.U.M. une véritable campagne de « chasse aux sorcières ». Elle s'est intensifiée après ce que les communistes appellent l'« insurrection fasciste de Barcelone ». Largo Caballero avait refusé la répression contre le P.O.U.M. Negrin ne peut qu'y consentir. Le 28 mai, *La Batalla* est supprimée. Julian Gorkin est inculpé pour son éditorial du 1^{er} mai appelant les travailleurs à veiller « l'arme aux pieds » et

²⁸² Voir à ce sujet l'article du *Temps* du 23 mars déjà cité (chap. XI). Krivitsky dit que Stachevski, attaché commercial de l'U.R.S.S. et homme de confiance de Staline, voyait en Juan Negrin le successeur de Largo Caballero dès le mois de novembre 1937 (*op. cit.* p. 127). Hernandez (*op. cit.* p. 71) raconte comment il alla lui-même offrir à Negrin le soutien du P.C.

²⁸³ *Epistolario Prieto-Negrin*, p. 41.

proposant à la C.N.T. le « front uni révolutionnaire ». Le 16 juin, dans la nuit, tous les membres du Comité exécutif du P.O.U.M. sont arrêtés, Nin dans son bureau, d'autres chez eux, d'autres encore au front. La police, n'ayant pu trouver sur le moment Andrade ni Gorkin, arrête leurs femmes.

Le 11 juin paraît un premier acte d'accusation contre le P.O.U.M. Il affirme : « La ligne générale de la propagande de ce parti était la suppression de la République et de son gouvernement démocratique par la violence et l'instauration d'une dictature du prolétariat. » Rien d'extraordinaire dans cette accusation, normale contre des révolutionnaires qui se réclamaient de la pensée de Lénine. Pourtant, la suite de l'acte indique un autre état d'esprit : le P.O.U.M. est accusé d'avoir « calomnié un pays ami dont l'appui moral et matériel a permis au peuple espagnol de défendre son indépendance », d'avoir « allié aux procès de Moscou – « attaqué la justice soviétique », et d'avoir été « en contact avec les organisations internationales connues sous la dénomination générale de « trotskystes » et dont l'action au sein d'une puissance amie démontre qu'elles se trouvent au service du fascisme européen ».

Le contenu et le ton même de l'acte d'accusation rappellent la menace de la *Pravda* : la même main qui, à Moscou, a frappé les vieux bolcheviks s'apprête à frapper en Espagne. Contre les accusés, les mêmes services fabriquent les mêmes « preuves », des faux maladroits destinés seulement à servir de support aux « aveux ». Dans l'affaire du P.O.U.M. c'est le « plan N », plan de Madrid sur papier millimétré découvert sur le phalangiste Golfin et où la police aurait déchiffré un message à l'encre sympathique désignant « N » contre un agent sûr. « N », c'est bien entendu Nin. Jesus Hernandez affirme que les dirigeants du P.C. furent exaspérés par la grossièreté de ce faux inutilisable. Miravittles déclare publiquement que le document est si évidemment faux que personne n'osera l'utiliser. Cette « preuve » sert pourtant à justifier l'arrestation.

Le 29 juillet une note d'Irujo, ministre de la Justice annonce le renvoi devant les tribunaux pour espionnage et haute trahison de Gorkin, Andrade, Bonet et sept autres dirigeants du P.O.U.M., aux côtés du phalangiste Golfin : la technique de l'« amalgame », éprouvée dans les procès de Moscou, continue à être de règle. La note précise :

« Il y a dans la cause de nombreux documents trouvés dans les locaux du P.O.U.M. : clefs, codes télégraphiques, documents, ayant trait au trafic d'armes, contrebande d'argent et d'objets de valeur, différents périodiques provenant de diverses capitales, communications d'éléments étrangers faisant allusion à des entrevues ayant eu lieu à l'intérieur du territoire loyal ou en dehors de celui-ci, participation d'éléments étrangers à des préliminaires d'espionnage et au mouvement subversif de mai. » Mais, répondant aux questions de la commission Maxton, Irujo déclare qu'il n'y a « aucune preuve d'espionnage contre aucun dirigeant du P.O.U.M. », et que « le document N est sans valeur ». Pour lui le P.O.U.M. répondra devant le tribunal de « son geste révolutionnaire contre la République ». Prieto partage ce point de vue d'un procès politique : « La République doit se défendre contre ceux qui veulent la révolution à tout prix, alors que ce n'est pas le moment en Espagne. » Seul, le parti communiste – qui ne peut accepter de reconnaître qu'on persécute des révolutionnaires – continue à parler d'« espions » et de « fascistes ». Le juge d'instruction le suit puisque son rapport déclare : « Les accusés s'étant mis d'accord avec des individus appartenant à la Gestapo allemande qui jusqu'à présent, n'ont pas encore été présentés (*sic*) ont réalisé au cours du mois de mai à Barcelone, dans le but de troubler l'action du gouvernement, des actes hostiles à caractère secret, ainsi qu'un soulèvement de type militaire. » Le 13 novembre, devant le Comité central du P.C., José Diaz demande, puisque la trahison du P.O.U.M. est « prouvée », que « le peloton d'exécution fonctionne pour en finir avec les traîtres et les terroristes »²⁸⁴.

Cependant, lors du procès, en octobre 1938, l'accusation de l'espionnage n'est pas retenue. Andrade, Gorkin, Bonet, Guironella, sont condamnés à quinze ans de prison pour avoir tenté de renverser l'ordre établi »²⁸⁵. Le P.O.U.M. et la J.C.I. sont dissous. En fait, dès avant cette date, l'arrestation des membres du Comité exécutif en juin, puis, à l'automne, de leurs remplaçants Rodes, Farré, Solano, Pelegrin, a décapité le P.O.U.M., direction, potentielle de l'opposition révolutionnaire : somme toute, l'objectif visé a été atteint.

L'assassinat d'Andrés Nin

Le procès du P.O.U.M. ne sera pourtant pas la suite des procès de Moscou : l'affaire est montée suivant les mêmes méthodes, faux policier, « amalgame » avec un fasciste authentique, accusation d'espionnage. Mais à ce mécanisme il manque une pièce de taille, les aveux, élément essentiel de la réussite des opérations de ce type. Il semble bien que ce soit la résistance d'Andrés Nin qui ait entraîné l'échec final d'une entreprise destinée à démontrer qu'en Espagne, comme en Russie les « trotskystes », adversaires du régime stalinien, étalent au service de Hitler, Mussolini, Franco.

Andrés Nin est arrêté, nous l'avons vu, le 16 juin, en même temps que ses camarades. Mais son nom ne figure pas sur la liste des dirigeants du P.O.U.M. renvoyés devant le tribunal le 29 juillet. Depuis quelque temps déjà le bruit circule qu'il a été, après son arrestation, remis à des policiers communistes, transféré dans un préventorium de la région de Madrid et, là, assassiné. La première, Federica Montseny pose la question : « Qu'avez-vous fait de Nin ? » Le gouvernement répond : « Nin a été arrêté, il est détenu. » Mais, de bouche à oreille, des ministres laissent percer la vérité, avouent leur impuissance : Zuga Zagoitia déclare à Jordi Arquer, chef de colonne du P.O.U.M., que Nin est à Madrid dans une prison privée communiste ; il lui conseille de ne pas tenter de le retrouver car dans ce cas, aucun sauf-conduit officiel ne pourrait le protéger. Au Conseil des ministres éclatent de violents incidents : Negrin interpelle les ministres communistes, se déclare prêt à couvrir ce qu'il faut couvrir, mais exige d'être mis au courant. Bientôt, le 4 août, il faut, devant le scandale qui grandit²⁸⁶, reconnaître

²⁸⁴ Il n'est pas sans intérêt de remarquer qu'une grande partie de ce rapport est consacrée à « l'infiltration dans les rangs du parti d'éléments trotskystes ».

²⁸⁵ Arquer était condamné à onze ans, Escuder et Rebull acquittés. Largo Caballero et Federica Montseny avaient déposé en faveur des accusés.

une partie de la vérité. Le 4 août, le gouvernement publie une note qui déclare : « Des informations recueillies, il ressort que Nin a été arrêté par la police de sûreté générale, en même temps que les autres dirigeants du P.O.U.M., qu'il a été transféré à Madrid dans un préventorium habilité à cet effet et que, de là, il a disparu. »

L'affaire Nin a un énorme retentissement. Ancien secrétaire de la C.N.T., ancien secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, le dirigeant du P.O.U.M. est mondialement connu dans le mouvement ouvrier et syndical. En Espagne et à l'extérieur se multiplient les comités, les commissions d'enquête, les lettres, les télégrammes. Sur les murs des villes revient la même question : « Où est Nin ? » Les militants du P.C., qui ont la rime facile, ont trouvé la réponse : « A Salamanque ou à Berlin. » Assaillis de questions, les ministres se contredisent : Irujo affirme que Nin n'a jamais été détenu dans une prison gouvernementeale, alors que Zugazagoitia, ministre de l'Intérieur, dit qu'il y a été, mais qu'il en est parti, transféré « à leurs »... Le ministre de la Justice désigne un juge d'instruction pour enquêter sur la disparition de Nin. Plusieurs policiers impliqués et menacés d'arrestation disparaissent, certains réfugiés à l'ambassade d'U.R.S.S. Finalement, le juge d'instruction échappe de justesse, à Valence, à une tentative d'enlèvement par des policiers gouvernementaux. Irujo, au Conseil des ministres, menace de démissionner. Il est soutenu par Zugazagoitia, qui dénonce l'activité du directeur général de la Sûreté, le communiste Ortega. Finalement, Ortega est révoqué, mais Nin n'est pas retrouvé. Dès le 8 août 1937, le correspondant à Madrid du *New York Times* avait pu écrire : « Quoique on ait tout fait ici pour étouffer l'affaire, tout le monde sait maintenant qu'on l'a retrouvé mort dans les faubourgs de Madrid, assassiné. »

La thèse des amis de Nin – l'enlèvement par les services secrets de la police soviétique, la N.K.V.D. – a aujourd'hui été confirmée par les révélations de Jesus Hernandez. On savait déjà que, parmi les policiers qui arrêterent les leaders du P.O.U.M. figurait un militaire russe, le capitaine Léon Narvitch²⁸⁷, qui avait, quelques semaines auparavant, pris contact avec Nin et Andrade en se faisant passer pour un membre de l'opposition russe, servant en Espagne comme technicien. Jesus Hernandez raconte la suite du drame : Nin, livré à Orlov, chef de la N.K.V.D. en Espagne, par les policiers communistes qui l'ont arrêté, est emprisonné dans un préventorium, une villa de Alcalá de Henares. Il s'agit d'obtenir de lui les « aveux » qui permettraient un procès public analogue à ceux de Moscou et consacraient la thèse de Staline en affirmant une fois de plus l'alliance avec les fascistes de ses adversaires, oppositionnels et « trotskystes ». Mais Nin, qui est pourtant un grand malade, résiste à la torture et refuse d'« avouer ». Dès lors, il est impossible de le faire repaître. Nin vivant se transformerait en un redoutable accusateur. Mais il est également impossible d'avouer sa mort en préventorium. Selon Hernandez, c'est le commandant Carlos qui, au moment où il devient nécessaire d'en finir, a l'idée d'une mise en scène qui accrédi terait la thèse d'une évasion de Nin, grâce à l'intervention de « membres de la Gestapo » déguisés en combat tants des brigades internationales. Ce sera la thèse exposée par les « responsables » du préventorium aux enquêteurs officiels. On ignore toujours, en tout cas, si le cadavre de Nin a finalement été retrouvé ou identifié.

Ces explications officielles ne trompent personne. Après l'assassinat, au cours des Journées de mai, de Berneri et d'Alfredo Martinez, il est clair qu'une « police » parallèle fait la chasse aux adversaires les plus redoutés de Staline, espagnols ou étrangers. La N.K.V.D. a, en Espagne, son réseau, dont on finit par connaître les chefs et les prisons, mais qui jouit d'une totale liberté d'action. La restauration de l'État a supprimé les « tchékas » des partis, des syndicats et des comités, mais la nouvelle légalité s'accommode de l'existence de cette toute-puissante police secrète.

Dispersés, après la dissolution des colonnes du P.O.U.M., isolés, sans travail, les révolutionnaires étrangers antistaliniens sont une proie facile pour les services de Pedro et d'Orlov, qui poursuivent implacablement l'épuration annoncée par la *Pravda*. Pour un Georges Kopp, socialiste belge que la presse communiste présentera quelque temps comme l'espion n° 1 mais que la campagne de la presse socialiste étrangère fera libérer²⁸⁸, ses vic times sont nombreuses. Bob Smilie, délégué des jeunes de l'I.L.P., meurt en prison à Valence, d'une appendicite suspecte. D'autres disparaissent sans laisser de trace : Kurt Landau, militant autrichien, ancien secrétaire de l'opposition de gauche internationale, solidaire du P.O.U.M. contre Trotsky, le jeune socialiste russe Marc Rhein²⁸⁹, le trotskyste polonais Freund, dit Moulin, le trotskyste tchèque Erwin Wolff, ancien secrétaire de Trotsky²⁹⁰, José Robles, ancien professeur à l'Université John Hopkins et ancien secrétaire du général Goriev²⁹¹. En dehors des prisons « privées », les prisons d'État sont elles aussi remplies d'antifascistes, en majorité étrangers. La com

286 Aux yeux de ceux qui le dénoncent, le « scandale » a deux aspects principaux. D'un simple point de vue démocratique, il est scandaleux que sous un gouvernement qui se targue d'avoir restauré la légalité et mis fin aux violences, un détenu puisse être livré par la police à des tueurs et que les autorités tentent de dissimuler la vérité. Par ailleurs, même après les semaines de *paseos* et de règlements de comptes, l'affaire Nin, par le caractère froidement concerté de l'enlèvement, la mise en scène, l'orchestration qui l'accompagnent, révèle la toute-puissance de la N.K.V.D. et la détermination des communistes de ne reculer devant rien pour se débarrasser d'un adversaire : d'autres leaders de la coalition antifasciste commencent à redouter pour eux-mêmes le sort de Nin. Enfin, aux yeux de bien des sympathisants communistes, l'enlèvement et l'assassinat d'un communiste dissident marquaient un véritable changement de nature du communisme stalinien dont les coups mortels n'étaient dirigés que contre les révolutionnaires.

287 Le capitaine Narvitch sera assassiné à Barcelone, et Munis accusé du meurtre. Les amis de Munis soutiennent que Narvitch fut assassiné par la N.K.V.D. parce qu'il en savait trop. Il semble qu'il le fut par des hommes du P.O.U.M.

288 Georges Kopp, devenu en Espagne lieutenant-colonel, avait quitté la Belgique après avoir été condamné à une lourde peine de prison pour avoir acheté et expédié des armes pour l'Espagne.

289 Marc Rhein était le fils du leader menchevik russe Abramovitch. Correspondant d'un journal social-démocrate suédois, il était plutôt sympathisant des thèses « antifascistes ».

290 Erwin Wolf, en collaboration avec Léon Sedov, le fils de Trotsky, avait contribué à anéantir la thèse du procureur Vichinsky sur le fameux voyage de Piatakov à Copenhague, après les procès de Moscou : l'hôtel Bristol, où Piatakov affirmait avoir rencontré Léon Sedov, n'existait plus.

291 Fischer (*op. cit.* p. 429) parle longuement de la disparition de Robles, dont le fils, peu après, devait être condamné à mort par Franco. L'écrivain John Dos Passos a enquêté sur sa disparition.

mission d'enquête dirigée par Félicien Challaye et l'An glais Mc Govern a la stupeur de se voir accueillie, au *Carcel modelo* de Barcelone, en novembre 1937, par l'In ternationale, que chantent cinq cents détenus. Il faudra une intervention personnelle de Manuel de Irujo et une amélioration du régime pénitentiaire pour arrêter, à Bar celone, la grève de la faim que font les détenus anti fascistes animés par la femme de Landau.

La dissolution du Conseil de défense d'Aragon

Les gens du P.O.U.M. et les communistes antistalinien ne sont pas les seuls visés par le « gouvernement » de la victoire ». Il apparaît très vite que le Conseil de défense d'Aragon ne pourra pas préserver la quasi-autonomie dont il a joui sous le gouvernement de Largo Caballero, et qui en fait le bastion des extrémistes de la C.N.T. et de la F.A.I. Son président, Joaquín Ascaso, et accusé d'avoir été l'inspirateur de l'action de certains éléments irréductibles pendant les Journées de mai. Sa liquidation, et celle des collectivités aragonaises, devient une nécessité pour un gouvernement désireux de prouver qu'il assure l'ordre et respecte la propriété. Elles seront un gage donné à tous les éléments républicains modérés en même temps qu'un coup porté aux révolutionnaires de la C.N.T.

La campagne est habilement menée. Le 19 juillet, dans une allocution radiodiffusée, Joaquín Ascaso accuse le gouvernement d'abandonner systématiquement le front d'Aragon et de refuser toute aide au Conseil, constitué pourtant de représentants de tous les partis et syndicats, P.C., J.S.U. et U.G.T. compris. C'est que, effectivement, socialistes, communistes et républicains ne sont encore jamais parvenus à organiser, de l'intérieur, une opposition sérieuse à la direction de la C.N.T. qui domine totalement le Conseil. Mais avec la constitution du gouvernement Negrín, les conditions changent et il leur devient possible de compter sur une aide extérieure. Le journal communiste *Frente rojo*, le 31 juillet, lance les premières accusations contre « les extrémistes... de certaines organisations... en liaison avec la cinquième colonne ». Quelques jours après se tient à Barbastro une assemblée de représentants des partis et syndicats aragonais hostiles à la domination de la C.N.T. à travers le Conseil : parti républicain, parti communiste et U.G.T., au nom du Front populaire, réclament la dissolution du Conseil à cause de sa politique « équivoque et contraire aux intérêts de l'économie de la région », demandent au gouvernement d'envoyer un « gouverneur fédéral », pour le représenter. Le 10 août paraît le décret de dissolution du Conseil d'Aragon. « L'Aragon, dit l'exposé des motifs, est resté en marge de ce courant centralisateur auquel nous devons en grande partie la victoire qui nous est promise. » A l'autorité du Conseil est substituée celle d'un gouverneur civil, le républicain Mantecon. Immédiatement, la 11^e division du commandant communiste Lister, envoyée par Prieto aux environs de Caspe, passe à l'action contre les Comités et les collectivités dont la presse du Front populaire unanime réclame la dissolution. Le journal du Conseil *Nuevo Aragon* est supprimé et remplacé par le communiste *El Día*. Les Comités locaux sont remplacés par des Conseils municipaux installés par les troupes de Lister. Les locaux de la C.N.T. et des organisations libertaires sont occupés militairement, puis fermés. De nombreux responsables sont arrêtés, et parmi eux Joaquín Ascaso, le 12 août, inculpé de « contrebande » et de « vols de bijoux »²⁹². Le 18 septembre, bénéficiant d'un non-lieu, il est remis en liberté. A cette date, l'objectif est atteint, le dernier pouvoir révolutionnaire a été définitivement liquidé.

En même temps, l'aile irréductible de la F.A.I. et de la C.N.T. a été frappée de façon décisive. Au lendemain des Journées de mai, Santillán s'est efforcé de convaincre ses amis García Oliver et Vasquez que la C.N.T. et la F.A.I. se sont trompées en « arrêtant le feu (à Barcelone) sans avoir réglé les questions en suspens », et qu'il est encore temps en contre-attaquant de « récupérer les positions perdues ». Dans les mois qui suivent, il est écarté de toute responsabilité confédérale : la F.A.I., qui partage son point de vue, est impuissante sans la C.N.T. dont la direction, faute d'une autre perspective, est entièrement acquise au soutien de Negrín. Au cours du plénum du mouvement libertaire d'octobre 1938, on verra Mariano Vazquez s'en prendre aux irréductibles en condamnant l'activité des Patrouilles de contrôle, les « positions donquichottesques » du Conseil d'Aragon, les « manœuvres » de Joaquín Ascaso... Le 21 septembre 1937, des canons et des tanks, sur l'ordre du gouvernement, participent à l'assaut de *Los Escolapios*, siège du Comité de défense C.N.T.-F.A.I., dont les forces de l'ordre s'emparent après plusieurs heures de combat. En décembre, les Jeunesses libertaires entrent, aux côtés de la J.S.U., dans l'Alliance de la jeunesse antifasciste. Fidel Miro, compagnon d'Alfredo Martínez, assassiné en mai, siège aux côtés de Carillo, l'animateur de l'Alliance. Le Front de la jeunesse révolutionnaire appartient désormais au passé.

La liquidation de l'opposition loyale

Il ne reste plus, contre l'autorité gouvernementale, qu'un obstacle sérieux, l'opposition de Largo Caballero, toujours secrétaire de l'U.G.T., dont l'influence reste importante dans le parti et la J.S.U. et se manifeste dans les journaux que ses amis contrôlent, *Claridad*, *Adelante* de Valence et *La Correspondencia de Valencia*. Le « vieux » résiste, s'efforce de tenir tête, dans cette lutte d'appareil, aux forces conjuguées de Prieto et de l'État. Mais il évite de briser en public le front antifasciste ; quand il s'y décide, il est trop tard.

La minorité des J.S.U. est la première écrasée. Après la rébellion de Fernández et Gregori, au nom des fédérations des Asturies et du Levant, elle semble d'abord se développer, renforcée par l'appoint d'anciens dirigeants des J.S., Leoncio Pérez, Martínez Dasi, Tundidor López, sur la double ligne de l'opposition au P.C. et à la politique d'Union sacrée et de la lutte pour la démocratie interne. En juin, ils sont en pleine offensive, prévoient la sortie d'un hebdomadaire, *Renovación*, réclament un congrès qui élirait une direction comprenant des représentants de toutes les tendances. Mais, bientôt, la chute des Asturies va les priver de leur bastion. Le silence de Largo Caballero les laisse réduits à leurs seules forces, face au gouvernement qui leur interdit toute manifestation publique. La rébellion de la J.S.U. s'éteint, faute, d'appui extérieur.

Dans le parti socialiste, c'est autour des journaux contrôlés par Largo Caballero et ses amis que se déroule la bataille. Dès le mois de mai, Hernández Zancajo cesse d'être directeur de *Claridad* ; bientôt Carlos de Baraibar et Araquistain sont exclus du

²⁹² Il s'agissait de la vente de bijoux saisis pour le compte du Conseil d'Aragon à l'automne 1936.

comité de rédaction. En juillet, le secrétariat de l'U.G.T. fait connaître que *Claridad*, de même que *Las Noticias* de Barcelone, ne repré sentent plus l'opinion de la centrale. A la mi-juillet, le plenum provincial de la fédération socialiste de Valence prononce la dissolution de tous les comites de liaison avec le P.C. tant que Jesus Hernandez et la Pasionaria n'ont pas retiré les accusations portées contre Largo Caballero. Le 26, sur décision de la commission exécutive nationale, l'organisation socialiste de Valence s'empare des locaux de la fédération provinciale. Une commission, accompagnée du gouverneur socialiste Molina Conejero, tente de s'emparer des locaux de son journal *Adelante*, organe de la fédération provinciale, fidèle à Largo Caballero. Les militants résistent : le journal sera enlevé de force, sur ordre du ministre socialiste de l'Intérieur Zuga zagoitia, par un détachement de gardes d'assaut. Un plenum extraordinaire du parti socialiste approuve la saisie. Le 27, la rédaction d'*Adelante* est confiée à l'ancien secrétaire de Prieto, Cruz Salido, membre de l'exécutif.

Caballero n'a plus à sa disposition que *La Correspondencia de Valencia*, quotidien du soir de l'U.G.T. Il va bientôt le perdre aussi. Dès le lendemain de la constitution du gouvernement Negrin en effet, l'offensive a com mencé contre la direction au sein de l'U.G.T. Le 28 mai, par 24 voix contre 14, le comité national désapprouve l'attitude de l'exécutif pendant la crise et son refus de soutenir un gouvernement qui ne serait pas présidé par Largo Caballero. Les communistes exploitent ce vote hos tile à la direction dans une campagne, fort bien agencée, pour la réorganisation des organismes de direction par une représentation proportionnelle des tendances, commu niste, socialiste, sans partis. L'exécutif démissionne, mais revient sur sa décision, car la majorité, qui comprend non seulement les communistes, mais bon nombre de socialistes simplement hostiles à la non-participation, n'est pas prête à le remplacer. Le 1^{er} août pourtant, les grandes fédé rations d'Industrie contrôlées par des communistes ou des pro-communistes exigent une nouvelle réunion du comité national. L'exécutif Caballero s'y refuse et riposte par l'exclusion, pour non-paiement des cotisations, les fédé rations d'Industrie qui ne sont pas en règle, 200 000 tra vailleurs au total, dont les mineurs, les Cuir et Peaux, le Gaz et l'Electricité, les enseignants, les employés de banque... Le 28 septembre, la minorité exige la convocation dans les 48 heures d'un comité national pour discuter de l'exclusion « d'un tiers des fédérations de l'U.G.T. ». *Adelante*, journal du parti socialiste, annonce la réunion du comité national pour le 1^{er} octobre. Le 30 septembre, Caballero et l'exécutif dénoncent cette convocation, qui est un acte d'indiscipline. Le 1^{er} octobre se réunissent dans l'escalier du local de l'exécutif, les délégués de 31 fédéra tions sur 42 – dont 13 suspendues –, sous la présidence de Felipe Pretel, trésorier de l'exécutif et secrétaire géné ral du commissariat, collaborateur d'Alvarez del Vayo.

L'assemblée prend le titre de Comité national, annule les exclusions, élit un nouvel exécutif²⁹³ présidé par Gonzalez Peña, se déclare fidèle inconditionnellement au gouvernement Negrin. Le ministre de l'Intérieur suspend *La Correspondencia de Valencia* : des ouvriers manifestent à Valence et protestent. Le 6 l'exécutif de Caballero, dans un manifeste, annonce qu'il prépare un Congrès national. Il dénonce la collusion des « scissionnistes » et du gouvernement : le ministre Giner de los Rios a donné aux postiers l'ordre d'acheminer tout le courrier de l'U.G.T. et de payer les chèques à l'exécutif Gonzalez Peña. Les banques reçoivent des ordres semblables. De son cote, le Comité de liaison P.S.-P.C. dénonce la « conduite scissionniste et dictatoriale » de l'exécutif Caballero, salue le « Comité national de l'U.G.T. qui met fin à la situation de violence et de malaise » en « se rangeant aux côtés du gouvernement ».

Le conflit est désormais public : Largo Caballero annonce qu'il va faire appel à l'opinion ouvrière par une série de conférences prononcées dans les plus grandes villes de la zone républicaine. Le gouvernement laisse faire, espérant un échec à Madrid où l'on estime géné ralement que la popularité du « vieux » à baissé. Or, le 17 octobre, quand il prend la parole au cinéma *Pardinas*, les cinq plus grandes salles qui retransmettent son dis cours regorgent de monde et la foule s'entasse sur les trottoirs, autour des haut-parleurs. Il raconte ses démêlés avec les communistes, la manière dont ils ont fait tomber son gouvernement, dénonce la coalition des socialistes de droite et des communistes, l'emploi de l'autorité de l'État pour le déloger du contrôle de l'U.G.T. Il critique féro cement la politique du gouvernement Negrin, sans pro poser cependant une politique de rechange, sans lancer aucun mot d'ordre. Son discours est celui d'un opposant loyal qui ne menace en rien le régime²⁹⁴. Il produit pourtant une impression énorme par l'écho qu'il rencontre. Le gouvernement, effrayé, décide de l'empêcher de pour suivre : le 21, en route pour Alicante, il est arrêté et ramené à Valence où il est gardé à vue à son domicile. Sa seule protestation sera une lettre ouverte au président des Cortes : il ne se bat plus. Le gouvernement, dès lors, exploite son avantage : le 28 novembre, il reconnaît comme seule légitime l'autorité du Comité exécutif dissident, celui que préside Gonzalez Peña. Le 30, il fait saisir *La Correspondencia de Valencia*. L'exécutif Caballero, qui se pré parait à convoquer un congrès, est pratiquement mis hors la loi. Il reste alors à faire sanctionner la nouvelle situa tion par la Fédération syndicale internationale. Au début de janvier, Léon Jouhaux, secrétaire de la C.G.T. fran çaise, vient à Valence au nom de la F.S.I. pour essayer de trouver une solution de « compromis ». Il aboutit le 2 janvier : quatre caballeristes, Diaz Alor, Zabalza, Tomas et Hernandez Zancajo entrent à l'exécutif présidé par Gonzalez Peña. La « scission » de l'U.G.T. est terminée: il n'y aura pas de congrès. Largo Caballero est définiti vement battu, et ne jouera plus aucun rôle dans la vie politique espagnole²⁹⁵.

Mise en place d'un appareil de répression

Le gouvernement Negrin, cependant, veille à mettre en place le dispositif nécessaire à l'efficacité d'une éventuelle répression. Le ministre de la Justice, Irujo, commence par réorganiser les Tribunaux populaires, réservant par décret le droit de présentation des jurés aux seules orga nisations légales à la date du 16 février. La F.A.I. était illégale et se trouve ainsi exclue

293 Edmundo Dominguez est vice-président, Rodriguez Vega secré taire et Pretel, trésorier. Ce sont tous des socialistes nuance Del Vayo.

294 Il donne pleinement raison au commentateur du *Times* qui écrit le 8 octobre qu'il est « une espèce d'opposition au sein du Front populaire qui est prête à accepter la charge du gouvernement si la roue venait à tourner ».

295 Il est intéressant de noter sur « point l'accord total des diri geants de la C.G.T. française, socialistes et communistes, avec Ne grin, contre Largo Caballero, dont l'« arbitrage » de Jouhaux consacre la défaite acquise grâce à l'intervention de l'Etat. Quelques mois après, c'est Vincent Auriol qui tentera en vain de convaincre Largo Caballero d'accepter un rapprochement avec Negrin.

des Tribunaux populaires. Mais ceux-ci manifestent encore trop d'indépendance et sont enclins à la mansuétude quand ils ont à juger des accusés antifascistes. La liquidation totale de l'opposition exige un instrument plus docile. Un décret du 23 juin 37 institue donc des tribunaux spéciaux destinés à réprimer les crimes d'espionnage et de haute trahison. Ils sont composés de trois juges civils et deux juges militaires, tous nommés par le gouvernement. La définition du « délit d'espionnage et de haute trahison » est suffisamment extensive pour permettre l'utilisation de cette arme terrible contre tout opposant, même non fasciste... Sont, en effet, considérés comme tels, le fait « d'accomplir des actes hostiles à la République, au dehors ou à l'intérieur du territoire national », de « défendre ou propager des nouvelles, émettre des jugements défavorables à la marche des opérations de guerre ou au crédit et à l'autorité de la République », les « actes ou manifestations tendant à affaiblir le moral public, démoraliser l'armée ou diminuer la discipline collective ». Les peines prévues vont de six ans d'internement à la peine de mort. Circonstance aggrave, elles sont les mêmes pour le délit accompli que pour « la tentative et le délit subissant un échec, la conspiration et la proposition, ainsi que la complicité et la protection ». Le décret permet toutes les provocations et donne à la police des pouvoirs discrétionnaires puisqu'il prévoit que « seront exempts de peine ceux qui, après avoir donné leur accord pour commettre un de ces délits, le dénonceraient aux autorités avant qu'il ne soit accompli ».

C'est pratiquement interdire toute manifestation d'oppositions et toute critique. C'est donner au gouvernement la possibilité de condamner pour « haute trahison » quiconque exprime un désaccord avec tout ou partie de sa politique. C'est en vertu de ce décret que seront jugés les dirigeants du P.O.U.M., pour des actes antérieurs à sa promulgation.

Cette politique de répression, cependant, ne s'étale pas au grand jour. Comme avant la révolution, les réunions syndicales doivent être autorisées par le délégué à l'Ordre public, après une demande faite au moins trois jours à l'avance. Comme avant la révolution, la censure, justifiée au départ par des nécessités militaires, s'exerce maintenant sur les prises de position politiques. Dès le 18 mai, *Adelante* paraît avec une première page en blanc sous le titre : « *Viva Largo Caballero* ». Le 18 juin, le gouvernement se réserve le monopole des émissions radiophoniques et saisit les émetteurs des centrales. Le 7 août, *Solidaridad obrera* est frappée de cinq jours de suspension pour avoir commis une infraction aux instructions de la censure en paraissant avec des « blancs » à la place des passages censurés : la censure fonctionne et exige qu'il ne reste pas trace de son activité. Le 14 août, une circulaire interdit toute critique à l'égard du gouvernement russe : « Avec une insistance qui permet de deviner un plan précis destiné à offenser une nation exceptionnellement amicale, créant ainsi des difficultés au gouvernement, divers journaux se sont occupés de l'U.R.S.S. d'une manière qui ne peut être admise... Cette licence absolument condamnable ne devrait pas être permise par le Conseil des censeurs... Le journal qui ne se conformerait pas serait suspendu indéfiniment, même s'il a été censuré ; dans ce cas, le censeur sera traduit devant le tribunal spécial chargé de crimes de sabotage. » La censure jouera, de même que la police et la poste, un rôle actif dans la scission de l'U.G.T., « coupant » systématiquement les déclarations de l'exécutif Caballero ou les articles de la C.N.T. consacrés à cette question.

Le S.I.M.

Il faut réserver une place à part, dans cet appareil de répression, au S.I.M. – *Servicio de investigacion militar* – créé, sur une initiative d'Indalecio Prieto, par un décret du 15 août 1937. Initialement service de contre-espionnage, il devient très vite une police politique toute-puissante, pouvant, sans jugement et sans autre enquête que la sienne, décider arrestations ou libérations. Après le républicain Sayagües, il est dirigé par le socialiste Uribarri, ex-officier de la garde civile qui s'entend directement avec les Russes des « services spéciaux », puis, après sa fuite en France²⁹⁶ par Santiago Garcés qui passe pour avoir été l'un des auteurs de l'assassinat de Prieto, créateur du S.I.M., a longuement raconté comment il a vu le service lui échapper. Le commandant Duran, communiste, chef du S.I.M. de Madrid, nomme des militants communistes à tous les postes importants et les « techniciens » russes protesteront quand Prieto voudra les renvoyer dans l'armée. Quelques mois après sa création, le S.I.M., qui échappe complètement à l'autorité du ministre de la Défense nationale, compte plus de 6000 agents, et dirige des prisons et des camps de concentration²⁹⁷.

296 Voir la brochure de Prieto *Como y por qué sali del ministerio de Defensa nacional*. Uribarri a commencé par se plaindre des pressions des « spécialistes » russes, puis il a cédé et s'est entendu directement avec eux, par-dessus la tête du ministre. Au début de mai 1938, il s'enfuit en France à la tête d'une petite fortune en bijoux et en or volés au cours d'opérations policières. Le gouvernement espagnol demandera en vain son extradition.

297 Après la deuxième guerre mondiale, de nombreux auteurs ont rapproché les événements d'Europe orientale, la mainmise du parti communiste et de l'U.R.S.S. sur l'Etat, de ce qui s'était passé en Espagne républicaine sous le gouvernement Negrin. Julian Gorkin a intitulé un essai inédit : *L'Espagne, premier essai de démocratie populaire*. Cette comparaison est équivoque, dans la mesure où la genèse des démocraties populaires, mal connue, est trop souvent présentée de façon tendancieuse, soit comme le résultat d'un mouvement de masses, une sorte de révolution dirigée par le P.C., soit comme le résultat d'une conquête directe par l'armée rouge.

Les ressemblances sont frappantes, mais seulement si l'on s'en tient à des faits incontestables, généralement laissés dans l'ombre :

- les pays d'Europe orientale ont d'abord connu en 1945 une vague révolutionnaire. En Allemagne et en Tchécoslovaquie, elle s'est concrétisée par la formation de « Conseils ouvriers » (v. Benno Sarel, *La classe ouvrière d'Allemagne orientale*, pp. 17-49, et Paul Barton, *Prague à l'heure de Moscou*, pp. 120 et sq.).

- ensuite, le parti communiste, allié dans un « Front National » aux sociaux-démocrates et aux républicains démocrates souvent revalorisés par lui, s'emploie à détruire les Conseils et à restaurer l'Etat, dans lequel il se réserve le contrôle absolu de la police politique, et, dans la mesure du possible, de l'Armée (voir Barton, *op. cit.*, et François Fejtö, *Histoire des Démocraties populaires*, avec, page 107, une référence de Rakosi au contrôle de la police).

- dans une troisième étape, la seule qui soit bien connue, c'est la tactique du « salami » décrite par Rakosi : le P.C. se débarrasse, par tranches successives, de ses alliés de la veille. Son appareil contrôle le parti unifié, formé par la fusion socialiste-communiste (S.E.D. allemand, P.O.U.P. polonais, Parti des Travailleurs hongrois, etc.). Il contrôle ses alliés par des personnalités qu'il a su se gagner, et reste finalement le maître. (Ainsi en Espagne s'est-il servi de Prieto contre Largo Caballero, puis de Negrin contre Prieto).

L'État fort

Ainsi l'État « démocratique » reconstruit par Largo Caballero devient-il sous Negrin un État fort. Il se proclame toujours « démocratique et parlementaire », mais les Cortes squelettiques ne sont plus qu'une assemblée de figurants, et il n'est question d'élections ni aux Cortes ni aux Con seils municipaux²⁹⁸. Aucune opposition véritable ne peut s'exprimer au grand jour et la critique est assimilée à la trahison. On continue à parler de la « révolution populaire », mais la réalité est une constante remise en question des conquêtes révolutionnaires. Le gouvernement Negrin s'est affirmé partisan de la liberté des cultes, et, sous la patiente impulsion d'Irujo, est parvenu à desserrer l'étreinte qui pesait sur les prêtres et l'Église catholique. Bien des propriétaires fonciers portés « disparus » reviennent, d'autres sortent de prison. Tous réclament leurs terres, saisies en 35 : ils ont pour eux le droit et la loi, ainsi que l'appui gouvernemental²⁹⁹. En Catalogne, l'application du décret de collectivisation est suspendue, parce que « contraire à l'esprit de la Constitution ». Le décret du 28 août 1937 permet au gouvernement, par *l'intervención*, de prendre en mains toute entreprise métallurgique ou minière. *L'Economist* écrira bientôt (26 février 1938) : « L'intervention de l'État dans l'industrie allant à l'encontre de la collectivisation et du contrôle ouvrier, rétablit le principe de la propriété privée »³⁰⁰. Agents de maîtrise et directeurs reprennent leur place. L'État perçoit pour son compte les dividendes des actions « saisies » aux factieux et paie ceux des capitalistes étrangers.

La centralisation est telle que les autonomistes catalans et les nationalistes basques quittent finalement le gouvernement³⁰¹. L'armée populaire se transforme définitivement en armée régulière de type traditionnel. Le Code de justice militaire nouveau prévu par Largo Caballero n'a jamais vu le jour et c'est l'ancien qui est en vigueur. Le gouvernement Negrin rétablit la hiérarchie des soldes³⁰². Prieto interdit aux officiers « ouvriers » de dépasser le grade de commandant. Il restreint les pouvoirs et diminue le nombre des commissaires politiques³⁰³, interdit aux militaires toute participation à des manifestations politiques (5 oct. 37). On voit renaître l'esprit de caste des officiers et Winston Churchill peut écrire :

« Au cours de l'année écoulée, le caractère du gouvernement républicain espagnol s'est nettement modifié dans le sens d'un mouvement simultané vers un système militaire et gouvernemental plus ordonné... Les anarchistes ont été mis à la raison par le fer et par le feu... On a formé une armée qui possède de la cohésion, une organisation stricte et une hiérarchie de commandements... Quand, dans quelque pays que ce soit, toute la structure de la civilisation et de la vie sociale est détruite, l'État ne peut se reconstituer que dans un cadre militaire... Dans sa nouvelle armée,... la République espagnole possède un instrument dont la signification n'est pas seulement militaire, mais politique... »

Le leader conservateur anglais conclut : « Les deux partis ont progressé de façon continue vers une expression cohérente de l'état d'esprit espagnol. N'est-ce pas le moment pour tous les vrais amis de l'Espagne de faire tous les efforts pour amener une pacification ? »³⁰⁴. Dans un article retentissant qui dresse le bilan de l'action de Negrin au 8 novembre 37, le *Times* peut écrire : « Deux nouveaux facteurs sont en train de prendre de l'importance : l'un concerne le caractère de la révolution, l'autre le caractère de la guerre. Le premier consiste dans une ferme réaction contre la violence d'en bas ; le deuxième consiste dans l'action en profondeur et en largeur de cette aspiration à l'indépendance qui est un des sentiments latents les plus forts du caractère national espagnol. Le premier, s'il va assez loin, changera le caractère de la révolution ; le deuxième, s'il aboutit à sa conclusion logique, doit finir par souder intimement les uns aux autres les partis opposés à l'heure actuelle de l'Espagne gouvernementale. »

Gouvernement de la « victoire » comme dit le parti communiste, ou gouvernement de la « réconciliation nationale » comme le souhaitent les conservateurs anglais ? Une page, en tout cas, est tournée. Quand, le 1^{er} octobre 1937, les Cortes se réunissent à nouveau, Caballero est absent, et bien entendu, il n'y a aucun dirigeant anarchiste : ils n'étaient, en février 36, ni candidats, ni élus. Mais le conservateur Miguel Maura est là, et aussi Por tela Valladares, revenu de France où il s'était réfugié, et qui proclame sa joie de voir « l'Espagne marcher vers une reconstruction sérieuse et profonde ». Quand, une semaine après, la presse franquiste, pour le discréditer, rendra publiques ses offres de service à la « cause nationale », il n'y aura pas grand-chose à répondre du côté républicain : la « respectabilité » se paie. Les attaques de la presse de la C.N.T. contre Maura et Valladares sont censurées, comme le discours du vieux Pestaña dénigrant l'emprise communiste et le recul de la révolution.

Celle-ci, en fait, est terminée. L'État est restauré. Un militaire qui a « maltraité par la parole » un supérieur dans le service risque la peine de mort. Les ouvriers dans les usines travaillent sous la stricte discipline de la « militarisation ». Deux galeries et demie sur six, au *Carcel modelo* de Barcelone, sont réservées aux détenus du P.O.U.M. et de la C.N.T.

Ceux qui ont vaincu la Révolution vont-ils gagner la guerre ? A cette condition seulement, les sacrifices et les souffrances du

298 Le parti communiste, à la fin de 37, mènera campagne pour des élections générales. Il s'agit à ce moment, pour lui, d'une riposte et d'un moyen de pression contre les tentatives de Prieto de réduire son influence.

299 La fédération U.G.T. des Travailleurs de la terre du Levante surnomme Uribe, ministre de l'Agriculture, l' « ennemi public n° 1 ».

300 Le Conseil du Travail, créé par le catalaniste Ayguadé, comprend 31 membres dont 7 représentants de l'Etat, 12 du patronat et 12 des syndicats.

301 Ayguadé et Irujo démissionnent le 11 août 1938 parce qu'ils sont en « désaccord fondamental » avec la politique de gouvernement à l'égard de la Catalogne. Un Catalan et un Basque, Moix, du P.S.U.C. et Tomas Bilbao, de la petite Action nationaliste basque, prennent leur place, mais leur présence n'a guère de signification.

302 La solde d'un simple soldat passe de 10 pesetas à 7 par jour : celle d'un sous-lieutenant à 25, d'un capitaine à 50, d'un lieutenant-colonel à 100.

303 Seuls subsistent les commissaires de brigade, de division, d'armée.

304 *Journal politique*, p. 177-178.

peuple espagnol pourraient avoir un sens, leurs propres actes une justification. Les hommes qui avaient commencé cette guerre dans le désordre et l'enthousiasme, ou du moins ceux qui restent, continuent à se battre : ils le font désormais dans l'ordre et la discipline, sous un gouvernement qui mérite les éloges de Winston Churchill et du *Times*. Mais, pour se battre contre Franco et ses alliés, l'Espagne « démocratique » et respectable de 1937 est aussi isolée que l'était l'Espagne révolutionnaire de 1936.